



DEPARTEMENT FINANCES

La réforme de la taxe professionnelle

volet 3 :
la cotisation
sur la valeur ajoutée
des entreprises
(CVAE)

juin 2012

La réforme de la taxe professionnelle et ses conséquences sur la fiscalité des communes et des communautés :

l'ensemble des dispositions issues de la LF 2010,
de la LF 2011, de la LFR 2010, des LFR 2011,
de la LF 2012 et de la LFR 2012

- synthèse et premiers bilans
- volets 1 et 2 : la contribution économique territoriale (CET) et la cotisation foncière des entreprises (CFE)
- **volet 3 : la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**
- volet 4 : les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)
- volets 5 et 6 : les règles d'affectation des ressources fiscales, les règles de fixation des taux, les délibérations fiscales
- volets 7 et 8 : le transfert d'impôts d'Etat (TaSCom, frais de gestion), la compensation-relais et les taux de référence 2010, les garanties de ressources et la péréquation horizontale
- volets 9 et 10 : les dispositions transitoires ou diverses (compensations, répartition volontaire des impôts, impôts des établissements publics fonciers et des syndicats à contributions fiscalisées) et la légistique

VOLET 3		
LA COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES (CVAE)		
Introduction		11
QU'EST-CE QUE LA VALEUR AJOUTEE ?		13
Les principes d'application de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	[art. 1586 ter du CGI]	13
- l'assujettissement ou non à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises		14
- la détermination de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises		14
- la valeur ajoutée retenue pour les entreprises de navigation maritime ou aérienne		14
- le taux unique de 1,5 % applicable à la valeur ajoutée		15
- le recouvrement de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises		15
Le dégrèvement de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	[art. 1586 quater]	15
- les modalités de calcul du dégrèvement « dégressif » de la CVAE		15
- l'application d'un taux progressif, pour le calcul du montant de CVAE		15
- le chiffre d'affaires à retenir lorsqu'une société est membre d'un groupe		16
- la majoration de 1.000 euros du dégrèvement pour les entreprises dont le CA est inférieur à 2 millions d'euros		16
LA REPARTITION DES ENTREPRISES PAR TRANCHE DE CA ET LE CALCUL DE LA CVAE (TABLEAU RECAPITULATIF)		16
L'ASSUJETTISSEMENT EN FONCTION DU CA ET LE TAUX DU DEGREVEMENT DEGRESSIF (TABLEAU RECAPITULATIF)		17
EXEMPLE DE CALCUL DU MONTANT REEL DE COTISATION DE CVAE		17
- les modalités de calcul du CA en cas d'apport, de cession d'activité, de scission d'entreprise ou de TUP		19
L'exercice de référence pris en compte	[art. 1586 quinquies]	19
- le cas général du dernier exercice clos de 12 mois		19
- les cas où l'exercice clos est supérieur ou inférieur à 12 mois		19
LE CHAMP D'APPLICATION DE LA CVAE	[instruction 6 E-4-12 du 9 février 2012]	21
- les entreprises concernées		21
· les conditions tenant à la qualité de l'entreprise et à son activité		21
· le seuil de chiffre d'affaires et les activités à retenir pour l'appréciation du chiffre d'affaires		22
· le cas des sociétés civiles (SCM) de moyens à compter des impositions dues au titre de 2011		22
· le périmètre à retenir pour l'appréciation du chiffre d'affaires		22
· la période de référence à retenir pour l'appréciation du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée		22
SCHEMA DE RAISONNEMENT : ENTREPRISES DONT AU MOINS UNE ACTIVITE EST DANS LE CHAMP DE LA CFE		23
DIVERS EXEMPLES		24
Les éléments entrant dans la CVAE de la généralité des entreprises	[art. 1586 sexies I et II]	26
- le calcul du chiffre d'affaires		26
- le calcul de la valeur ajoutée		27
- la limitation de la VA prise en compte à 80 % ou à 85 % du CA		30
- la prise en compte, dans le calcul de la VA d'une activité de location d'immeubles, des produits et charges		30
TABLEAU RECAPITULANT LES DIFFERENTS ELEMENTS ENTRANT DANS LE CALCUL DE LA VA (DROIT COMMUN)		31
LE CALCUL DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DE LA VALEUR AJOUTEE : LE REGIME DE DROIT COMMUN	[instr. 6 E-1-10]	32
- les personnes concernées		32
- le calcul du chiffre d'affaires		33
· les entreprises autres que titulaires de BNC n'exerçant pas l'option (art. 93 A) et les titulaires de revenus fonciers		33
<i>les ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises</i>		33
<i>les redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires</i>		33
<i>les plus-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles, se rapportant à une activité normale</i>		33
<i>les refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges</i>		33
· les titulaires de bénéfices non commerciaux n'exerçant pas l'option mentionnée à l'article 93 A		34
· les titulaires de revenus fonciers		34
· le calcul de la valeur ajoutée		34
· les entreprises autres que titulaires de BNC n'exerçant pas l'option (art. 93 A) et les titulaires de revenus fonciers		34
<i>les produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée</i>		35
<i>les charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée</i>		36
· les titulaires de bénéfices non commerciaux n'exerçant pas l'option mentionnée à l'article 93 A		39
· les titulaires de revenus fonciers		39
· la mesure transitoire pour les années d'imposition de 2010 à 2018		39
· le plafonnement du montant de la valeur ajoutée		40

LES MODIFICATIONS CONCERNANT LE CALCUL DE LA VA DES REDEVABLES DU REGIME DE DROIT COMMUN [L.6 E-5-11]	41
- la majoration du chiffre d'affaires par les rentrées sur créances amorties	41
- la déduction des amortissements des biens donnés en sous-location	41
- l'ajustement de la période retenue pour le chiffre d'affaires utilisé pour le calcul de la limitation de la valeur ajoutée	41
LES MODIFICATIONS DU CALCUL DE LA VA DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT [instruction 6 E-5-11]	41
LE REGIME DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ENTREPRISES ASSIMILEES [instruction 6 E-1-10]	42
- les personnes concernées	42
- le calcul du chiffre d'affaires	42
· les produits pris en compte : les produits d'exploitation bancaire et les produits divers d'exploitation	42
· les produits exclus	42
95 % des dividendes sur titres de participation et parts dans les entreprises liées	42
les plus-values de cession sur immobilisations figurant dans les produits divers d'exploitation	43
les reprises de provisions spéciales et de provisions sur immobilisations	43
les quotes-parts de subventions d'investissement	43
les quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun	43
- le calcul de la valeur ajoutée	43
· les produits à ajouter : les reprises de provisions spéciales	43
· les charges à déduire	44
les charges d'exploitation bancaires autres que les dotations sur immobilisations données en crédit-bail ou en location simple	44
les services extérieurs, à l'exception de certains loyers et des redevances de crédit-bail ou de location-gérance	44
les charges diverses d'exploitation, à l'exception de certaines moins-values et des quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun	44
Les éléments entrant dans la CVAE des établissements de crédit [art. 1586 sexies III]	45
- le calcul du chiffre d'affaires	45
- le calcul de la valeur ajoutée	46
Les éléments entrant dans la CVAE des entreprises de gestion d'instruments financiers [art. 1586 sexies IV]	46
- le calcul du chiffre d'affaires	47
- le calcul de la valeur ajoutée	47
LE REGIME DES ENTREPRISES DE GESTION D'INSTRUMENTS FINANCIERS [instruction 6 E-1-10]	47
- les personnes concernées	47
· les conditions alternatives à satisfaire	47
la composition de l'actif	47
le chiffre d'affaires	48
· le périmètre d'appréciation des conditions alternatives	48
- le calcul du chiffre d'affaires	48
- le calcul de la valeur ajoutée	49
LES MODIFICATIONS CONCERNANT LA VA DES ENTREPRISES DE GESTION D'INSTRUMENTS FINANCIERS [instr. 6 E-5-11]	49
- l'exclusion du chiffre d'affaires de l'ensemble des reprises sur provisions	49
- la prise en compte des cessions de titres au niveau des plus ou moins values de cession	49
- la déduction des pertes sur créances irrécouvrables	50
Les éléments entrant dans la CVAE des sociétés de financement d'immobilisations corporelles [art. 1586 sexies V]	50
- le calcul du chiffre d'affaires	50
- le calcul de la valeur ajoutée	51
LE REGIME DES SOCIETES CREEES POUR LA REALISATION D'UNE OPERATION UNIQUE DE FINANCEMENT [inst. 6 E-1-10]	51
- les personnes concernées	51
- le calcul du chiffre d'affaires	51
- le calcul de la valeur ajoutée	51
LES MODIFICATIONS CONCERNANT LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE DES REDEVABLES RELEVANT DU REGIME DES ENTREPRISES CREEES POUR LA REALISATION D'UNE OPERATION UNIQUE DE FINANCEMENT [instruction 6 E-5-11]	52
L'ENTREE EN VIGUEUR A COMPTER DES IMPOSITIONS DE CVAE ETABLIES AU TITRE DE 2011	52
Les éléments entrant dans la CVAE des mutuelles [art. 1586 sexies VI]	52
- le calcul du chiffre d'affaires	52
- le calcul de la valeur ajoutée	53
- la prise en compte, l'année suivante, des plus values de cession réalisées l'année de création de l'entreprise	54

LE REGIME DES ENTREPRISES D'ASSURANCE ET DE REASSURANCE ET DES MUTUELLES	[instruction 6 E-1-10]	55
- les personnes concernées		55
- le calcul du chiffre d'affaires		55
· les reprises de provisions pour dépréciation		55
· les plus-values de cession de placements dans des entreprises liées ou avec lien de participation et les plus-values de cession d'immeubles d'exploitation		55
· 95 % des dividendes afférents aux placements dans des entreprises liées ou avec lien de participation		55
· les quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun.		56
- le calcul de la valeur ajoutée		56
· les produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée		56
· les charges à déduire		56
<i>la liste des charges déductibles</i>		56
<i>l'exclusion des charges déductibles</i>		57
LE CAS PARTICULIER DES PLUS-VALUES DE CESSIION CONSTATEES L'ANNEE DE CREATION DE L'ENTREPRISE		57
LES MODALITES D'IMPOSITION	[instruction 6 E-4-12]	50
- les règles générales de détermination de la valeur ajoutée		50
· le cas général		58
· le cas des entreprises de navigation maritime ou aérienne exerçant des activités en France et à l'étranger		58
- les règles générales de détermination du taux d'imposition et du dégrèvement de CVAE		59
· le taux théorique		59
· le taux effectif d'imposition		59
· la consolidation du chiffre d'affaires pour la détermination du taux effectif		59
<i>les sociétés membres d'un groupe fiscal (à compter des impositions dues au titre de 2011)</i>		59
<i>les opérations de restructuration (les 5 conditions, pour les impositions établies au titre de 2011 et des années ultérieures)</i>		60
· le dégrèvement complémentaire et le montant minimum de CVAE		62
- les règles de détermination des frais de gestion		63
Le montant minimum de la cotisation de CVAE si le CA est supérieur à 500.000 euros	[art. 1586 septies]	63
L'annualité de la taxe, les obligations et le lieu de déclaration	[art. 1586 octies]	63
- l'exercice de l'activité au 1 ^{er} janvier de l'année d'imposition		63
- la taxation en cas d'apport, de cession d'activité, de scission d'entreprise ou de TUP		63
- la déclaration et la date limite de son dépôt au service des impôts		64
- le lieu de déclaration des salariés		64
- le lieu de déclaration des effectifs affectés aux véhicules de transport		64
- la souscription de déclarations dans les 60 jours suivant une TUP, une cession d'entreprise ou un décès		65
- l'imposition à la VA dans la commune où l'entreprise dispose de locaux ou emploie des salariés plus de 3 mois		65
LA DECLARATION DES SALARIES, EN VUE DE LA REPARTITION DU PRODUIT DE LA CVAE	[instruction 6 E-3-11]	65
LES MODALITES DE DECLARATION DU NOMBRE DES SALARIES EMPLOYES PAR LES CONTRIBUABLES SOUMIS A LA CVAE		66
Les conditions dans lesquelles les salariés doivent être déclarés	[art. 328 G bis ann. III]	66
Les éléments devant figurer dans la déclaration	[art. 328 G ter ann. III]	66
- le cas général		66
- le cas des entreprises multi-établissements		66
- le cas des entreprises employant des salariés dans des lieux différents		67
- le cas des contribuables exerçant une activité immobilière et n'employant aucun salarié en France		67
Les catégories de salariés à déclarer	[art. 328 G quater ann. III]	67
- les salariés devant être déclarés		67
- les salariés ne devant pas être déclarés		67
La répartition de la VA lorsque l'entreprise n'emploie aucun salarié en France	[art. 328 G quinquies ann. III]	67
- le cas général		67
- les exceptions		67
- la répartition au prorata des valeurs locatives et des effectifs (cas général)		68
- la répartition en cas d'immobilisations industrielles représentant plus de 20 % de la VL des immobilisations		69
LES PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT DE LA REPARTITION DE LA CVAE DANS LE RAPPORT DURIEUX - SUBREMON		69
LA POSITION DU RAPPORTEUR DE LA COMMISSION DES FINANCES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE		69
LES LIMITES D'UNE REPARTITION DE LA VA SUR UNE BASE SOCIALE		70

LES MODALITES DE DETERMINATION, DE REPARTITION ET DE REVERSEMENT DU PRODUIT DE LA CVAE AUX CL	71
Le versement mensuel de la CVAE l'année suivant celle de son paiement [art. 344 <i>duodecies</i> ann. III]	71
Les corrections de cotisation acquittée par un contribuable au cours d'une année [art. 344 <i>terdecies</i> ann. III]	71
Les modalités de répartition de la CVAE dans les collectivités où l'entreprise dispose de locaux ou emploie des salariés plus de 3 mois [art. 344 <i>quaterdecies</i> ann. III]	72
- le calcul de la fraction attribuée à une commune	72
- le calcul de la fraction attribuée à un EPCI levant la fiscalité professionnelle unique	73
- le calcul de la fraction attribuée à un EPCI levant la fiscalité additionnelle	73
- le calcul de la fraction attribuée à un EPCI levant la fiscalité professionnelle de zone	73
- le calcul de la fraction attribuée à un département	74
- le calcul de la fraction attribuée à une région	74
- les modalités de calcul des rapports utilisés pour la fixation des fractions attribuées à chaque catégorie de collectivité	74
EXEMPLE DE LOCALISATION DE LA VALEUR AJOUTEE (ANNEE [N - 2]) EN FONCTION DES EFFECTIFS ET DE LA VALEUR LOCATIVE POUR UNE CVAE VERSEE EN ANNEE [N - 1]	75
Les particularités prises en compte pour le calcul du produit de CVAE versé en 2011	76
LA DEFINITION DES LOCAUX INDUSTRIELS (UTILE A LA REPARTITION DE LA CVAE ENTRE LES COMMUNES OU SONT SITUES LES ETABLISSEMENTS D'UNE MEME ENTREPRISE ET POUR L'ABATTEMENT DE 30 % DES BASES DE CFE)	79
- les usines et les ateliers	79
- les autres établissements	79
- la détermination de la valeur locative par la méthode comptable	79
- la répartition de la VA d'un contribuable disposant dans + de 10 communes de centrales électriques	80
· la répartition, en fonction de la puissance électrique installée,	80
· la répartition lorsqu'un établissement est situé sur plusieurs communes	80
· la répartition de la valeur ajoutée des autres établissements	80
- la répartition de la VA des contribuables disposant dans plus de 10 communes d'éoliennes ou de photovoltaïques	80
- la répartition de la VA des contribuables disposant d'un établissement de photovoltaïque sur plusieurs communes	81
- la répartition de la CVAE en cas d'absence de déclaration du contribuable	81
- les règles de déclaration (contribuables sans établissement, exerçant une activité de location ou de vente d'immeubles)	81
- la VL des immobilisations imposables à la CFE, prise en compte le cas échéant pour la répartition de la cotisation	81
LA REPARTITION DE LA CVAE DE L'ENTREPRISE [instruction 6 E-4-12]	82
- le cas général	82
· la notion de salarié et le décompte du nombre de salariés à déclarer	82
<i>les salariés à déclarer</i>	82
<i>les salariés à ne pas déclarer</i>	82
<i>les déclarations des salariés par leur employeur juridique, sauf exception</i>	83
<i>le décompte du nombre de salariés à déclarer</i>	83
· le lieu de déclaration des salariés	84
<i>le cas général</i>	84
<i>le cas particulier des salariés affectés aux véhicules des entreprises de transport</i>	85
· la notion de lieu d'emploi et l'appréciation de la durée d'exercice de l'activité dans un lieu d'emploi	86
<i>la notion de lieu d'emploi</i>	86
<i>le décompte de la durée d'exercice de l'activité</i>	86
· quelques précisions diverses	86
· le cas des contribuables qui disposent de certaines installations de production d'électricité	87
· les contribuables concernés	87
· les modalités de détermination de la valeur ajoutée afférente aux installations concernées	88
· la répartition de la valeur ajoutée de l'entreprise	88
· les obligations déclaratives	89
- les conséquences de l'absence de dépôt de déclaration des salariés	89

Les conditions d'application à la CVAE des mêmes exonérations et abattements qu'à la CFE [art. 1586 nonies]	90
- l'exonération de CVAE, en cas d'exonération de CFE, au titre d'une délibération d'une commune ou d'un EPCI	90
- l'exonération possible de la part départementale ou régionale de CVAE	90
- l'exonération possible de CVAE, sauf délibération contraire, lorsque l'entreprise peut être exonérée de CFE	90
- l'application du même taux d'abattement sur les bases soumises à la CVAE et à la CFE (art. 1466 F)	91
- les limites de VA pour bénéficier de l'exonération ou de l'abattement (art. 1466 A)	91
- la fin des exonérations ou abattement de CVAE lorsque les conditions d'obtention ne sont plus réunies	91
- la répartition de la valeur ajoutée d'une entreprise disposant de plusieurs établissements dans la même commune	91
L'APPLICATION DES EXONERATIONS ET ABATTEMENTS FACULTATIFS A LA CVAE [instruction 6 E-4-12]	91
- les entreprises pouvant bénéficier d'une exonération ou d'un abattement facultatifs	91
- le calcul du chiffre d'affaires et de la CVAE	91
- les précisions données par la loi	91
- les dispositions communes à tous les dispositifs d'exonération ou d'abattement facultatifs	92
· les exonérations et abattements facultatifs permanents	92
· les exonérations et abattements facultatifs temporaires	92
TABLEAU RECAPITULATIF DES EXONERATIONS SUR DELIBERATIONS ET SAUF DELIBERATION CONTRAIRE	93
· l'application de l'exonération ou de l'abattement est subordonnée à une demande de l'entreprise	94
· l'exonération ou l'abattement de CVAE s'applique uniquement tant que les conditions requises pour bénéficier de l'exonération ou de l'abattement de CFE correspondant sont remplies	94
· les plafonnements éventuels	94
· les cas d'exonération partielle de CFE	94
· les cas d'exonération de CFE dont la durée, limitée, est fixée par délibération	95
- les règles prévues en matière de délibération	95
· l'exonération pour la part revenant aux communes et aux EPCI	95
· les exonérations pour la part revenant aux départements, aux régions et à la collectivité territoriale de Corse	95
· les exonérations sauf délibération contraire prise pour les impositions dues à compter de 2011	96
· le cas particulier de l'abattement prévu à l'article 1466 F (applicable dans les départements d'Outre-mer)	96
· le maintien des délibérations entrées en vigueur avant 2010 pour les impositions 2010	97
- le maintien des exonérations et des abattements en cours	97
· les dispositifs visés.	97
· les conditions d'application du maintien et sa portée	98
La compensation par l'État des pertes de recettes dues aux exonérations de CVAE [2.1.2. art. 2. LF 2010]	99
La souscription de la déclaration par voie électronique [art. 1649 quater B quater]	100
Le paiement de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises [art. 1679 septies]	101
- les modalités de calcul et de versement de la CVAE	101
- la réduction possible des acomptes, sous la responsabilité des redevables	101
- la limitation possible des acomptes et du solde de CVAE	101
- la liquidation définitive de la CVAE	101
- la non application en 2010 de la condition relative à la CVAE de l'année précédente [2.1.8. art. 2 LF 2010]	101
Le paiement de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises par télé règlement [art. 1681 septies]	102
La fixation, à 1 %, des frais de gestion perçus par l'État [art. 1647-XV]	102
La sanction en cas de manquement aux obligations de déclaration du nombre de salariés [art. 1770 decies]	102
La transmission d'informations par l'administration fiscale [art. L. 135 B du LPF]	102
- la transmission gratuite, sur demande, d'informations aux propriétaires faisant l'objet d'une procédure d'expropriation, aux CL, aux EPCI, aux EPF et aux EPCI d'aménagement	102
- la transmission aux CL des rôles généraux et, sur demande, des montants des rôles supplémentaires et des renseignements individuels, du montant par impôt et par redevable des effectifs salariés et des dégrèvements	102
- la transmission aux groupements levant la TEOM des rôles généraux de taxe foncière sur les propriétés bâties	103
- la transmission gratuite, sur demande, de la liste des logements vacants recensés l'année précédente	103
- la communication entre collectivités locales, EPCI et État des informations nécessaires au recensement des bases	103
- la communication possible entre collectivités locales et EPCI des informations fiscales sur leurs produits d'impôts	103
- la transmission annuelle de la liste des établissements appartenant à une entreprise bénéficiant du plafonnement de la CET en fonction de la VA	103
- la transmission aux EPCI de la liste des locaux soumis à la taxe sur les logements vacants	103
- la soumission des informations communiquées au secret professionnel et aux obligations « informatique et libertés »	104

Les obligations déclaratives, le paiement, la réclamations et le droit de reprise	[instruction 6 E-4-12]	104
- les obligations déclaratives		104
· le principe		104
<i>la déclaration de la valeur ajoutée et des effectifs salariés (servant au reversement de la CVAE aux CT et aux EPCI)</i>		104
<i>la télédéclaration</i>		105
<i>les précisions sur les entreprises qui exploitent des établissements exonérés</i>		105
- le paiement		105
· le versement des acomptes		105
<i>le principe</i>		105
<i>la règle générale</i>		106
· le cas de l'entreprise exploitant un établissement bénéficiant d'une exonération ou d'un abattement facultatif		107
· le versement du solde		108
· les délais de mise en recouvrement		108
- la majoration pour déclarations ou paiements tardifs ou insuffisants		108
- les réclamations		108
- le droit de reprise de l'administration		108
Le versement de la CVAE par douzièmes	[art. L. 2333-2 du CGCT]	109
LES INFORMATIONS DÉTAILLÉES SUR LA CVAE TRANSMISES EN VERTU DE L'ARTICLE L.135 B DU LPF		110
Les modalités de constitution des fichiers		111
Le tracé de fichier de la communication aux collectivités de la répartition de janvier 2012		111
- les éléments figurant en entête de fichier, sur une ligne		111
- les éléments figurant en articles maître		111
- les éléments figurant en articles par ligne d'implantation (établissement, chantier, lieu d'activité)		112
Le calendrier de transmission		113

Les codes couleurs	
Les dispositions législatives issues des lois de finances 2010 et 2011 (ou de textes antérieurs) figurent en noir dans le document	
Les dispositions législatives nouvelles , introduites par les 1^{ère} et 4^{ème} lois de finances rectificatives pour 2011 , la loi de finances initiale pour 2012 et la 1^{ère} loi de finances rectificative pour 2012 figurent en rouge	
Les dispositions règlementaires sont présentées dans des cadres bleus	
Les principales informations figurant dans les différentes instructions de la DGFIP sont présentées dans des cadres verts	
Les éléments d'informations transmis par la DGFIP sur les différents impôts figurent en marron dans des cadres jaunes	

INDEX NUMÉRIQUE

n° article du CGI	volet	page
article 1379	5	12
article 1379 0-bis	5	16
article 1411	5	13
article 1414 A	9	13
article 1447	2	52
article 1447-0	1	15
article 1452	2	60
article 1458	2	61
article 1464 A	2	105
article 1464 K	2	61
article 1466 A	2	65
article 1467	2	41
article 1467 A	2	47
article 1468	2	62
article 1473	2	47
article 1475	2	52
article 1476	2	52
article 1477	2	65
article 1478	2	53
article 1498	2	43
article 1499	2	43
article 1500	2	44
article 1518 bis	2	106
article 1518 A	2	82
article 1518 B	2	46
article 1519 D	4	11
article 1519 E	4	16
article 1519 F	4	19
article 1519 G	4	21
article 1519 H	4	24
article 1519 HA	4	31
article 1519 I	5	19
article 1586	5	38
article 1586 ter	3	13
article 1586 quater	3	15
article 1586 quinquies	3	19
article 1586 sexies	3	26
article 1586 septies	3	63
article 1586 octies	3	63
article 1586 nonies	3	90
article 1599 bis	5	38
article 1599 quater A	4	39
article 1599 quater A bis	4	46
article 1599 quater B	4	35
article 1600	9	37
article 1607 ter	9	33
article 1609 quater	5	23
article 1609 quinquies BA	5	24
article 1609 quinquies C	5	26
article 1609 nonies C	5	28
article 1635 sexies	9	11
article 1635-0 quinquies	4	10
article 1636 B sexies	6	40
article 1636 B octies [I et II]	9	15
article 1636 B octies [III et IV]	9	17
article 1636 B decies	6	46

n° article du CGI	volet	page
article 1636 B undecies	6	48
article 1636 C	9	32
article 1638 quater	6	54
article 1638 quinquies	6	56
article 1638-0 bis	6	50
article 1639 A bis	6	56
article 1639 A ter	6	58
article 1639 A quater	6	60
article 1640 B	8	36
article 1640 C	8	40
article 1641	7	14
article 1644	7	16
article 1647	3	102
article 1647 bis	2	97
article 1647 B sexies	1	15
article 1647 C quinquies B	1	27
article 1647 C quinquies C	2	83
article 1647 C septies	2	97
article 1647 D	2	92
article 1647-0-B septies	1	23
article 1648 A	8	61
article 1648 AC	8	65
article 1649 A ter	4	45
article 1649 A quater	4	21
article 1649 quater B quater	3	100
article 1679 quinquies	2	101
article 1679 septies	3	101
article 1681 septies	3	102
article 1727	2	101
article 1736	4	21
article 1770 decies	3	102

n° article du CGCT	volet	page
article L. 1613-1	9	14
article L. 2333-2	3	109
article L. 2334-4	10	54
article L. 2334-7	7	19
article L. 2336-1	8	69
article L. 2336-2	8	69
article L. 2336-3	8	73
article L. 2336-4	8	86
article L. 2336-5	8	86
article L. 2336-6	8	90
article L. 2336-7	8	90
article L. 5211-28-1	7	19
article L. 5215-32	10	55
article L. 5216-8	10	54
article L. 5216-23	10	53
article R. 2336-1	8	91
article R. 2336-2	8	91
article R. 2336-3	8	92
article R. 2336-4	8	92
article R. 2336-5	8	92
article R. 2336-6	8	92

article 2 de la LF 2010	volet	page
[2.1.2.]	3	99
[2.1.8.]	3	101
[5.3.1.]	9	10
[5.3.2.]	9	10
[5.3.5.]	9	15
[6.1.30.]	2	97
[6.1.33.]	2	47
[6.1.34.]	10	51
[6.2.1.I.]	9	16
[6.2.1.II.]	9	17
[6.2.1.III.]	9	16
[6.2.1.IV.]	9	17
[7.]	10	51

article 77 de la LF 2010	volet	page
[1.1.]	0	38
[1.2.4.1.]	7	16
[1.2.4.2.]	7	19
[1.2.5.]	7	14
[8.]	9	44

article 78 de la LF 2010	volet	page
[1.1.]	8	49
[1.4.]	8	58
[2.1.]	8	54
[2 bis.]	8	58
[3.]	1	34
[4.1.I.]	8	64
[4.1.II.]	8	65
[4.1.III.]	8	65
[4.2.]	8	65

LFR 2010	volet	page
article 41	9	39

LF 2011	volet	page
article 51	9	41
article 108-II-G	2	69
article 108-VII	2	105
article 108-XVI-A	8	51
article 108-XIX	10	53
article 108-XXI	10	55
article 108-XXII	10	56
article 112-III	4	36
article 122	8	64

1 ^{ère} LFR 2011	volet	page
article 21-I	9	18

4 ^{ème} LFR 2011	volet	page
article 44	9	40

LF 2012	volet	page
article 40	8	59
article 144	8	91

textes réglementaires	volet	page
arrêté du 14 avril 2008	4	41
arrêté du 28 juin 2010	4	44
décret n°95-85 du 26 janvier 1995	7	20
décret n°2012-712 du 7 mai 2012	8	91
décret perte CET ou RDM	1	37
décret actualis. modal. dét. CET	10	57

articles non codifiés	volet	page
article 3 loi n°72-657	7	17
article 4 loi n°72-657	7	18
article 6 loi n°72-657	7	18
article 7 loi n°72-657	7	19
article 11 loi n°80-10	9	33
article 29 loi n°80-10	9	35
article 21 LF 1992	9	44
article 42 loi n°95-115	9	12
article 43 LF 2000	4	50
article 29 LF 2003	9	14
article 53-I LF 2004	9	48
article 46 LF 2006	9	49
article 85 LF 2006	1	27

articles annexe 3 au CGI	volet	page
article 328- bis	3	66
article 328 G ter	3	66
article 328 G quater	3	67
article 328 G quinquies	3	67
article 328 P	4	21
article 328 Q	4	36
article 344 duodecies	3	71
article 344 terdecies	3	71
article 344 quaterdecies	3	72

n° article du LFP	volet	page
article L. 135 B	3	102
article L. 235 ter XA	4	30
article L. 235 ter Z	4	30

instructions DGFIIP	volet	page
instruction n°4 A -7-12	3	70
instruction n°6 A -2-11	1	25
instruction n°6 C -4-12	2	44
instruction n°6 E -1-10	3	32
instruction n°6 E -1-12	2	84
instruction n°6 E-2-11	4	14
instruction n°6 E -2-12	4	36
instruction n°6 E -3-11	3	65
instruction n°6 E -4-11	1	28
instruction n°6 E -4-12	3	21
instruction n°6 E -5-11	3	41
instruction n°6 E -6-11	1	17
instruction n°6 E -7-11	2	48
instruction n°6 E -8-11	2	66
instruction n°6 F -1-11	5	20
instruction n°6 F -2-11	9	21
instruction n°6 F -2-12	7	23

circulaire DGCL	volet	page
FPIC n°COT/B/12/20938/C	8	95

VOLET 3

LA COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES (CVAE)

▪ Le volet 3 présente la 2ème part de la contribution économique territoriale : la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), basée sur la valeur ajoutée et affectée dans le PLF 2010 initial aux seuls départements et régions, qui auraient ainsi retrouvé la quasi-totalité du produit de taxe professionnelle qu'ils percevaient auparavant.

Le bloc local (communes - communautés) aurait donc été privé de cette cotisation « valeur ajoutée ». Ainsi, il n'aurait perçu plus que 5,9 milliards d'euros (au titre de la CFE), au lieu de 18,3 milliards, au titre de l'ensemble de l'ex-taxe professionnelle.

Le transfert sur les impôts ménages qui en aurait découlé risquait :

- de pénaliser très fortement l'implication des communes et communautés en faveur du développement économique de leur territoire et de l'accueil des entreprises,
- de fragiliser leurs ressources, dans la mesure où les impôts locaux pesant sur les ménages sont également sujets à de fortes critiques, en raison de leur caractère de plus en plus inéquitable.

Il était par ailleurs logique que le bloc communal puisse bénéficier des fruits de la croissance, au travers d'une ressource assise sur la valeur ajoutée (et donc évoluant, globalement, comme le produit intérieur brut).

La complexité de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises au niveau local n'apparaissait pas être un argument suffisant, dans la mesure où :

- le taux applicable n'est pas fixé localement (mais nationalement),
- de nombreuses communes sont déjà membres de communautés levant la fiscalité professionnelle unique,
- les éléments à prendre en compte pour la répartition de la CVAE (ex : nombre de salariés) doivent pouvoir être recensés sur un territoire donné de façon relativement simple.

▪ Pour toutes ces raisons, l'AMF et l'ensemble des associations représentant les maires et les présidents de communautés ont fait bloc pour qu'une part substantielle de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, assise sur la valeur ajoutée, soit affectée aux communes et aux EPCI à fiscalité propre.

L'Assemblée Nationale avait répondu en partie à cette demande, en octroyant au bloc communal 20 % du produit de la CVAE (soit environ 2,3 milliards d'euros). Ce montant apparaissait insuffisant pour que le lien fiscal soit réellement maintenu.

Le Sénat est allé au-delà de ce montant, en le portant à 26,5 %, mais surtout en fixant un taux unique pour la cotisation correspondante (1,50 %) et a abaissé le seuil d'assujettissement à 152.500 euros.

▪ En fait, l'intérêt essentiel du texte voté au Sénat (repris par la commission mixte paritaire) consiste en l'application d'un dégrèvement de CVAE dit « barémique » (dégressif, en fonction du chiffre d'affaires), applicable à l'ensemble des entreprises ayant un CA égal ou inférieur à 50 millions d'euros. Au-delà, le taux est unique (1,5 %).

Ainsi, par exemple, une entreprise dont le CA est égal à 500.000 euros bénéficiera d'un dégrèvement à 100 %, alors qu'une entreprise ayant un CA de 5 millions d'euros bénéficiera d'un dégrèvement d'environ 50 %. Par ailleurs, un dégrèvement supplémentaire (fixe) de 1.000 euros est appliqué à l'ensemble des entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à 2 millions d'euros.

- Le montant de la CVAE perçue par les collectivités locales s'est élevé en 2011 à 14,738 milliards d'euros :
 - 1,048 milliard d'euros pour les communes,
 - 2,849 milliards d'euros pour les EPCI à fiscalité propre,
 - 7,154 milliards d'euros pour les départements,
 - 3,687 milliards d'euros pour les régions.

Sur ces montants, 75 % (environ 11 milliards d'euros) proviennent effectivement des entreprises, les 25 % restants venant de l'État (produit du dégrèvement barémique ou des compensations d'exonérations).

- Dans ce volet, est présenté l'essentiel des articles législatifs du CGI relatifs à la CVAE :
 - article 1586 *ter* : les principes d'application de la CVAE,
 - article 1586 *quater* : le dégrèvement barémique,
 - article 1586 *quinquies* : l'exercice de référence prise en compte,
 - article 1586 *sexies* : les éléments entrant dans le calcul de la CVAE (chiffre d'affaires et valeur ajoutée) pour la généralité des entreprises, les établissements de crédit, les entreprises de gestion d'instruments financiers, les sociétés de financement d'immobilisations corporelles et les mutuelles,
 - article 1586 *septies* : le montant minimum de cotisation,
 - article 1586 *octies* : l'annualité de la taxe, les obligations et le lieu de déclaration,
 - article 1586 *nonies* : les conditions d'application à la CVAE des mêmes exonérations et abattements qu'à la CFE,
 - articles 1649 *quater* B *quater*, 1679 *septies*, 1681 *septies*, 1770 *decies* : la déclaration, le paiement et les sanctions relatifs à la CVAE.

☞ *L'article 1586 nonies du CGI fixe les conditions d'application à la CVAE des mêmes exonérations et abattements qu'à la cotisation foncière des entreprises (CFE).*

Compte tenu du mode de calcul de la CVAE et surtout du dégrèvement dit « barémique » (dégressif de 1,5 % à 0,01 %, l'on peut s'interroger sur l'opportunité pour une collectivité de maintenir ou de créer ces exonérations ou abattements (dans la mesure où l'État prend en charge une part plus ou moins importante de la CVAE - en fonction inverse du chiffre d'affaires - par le biais du dégrèvement « barémique »).

- L'article L. 135 B du livre des procédures fiscales, relatif à la transmission d'informations par l'administration fiscale, figure également dans son intégralité.

☞ *Les informations reçues (ou susceptibles de l'être, sur demande) concernent non seulement la CVAE, mais également la TaSCom, la TEOM, la taxe d'habitation, la CFE ou les IFER.*

- **Figurent également, dans des cadres bleus, les décrets concernant :**
 - les modalités de déclaration du nombre des salariés employés par les contribuables soumis à la CVAE (articles 328 G *bis*, *ter*, *quater* et *quinquies* de l'annexe III au CGI),
 - les modalités de détermination, de répartition et de reversement du produit de la CVAE aux collectivités locales (articles 344 *duodecies*, *terdecies* et *quaterdecies* de l'annexe III au CGI),
- **Sont présentés, dans des cadres verts, les principaux extraits des différentes instructions relatives à la CVAE**
 - instructions n° 6 E-1-10 du 25 mai 2010 et n° 6 E-5-11 du 3 juin 2011, sur les éléments de calcul du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée,
 - instruction n° 6 E-3-11 du 21 avril 2011, consacrée à la déclaration des salariés,
 - instruction n° 6 E-4-12 du 9 février 2012, relative au champ d'application de la CVAE, aux modalités d'imposition, à la répartition, aux exonérations et abattements, aux obligations déclaratives, au paiement, aux réclamations et au droit de reprise.
- **Enfin, figurent, dans des cadres jaunes, les conditions de transmission par la DGFIP des données relatives à la CVAE, les éléments figurant dans le fichier, ainsi que le calendrier de leur envoi.**

QU'EST-CE QUE LA VALEUR AJOUTEE ?

▪ La « valeur ajoutée », qui doit servir de base à environ deux tiers de l'impôt économique local qui remplace la taxe professionnelle, est une appellation fort utilisée, mais dont on ignore souvent la véritable signification.

Chacun des biens et services produits par une entreprise a une valeur marchande, comme chacun des biens et services qu'elle consomme. En évaluant respectivement la valeur totale de ces biens et services, aux prix du marché (prix facturés), on détermine la production et la consommation de biens et de services (dite consommation intermédiaire).

Par définition, la valeur ajoutée est la différence entre :

la production globale (y compris la marge commerciale)	-	la consommation de biens et de services ⁽¹⁾ en provenance de tiers
---	---	--

(1) les biens et services utilisés pour assurer la production sont, par exemple : les matières premières, les fournitures, l'électricité, les services, les produits semi-finis, etc.

Autrement dit, la valeur ajoutée traduit le supplément de valeur donné par une entreprise, grâce à son activité, aux biens et services en provenance de tiers.

Lorsqu'on parle de valeur ajoutée (VA), sans autre précision, il s'agit d'une valeur ajoutée brute : ainsi, l'amortissement - qui correspond à la consommation de l'équipement productif - n'est pas déduit. Lorsque l'amortissement est déduit, il s'agit de la valeur ajoutée nette (VAN).

▪ La valeur ajoutée bénéficie à tous ceux qui ont participé à la création de richesses. Elle permet de rémunérer :

- le personnel (paiement des salaires),
- les apporteurs de capitaux (versement des dividendes aux actionnaires et des intérêts aux prêteurs),
- les administrations (impôts, taxes et cotisations sociales versés),
- l'entreprise elle-même, pour la partie de la valeur ajoutée non distribuée (bénéfice, réserves pour les futurs investissements).

Ainsi, schématiquement, la valeur ajoutée produite dans une entreprise est partagée entre trois acteurs principaux :

- les salariés, qui ont fourni le travail nécessaire à la production,
- les actionnaires, qui ont fourni le capital nécessaire à la production,
- l'État (et bientôt les collectivités locales), qui prélève des impôts sur la production, pour financer les dépenses publiques.

▪ Enfin, la valeur ajoutée mesure la contribution d'une entreprise à la production totale du pays. En effet, le produit intérieur brut (PIB) d'un pays est la somme des valeurs ajoutées des entreprises implantées dans celui-ci.

LES PRINCIPES D'APPLICATION DE LA COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES

[article 1586 *ter* du CGI]

L'ASSUJETTISSEMENT OU NON A LA COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES

▪ [I.] Les personnes physiques ou morales, ainsi que les sociétés non dotées de la personnalité morale et les fiduciaires, pour leur activité exercée en vertu d'un contrat de fiducie, qui exercent une activité dans les conditions fixées aux articles 1447 et 1447 bis, et dont le chiffre d'affaires est supérieur à 152.500 euros, sont soumises à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.

- Le Sénat a abaissé le seuil de chiffre d'affaires à partir duquel les entreprises sont assujetties à la CVAE à 152.500 euros (au lieu de 500.000 euros dans le texte voté par l'Assemblée nationale), afin qu'un nombre plus important d'entreprises soient assujetties à cette cotisation (+ 540.000 environ).

Ce seuil correspond à l'ancien seuil « historique » de 1 million de francs, servant de limite au régime simplifié d'imposition.

- Toutefois, la cotisation correspondante est « théorique », dans la mesure où les entreprises :
 - ne paieront pas cette cotisation lorsque leur chiffre d'affaires est inférieur à 500.000 euros (puisque le barème progressif réel de cotisation, allant de 0 % à 1,5 %, continue à s'appliquer seulement à compter de 500.000 euros de CA),
 - paieront une cotisation réelle en fonction de ce barème progressif (compte tenu du dégrèvement qui leur sera accordé).
- Les entreprises bénéficieront d'un dégrèvement lorsque la cotisation issue du barème progressif sera inférieure à la cotisation calculée au taux de 1,5 %.

En pratique, seules les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 50 millions d'euros ne bénéficieront pas de ce dégrèvement.

- Ne sont pas soumis à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises :

- les titulaires de bénéfices non commerciaux,
 - les agents d'affaires,
 - les fiduciaires pour l'accomplissement de leur mission,
 - et les intermédiaires de commerce.
- employant moins de cinq salariés et n'étant pas soumis de plein droit ou sur option à l'impôt sur les sociétés.

Ces contribuables (ex : professions libérales) sont soumis à la seule cotisation foncière des entreprises, dont la base correspondait, avant la censure par le Conseil constitutionnel :

- à 5,5 % des recettes,
- et à la valeur locative des biens passibles d'une taxe foncière.

Sont également exclus du paiement de la CVAE les activités exonérées de plein droit.

LA DETERMINATION DE LA COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES

- [II.1.] La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises est égale à une fraction de la valeur ajoutée produite par l'entreprise, telle que définie à l'article 1586 sexies ci-après.
- Pour la détermination de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, on retient la valeur ajoutée produite et le chiffre d'affaires réalisé au cours de la période de référence mentionnée à l'article 1586 quinquies, à l'exception :
 - de la valeur ajoutée afférente aux activités exonérées de CFE en application des articles 1449 à 1463 et 1464 K, à l'exception du [3°] de l'article 1459, (relatif à certains loueurs en meublés),
 - de la valeur ajoutée afférente aux activités exonérées de CVAE en application des [I. à III.] de l'article 1586 nonies.

Cette valeur ajoutée fait, le cas échéant, l'objet de l'abattement prévu au [IV.] de l'article 1586 nonies (abattement équivalent celui appliqué à la base de CFE, au titre de l'article 1466 F).

LA VALEUR AJOUTEE RETENUE POUR LES ENTREPRISES DE NAVIGATION MARITIME OU AERIENNE

- Pour les entreprises de navigation maritime ou aérienne qui exercent des activités conjointement en France et à l'étranger, il n'est pas tenu compte de la valeur ajoutée provenant des opérations directement liées à l'exploitation de navires ou d'aéronefs ne correspondant pas à l'activité exercée en France.

☞ Des précisions sont ainsi fournies pour les entreprises de navigation maritime ou aérienne (qui correspondent à la situation antérieure).

Un décret en Conseil d'État précise les modalités d'application de l'alinéa précédent.

LE TAUX UNIQUE DE 1,5 % APPLICABLE A LA VALEUR AJOUTEE

- [Il.2.] La fraction de la valeur ajoutée mentionnée au [Il. 1.] est obtenue en multipliant cette valeur ajoutée par un taux égal à 1,5 %.

▪ Le Sénat a fixé un taux unique de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à 1,5 %, afin que chaque entreprise (de plus de 152.500 euros de chiffre d'affaires) implantée sur un territoire soit assujettie de façon identique à cette cotisation.

Toutefois, a été instauré parallèlement un dégrèvement :

- calculé à partir de la cotisation qui aurait été due en fonction du barème progressif, et pris en charge par l'État.
- Les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre devraient recevoir ainsi environ 15,3 milliards d'euros de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (pour 11,5 milliards payés par les entreprises), répartis :
 - 26,5 % (soit environ 4,050 milliards), pour les communes et les EPCI,
 - 48,5 % (soit environ 7,420 milliards), pour les départements,
 - 25 % (soit environ 3,820 milliards), pour les régions.

LE RECOUVREMENT DE LA COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES

- [Il.3.] La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises est recouvrée et contrôlée selon les mêmes procédures et sous les mêmes sanctions, garanties, sûretés et privilèges que la taxe sur la valeur ajoutée.

Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à la CFE.

LE DEGREVEMENT DE LA COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES

[article 1586 quater du CGI]

LES MODALITES DE CALCUL DU DEGREVEMENT « DEGRESSIF » DE LA CVAE

- [I.] Les entreprises bénéficient d'un dégrèvement de CVAE.

Il est égal à la différence entre :

- le montant de cette cotisation (calculée au taux de 1,5 %),
- et l'application, à la valeur ajoutée mentionnée au [Il.1.] de l'article 1586 ter, d'un taux calculé de la manière suivante :

L'APPLICATION D'UN TAUX PROGRESSIF, POUR LE CALCUL DU MONTANT DE CVAE

- [I.a.] pour les entreprises dont le chiffre d'affaires (CA) est inférieur à 500.000 euros, le taux est nul,
- [I.b.] pour les entreprises dont le chiffre d'affaires (CA) est compris entre 500.000 et 3.000.000 euros, le taux est égal à :

$$\left[\frac{\text{montant du CA} - 500.000 \text{ euros}}{2.500.000 \text{ euros}} \right] \times \left[0,50 \% \right], \text{ soit un taux variant de } 0,00 \% \text{ à } 0,50 \%,$$

- [I.c.] pour les entreprises dont le chiffre d'affaires (CA) est compris entre 3.000.000 et 10.000.000 euros, le taux est égal à :

$$\left[0,50 \% \right] + \left[\frac{\text{montant du CA} - 3.000.000 \text{ euros}}{7.000.000 \text{ euros}} \times 0,90 \% \right], \text{ soit un taux variant de } 0,50 \% \text{ à } 1,40 \%,$$

- [I.d.] pour les entreprises dont le chiffre d'affaires (CA) est compris entre 10.000.000 et 50.000.000 euros, le taux est égal à :

$$\left[1,40 \% \right] + \left[\frac{\text{montant du CA} - 10.000.000 \text{ euros}}{40.000.000 \text{ euros}} \times 0,10 \% \right], \text{ soit un taux variant de } 1,40 \% \text{ à } 1,50 \%.$$

- [I.e.] pour les entreprises dont le chiffre d'affaires (CA) est supérieur à 50.000.000 euros, le taux est égal à 1,50 %.

- Les taux mentionnés aux [b.], [c.] et [d.] sont :
 - exprimés en pourcentages,
 - et arrondis au centième le plus proche.

- Pour l'application du présent **article 1586 quater**, le **chiffre d'affaires** s'entend de celui mentionné au **[II.1.]** de l'**article 1586 ter** ci-dessus.

☞ *Le gouvernement a tenté, au Sénat, de s'opposer :*

- à l'institution de ce dégrèvement, en le remplaçant par une réduction d'impôt,
- à la fixation d'un taux unique de cotisation, en proposant un taux de 1,4 % pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 10 millions d'euros.

La ministre de l'Économie a finalement retiré le sous-amendement (n° 376) correspondant, « pour n'infliger aucun malheur à la majorité ».

LE CHIFFRE D'AFFAIRES A RETENIR LORSQU'UNE SOCIÉTÉ EST MEMBRE D'UN GROUPE

- **[I bis.]** Lorsqu'une **société** est **membre d'un groupe** mentionné à l'**article 223 A**, le **chiffre d'affaires** à retenir pour l'application du **[I.]** s'entend de la **somme des chiffres d'affaires** de **chacune des sociétés membres du groupe**.
- Le présent **[I bis]** n'est **pas applicable** aux **sociétés membres d'un groupe** dont la **société mère** au sens de l'**article 223 A** bénéficie des **dispositions** du **[I. b.]** de l'**article 219**.

**LA MAJORATION DE 1.000 EUROS DU DÉGREVEMENT
POUR LES ENTREPRISES DONT LE CA EST INFÉRIEUR À 2 MILLIONS D'EUROS**

- **[II.]** Le montant du dégrèvement est majoré de 1.000 euros pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 2 millions d'euros.

La répartition des entreprises par tranche de chiffre d'affaires et le calcul de la CVAE

	chiffre d'affaires	taux théorique de CVAE	taux de dégrèvement	taux réel de CVAE	nombre d'entreprises
1^{ère} tranche	entre 152.500 et 500.000 euros	1,50 %	100 %	0 %	540.000
	500.000 euros	1,50 %	100 %	0 %	700.100
	750.000 euros	1,50 %	96,67 %	0,05 %	
	1.000.000 euros	1,50 %	93,33 %	0,10 %	
	1.500.000 euros	1,50 %	86,67 %	0,20 %	
	2.000.000 euros	1,50 %	80,00 %	0,30 %	
2^{ème} tranche	2.500.000 euros	1,50 %	73,33 %	0,40 %	585.800
	3.000.000 euros	1,50 %	66,67 %	0,50 %	
	4.000.000 euros	1,50 %	58,00 %	0,63 %	
	5.000.000 euros	1,50 %	49,33 %	0,76 %	
	6.000.000 euros	1,50 %	40,67 %	0,89 %	
	7.600.000 euros	1,50 %	27,33 %	1,09 %	
	8.000.000 euros	1,50 %	24,00 %	1,14 %	
3^{ème} tranche	9.000.000 euros	1,50 %	15,33 %	1,27 %	773.400 ⁽²⁾
	9.500.000 euros	1,50 %	10,67 %	1,34 %	
	10.000.000 euros	1,50 %	6,67 %	1,40 %	
	14.000.000 euros	1,50 %	6,00 %	1,41 %	
	16.000.000 euros	1,50 %	5,33 %	1,42 %	
4^{ème} tranche	20.000.000 euros	1,50 %	4,67 %	1,43 %	
	30.000.000 euros	1,50 %	3,33 %	1,45 %	
	40.000.000 euros	1,50 %	1,33 %	1,48 %	
4^{ème} tranche	à partir de 50.000.000 euros	1,50 %	0,00 %	1,50 %	

(1) Le montant de 7.600.000 euros correspond au seuil à partir duquel la cotisation minimum de TP antérieure s'appliquait

(2) 404.000 entreprises ont une valeur ajoutée comprise entre 1,5 % et 3 % de leur chiffre d'affaires. Pour 917.400 entreprises, la VA est inconnue ou nulle.

**L'assujettissement des entreprises à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises
en fonction du montant du chiffre d'affaires et le taux du dégrèvement dégressif (tableau récapitulatif)**

chiffre d'affaires	assujettissement à la CVAE au taux de 1,5 %	assujettissement à la cotisation minimum de 250 €	taux du dégrèvement dégressif	dégrèvement fixe supplémentaire de 1.000 euros	plafonnement de la VA/chiffre d'affaires
moins de 152.500 euros	non	non	-	-	-
de 152.500 à 500.000 euros	oui	non	100,00 %	oui	80 %
500.000 euros	oui	oui	100,00 %	oui	80 %
750.000 euros	oui	oui	96,67 %	oui	80 %
1.000.000 euros	oui	oui	93,33 %	oui	80 %
1.500.000 euros	oui	oui	86,67 %	oui	80 %
1.999.999 euros	oui	oui	80,00 %	oui	80 %
2.000.000 euros	oui	oui	80,00 %	non	80 %
3.000.000 euros	oui	oui	66,67 %	non	80 %
4.000.000 euros	oui	oui	58,00 %	non	80 %
5.000.000 euros	oui	oui	49,33 %	non	80 %
6.000.000 euros	oui	oui	40,67 %	non	80 %
7.600.000 euros	oui	oui	27,33 %	non	80 %
7.600.001 euros	oui	oui	27,33 %	non	85 %
9.000.000 euros	oui	oui	15,33 %	non	85 %
10.000.000 euros	oui	oui	6,67 %	non	85 %
20.000.000 euros	oui	oui	4,67 %	non	85 %
30.000.000 euros	oui	oui	3,33 %	non	85 %
40.000.000 euros	oui	oui	1,33 %	non	85 %
à partir de 50.000.000 euros	oui	oui	0,00 %	non	85 %

**Exemple de calcul du montant réel de cotisation de CVAE à payer
par une entreprise dont le CA est égal à 1.500.000 euros (pour une VA de 1.000.000 euros)**

▪ Une entreprise dont le chiffre d'affaires est égal à 1.500.000 euros est assujettie à la « cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises » (CVAE), à un taux fixe de 1,5 % (comme toute entreprise dont le CA est supérieur à 152.500 euros).

- montant de la CVAE à payer :
1.000.000 euros (VA) x 1,50 % = 15.000 euros (dont 3.975 euros au profit de la commune ou de l'EPCI)
- montant de la CVAE calculé selon le barème progressif (appliqué pour le calcul du dégrèvement) :
1.000.000 euros (VA) x 0,20 % = 2.000 euros
- montant du dégrèvement (dégressif) de CVAE au titre du [I.] de l'article 1586 *quater* :
15.000 euros - 2.000 euros = 13.000 euros
- montant du dégrèvement fixe de CVAE au titre du [II.] de l'article 1586 *quater* :
1.000 euros (applicable si le CA est inférieur à 2.000.000 euros)
- montant total des dégrèvements de CVAE au titre des [I.] et [II.] de l'article 1586 *quater* :
13.000 euros + 1.000 euros = 14.000 euros
- montant de CVAE réellement payé par une entreprise dont le CA est égal à 1.500.000 euros (et dont la VA est égale à 1.000.000 euros) :
15.000 euros (montant théorique) - 14.000 euros (montant des dégrèvements) = 1.000 euros

▪ Le rapporteur et le président de la commission des finances de l'Assemblée Nationale avaient déposé un amendement, n° 462 (voté en 1^{ère} délibération), qui tendait à ce que le chiffre d'affaires retenu pour le calcul du taux de CVAE applicable à une entreprise soit celui de l'ensemble auquel elle appartient.

▪ L'exposé des motifs de cet amendement précisait « qu'il n'est pas justifié qu'une même entreprise puisse, au titre du calcul de l'impôt sur les sociétés, être considérée comme partie intégrante d'un ensemble, ce qui permet notamment une consolidation des bénéfices et des pertes souvent favorable aux groupes d'entreprise et soit considéré au contraire comme une entité totalement indépendante pour le calcul du chiffre d'affaires qui déterminera son taux d'imposition au titre de la CVAE.

▪ Les sociétés visées ici sont celles qui auraient décidé, conformément à la possibilité ouverte par l'article 223 A du CGI, de se constituer seules redevables de l'impôt sur les sociétés dû sur l'ensemble des résultats du groupe constitué avec les sociétés dont elles détiennent au moins 95 % du capital.

L'amendement complète les dispositions dites « anti-abus » prévues au [III] de l'article 1586 *quater*, qui vise pour l'avenir les entreprises qui procéderaient à une fusion ou une scission dans le but d'optimiser leur cotisation de CVAE, mais ne prend pas en compte la situation actuelle des entreprises.

Sa mise en œuvre serait a priori neutre pour les collectivités locales, puisque l'État compense par un dégrèvement l'écart entre un produit calculé sur la base du taux de 1,5 % de CVAE et le taux effectivement applicable à l'entreprise.

Néanmoins, la question se pose parallèlement de la localisation de la valeur ajoutée au sein des groupes de sociétés. De la même manière en effet que le chiffre d'affaires d'une entité peut être très limité au regard de celui de l'ensemble auquel elle appartient, la part de la valeur ajoutée localisée peut être faible, y compris dans le cas d'établissements industriels. Dans ce cas, la question posée est celle du retour réel pour les collectivités locales d'une implantation située sur leur territoire.

Hormis cette difficulté et en tout état de cause, cet amendement serait vertueux du point de vue des finances publiques ».

▪ Le gouvernement a fait voter une seconde délibération (amendement II-36), afin de supprimer ce dispositif, en estimant « qu'il pénaliserait les entreprises qui filialisent certaines de leurs activités pour des raisons légitimes, notamment quand plusieurs activités distinctes sont exploitées au sein d'un même groupe. Ainsi, certaines entreprises de taille modeste se verraient imposées plus lourdement que leurs concurrentes au seul motif qu'elles appartiennent à un groupe ».

▪ Le Sénat quant à lui a voté un amendement précisant, qu'en présence de sociétés membres d'un groupe fiscal, le chiffre d'affaires à prendre en compte pour la détermination du taux de CVAE ne doit être pas apprécié au niveau de chaque société mais à celui du groupe, par consolidation des chiffres d'affaires des sociétés concernées. Les groupes de taille réduite ne seraient toutefois pas concernés, dès lors que le montant des chiffres d'affaires agrégés des sociétés du groupe (mère incluse) est inférieur à 7,63 millions d'euros au cours de la période d'imposition.

Selon l'exposé des motifs de l'amendement, « cette mesure, qui reprend un dispositif adopté en termes identiques par la commission des finances de l'Assemblée nationale, lors de son examen du projet de loi de finances rectificative pour 2010 :

- tient compte de la réalité économique des sociétés concernées, qui bénéficient pour l'IS du régime d'intégration,
- permet d'éviter d'éventuels montages optimisant, consistant par exemple à filialiser de petites sociétés de façon à minorer, voire annuler, l'imposition à la CVAE,
- ne concerne pas les groupes de petite taille,
- permet de réduire le coût de la dépense fiscale afférente au dégrèvement ».

**LES MODALITES DE CALCUL DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN CAS D'APPORT, DE CESSIION D'ACTIVITE,
DE SCISSION D'ENTREPRISE OU DE TRANSMISSION UNIVERSELLE DE PATRIMOINE**

▪ **[III.]** En cas d'**apport**, de **cession d'activité** ou de **scission d'entreprise** réalisés à compter du 22 octobre 2009 ou de **transmission universelle du patrimoine** (mentionnée à l'article 1844-5 du code civil) réalisée à compter du 1^{er} janvier 2010, le **chiffre d'affaires** à retenir pour l'application du **[I.]** du présent article est égal à la **somme des chiffres d'affaires des entreprises parties à l'opération**, lorsque l'**entité** à laquelle l'**activité** est **transmise** est **détenue**, directement ou indirectement, à **plus de 50 %** :

- soit par l'**entreprise cédante ou apporteuse** ou les **associés de l'entreprise scindée** réunis,
- soit par une **entreprise qui détient**, directement ou indirectement, à **plus de 50 % l'entreprise cédante ou apporteuse** ou les **entreprises issues de la scission** réunies,
- soit par une **entreprise détenue**, directement ou indirectement, à **plus de 50 % par l'entreprise cédante ou apporteuse** ou par les **associés de l'entreprise scindée** réunis.

} tant que les **conditions** suivantes sont **simultanément remplies** :

- la **somme des cotisations dues, minorées des dégrèvements** prévus au **présent article** :
 - par l'**entreprise cédante, apporteuse ou scindée**,
 - par le **nouvel exploitant**,

est **inférieure** (sans application des dispositions de l'alinéa précédent) d'**au moins 10 %** aux **impositions** au titre de la **CVAE** qui **aurait été dues** par ces **mêmes redevables** en l'**absence de réalisation** de l'**opération**, **minorées des dégrèvements** prévus au présent article.

- l'**activité continue** d'être **exercée** par **ces derniers** ou par une ou plusieurs de **leurs filiales**,
- les **entreprises** en cause ont des **activités similaires** ou **complémentaires**.

☞ Afin d'éviter que certaines réorganisations d'entreprises ne se traduisent par une diminution du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, il a été prévu qu'en cas d'**apport**, de **cession d'activité**, de **scission d'entreprises**, de **transmission universelle du patrimoine** ayant une **activité similaire ou complémentaire**, entraînant une **diminution significative de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises**, le **chiffre d'affaires** utilisé pour calculer le **taux de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** soit le **chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises portées à l'opération**.

▪ Les **conditions d'exercice** de la **détention de capital** prévues au **1^{er} alinéa** doivent être **remplies à un moment quelconque** au cours des **6 mois** qui **précèdent la date de réalisation** de l'**opération** mentionnée au **1^{er} alinéa**.

▪ Le présent **[III.]** ne s'applique **plus** à compter de la **8^{ème} année** suivant l'**opération d'apport**, de **cession d'activité**, de **scission d'entreprise** ou de **transmission universelle de patrimoine**, en cause.

☞ Le sous-amendement n° 511 (Sénat) prévoyant cette disposition précise que « **passé ce délai suffisamment long pour être dissuasif, il n'est plus nécessaire d'imposer aux services fiscaux d'assurer le suivi d'opérations aussi anciennes** ».

L'EXERCICE DE REFERENCE PRIS EN COMPTE

[article 1586 quinquies du CGI]

LE CAS GENERAL DU DERNIER EXERCICE CLOS DE 12 MOIS

▪ **[I.1.]** Sous réserve des **[I.2., 3. et 4.]** ci-dessous, la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** est déterminée en fonction du **chiffre d'affaires réalisé** et de la **valeur ajoutée produite** :

- au cours de l'**année au titre de laquelle l'imposition est établie**,
- ou au cours du **dernier exercice de 12 mois clos** au cours de cette même année, lorsque **cet exercice ne coïncide pas** avec l'**année civile**.

LES CAS OU L'EXERCICE CLOS EST SUPERIEUR OU INFERIEUR A 12 MOIS

▪ **[I.2.]** Si l'**exercice clos** au cours de l'**année au titre de laquelle l'imposition est établie** est d'une **durée de plus ou moins de 12 mois**, la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** est établie à partir du **chiffre d'affaires réalisé** et de la **valeur ajoutée produite** au cours de **cet exercice**.

▪ **[I.3.]** Si **aucun exercice** n'est **clôturé** au cours de l'**année au titre de laquelle l'imposition est établie**, la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** est établie à partir du **chiffre d'affaires réalisé** et de la **valeur ajoutée produite** entre :

- le **1^{er} jour** suivant la **fin de la période retenue** pour le **calcul de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** de l'**année précédente**,
- et le **31 décembre** de l'**année d'imposition**.

En cas de **création d'entreprise** au cours de l'**année d'imposition**, la **période retenue** correspond à la période comprise **entre la date de création et le 31 décembre** de l'**année d'imposition**.

▪ **[I.4.]** Lorsque **plusieurs exercices** sont **clôturés** au cours d'une **même année**, la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** est **établie** à partir du **chiffre d'affaires réalisé** et de la **valeur ajoutée produite** au cours des **exercices clos**, quelles que soient leurs durées respectives.

☞ *Les dispositions antérieures sont maintenues : la VA de référence est celle de l'année. Toutefois, des précisions sont apportées sur les choix opérés :*

- un ajustement du CA est opéré en cas d'exercice clos supérieur ou inférieur à 12 mois,
- il convient d'éviter les deux difficultés rencontrées actuellement (prise en compte deux fois d'une même période de VA - ou jamais de prise en compte d'une période -). Une exception est toutefois prévue au [I.3].

Dans tous les cas de figure, la VA produite au cours de l'année civile de création est prise en compte. Comme dans la situation antérieure, il n'est pas tenu compte de la rétroactivité en cas de fusion : le redevable demeure l'entreprise absorbée (l'absorbante n'étant pas taxée).

▪ **[I. 5.]** Dans les **situations** mentionnées au **[I. 1. à I. 4.]**, il n'est **pas tenu compte** de la **fraction d'exercice clos** qui se rapporte à une **période retenue** pour l'établissement de l'**impôt dû** au titre d'une ou de **plusieurs années précédant** celle de l'**imposition**.

▪ **[II.]** Le montant du **chiffre d'affaires** déterminé conformément aux **[2.]**, **[3.]** et **[4.]** du **[I.]** est, pour l'application du **1^{er} alinéa** du **[I.]** de l'**article 1586 ter** et pour celle de l'**article 1586 quater, corrigé** pour correspondre à une **année pleine**.

☞ *Pour correspondre à une année pleine, seul le CA est corrigé.*

LES CONDITIONS GENERALES D'APPLICATION DE LA CVAE

[extraits de l'instruction de la DGFIP n° 6 E-4-12 du 9 février 2012]

INTRODUCTION

▪ L'**article 2** de la **loi n° 2009-1673** du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 **institue**, à compter des impositions dues au titre de 2010, une **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** applicable aux **entreprises** :

- qui sont **situées** dans le **champ d'application** de la **cotisation foncière des entreprises**,
- et dont le **chiffre d'affaires** réalisé au cours de la période de référence est **supérieur à 152.500 euros**.

Les **règles** relatives à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, codifiées aux **articles 1586 ter et suivants** du code général des impôts, ont été **modifiées** :

- par l'**article 108** de la **loi n° 2010-1657** du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 (« *clause de revoyure* » de la *réforme de la taxe professionnelle*),
- et par l'**article 25** de la **loi n° 2010-1658** du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010.

▪ Seules les **personnes physiques ou morales**, les **sociétés non dotées de la personnalité morale** et les **fiduciaires** pour leur activité exercée en vertu d'un contrat de fiducie qui exercent à **titre habituel** une **activité professionnelle non salariée** et dont le **chiffre d'affaires** est **supérieur à 500.000 euros hors taxes** doivent **acquitter** la **CVAE**.

▪ Toutefois, doivent également **acquitter** la **CVAE**, à compter des **impositions dues au titre de 2011**, les **sociétés** :

- dont le **chiffre d'affaires** est **compris entre 152.500 et 500.000 euros**,
- et qui sont **membres d'un groupe fiscal intégré** dont la **société mère** ne bénéficie **pas** du **taux réduit** de l'impôt sur les sociétés et dont le **chiffre d'affaires d'ensemble** est au moins égal à **500.000 euros**.

▪ Sont **soumises** à une **obligation déclarative** **toutes les entreprises** :

- situées dans le **champ d'application** de la **cotisation foncière des entreprises**,
- et dont le **chiffre d'affaires** est **supérieur à 152.500 euros**.

▪ Les **dispositions** de l'**article 1647 E** du CGI afférentes à la **cotisation minimale de taxe professionnelle** ne sont **plus applicables** à compter des impositions dues au titre de **2010**.

▪ La **présente instruction** commente l'**ensemble des règles** relatives à la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises**, compte tenu des **modifications** apportées par les textes précités. Toutefois, les **règles** afférentes au **calcul du chiffre d'affaires** et de la **valeur ajoutée** sont **exposées** dans les **instructions administratives 6 E-1-10** du 25 mai 2010 et **6 E-5-11** du 3 juin 2011 (cf. *BOI du 3 juin 2010 et du 14 juin 2011*).

LE CHAMP D'APPLICATION DE LA CVAE

LES ENTREPRISES CONCERNEES

LES CONDITIONS TENANT A LA QUALITE DE L'ENTREPRISE ET A SON ACTIVITE

- Sont **soumises** à la **CVAE** toutes les **personnes physiques ou morales** ainsi que les **sociétés dénuées de la personnalité morale** et les **fiduciaires** pour leur activité exercée en vertu d'un contrat de fiducie qui exercent une **activité** située dans le **champ d'application de la CFE** mentionné aux **articles 1447 et 1447 bis**, quels que soient :
 - leur **statut juridique** (entrepreneur individuel, société, association, fondation, personne morale de droit public.) ;
 - la **nature** de leur **activité** (industrielle, commerciale, non commerciale...) ;
 - leur **situation** au regard de l'**impôt sur les bénéfices**.

▪ Pour **plus de précisions** sur le **champ d'application de la CFE**, il est renvoyé à l'**instruction administrative 6 E-7-11** du 8 juillet 2011.

▪ L'**article 1476**, dans sa rédaction en vigueur au 1^{er} janvier 2011, ne prévoit **plus** une **imposition à la CFE** et, par suite, une **imposition à la CVAE** au nom de **chacun** des **membres** des **sociétés civiles professionnelles**, des **sociétés civiles de moyens** et des **groupements** réunissant des **membres de professions libérales**.

A compter de 2011, ces structures sont **redevables en leur nom** de la **CFE** et, le cas échéant, de la **CVAE**. Néanmoins, les **associés** de ces structures demeurent **imposables à la CVAE en leur nom propre**, dès lors qu'ils exercent une **activité imposable à titre personnel** (*exemple : associés de SCM*).

▪ La **CVAE** est **due** par le **redevable** qui exerce l'**activité au 1^{er} janvier de l'année d'imposition**.

Toutefois, en application du [I. 2] de l'**article 1586 octies**, à compter des **impositions dues au titre de 2011**, en cas d'**apport**, de **fusion**, de **cession d'activité**, de **scission d'entreprise** ou de **transmission universelle du patrimoine** mentionnée à l'**article 1844-5** du **code civil**, la **CVAE** est également **due**, lorsque l'**opération intervient au cours de l'année d'imposition**, par le **redevable** qui, existant ou non au 1^{er} janvier de l'année :

- **n'exerce aucune activité à cette date**,
- et auquel l'**activité** est **transmise**.

Il s'agit ainsi d'**éviter** une **interruption d'imposition** pour les **activités transmises** qui ont été **exercées sans discontinuer**.

Exemple 1 : Une **entreprise A**, créée le 1^{er} février N, acquiert le 1^{er} mars N un **fonds de commerce exploité** jusqu'à cette date par une **entreprise B** (A et B sont totalement **indépendantes** et **clôturent** leurs **exercices** au 31 décembre).

A réalise en N un **chiffre d'affaires de 3 millions d'euros** et **B** un **chiffre d'affaires de 600.000 euros**.

B, qui **exploite** le **fonds** au 1^{er} janvier N, est **redevable** de la **CVAE** au titre de N.

A, qui bénéficie de la **cession du fonds** au cours de N, est également **redevable** de la **CVAE** au titre de N, bien que **n'existant pas** au 1^{er} janvier N.

Exemple 2 : Une **société C**, créée le 1^{er} octobre N, est **sans activité jusqu'au 31 janvier N+1**, date à laquelle elle bénéficie de la **transmission universelle du patrimoine** de la **société D**.

D a **clôturé** un **exercice** le 31 décembre N et réalise en N+1 un **chiffre d'affaires de 10.000 euros**.

C **clôture** son 1^{er} **exercice** le 31 décembre N+1 et réalise en N+1 un **chiffre d'affaires de 800.000 euros**.

D n'est **pas assujettie** à la **CVAE** au titre de N+1, son **chiffre d'affaires** réalisé en N+1 et ramené sur **12 mois** n'excédant **pas 152 500 euros**.

En revanche, **C** est **assujettie** et **redevable** de la **CVAE** au titre de N+1, bien que n'ayant **aucune activité** au 1^{er} janvier N+1.

▪ Cependant, les **entreprises totalement exonérées de CFE de plein droit** sont également **totalement exonérées de CVAE**.

☞ *Les entreprises totalement exonérées de CVAE de plein droit ne sont pas tenues de déposer une déclaration n° 1330-CVAE, quand bien même leur chiffre d'affaires est supérieur à 152.500 euros. En revanche, les entreprises qui bénéficient d'une exonération totale facultative (c'est-à-dire sur décision des collectivités territoriales concernées) sont tenues de déposer une déclaration n° 1330-CVAE quand leur chiffre d'affaires est supérieur à 152.500 euros.*

LE SEUIL DE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LES ACTIVITES A RETENIR POUR L'APPRECIATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

▪ Pour l'**appréciation** de la **limite de 152.500 euros** (*assujettissement à la CVAE avec obligation de déclarer la valeur ajoutée, le chiffre d'affaires et les effectifs salariés*), il convient de **se référer** au **chiffre d'affaires hors taxes** réalisé au cours de la **période de référence**.

▪ Seul le **chiffre d'affaires** afférent aux **activités** situées dans le **champ d'application de la CVAE** est **pris en compte** pour l'**appréciation** de cette **limite**, que ces **activités** soient **imposables** ou **exonérées**.

Il en résulte que le **chiffre d'affaires** afférent aux **activités** :

- **hors du champ d'application de la CVAE** (*exemple : activités non lucratives ou activités de location de logements nus*), n'est **pas pris en compte**,
- **exonérées de plein droit** ou de manière « **facultative** », est **retenu** pour l'**assujettissement** à la **CVAE**.

[voir schéma de raisonnement page suivante]

LE CAS DES SOCIETES CIVILES (SCM) DE MOYENS A COMPTER DES IMPOSITIONS DUES AU TITRE DE 2011

▪ Les SCM ont normalement pour **objet exclusif** la **mise en commun de moyens** (*humains et matériels*) **nécessaires** à l'**exercice** de l'**activité professionnelle** de leurs **associés**. Cette mise en commun **facilite** l'**activité des associés** en leur permettant la **réalisation d'économies d'échelle**.

Par conséquent, les **SCM** sont **considérées** comme **exerçant une activité lucrative** (*de prestataire de services*) située dans le **champ d'application** de la **CFE**.

Accessoirement, les **SCM** peuvent **réaliser** des **opérations avec des tiers** (*mise à disposition de moyens en matériel et/ou en personnel contre rémunération*) ; cette **activité** est également **lucrative**.

Par suite, lorsque leurs **recettes imposables excèdent 152.500 euros**, les **SCM** sont **assujetties à la CVAE**.

☞ *Les remboursements des associés constituent des produits d'exploitation pour les SCM.*

Les associés des SCM sont assujettis à la CVAE au titre de leur activité propre lorsque celle-ci est une activité imposable à la CFE et que leurs recettes excèdent 152 500 euros.

LE PERIMETRE A RETENIR POUR L'APPRECIATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

▪ Pour l'**assujettissement** à la **CVAE** (*seuil de 152.500 euros*), le **chiffre d'affaires** s'apprécie toujours au **niveau de l'entreprise**.

L'entreprise s'entend de la **personne physique ou morale**, de la **société dénuée** de la **personnalité morale** ou du **fiduciaire** pour ses activités exercées en vertu d'un **contrat de fiducie** situé dans le **champ d'application de la CFE**.

En revanche, pour la **détermination** de la **CVAE** (*seuils du barème exposé au [I.] de l'article 1586 quater*), le **chiffre d'affaires** :

- ne s'apprécie **pas toujours au seul niveau de l'entreprise**,
- et peut faire l'objet, sous certaines conditions, d'une **consolidation**.

LA PERIODE DE REFERENCE A RETENIR POUR L'APPRECIATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DE LA VALEUR AJOUTEE

▪ **Sous réserve** des **cas particuliers** (*voir cadre ci-après*), la **CVAE** est déterminée **en fonction du chiffre d'affaires réalisé** :

- lorsque l'**exercice comptable coïncide** avec l'**année civile** : au cours de l'**année** au titre de laquelle l'**imposition** est **due**,
- lorsque cet **exercice ne coïncide pas** avec l'**année civile** : au cours du **dernier exercice** de **12 mois clos** au cours de cette **même année**.

Pour les **entreprises** qui ne sont **pas tenues** de **constater** leurs **opérations** au sein d'un **exercice comptable** (*par exemple, les titulaires de bénéfices non commerciaux*), la **période de référence** est constituée par l'**année civile**.

▪ De plus, pour être **redevable** de la **CVAE**, l'**entreprise** doit **exercer l'activité** au **1^{er} janvier** de l'**année d'imposition**.

En cas de **création d'entreprise**, la **valeur ajoutée produite** au cours du **1^{er} exercice** n'est **pas imposée** si l'**entreprise nouvellement créée** clôture cet **exercice au plus tard le 31 décembre** de l'**année** de sa **création** (*puisque l'entreprise n'exerce pas d'activité au 1^{er} janvier de l'année d'imposition*).

En revanche, si l'**entreprise** nouvellement créée **clôture** son **1^{er} exercice** à compter du **1^{er} janvier** de l'**année** suivant celle de sa **création**, la **valeur ajoutée** de l'**année de création** est **imposée**.

**SCHEMA DE RAISONNEMENT
POUR DES ENTREPRISES DONT AU MOINS UNE ACTIVITE EST DANS LE CHAMP DE LA CFE⁽¹⁾
ET QUI NE SONT PAS TOTALEMENT EXONEREES**

Le chiffre d'affaires (CA) total de l'entreprise est-il supérieur à 152 500 euros ?

NON => L'entreprise n'est pas assujettie à la CVAE
(et est donc dispensée des obligations déclaratives)

OUI

Le CA des activités dans le champ
de la CFE est-il supérieur
à 152 500 euros ?

NON => L'entreprise n'est pas assujettie à la CVAE
(et est donc dispensée des obligations déclaratives)

OUI => L'entreprise est assujettie à la CVAE et
soumise aux obligations déclaratives

Une partie des activités est elle exonérée de plein droit ou de manière facultative ⁽²⁾ ?

NON

=> A retenir : le CA de toutes les activités
dans le champ⁽³⁾

=> Déclaration de la valeur ajoutée (VA)
produite
par toutes les activités dans le champ ⁽⁴⁾

OUI

=> A retenir : le CA de toutes les activités
dans le champ⁽³⁾, exonérées ou non

=> Déclaration de la VA
produite par toutes les activités dans le champ
et non exonérées de plein droit
(la VA produite par les activités exonérées
de manière facultative doit être déclarée) ⁽⁴⁾

Précisions :

⁽¹⁾ Une **activité hors champ de la CFE** est une activité qui ne satisfait **pas** aux **conditions** prévues à l'**article 1447**.
(exemples : une activité non lucrative ; une activité de location nue de locaux d'habitation). Sur ces **notions**, il est renvoyé à
l'**instruction administrative 6 E-7-11**.

⁽²⁾ Une **activité** peut être **exonérée de plein droit** (exemple : les exploitants agricoles) **ou de manière facultative** (il s'agit
des **exonérations sur délibération** ou **sauf délibération contraire**, notamment de toutes les exonérations en faveur de
l'**aménagement du territoire**).

⁽³⁾ Pour l'**appréciation** du **CA**, on retient l'**ensemble du CA** réalisé par l'entreprise, à l'**exception** de la **partie du CA** qui se
rapporte aux **activités hors champ de la CFE**.

⁽⁴⁾ La **déclaration** de la **VA** s'effectue sur l'imprimé n° 1330-CVAE.

Si le **CA** de **toutes les activités dans le champ** est **égal ou supérieur à 500.000 euros** ou, le cas échéant, à **152.500 euros** pour les **entreprises membres d'un groupe fiscal** dont la **société mère** ne bénéficie **pas** du **taux réduit** de l'**impôt sur les sociétés** et dont le **CA d'ensemble** est **égal ou supérieur à 500.000 euros**, un **montant de CVAE** est **finale**ment dû.

Ce montant **tient compte**, le cas échéant, des **exonérations facultatives** et de **plein droit**.

Exemple 1 : Une entreprise créée le 1^{er} mars N clôture son 1^{er} exercice le 31 décembre N.

La valeur ajoutée produite entre le 1^{er} mars N et le 31 décembre N n'est pas imposée.

Exemple 2 : Une entreprise créée le 1^{er} mars N clôture son 1^{er} exercice le 31 octobre N et son 2^{ème} exercice le 31 octobre N+1.

La valeur ajoutée produite entre le 1^{er} mars N et le 31 octobre N n'est pas imposée.

La valeur ajoutée produite entre le 1^{er} novembre N et le 31 décembre N, qui se rapporte à un exercice clos en N+1, année au 1^{er} janvier de laquelle l'entreprise exerce l'activité, est imposée au titre de N+1.

Exemple 3 : Une entreprise créée le 1^{er} mars N clôture son 1^{er} exercice le 28 février N+1.

La valeur ajoutée produite entre le 1^{er} mars N et le 28 février N+1 est imposée au titre de N+1, l'entreprise clôturant son 1^{er} exercice au cours d'une année civile au 1^{er} janvier de laquelle elle exerce l'activité.

Les cas particuliers

Situation n° 1 : L'entreprise clôture un exercice unique de plus ou de moins de 12 mois au cours de l'année d'imposition à la CVAE

Le chiffre d'affaires à retenir est celui réalisé au cours de l'exercice clos au cours de cette année.

Ce chiffre d'affaires est ensuite corrigé pour correspondre à une année pleine.

Exemple : Une entreprise clôture le 31 août N un exercice unique de 8 mois. Le chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise au cours de cet exercice est de 400.000 euros.

Le chiffre d'affaires servant à l'appréciation du seuil d'assujettissement à la CVAE au titre de N est de :
 $400.000 \text{ euros} \times 12 / 8 = 600.000 \text{ euros}$.

Situation n° 2 : L'entreprise ne clôture aucun exercice au cours de l'année d'imposition à la CVAE

Le chiffre d'affaires à retenir est celui réalisé entre le 1^{er} jour suivant la fin de la période retenue pour le calcul de la CVAE de l'année précédente et le 31 décembre de l'année d'imposition.

Ce chiffre d'affaires est ensuite corrigé pour correspondre à une année pleine.

Exemple : Une entreprise clôture le 31 octobre N-1 un exercice de 12 mois. Elle ne clôture aucun exercice en N.

Le chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise correspondant à la période comprise entre le 1^{er} novembre N-1 et le 31 décembre N est de 600.000 euros.

Le chiffre d'affaires servant à l'appréciation du seuil d'assujettissement à la CVAE au titre de N est de :
 $600.000 \text{ euros} \times 12 / 14 = 514.286 \text{ euros}$.

Situation n° 3 : L'entreprise clôture plusieurs exercices au cours de l'année d'imposition à la CVAE

Le chiffre d'affaires à retenir est celui réalisé au cours de l'ensemble des exercices clos durant cette année, quelle que soit leur durée.

Le chiffre d'affaires ainsi obtenu est ensuite ajusté pour correspondre à une année pleine.

Exemple : Une entreprise clôture au 30 avril N un exercice de 6 mois qui a débuté le 1^{er} novembre N-1 et un second exercice de 8 mois au 31 décembre N.

La somme des chiffres d'affaires réalisés par l'entreprise sur les 2 exercices clos, c'est-à-dire au cours de la période allant du 1^{er} novembre N-1 au 31 décembre N, est de 800.000 euros.

L'entreprise a clôturé un exercice de 12 mois en N-1.

Le chiffre d'affaires servant à l'appréciation du seuil d'assujettissement à la CVAE au titre de N est de :
 $800.000 \text{ euros} \times 12 / 14 = 685.714 \text{ euros}$.

▪ Dans tous les cas, il n'est **pas tenu compte**, pour le **calcul du chiffre d'affaires** servant à l'**assujettissement à la CVAE** de l'**année d'imposition**, du **chiffre d'affaires** afférent à la **fraction d'exercice clos** qui se rapporte à une **période** retenue pour l'**établissement de l'impôt dû** au titre d'une ou **plusieurs années précédant** celle de l'**imposition**.

Cette **situation** n'est néanmoins susceptible de se rencontrer qu'**en l'absence d'exercice clos au cours de l'année précédant** celle de l'**imposition**.

▪ Pour les **activités de location** ou de **sous-location d'immeubles nus** à usage **autre** que celui d'**habitation**, la **période de référence** à retenir, en matière de **CVAE**, pour l'**appréciation des recettes** ou du **chiffre d'affaires** et de la **valeur ajoutée** est **différente** de celle utilisée, en matière de **CFE**, pour l'**appréciation des recettes** ou du **chiffre d'affaires** mentionnée au **2^{ème} alinéa** du [1.] de l'**article 1447**.

Exemple 1 : Une **activité de location d'immeubles nus à usage commercial** est exercée depuis 2005 par une **personne physique** n'exerçant **aucune autre activité imposable à la CFE**.

La **période de référence** pour l'établissement de la **CFE due au titre de 2011** est l'**avant-dernière année civile précédant** celle de l'**imposition**, soit l'année **2009**.

En **2009**, la personne a encaissé **142.000 euros de recettes brutes hors taxes**.

Le **seuil de 100.000 euros** de recettes étant **atteint** - et même dépassé - en **2009**, la **personne est redevable de la CFE** au titre de **2011**.

Concernant la **CVAE** due au titre de **2011**, la **période de référence** pour l'**appréciation des recettes** et de la **valeur ajoutée** est l'**année civile 2011**.

En **2011**, la personne a encaissé **165.000 euros de recettes brutes hors taxes**.

Le **seuil de 152.500 euros** étant **dépassé en 2011**, la **personne est assujettie à la CVAE** au titre de **2011**.

Exemple 2 : Une **activité de location d'immeubles nus à usage de bureaux** est exercée depuis le **1^{er} avril 2009** par une **SCI non imposable à l'impôt sur les sociétés** dont tous les **associés** sont **imposés à l'impôt sur le revenu**. La SCI n'exerce **aucune autre activité imposable à la CFE**.

La **période de référence** pour l'établissement de la **CFE due au titre de 2011** est celle s'étendant du **1^{er} avril 2009 au 31 décembre 2009**.

Durant cette **période**, la SCI a encaissé **96.000 euros de recettes brutes hors taxes**.

La **période de référence** étant d'une **durée inférieure à 12 mois**, le **montant des recettes** est porté à **12 mois** soit à **(96.000 euros x 12 / 9 =) 128.000 euros**.

Le **seuil de 100.000 euros** de recettes étant **atteint** - et même dépassé - en **2009**, la **SCI est redevable de la CFE** au titre de **2011**.

Concernant la **CVAE** due au titre de **2011**, la **période de référence** pour l'**appréciation des recettes** et de la **valeur ajoutée** est l'**année civile 2011**.

En **2011**, la SCI a encaissé **600.000 euros de recettes brutes hors taxes**.

Le **seuil de 152.500 euros** étant **dépassé en 2011**, la **SCI est assujettie à la CVAE** au titre de **2011**.

☞ *Si la SCI n'avait réalisé que 60.000 euros de recettes brutes hors taxes en 2009, elle n'aurait pas été redevable de la CFE au titre de 2011 (montant des recettes proratisé inférieur à 100.000 euros) ; par suite, elle n'aurait pas été assujettie à la CVAE au titre de 2011, même en réalisant en 2011 des recettes supérieures à 152.500 euros.*

Exemple 3 : Une activité de location d'immeubles nus à usage commercial est exercée depuis 2002 par une SCI imposable à l'impôt sur les sociétés. La SCI n'exerce aucune autre activité imposable à la CFE. Elle clôture chaque année son exercice comptable le 30 juin.

La période de référence pour l'établissement de la CFE due au titre de 2011 est l'exercice comptable clos le 30 juin 2009.

Durant cet exercice, la SCI a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes au sens du [I.1.] de l'article 1586 sexies de 4,5 millions d'euros.

Le seuil de 100.000 euros de chiffre d'affaires étant atteint - et même dépassé - durant l'exercice de 12 mois clos en 2009, la SCI est redevable de la CFE au titre de 2011.

Concernant la CVAE due au titre de 2011, la période de référence pour l'appréciation du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée est l'exercice clos le 30 juin 2011.

Durant cet exercice, la SCI a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes au sens du [I.1.] de l'article 1586 sexies de 6,4 millions d'euros.

Le seuil de 152.500 euros étant dépassé durant l'exercice de 12 mois clos en 2011, la SCI est assujettie à la CVAE au titre de 2011.

**LES ELEMENTS ENTRANT DANS LA « COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES »
DE LA GENERALITE DES ENTREPRISES**

[article 1586 sexies du CGI]

LE CALCUL DU CHIFFRE D'AFFAIRES

▪ [I. 1.] Pour la **généralité des entreprises**, à l'**exception des entreprises visées** aux [II.] à [VI.], le **chiffre d'affaires** est égal à la **somme** :

- des **ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises**,

☞ Ces comptes sont dans le cœur du chiffre d'affaires. La nouvelle rédaction prend les comptes :

- de ventes de produits finis (701), de produits intermédiaires et de produits résiduels (702 et 703), des travaux ((704), des études (705), des prestations de services (706), des ventes de marchandises (707),
- des produits des activités annexes (708) (ce n'était pas prévu dans la VA pour l'application du PVA). Les produits des activités annexes n'existaient pas dans le PCG 57. Ils constituent une partie du compte PCG 57 intitulé « produits accessoires », lui-même repris dans la VA actuelle. Ils sont bien inclus également dans le CA actuel,
- diminués des « rabais, remises et ristournes accordés par l'entreprise » (709) : ce dernier compte, le compte 709, était prévu dans la VA sous l'intitulé « réduction sur ventes » (issu du PCG 57) pour l'application du PVA et venait en diminution de la production de l'exercice. Après actualisation, ce compte vient bien en diminution du CA actuel et de la VA actuelle.

- des **redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires**,

☞ Ces opérations étant comptabilisées dans un compte « autres produits de gestion courante » au seul motif qu'il s'agit d'une opération de répartition du revenu issue de la Comptabilité Nationale, et étant donné que les opérations visées par ce compte relèvent d'une activité normale et courante, les produits correspondants doivent également être pris en compte dans le CA, afin d'éviter que certains secteurs d'activité se retrouvent hors champ de l'impôt avec un CA nul.

Cela correspond au compte 751 du PCG 99. Ce compte fait partie des éléments inclus dans le compte « produits accessoires », issu du PCG 57 (compte 762).

- des **plus values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles**, lorsqu'elles se rapportent à une **activité normale et courante**,

☞ Dès lors que le CA a pour finalité de retenir tous les produits se rapportant à une activité normale et courante, ces PV doivent également être pris en compte, dès lors que les cessions se rapportent à une activité normale et courante. Ce n'était pas prévu dans la VA pour l'application du PVA.

Il s'agit de la transposition d'une jurisprudence VA (l'arrêt du CE de 2006 Algeco) du CA. Dès lors que la VA actuelle inclut tous les « produits accessoires », que ceux-ci sont devenus majoritairement des « autres produits de gestion courante » au moment de l'institution du PCG 82, que les cessions d'éléments d'immobilisations revêtant un caractère courant doivent être considérées, conformément aux principes généraux des PCG 82 et 99 repris par certains plans comptables professionnels, comme des « autres produits de gestion courante », il convient de prendre en compte ces produits dans la VA.

Cela correspond à la différence positive entre les comptes 775 et 675 du PCG 99, pour les seules cessions concernées.

- des **refacturations de frais** inscrites au **compte de transfert de charges**.
 - ☞ Ces refacturations correspondent à une activité normale et courante de l'entreprise. Il convient donc de les maintenir dans le CA.
 - Il s'agit du maintien de la situation actuelle issue de l'article 85 de la LF 2006. En effet, ce sont, pour l'essentiel, des refacturations de charges de personnel ou de charges externes.
 - Les transferts de charges n'existaient pas avant le PCG 82. Dès lors que les entreprises peuvent valablement comptabiliser les refacturations de frais (tant dans un compte de « produits des activités annexes » que dans un compte de « transferts de charges » selon leur choix), que les « produits des activités annexes » sont valablement pris en compte dans le CA, que de telles refacturations se rapportent à une activité normale et courante, ces produits doivent également être pris en compte dans le CA, afin d'éviter que les entreprises n'utilisent abusivement le compte de transferts de charges.
- **[I.2.] Le chiffre d'affaires des titulaires de bénéfices non-commerciaux** qui n'exercent **pas** l'option mentionnée à l'article 93 A s'entend du **montant hors taxes des honoraires ou recettes encaissés** en leur nom, **diminué des rétrocessions**, ainsi que des **gains divers**.
 - ☞ Pour les BNC soumis à la comptabilité de caisse, le CA inclut :
 - les honoraires (ou recettes pour ceux qui ne perçoivent pas d'honoraires) encaissés,
 - les gains divers : il s'agit des recettes afférentes aux opérations commerciales accessoires (exemple : vente de médicaments par un vétérinaire).
 - Le CA n'inclut pas en revanche la TVA encaissée (pour les professions juridiques notamment qui, contrairement aux professions médicales, sont soumises à la TVA).
 - Les honoraires rétrocédés à une autre personne viennent désormais en diminution des recettes (amendement n° 1 de la commission des finances du Sénat).
- **[I.3.] Le chiffre d'affaires des personnes dont les revenus imposables à l'impôt sur le revenu** relèvent de la catégorie des **revenus fonciers** (définie à l'article 14 du CGI) comprend les **recettes brutes hors taxe** (au sens de l'article 29).
 - ☞ Il s'agit des recettes brutes perçues par le propriétaire de l'immeuble loué, augmentées des dépenses lui incombant normalement mais mises à la charge des locataires par convention, ainsi que les subventions et indemnités destinées à financer des charges déductibles.

LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

- **[I.4.] La valeur ajoutée est égale à la différence** entre :
 - **d'une part, le chiffre d'affaires** tel qu'il est défini au [I. 1.] ci-dessus, **majoré** :
 - des **autres produits de gestion courante**, à l'**exception** d'une part, de ceux pris en compte dans le **chiffre d'affaires** et, d'autre part, des **quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun**,
 - ☞ Les produits accessoires ne sont plus mentionnés, car le compte n'existe plus dans le PCG 99. Ils ont été transférés pour l'essentiel dans le compte 75 « autres produits de gestion courante » du PCG 99.
 - Il convient donc de maintenir la prise en compte dans la VA des comptes 752, 753, 754 et 758, en plus du compte 751 déjà pris en compte dans le CA, mais d'exclure le compte 755 « quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun », qui correspond à un produit calculé, lequel ne devrait pas influencer sur la VA (cf. production immobilisée).
 - de la **production immobilisée**, à hauteur des seules **charges** qui ont concouru à **sa formation** (et qui figurent parmi les **charges déductibles** de la valeur ajoutée).
 - Il n'est **pas tenu compte** de la **production immobilisée, hors part des coproducteurs**, afférente à des **œuvres audiovisuelles** ou **cinématographiques** inscrites à l'**actif** du **bilan** d'une **entreprise de production** audiovisuelle ou cinématographique, ou d'une **entreprise de distribution cinématographique** pour le montant correspondant au versement du **minimum garanti** au profit d'un producteur, à condition que ces œuvres soient susceptibles de bénéficier de l'**amortissement fiscal** pratiqué sur une durée de **12 mois**,
 - ☞ C'est le maintien de l'existant, par la validation législative du BOI 6 E-11-05.
 - Il s'agit du compte 722 du PCG 99, qui remplace et réactualise le compte « travaux faits par l'entreprise pour elle-même » (issu du PCG 57). Ce compte correspond à un produit calculé qui a uniquement pour objet d'annuler les charges. Il ne doit donc pas avoir d'impact à la hausse sur la VA, ce qui justifie la validation législative du BOI 6 E-11-05 (solution favorable pour les entreprises).
 - S'agissant des producteurs de cinéma, la solution actuelle est reprise : pas de prise en compte de la production immobilisée (justifiée par la durée de vie très courte du film).

Le Sénat a rétabli un traitement identique entre producteurs et distributeurs d'œuvres audiovisuelles ou cinématographiques (comme cela existait en matière de TP). Le sous-amendement n° 95 (Sénat) estime « justifié que les versements de minima de recettes par les distributeurs aux producteurs, afin de financer la production des œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, soient admis en déduction de la valeur ajoutée produite par les distributeurs, à l'instar de la production immobilisée afférente à des œuvres audiovisuelles ou cinématographiques inscrites à l'actif du bilan des entreprises qui produisent ces œuvres. En effet, ces minima garantis contribuent au financement de la production et sont même une source essentielle au financement en amont de celle-ci ».

des **subventions d'exploitation** et des **abandons de créances à caractère financier**, à la hauteur du **montant déductible des résultats imposables** à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés de l'entreprise qui les consent.

☞ Pour les subventions d'exploitation, l'existant (compte 74 PCG 99) est maintenu. La référence aux subventions d'équilibre, a été remplacée dans la version votée le 27 octobre (sous-amendement du Gouvernement n° 714).

Le sous-amendement présenté par le Gouvernement est motivé comme suit : « Le présent amendement a pour objet d'assurer une parfaite symétrie entre les deux parties ; l'abandon de créance serait :

- imposé chez l'entreprise qui en bénéficie,
- et déductible chez l'entreprise qui le consent, dans les mêmes proportions qu'il est déductible du bénéfice de l'entreprise qui l'accorde.

Cet amendement ne conduirait pas à renoncer à prendre en compte, dans les produits imposables à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, les subventions destinées à assurer l'équilibre de l'exploitation : de telles subventions, comme aujourd'hui et conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat, sont assimilées à des subventions d'exploitation et donc imposables à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ».

de la **variation positive des stocks**,

☞ C'est le maintien de l'existant, mais avec une présentation différente par rapport à la VA actuelle.

En effet, la VA actuelle retient des comptes de bilan, ce qui n'est pas cohérent, dès lors que la VA est calculée exclusivement à partir des comptes du compte de résultat. Il convient de retenir les comptes PCG 99 suivants, lorsque leur solde est positif (crédeur) :

- compte 603,
- compte 713.

des **transferts de charges déductibles** de la valeur ajoutée (autres que ceux pris en compte dans le chiffre d'affaires),

☞ Le compte de transfert de charges (compte 791, voire éventuellement également le compte 797) doit être maintenu dans la VA dans les mêmes conditions que celles existant actuellement (cf. prise en compte des refacturations de frais dans le CA).

Les transferts de charges non pris en compte dans le CA, mais inclus dans la VA, sont ceux qui ne constituent pas des refacturations de frais, tout en contribuant à annuler des charges déductibles de la VA (cf. BOI 6 E-3-07 n° 18 et n° 19). Il s'agit pour l'essentiel des indemnités d'assurances perçues suite à un sinistre.

- et, d'autre part :

les **achats stockés de matières premières et autres approvisionnements**, les **achats d'études et prestations de services**, les **achats de matériel, équipements et travaux**, les **achats non stockés de matières et fournitures**, les **achats de marchandises** et les **frais accessoires d'achat** (maintien de l'existant -comptes 601, 602, 604, 605, 606, 607, 608-), **diminués des rabais, remises et ristournes** obtenus sur achats,

☞ C'est le maintien de l'existant (compte 609). Ce compte était prévu dans la VA sous l'intitulé « ristournes, rabais et remises obtenus » (issu du PCG 57) pour l'application du PVA et venait en augmentation de la production de l'exercice. Après actualisation, ce compte vient bien en augmentation de la VA actuelle.

la **variation négative des stocks**,

☞ C'est le maintien de l'existant, mais avec une présentation différente par rapport à la VA actuelle. En effet, la VA actuelle retient des comptes de bilan, ce qui n'apparaît pas cohérent, dès lors que la VA est calculée exclusivement à partir des comptes du compte de résultat.

Il convient de retenir les comptes PCG 99 suivants, lorsque leur solde est négatif (débitéur) :

- compte 603,
- compte 713.

les **services extérieurs diminués des rabais, remises et ristournes obtenus**, à l'exception des **loyers ou redevances** afférents aux **biens corporels pris en location ou en sous-location** pour une durée de **plus de 6 mois** ou en **crédit-bail**, ainsi que les **redevances** afférentes à ces biens lorsqu'elles résultent d'une **convention de location-gérance**.

Toutefois, lorsque les **biens pris en location** par le redevable sont **donnés en sous-location** pour une durée de **plus de 6 mois**, les **loyers** sont retenus à **concurrence** du **produit** de cette **sous-location**,

☞ C'est le maintien de l'existant (comptes 611, 613 le cas échéant, 614 à 618 et 621 à 628).

Les règles du BOI 6 E-1-00 en cas de sous-locations successives sont validées partiellement :

- en ne les étendant pas au crédit preneur qui donne en sous location (la tolérance du BOI 6 E-1-00 ne joue pas lorsque la 1^{ère} convention de la « cascade » est un contrat de crédit-bail),

- en autorisant la déduction des loyers au locataire intermédiaire, y compris lorsque ce locataire sous-loue à une personne non assujettie à la TP (extension de l'assouplissement doctrinal actuel).

Pour les rabais, l'existant (comptes 619 et 629) est maintenu.

- les **taxes sur le chiffre d'affaires** et assimilées, les **contributions indirectes**, la **taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques**,

☞ C'est le maintien de l'existant, par une validation de la doctrine DB 6 E 4332 n° 20 (comptes 6353, 6358 ou 6378, selon le cas) ; la nouvelle contribution carbone climat avait été introduite, puis a été déclarée non conforme par le Conseil constitutionnel.

- les **autres charges de gestion courante**, autres que les quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun,

☞ Le compte « autres charges de gestion courante » a été introduit par le PCG 82.

Les opérations actuellement comptabilisées dans ce compte ne figuraient dans aucun compte du PCG 57, sauf les « jetons de présence » (compte 653 du PCG 99) qui faisaient partie des charges financières (compte 669 du PCG 57).

- les **abandons de créances à caractère financier**, à la hauteur du **montant déductible** des **résultats imposables** à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés,

- les **dotations aux amortissements pour dépréciation** afférentes aux **biens corporels donnés en location** ou en **sous-location** pour une durée de **plus de 6 mois**, donnés en **crédit-bail** ou faisant l'objet d'un **contrat de location-gérance**, en **proportion** de la seule **période de location**, de **sous-location**, de **crédit-bail** ou de **location-gérance**.

☞ Les nouveautés sont les suivantes :

- on précise expressément qu'il s'agit des amortissements comptables,

- on taxe les plus-values (cf. Algeco). Il est difficile de justifier un traitement différencié entre loueurs et banques,

- on ne retient que les amortissements afférents à la période de location, les autres devant être exclus. En effet, à défaut, les charges pourraient excéder les loyers perçus,

- les **moins-values de cession d'éléments d'immobilisations** corporelles et incorporelles, lorsqu'elles se rapportent à une **activité normale et courante**.

☞ La règle est symétrique au principe issu de la jurisprudence Algeco (cf. PV de cession d'immobilisations, ci-dessus). Cela correspond à la différence négative entre les comptes 775 et 675 du PCG 99, pour les seules cessions concernées.

- **[I.5.]** La **valeur ajoutée** des **contribuables** mentionnés au **[I.2.]** (**titulaires de BNC**) est constituée par l'**excédent** du **chiffre d'affaires** défini au **[I.2.]** sur les **dépenses de même nature** que les **charges admises en déduction** de la **valeur ajoutée** en application du **[I.4.]**, à l'**exception** de la **TVA déductible ou décaissée**.

☞ Les dépenses déductibles sont les suivantes (sur la base de la nomenclature des comptes du 30 janvier 1978) :

- honoraires rétrocedés,

- certaines dépenses professionnelles d'exploitation : achats, entretien et réparations, petit outillage, eau, chauffage, gaz, électricité, honoraires ne constituant pas des rétrocessions, primes d'assurances, transports et déplacements, frais divers de gestion, pertes diverses.

- **[I.6.]** La **valeur ajoutée** des **contribuables** mentionnés au **[I.3.]** (**propriétaires disposant de revenus fonciers**) est égale à l'**excédent** du **chiffre d'affaires** défini au **[I.3.]**, **diminué** des **charges** de la **propriété** énumérées à l'**article 31** du **CGI** (à l'**exception** des **charges** énumérées au **[I.1°c. et d.]** du même **article 31** - **impôts locaux, taxe sur les locaux de bureaux, commerciaux ou de stockage perçue par la région Île-de-France et intérêts de la dette** -).

LA LIMITATION DE LA VALEUR AJOUTEE PRISE EN COMPTE A 80 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES SI CELUI-CI EST INFERIEUR OU EGAL A 7,6 MILLIONS D'EUROS ET A 85 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES SI CELUI-CI EST SUPERIEUR A 7,6 MILLIONS D'EUROS

▪ **[I.7.]** La **valeur ajoutée** définie aux **[I. 4.,5. et 6.]** ci-dessus ne peut **pas excéder** un **pourcentage** du **chiffre d'affaires** mentionné respectivement aux **[I. 1., 2. et 3.]** égal à :

- **80 %** pour les **contribuables** dont le **chiffre d'affaires** est **inférieur** ou **égal** à **7,6 millions d'euros**,
- **85 %**, pour les **contribuables** dont le **chiffre d'affaires** est **supérieur** à **7,6 millions d'euros**.

☞ *L'Assemblée nationale avait plafonné la valeur ajoutée prise en compte à 80 % du chiffre d'affaires, seulement pour les entreprises dont le CA est inférieur à 7,6 millions d'euros.*

Pour les quelques 261.900 entreprises dont le CA est supérieur à 7,6 millions d'euros, l'AN n'avait fixé aucun plafond. Le Sénat, « afin de réduire le nombre d'entreprises perdantes ou l'ampleur de leurs pertes », avait quant à lui fixé le plafond 80 % pour l'ensemble des entreprises, y compris celles disposant d'un chiffre d'affaires très important.

La commission mixte paritaire avait rétabli la limitation aux seules entreprises de moins de 7,6 millions d'euros de CA, mais le gouvernement, après le vote de la CMP, a présenté un amendement qui limite la prise en compte de la VA, y compris pour les entreprises de plus de 7,6 millions de CA (limitation de la VA à 85 % du CA).

Le montant de la baisse de la matière imposable correspondant, subie par les collectivités locales, n'a pas été communiqué.

▪ Pour l'**application** du présent **[I. 7.]**, la **période retenue** pour le **chiffre d'affaires** est la **même** que celle retenue pour la **valeur ajoutée**.

LA PRISE EN COMPTE PROGRESSIVE, DANS LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE SE RAPPORTANT A UNE ACTIVITE DE LOCATION D'IMMEUBLES A TITRE PROFESSIONNEL, DES PRODUITS ET CHARGES

▪ **[II.]** Par **exception** au **[I.]** ci-dessus, les **produits** et les **charges** qui y sont mentionnés et se rapportant à une **activité de location** ou de **sous-location d'immeubles nus** (réputée exercée à **titre professionnel** au sens de l'**article 1447** du CGI) ne sont **pris en compte**, pour le calcul de la **valeur ajoutée**, qu'**à raison** :

- de **10 %** de leur **montant** en **2010**,
- de **20 %** en **2011**,
- de **30 %** en **2012**,
- de **40 %** en **2013**,
- de **50 %** en **2014**,
- de **60 %** en **2015**,
- de **70 %** en **2016**,
- de **80 %** en **2017**,
- et de **90 %** en **2018**.
- (pour atteindre **100 %** en **2019**)

Tableau récapitulatif des différents éléments entrant dans le calcul de la valeur ajoutée (droit commun)

- La valeur ajoutée est la différence entre les deux termes suivants (1^{er} terme - 2^{ème} terme) :

1 ^{er} TERME	2 ^{ème} TERME
<p>chiffre d'affaires (CA) : ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises (diminués des rabais, remises et ristournes accordés)</p> <p align="center">+</p> <p>redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires</p> <p align="center">+</p> <p>plus values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles</p> <p align="center">+</p> <p>refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges</p>	<p>achats stockés de matières premières et autres approvisionnements, achats d'études, prestations de services, achats de matériel, équipements et travaux, achats non stockés de matières et fournitures, achats de marchandises et frais accessoires d'achat (diminués des rabais, remises et ristournes obtenus)</p> <p align="center">+</p> <p>variation négative des stocks</p> <p align="center">+</p> <p>services extérieurs (diminués des rabais, remises et ristournes obtenus), à l'exception des loyers ou redevances afférents aux biens pris en location ou en sous-location de plus de 6 mois ou en crédit-bail</p> <p align="center">+</p> <p>taxes sur le chiffre d'affaires, contributions indirectes, taxe intérieure sur les produits pétroliers</p> <p align="center">+</p> <p>autres charges de gestion courante</p> <p align="center">+</p> <p>abandons de créances à caractère financier</p> <p align="center">+</p> <p>dotations aux amortissements pour dépréciation (biens corporels donnés en location ou sous-location sur plus de 6 mois, en crédit bail ou faisant l'objet d'un contrat de location-gérance)</p> <p align="center">+</p> <p>moins values de cession d'éléments d'immobilisations (activité normale et courante)</p>
<p>autres produits de gestion courante (à l'exception de ceux déjà pris en compte dans le CA et des quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)</p> <p align="center">+</p> <p>production immobilisée (à hauteur des seules charges qui ont concouru à sa formation)</p> <p align="center">+</p> <p>subventions d'exploitation et abandons de créances à caractère financier</p> <p align="center">+</p> <p>variation positive des stocks</p> <p align="center">+</p> <p>transferts de charges déductibles de la VA (autres que ceux pris en compte dans le CA)</p>	

LE CALCUL DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DE LA VALEUR AJOUTEE

[extraits de l'instruction de la DGFIP n° 6 E-1-10 du 25 mai 2010]

INTRODUCTION

▪ L'article 1586 *ter* du code général des impôts issu de l'article 2 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 institue, à compter des impositions établies au titre de 2010, une **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** applicable aux **entreprises** :

- qui sont situées dans le **champ d'application** de la **cotisation foncière des entreprises**,
- et dont le **chiffre d'affaires** réalisé au cours de la **période de référence** est **supérieur à 152.500 euros**.

▪ Les **dispositions** de l'article 1647 E afférentes à la **cotisation minimale de taxe professionnelle** ne sont **plus applicables** à compter des impositions établies au titre de **2010**.

▪ La présente **instruction** a pour objet de **commenter** les **modalités de calcul** du **chiffre d'affaires** et de la **valeur ajoutée** utiles à la détermination de l'imposition à la CVAE. Les **autres règles** relatives à la **CVAE**, telles que, les **règles de territorialité**, les **modalités de détermination** de la **période de référence**, la **prise en compte ou non**, dans le calcul du chiffre d'affaires ou de la valeur ajoutée, des **produits** et des **charges** correspondant à une **activité exonérée de cotisation foncière des entreprises**, sont déterminées dans une **instruction séparée**.

▪ Il est en effet **nécessaire** de **calculer** le **chiffre d'affaires réalisé** et la **valeur ajoutée produite**, dès lors que :

- d'une part, le **calcul** du **chiffre d'affaires** réalisé par l'entreprise permet de **déterminer** si l'**entreprise est dans le champ de la CVAE** et le **taux effectif de CVAE**,
- d'autre part, la **CVAE** est **égale** à une **fraction** de la **valeur ajoutée produite** par l'entreprise.

▪ Les **modalités de calcul** du **chiffre d'affaires** ainsi que de la **valeur ajoutée** varient selon que l'**entreprise** redevable de la CVAE relève du **régime** :

- de **droit commun**,
- des **établissements de crédit** et entreprises assimilées,
- des **entreprises de gestion d'instruments financiers**,
- des **sociétés créées** pour la réalisation d'une **opération unique de financement**,
- des **entreprises d'assurance** et de **réassurance**, des **mutuelles** et des **institutions de prévoyance**.

LE REGIME DE DROIT COMMUN

▪ Les éléments constituant le **chiffre d'affaires** et la **valeur ajoutée** des **entreprises** relevant du **régime de droit commun** s'obtiennent à partir des **règles du plan comptable général (PCG)**.

LES PERSONNES CONCERNEES

▪ Pour la **détermination** du **chiffre d'affaires** et de la **valeur ajoutée**, sont **concernées** par le **régime de droit commun** les **entreprises** qui :

- d'une part, sont **situées** dans le **champ d'application** de la **CVAE** et n'en sont **pas** totalement **exonérées de plein droit (art. 1449 et suivants)**,
- et, d'autre part, ne relèvent **pas** de l'un des **régimes suivants** :
 - régime des **établissements de crédit et entreprises assimilées**,
 - régime des **entreprises de gestion d'instruments financiers**,
 - régime des **sociétés créées pour la réalisation d'une opération unique de financement**,
 - régime des **entreprises d'assurance et de réassurance, des mutuelles et des institutions de prévoyance**.

Les entreprises autres que les titulaires de bénéfices non commerciaux n'exerçant pas l'option mentionnée à l'article 93 A et les titulaires de revenus fonciers

Le **chiffre d'affaires** des **entreprises** relevant du **régime de droit commun** (autres que les titulaires de bénéfices non commerciaux n'exerçant pas l'option mentionnée à l'article 93 A et les titulaires de revenus fonciers) est **égal** à la **somme des produits** suivants :

Les ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises

Les ventes de **produits fabriqués, prestations de services et marchandises** s'entendent de l'**ensemble des produits à comptabiliser** aux **comptes 701 à 709** du PCG.

Sont donc pris en compte **en diminution du chiffre d'affaires** les **rabais, remises et ristournes** accordés par l'entreprise à ses clients (**compte 709**).

Les redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires

Les **redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires** s'entendent de l'**ensemble des produits à comptabiliser** au **compte 751** du PCG.

Les plus-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles, lorsqu'elles se rapportent à une activité normale et courante

Les **plus-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles** ne donnent **pas lieu à comptabilisation** dans des comptes spécifiques. Elles sont, **en principe, constituées**, pour chaque cession d'immobilisation remplissant la condition précitée, par la **différence positive** entre :

- le **montant** du **compte 775** (« produits des cessions d'éléments d'actifs »),
- et celui du **compte 675** du PCG (« valeurs comptables des éléments d'actifs cédé »), à l'instar des autres plus-values réalisées sur cession d'immobilisations.

Sont **prises en compte** dans le **chiffre d'affaires** les **cessions d'immobilisations** présentant un **caractère normal et courant**, c'est-à-dire celles **entrant dans le cycle de production de l'entreprise**. Le caractère normal et courant d'une cession résulte de l'**appréciation de chaque situation de fait**.

Exemple : une entreprise a pour activité la **location de véhicules**. A l'issue de la **période de location** (d'environ 3 ans), la **société cède systématiquement** ces **véhicules**. Les **plus-values de cession** réalisées à l'occasion de la cession des véhicules doivent être **prises en compte** dans le **chiffre d'affaires** de la société.

En revanche, ne sont **pas visées** les **cessions d'immobilisations** réalisées par une entreprise parce qu'elle n'en a **plus l'usage** et n'entrant **pas** dans son **cycle de production** (*exemples : cession d'une machine-outil devenue obsolète par une entreprise industrielle, cession du matériel informatique utilisé pour l'exercice de sa profession par une entreprise réalisant une activité d'achat-revente de biens*).

De même, les **critères** tenant à l'**importance des plus-values en valeur** (*exemple : rapport entre les plus-values de cession et le montant total des produits*) **ne sauraient être déterminants**.

Les refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges

Les **refacturations de frais** inscrites au **compte de transfert de charges** s'entendent de l'**ensemble des produits** enregistrés aux **comptes 791 à 797** du PCG correspondant à des **refacturations de frais préalablement engagés** par l'entreprise.

Les **frais** pouvant donner lieu à **refacturation** sont **constitués** par les **postes** suivants du PCG :

- **charges externes** (charges comptabilisées dans les **comptes 601 à 629**),
- **impôts, taxes et versements assimilés** (charges comptabilisées dans les **comptes 631 à 637**),
- **charges de personnel** (charges comptabilisées dans les **comptes 641 à 648**),
- **autres charges de gestion courante** (charges comptabilisées dans les **comptes 651 à 658**),
- **charges financières** (charges comptabilisées dans les **comptes 661 à 668**),
- **charges exceptionnelles** (charges comptabilisées dans les **comptes 671 à 678**),
- **participation des salariés et impôts sur les bénéfices et assimilés** (charges comptabilisées dans les **comptes 691 à 699**).

Les titulaires de bénéfices non commerciaux n'exerçant pas l'option mentionnée à l'article 93 A

▪ Les **titulaires de bénéfices non commerciaux (BNC)** n'exerçant pas l'option mentionnée à l'article 93 A s'entendent des **assujettis à la CVAE** réalisant des **bénéfices non commerciaux** définis à l'article 92 déterminés en tenant compte :

- des **encaissements** et des **paiements**,
- et **non** des **créances acquises** et des **dépenses engagées**.

Sont donc **visés** les **titulaires de BNC** soumis pour l'**impôt sur le revenu** au **régime de droit commun**, c'est-à-dire pour lesquels le **bénéfice net commercial** à retenir dans les bases de l'impôt sur le revenu est **constitué** par l'**excédent** des **recettes totales** sur les **dépenses** nécessitées par l'**exercice de la profession (article 93-1)**.

- Le **chiffre d'affaires** des **BNC** n'exerçant pas l'option mentionnée à l'article 93 A comprend :
 - le **montant hors taxes** des **honoraires** ou **recettes encaissés** en leur nom, **diminué** des **rétrocessions** ;
 - les **gains divers**, telles que les **recettes** provenant d'**opérations commerciales** réalisées à **titre accessoire** et les **aides** et **subventions de toute nature** perçues.

Les titulaires de revenus fonciers

- Les **titulaires de revenus fonciers (RF)** s'entendent des **personnes physiques ou morales** qui :
 - exercent une **activité de location** ou de **sous-location nue**,
 - perçoivent des **revenus fonciers** susceptibles, en raison de leur nature, de **relever** de la **catégorie des RF** à l'impôt sur le revenu. Ne sont **pas concernées** par ces dispositions particulières les **sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés**.

Il est rappelé que ne sont **concernés** par ce régime que les **titulaires de revenus fonciers** situés dans le **champ d'application** de la **CVAE**, c'est-à-dire ceux dont les **recettes brutes** portant sur des **immeubles autres** que d'**habitation** sont **supérieures** ou **égales à 100.000 euros** au cours de la **période de référence**.

S'agissant de la **détermination** du **chiffre d'affaires** (et de la **valeur ajoutée**) des **sociétés immobilières non soumises à l'impôt sur les sociétés**, il convient de **distinguer** selon que celles-ci sont **détenues** :

- uniquement par des **associés à l'impôt sur le revenu** : il convient d'appliquer les **règles** prévues à l'**article 29**,
- par des **associés dont certains** sont à l'**impôt sur le revenu** et à l'**impôt sur les sociétés** ou **uniquement** par des **associés à l'impôt sur les sociétés** : il convient d'appliquer les **mêmes règles** que celles prévues pour les **sociétés à l'impôt sur les sociétés**.

- Le **chiffre d'affaires** des **titulaires de revenus fonciers** comprend l'**ensemble des recettes brutes**, au sens de l'**article 29**.

Figurent donc dans les **recettes brutes**, pour leur **montant hors taxes** :

- le montant des **loyers** ;
- le montant des **dépenses incombant normalement à l'assujetti** mais mises **par convention à la charge des locataires**,
- les **subventions** et **indemnités** destinées à **financer des charges déductibles** de l'impôt sur le revenu,
- les **recettes** provenant de la **location** du **droit d'affichage** ou du **droit de chasse**, de la **concession du droit d'exploitation** des **carrières**, de **redevances tréfoncières** ou **autres redevances analogues** ayant leur **origine** dans le **droit de propriété** ou d'**usufruit**.

LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

Les entreprises autres que les titulaires de bénéfices non commerciaux n'exerçant pas l'option mentionnée à l'article 93 A et les titulaires de revenus fonciers

- La **valeur ajoutée** des **entreprises** relevant du **régime de droit commun** est **égale** à la **somme** du **chiffre d'affaires** et de **certain produits diminuée** de **certaines charges**.
- Le **montant** de la **valeur ajoutée** obtenue **peut**, le cas échéant, **être plafonné**.

Les produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Le chiffre d'affaires (tel qu'il est calculé dans la partie « calcul du chiffre d'affaires »)

Les autres produits de gestion courante, à l'exception des produits déjà pris en compte dans le chiffre d'affaires et des quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun

- Les autres produits de gestion courante à retenir dans la valeur ajoutée s'entendent de l'ensemble des produits à comptabiliser dans les comptes 752 à 758 du PCG, à l'exception du compte 755 Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun.

Le compte 751 Redevances pour concession n'a pas à être retenu, dès lors qu'il fait partie des produits qui figurent dans le chiffre d'affaires.

Dans l'hypothèse où les produits à comptabiliser au compte 752 « Revenus des immeubles non affectés aux activités professionnelles » sont déjà pris en compte par ailleurs dans le chiffre d'affaires, il n'y a pas lieu de les prendre en compte deux fois.

La production immobilisée

Le cas général

- La production immobilisée est comptabilisée dans les comptes 721 (Immobilisations incorporelles) et 722 (immobilisations corporelles) du PCG.

Pour la généralité des redevables, la production immobilisée n'est incluse dans le calcul de la valeur ajoutée qu'à hauteur des charges qui, ayant servi à déterminer le montant de la production immobilisée, peuvent être déduites de la valeur ajoutée.

Exemple : une production immobilisée de 800 est composée pour 500 de dépenses de personnel, non déductibles de la valeur ajoutée, et pour 300 de prestations externes déductibles de la valeur ajoutée.

Elle sera retenue pour 300 dans la valeur ajoutée.

Toutefois, les entreprises de production audiovisuelle ou cinématographique et de distribution cinématographique bénéficient d'un régime spécifique.

Le cas particulier des entreprises de production audiovisuelle ou cinématographique

- La production immobilisée afférente à des œuvres audiovisuelles ou cinématographiques est intégralement exclue du calcul de la valeur ajoutée dès lors qu'elle se rapporte à des immobilisations incorporelles remplissant simultanément les deux conditions suivantes :

- les œuvres sont inscrites à l'actif du bilan de l'entreprise de production ;
- elles sont susceptibles de bénéficier du régime dérogatoire d'amortissement prévu au BOI 4 D-2-97 ; ne sont par conséquent pas concernées par la présente mesure les entreprises qui ne sont pas autorisées à pratiquer l'amortissement fiscal susvisé telles que les négociants qui achètent les droits d'exploitation d'œuvres audiovisuelles sans participer au risque de production (cf. BOI 4 D-2-97).

- L'exclusion de la production immobilisée du calcul de la valeur ajoutée ne concerne pas la fraction de production immobilisée qui constitue la part des coproducteurs perçue par un producteur principal dans le cadre d'un contrat de coproduction, cette fraction devant être prise en compte intégralement dans la valeur ajoutée du producteur principal.

Le cas particulier des entreprises de distribution cinématographique

- La production immobilisée afférente à des œuvres cinématographiques inscrites à l'actif du bilan d'une entreprise de distribution cinématographique est exclue du calcul de la valeur ajoutée pour le montant correspondant au versement du minimum garanti au profit d'un producteur dès lors que ces dépenses :

- sont enregistrées dans les charges de l'exercice auquel elles se rapportent, préalablement à leur inscription à l'actif immobilisé en contrepartie d'un compte de production immobilisée,
- se rapportent à des œuvres susceptibles de bénéficier du régime dérogatoire d'amortissement prévu au BOI 4 D-2-97.

La production immobilisée exclue de la valeur ajoutée ne concerne pas la fraction qui se rapporte aux éventuelles dépenses de copie de l'œuvre cinématographique.

Les subventions d'exploitation et, pour partie, les abandons de créances à caractère financier

- Les **subventions d'exploitation** à prendre en compte dans la **valeur ajoutée** s'entendent de **celles** qui doivent être **comptabilisées** au **compte 74** du PCG.

Toutefois, sont **également prises en compte** dans la valeur ajoutée les **subventions** qui seraient **comptabilisées** dans un **autre compte** (par exemple, le **compte 7715** Subventions d'équilibre), dès lors qu'elles **permettent** à l'entreprise :

- de **compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation**,
- ou de **faire face à certaines charges d'exploitation**.

Les **subventions** ayant le **caractère de subventions d'investissement** n'ont **pas** à être **prises en compte** dans le **calcul de la valeur ajoutée**.

- Les **abandons de créances à caractère financier** dont bénéficie l'entreprise doivent être **pris en compte** dans la valeur ajoutée, quel que soit leur mode de comptabilisation, **à hauteur du montant déductible des résultats imposables à l'impôt sur les bénéfices** de l'entreprise qui les consent.

Les **abandons de créance à caractère commercial perçus** constituent en règle générale des **produits exceptionnels** qui ne sont **pas à prendre en compte** dans la valeur ajoutée.

La variation positive des stocks

- La **variation positive des stocks** à retenir dans la valeur ajoutée s'entend du **solde créditeur**, à l'issue de la **période de référence**, des **comptes 603 et 713** (Variations des stocks) du PCG.

Les transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée, autres que ceux déjà pris en compte dans le chiffre d'affaires

- Les **transferts de charges déductibles** de la valeur ajoutée à **ajouter** au **chiffre d'affaires** s'entendent de l'**ensemble des produits inscrits** au **compte 791 à 797** du PCG, à l'**exception** :

- des **transferts de charges déjà pris en compte dans le chiffre d'affaires**, c'est-à-dire ceux qui se rapportent à des **refacturations de frais**,
- lorsqu'ils ne sont **pas pris en compte dans le chiffre d'affaires**, des **transferts de charges non déductibles** de la valeur ajoutée (exemple : transferts de charges financières figurant au compte 796 du PCG-transferts de charges financières).

- Il est précisé, au regard des **règles du droit comptable**, que doivent être **comptabilisés en transferts de charges** les **produits** correspondant notamment aux **opérations suivantes** :

- **remboursement par l'État ou toute autre entité de droit public de charges engagées par l'entreprise**, dès lors que le **remboursement est forfaitaire** ;
- **perception d'indemnités d'assurances** à la suite d'un **sinistre** couvrant :
 - soit une **immobilisation partiellement détruite** (sont exclus les vols et les destructions totales, au titre desquels les indemnités d'assurances perçues constituent le prix de cession de l'immobilisation),
 - soit un **stock**,
 - soit un **risque** (exemples : assurance-vol et assurance obligatoire dommages construction).

Toutefois, ne sont **pas admises** dans un **compte de transferts de charges** les **annulations de charges** concourant à la **production d'une immobilisation** (utilisation du compte 72) ou à l'**acquisition d'une immobilisation** (utilisation de comptes de charges correspondants crédités).

Les charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Les achats

- Les **achats** s'entendent de l'**ensemble des charges** à comptabiliser dans les **comptes 601 à 609** du PCG, à l'**exception** du **compte 603** (Variation des stocks). Ces éléments s'apprécient pour leur **montant net** de **rabais, remises et ristournes** obtenus, d'où la prise en compte du **compte 609** (Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats) du PCG.

La variation négative des stocks

- La **variation négative des stocks** à retenir dans la valeur ajoutée s'entend du **solde débiteur**, à l'issue de la **période de référence**, des **comptes 603 et 713** du PCG (Variations des stocks).

Les services extérieurs, à l'exception de certains loyers

▪ Les **services extérieurs** s'entendent de l'**ensemble des charges à comptabiliser** dans les **comptes 611 et 613 à 629** du PCG. Sont par conséquent **déductibles** les **frais enregistrés aux comptes** :

- **611** Sous-traitance générale,
- **613** Locations (sous réserve de l'application des règles prévues ci-dessous),
- **614** Charges locatives et de copropriété,
- **615** Entretien et réparations,
- **616** Primes d'assurances,
- **617** Études et recherches,
- **618** Divers (documentation générale, etc.),
- **621** Personnel extérieur à l'entreprise,
- **622** Rémunérations d'intermédiaires et honoraires,
- **623** Publicité, publications, relations publiques,
- **624** Transport de biens et transports collectifs du personnel,
- **625** Déplacements, missions et réceptions,
- **626** Frais postaux et frais de télécommunication,
- **627** Services bancaires et assimilés,
- **628** Divers (frais de recrutement de personnel).

Ces **éléments** s'apprécient pour leur **montant net** de **rabais, remises et ristournes obtenus (comptes 619 et 629)**.

Les **frais constatés** en **charges financières et exceptionnelles** et qui sont **refacturés à l'euro l'euro** par une **autre entreprise** :

- sont **assimilés**, pour le calcul de la valeur ajoutée, à des **services extérieurs**,
- et sont par conséquent **déductibles** de cette dernière.

▪ Les **loyers et redevances**, qui doivent être **comptabilisés** dans les **comptes 612 et 613** du PCG, afférents aux **biens corporels pris en location ou en sous-location** pour une **durée de plus de 6 mois** ou en **crédit-bail**, ne sont **pas admis en déduction** de la valeur ajoutée.

Il en va **de même** des **redevances afférentes à ces biens** lorsqu'elles résultent d'une **convention de location-gérance**.

▪ Pour que l'**exclusion du droit à déduction des loyers et redevances** de la valeur ajoutée de l'assujetti à la CVAE **s'applique**, il convient que les **conditions cumulatives** suivantes soient **remplies** :

- la **convention** conclue par l'assujetti doit être une **convention de crédit-bail, de location, de sous-location ou de location-gérance** ou **toute autre convention de ce type** (exemple : convention de gérance-mandat),
- elle doit **porter** au moins en partie sur la **mise à disposition de biens corporels**,
- elle doit avoir une **durée de plus de 6 mois**, **sauf** s'il s'agit d'une **convention de crédit-bail** pour laquelle **aucune durée minimale n'est prévue**.

▪ Lorsque les **biens pris en location** par l'assujetti à la CVAE sont **donnés en sous-location** pour une durée de **plus de 6 mois**, les **loyers dus** sont **admis en déduction** de sa valeur ajoutée **à concurrence** du **produit** de cette **sous-location**, quelle que soit la situation du sous-locataire au regard de la cotisation foncière des entreprises ou de la CVAE.

En revanche, **aucune déduction** n'est **admise** au profit de l'**assujetti** qui :

- **prend les biens en crédit-bail ou en location-gérance**,
- et les donne en **sous-location**.

Les taxes déductibles de la valeur ajoutée

▪ Les **impôts, taxes et versements assimilés**, autres que les **impôts sur les bénéfices** et **autres impôts assimilés**, sont **comptabilisés** dans les **comptes 631 à 638** du PCG.

Ces **charges** ne sont, **en principe**, **pas déductibles** de la valeur ajoutée.

Par exception, sont **admis en déduction** de la valeur ajoutée :

- les **taxes sur le chiffre d'affaires et assimilées** : celles-ci s'entendent exclusivement des taxes qui **grèvent directement** le **prix des biens et services vendus** par l'entreprise assujettie à la CVAE ; ne sont donc **pas visées** les **taxes** assises sur le **chiffre d'affaires** de l'entreprise mais qui ne rempliraient **pas** cette **condition** (par exemple : la **contribution Organic**) ;
- et les **contributions indirectes**.

Les autres charges de gestion courante

- Les autres charges de gestion courante sont comptabilisées dans les comptes 651 à 658 du PCG.

Elles sont admises en déduction de la valeur ajoutée, à l'exception des quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun à comptabiliser au compte 655 du PCG.

Les abandons de créances à caractère financier

- Les abandons de créances à caractère financier versés par l'entreprise sont, quel que soit leur mode de comptabilisation, admis en déduction de la valeur ajoutée à hauteur du montant déductible des résultats imposables à l'impôt sur les bénéfices de l'entreprise.

Il s'agit du corollaire des règles prévues s'agissant des produits.

Les abandons de créance à caractère commercial versés constituent des charges exceptionnelles qui ne sont pas déductibles de la valeur ajoutée.

Les dotations aux amortissements pour dépréciation afférents à des biens donnés en location plus de 6 mois ou en crédit-bail ou faisant l'objet d'un contrat de location-gérance

- La déduction des dotations aux amortissements pour dépréciation est autorisée uniquement lorsque les biens corporels auxquels les dotations se rapportent :

- sont donnés en location pour une durée de plus de 6 mois,
- sont donnés en crédit-bail,
- ou font l'objet d'un contrat de location-gérance, et ce quelle que soit la situation du locataire au regard de la cotisation foncière des entreprises.

Le cas particulier de la sous location

- Lorsque les biens sont donnés en crédit-bail ou en location pour plus de 6 mois à un locataire intermédiaire qui les sous-loue, le bailleur ne peut déduire les amortissements que lorsque la dernière sous-location est de plus de 6 mois et lorsque le dernier sous-locataire est assujéti à la cotisation foncière des entreprises.

Ainsi, aucun droit à déduction des dotations aux amortissements ne s'applique en présence d'un ou plusieurs contrats de sous-location de plus de 6 mois lorsque le dernier sous-locataire n'est pas assujéti à la CFE.

Pour l'application de ces dispositions, l'assujéti s'entend de toute personne située dans le champ d'application de la CFE, qu'elle en soit exonérée ou non.

La déduction des amortissements ne sera pas remise en cause si le bailleur démontre avoir exercé toutes les diligences pour connaître la situation du dernier sous-locataire.

- Le droit à déduction des dotations aux amortissements pour dépréciation ne s'applique qu'en proportion de la seule période de location, de sous-location, de crédit-bail ou de location-gérance. Ainsi, un prorata de déduction doit être retenu lorsque la période de location ne couvre pas l'intégralité de la période de référence.

Exemple : une entreprise clôture en N un exercice qui coïncide avec l'année civile. Elle donne en location un bien entre le 1^{er} janvier N et le 31 octobre N.

Le bien est temporairement non loué entre le 1^{er} novembre N et le 31 décembre N.

Le montant de la dotation aux amortissements portant sur le bien au titre de N est de 1.200 euros.

La dotation aux amortissements déductible de la valeur ajoutée correspond à la seule fraction afférente à la période effective de location, soit :

$$1.200 \text{ euros} \times (10 / 12^{\text{ème}}) = 1.000 \text{ euros}$$

☞ Les dotations aux amortissements pour dépréciation s'entendent de celles qui doivent être comptabilisées au compte 681 du PCG. Elles ne tiennent donc pas compte des dotations aux amortissements de nature fiscale (exemple : amortissement dégressif), lesquelles ne constatent pas une dépréciation des immobilisations corporelles et doivent être comptabilisés dans des comptes de dotations aux amortissements dérogatoires.

Les moins-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles

- Les moins-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles qui se rapportent à une activité normale et courante ne donnent pas lieu à comptabilisation dans des comptes spécifiques. Elles sont, en principe, constituées, pour chaque cession d'immobilisation remplissant la condition précitée, par la différence positive entre le montant du compte 675 et celui du compte 775 du PCG.

Il s'agit du corollaire des règles prévues s'agissant des plus-values.

Les titulaires de bénéfices non commerciaux n'exerçant pas l'option mentionnée à l'article 93 A

- La **valeur ajoutée** des **titulaires de bénéfices non commerciaux** n'exerçant pas l'option mentionnée à l'article 93 A est égale à la **différence** entre le **chiffre d'affaires** et les **dépenses de même nature** que les **charges engagées** par la **généralité des redevables** lorsqu'elles sont **admises en déduction** pour ces derniers.
- Sont ainsi **déductibles** de la valeur ajoutée les **dépenses suivantes**, pour leur seul **montant hors taxes**, dès lors que les **charges par nature** correspondantes sont elles-mêmes **déductibles** de la valeur ajoutée **des entreprises tenant une comptabilité d'engagement** ou ayant exercé l'**option** pour les **créances acquises** et les **dépenses engagées** prévue à l'article 93 A :
 - **achats** ;
 - **variation de stock** ;
 - **travaux, fournitures et services extérieurs** ;
 - **loyers et charges locatives, location de matériel et de mobilier** ;
 - **frais de transports et de déplacements** ;
 - **frais divers de gestion**.
- Est également **déductible** de la valeur ajoutée la **fraction des dotations aux amortissements** afférents à des **immobilisations corporelles mises à la disposition d'une autre entreprise** dans le cadre d'une **convention de location-gérance ou de crédit-bail** ou d'une **convention de location de plus de 6 mois**.
- La **TVA payée** par l'entreprise sur les **dépenses engagées**, c'est-à-dire la **TVA déductible** afférente aux **dépenses** mentionnées à l'**avant-dernier alinéa** précédent, ainsi que la **TVA décaissée** au titre de la **réalisation** de son **obligation de paiement de la TVA** (*y compris en cas de rappel de TVA*) par l'entreprise ne constituent **pas** des **dépenses déductibles** de la valeur ajoutée.

Les titulaires de revenus fonciers

- La **valeur ajoutée** des **titulaires de revenus fonciers** est égale à la **différence** entre :
 - le **chiffre d'affaires** déterminé conformément aux **dispositions** du **dernier alinéa** de la **partie « calcul du chiffre d'affaires »**,
 - et les **charges** de la **propriété urbaine ou rurale** venant en **déduction du revenu net foncier imposable** à l'impôt sur le revenu, à l'**exception** des **charges** suivantes :
 - **impositions**, autres que celles incombant normalement à l'occupant, **perçues**, à raison desdites propriétés, au profit notamment des **collectivités territoriales** ainsi que la **taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux**, les **locaux commerciaux** et les **locaux de stockage** perçue dans la **région Île-de-France**,
 - **intérêts des dettes contractées** pour la **conservation, l'acquisition, la construction, la réparation** ou l'**amélioration** des **propriétés**.

La mesure transitoire pour les années d'imposition de 2010 à 2018

- Les **produits** et les **charges** se rapportant à une **activité de location** ou de **sous-location d'immeubles nus** exercée par les **loueurs**, qu'ils soient à l'**impôt sur le revenu** ou à l'**impôt sur les sociétés**, ne sont **pris en compte**, pour le calcul de la valeur ajoutée, **qu'à raison de** :
 - **10 %** de leur montant en **2010**,
 - **20 %** de leur montant en **2011**,
 - **30 %** de leur montant en **2012**,
 - **40 %** de leur montant en **2013**,
 - **50 %** de leur montant en **2014**,
 - **60 %** de leur montant en **2015**,
 - **70 %** de leur montant en **2016**,
 - **80 %** de leur montant en **2017**,
 - **90 %** de leur montant en **2018**.

Cette **prise en compte partielle et progressive** des **produits** et des **charges** ne s'applique que pour le **calcul** de la **valeur ajoutée** et **non** pour la détermination du **chiffre d'affaires** permettant d'apprécier si l'entreprise est dans le champ de la CVAE et son taux effectif de CVAE.

Seule la **partie imposable** (ex : 10 % en 2010) doit être **portée sur la déclaration**.

▪ Lorsque l'**entreprise** exerce une **activité de location ou de sous-location d'immeubles nus** et une **autre activité**, **seuls** les **charges et produits** se rapportant à l'**activité de location ou de sous-location** peuvent **bénéficier** de l'**abattement**.

LE PLAFONNEMENT DU MONTANT DE LA VALEUR AJOUTEE

▪ Le **montant** de la **valeur ajoutée imposable** de l'**entreprise** assujettie à la CVAE relevant du **régime de droit commun** ne peut **pas excéder** un **certain pourcentage** de son **chiffre d'affaires** correspondant à son activité imposable.

Cette mesure vise essentiellement les **entreprises à forte intensité de main d'œuvre**, dès lors que les **charges de personnel** ne sont **pas déductibles** de la valeur ajoutée.

▪ Ce **pourcentage** est fixé à :

- **80 %** pour les **entreprises** dont le **chiffre d'affaires** est **inférieur ou égal à 7,6 millions d'euros**,
- **85 %** pour les **entreprises** dont le **chiffre d'affaires** est **supérieur à 7,6 millions d'euros**.

▪ **Deux cas de figure** sont donc susceptibles de se présenter :

- le **montant** de la **valeur ajoutée** de l'entreprise n'excède **pas plus de 80 % ou 85 %**, selon le cas, du montant de son chiffre d'affaires : la **valeur ajoutée imposable** à la CVAE correspond à la **valeur ajoutée réelle**, c'est-à-dire celle obtenue selon les **règles applicables** aux **entreprises relevant du régime de droit commun**,
- le **montant** de la **valeur ajoutée** de l'entreprise **excède 80 % ou 85 %**, selon le cas, du montant de son chiffre d'affaires : la **valeur ajoutée imposable** à la CVAE correspond à la **valeur ajoutée réelle plafonnée** à hauteur d'un **montant égal à 80 % ou 85 %** du montant du chiffre d'affaires.

Exemple : une **entreprise** dont le **chiffre d'affaires** est égal à **5 millions d'euros** réalise une **valeur ajoutée** de **4,5 millions d'euros**.

La **valeur ajoutée** à prendre en compte est **plafonnée à 4 millions d'euros** (5 millions x 80 %).

**LES MODIFICATIONS CONCERNANT LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE
DES REDEVABLES RELEVANT DU REGIME DE DROIT COMMUN**

[extraits de l'instruction de la DGFIP n° 6 E- 5-11 du 3 juin 2011]

- Les **modifications** des règles de calcul de la valeur ajoutée des redevables de la CVAE relevant du régime de droit commun portent sur :
 - la **majoration du chiffre d'affaires** par les **rentrées sur créances amorties** lorsqu'elles se rapportent au **résultat d'exploitation**,
 - la **suppression** de la **condition d'assujettissement à la cotisation foncière des entreprises (CFE)** du **sous-locataire**, pour la **déductibilité des dotations aux amortissements du loueur intermédiaire**,
 - l'**ajustement** de la **période retenue pour le chiffre d'affaires** utilisé pour le **calcul de la limitation de la valeur ajoutée en fonction du chiffre d'affaires**.
- L'**instruction fiscale 6 E-1-10 du 3 juin 2010** précise que : « Les autres charges de gestion courante sont comptabilisées dans les comptes 651 à 658 du PCG ».

LA MAJORATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR LES RENTREES SUR CREANCES AMORTIES

- Lorsqu'elles se rapportent au **résultat d'exploitation**, les **rentrées sur créances amorties** sont **ajoutées au chiffre d'affaires** retenu pour le **calcul de la valeur ajoutée**, même si elles sont comptabilisées en **produit exceptionnel au compte 7714**.

Cette modification vise à **traiter de façon symétrique** les **pertes sur créances irrécouvrables** et les **rentrées sur créances amorties**.

En effet, les **pertes sur créances irrécouvrables** sont **comptabilisées au compte 6541** et sont **admises en déduction de la valeur ajoutée**.

**LA DEDUCTION DES AMORTISSEMENTS DES BIENS DONNES EN SOUS LOCATION :
SUPPRESSION DE LA CONDITION D'ASSUJETTISSEMENT A LA CFE DU DERNIER SOUS LOCATAIRE**

- La **déduction des dotations aux amortissements pour dépréciation** afférente aux **biens donnés en sous-location** pour une durée de **plus de 6 mois** est désormais **permise**, quelle que soit la situation du dernier sous-locataire au regard de la CFE.

**L'AJUSTEMENT DE LA PERIODE RETENUE POUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES UTILISE
POUR LE CALCUL DE LA LIMITATION DE LA VALEUR AJOUTEE**

- Pour l'**application** de la **limitation de la valeur ajoutée à 80 %** pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur ou égal à 7,6 millions d'euros (ou **85 %** pour celles dont le chiffre d'affaires est supérieur à 7,6 millions d'euros) du **chiffre d'affaires**, la **période retenue pour le chiffre d'affaires** est la **même que celle retenue pour la valeur ajoutée**.

Pour apprécier cette limitation, la **correction du chiffre d'affaires** prévue au [II.] de l'article 1586 *quinquies* ne s'applique pas.

**LES MODIFICATIONS CONCERNANT LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE
DES REDEVABLES RELEVANT DU REGIME DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ENTREPRISES ASSIMILEES**

[extraits de l'instruction DGFIP n° 6 E 5-11]

- Les **établissements de crédit** peuvent **déduire** de leur **valeur ajoutée** le montant des **pertes sur créances irrécouvrables**, enregistrées aux **comptes 675 et 676** du plan comptable des **établissements de crédit (PCEC)**, lorsqu'elles se rapportent aux **produits d'exploitation bancaires**.
- **Par symétrie**, le montant des **recupérations sur créances amorties** enregistrés au **compte 775 du PCEC** est à **prendre en compte** dans la **valeur ajoutée**, en **majoration du chiffre d'affaires**, lorsqu'elles se rapportent aux **produits d'exploitation bancaires**.

LE REGIME DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ENTREPRISES ASSIMILEES

[extraits de l'instruction de la DGFIP n° 6 E- 1-10]

LES PERSONNES CONCERNEES

- Sont **concernés** par ce régime :
 - les **établissements de crédit** ;
 - les **entreprises d'investissement** mentionnées à l'article L.531-4 du **code monétaire et financier**. Il s'agit de **personnes morales**, autres que les établissements de crédit, qui fournissent des **services d'investissement à titre de profession habituelle**, sous réserve d'être **agrées** par l'**Autorité de contrôle prudentiel**, qui a remplacé le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) (*article 1^{er} de l'ordonnance n°2010-76 du 21 janvier 2010*) mentionné à l'article L.612-1 du code monétaire et financier.
- Les **éléments** constituant le **chiffre d'affaires** et la **valeur ajoutée** des entreprises relevant du régime des établissements de crédit et entreprises assimilées s'obtiennent à partir des **règles du plan comptable des établissements de crédit (PCEC)**.

LE CALCUL DU CHIFFRE D'AFFAIRES

- Le **chiffre d'affaires** des entreprises relevant du régime des **établissements de crédit et entreprises assimilées** comprend l'**ensemble des produits d'exploitation bancaires** et des **produits divers d'exploitation**, à l'**exception de certains produits**.

Les produits pris en compte : les produits d'exploitation bancaire et les produits divers d'exploitation

- Les **produits d'exploitation bancaire** et les **produits divers d'exploitation** de l'entreprise sont **constitués** par l'**ensemble des produits** devant être **comptabilisés aux comptes 700 à 747**, ainsi qu'au **compte 749** du PCEC.

Doivent donc être **pris en compte** dans le chiffre d'affaires, à l'**exception** des **produits exclus** ci-après les comptes suivants du **PCEC** :

- **701** Produits sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires,
- **702** Produits sur opérations avec la clientèle,
- **703** Produits sur opérations sur titres,
- **704** Produits sur opérations de crédit-bail, opérations assimilées et de location simple,
- **705** Produits sur prêts subordonnés, parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres immobilisations financières,
- **706** Produits sur opérations de change,
- **707** Produits sur opérations de hors bilan,
- **708** Produits sur prestations de services financiers,
- **709** Autres produits d'exploitation bancaire,
- **741** Charges facturées,
- **742** Quote-part sur opérations d'exploitation non bancaire faites en commun,
- **743** Quote-part de frais de siège social,
- **746** Plus-values de cession sur immobilisations,
- **747** Produits accessoires,
- **749** Autres produits divers d'exploitation.

Les produits exclus

95 % des dividendes sur titres de participation et parts dans les entreprises liées

- Les **titres de participation** et **parts** dans les **entreprises liées** dont **95 %** des **dividendes** sont **exclus du chiffre d'affaires** s'entendent **exclusivement** de **ceux** devant être **comptabilisés dans les comptes** (ainsi que dans leurs subdivisions) suivants du PCEC :
 - **411** Parts dans les entreprises liées,
 - et **412** Titres de participation.

Les **dividendes** afférents aux autres **immobilisations financières 4** (*notamment des autres titres détenus à long terme figurant au compte 4131*) doivent être **intégralement pris en compte** dans le chiffre d'affaires.

Les plus-values de cession sur immobilisations figurant dans les produits divers d'exploitation, autres que celles portant sur les autres titres détenus à long terme

- Sont **exclues** du **chiffre d'affaires** les **plus-values de cession sur immobilisations** figurant dans les **produits divers d'exploitation** qui sont **enregistrées** dans le **compte 746** du PCEC.

Sont toutefois **incluses** dans le chiffre d'affaires les **plus-values de cession** portant sur les **autres titres détenus à long terme**.

- Sont également **retenues** pour le calcul du chiffre d'affaires les **plus-values de cession d'immobilisations** figurant dans les **produits d'exploitation bancaire**. Il s'agit des **plus-values de cession** :
 - de **titres de placement (compte 70336)** et de **titres de l'activité de portefeuille (compte 70337)** ;
 - sur **immobilisations données en crédit-bail et assimilées (compte 70416)** et **données en location simple (compte 70426)**.

Les reprises de provisions spéciales et de provisions sur immobilisations

- Les **reprises de provisions spéciales et de provisions sur immobilisations à exclure** du chiffre d'affaires s'entendent de **celles** pouvant être **comptabilisées** en **produits d'exploitation bancaire** ou en **produits divers d'exploitation**.

En pratique, il s'agit des **produits** figurant dans les **comptes** suivants du PCEC :

- **70412** Reprises de provisions spéciales ;
- **70413** Reprises de provisions sur immobilisations données en crédit-bail et assimilées ;
- **70422** Reprises de provisions sur immobilisations données en location simple ;
- **748** Reprises de provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles.

Les quotes-parts de subventions d'investissement

- Les **quotes-parts de subventions d'investissement à exclure** du chiffre d'affaires sont **constituées** par **celles** devant **figurer** au **compte 7492** du PCEC Quote-part des subventions d'investissement inscrite au **compte de résultat**.

Les quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun

- Les **quotes-parts de résultat sur opération faites en commun non prises en compte** dans le chiffre d'affaires ne figurent **pas** dans des **comptes spécifiques** du PCEC. En pratique, elles sont **néanmoins susceptibles d'être comptabilisées** parmi les **opérations** figurant dans le **compte 742** : quotes-parts sur opérations non bancaires faites en commun du PCEC.

Ainsi, l'**exclusion** du chiffre d'affaires des **quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun** vise non pas l'ensemble des opérations enregistrées au compte 742 par l'entreprise assujettie à la CVAE mais **seulement**, par transposition avec les règles prévues par le PCG pour le compte 755 de ce plan, des **quotes-parts dans les résultats revenant aux membres de sociétés en participation**.

LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

- La **valeur ajoutée** est **égale** au **chiffre d'affaires**, auquel on **ajoute certains produits** et dont on **déduit certaines charges**.

Les produits à ajouter : les reprises de provisions spéciales

- Les **reprises de provisions spéciales** à prendre en compte dans la valeur ajoutée sont **uniquement** celles **comptabilisées** au **compte 70412** Reprises de provisions spéciales du PCEC.
- En revanche, il n'est **pas tenu compte** dans la valeur ajoutée des **reprises de provisions pour dépréciation sur immobilisations** figurant aux **comptes 70413, 70422 et 748** du PCEC.

Les charges à déduire

Les charges d'exploitation bancaires autres que les dotations sur immobilisations données en crédit-bail ou en location simple

▪ Les **charges d'exploitation bancaires** s'entendent de l'**ensemble des charges à comptabiliser** aux **comptes 600 à 609** du PCEC. Il s'agit, à l'**exception des dotations aux provisions** indiquées dans l'**alinéa suivant**, des **comptes suivants** du PCEC :

- **601** Charges sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires ;
- **602** Charges sur opérations avec la clientèle ;
- **603** Charges sur opérations sur titres ;
- **604** Charges sur opérations de crédit-bail, opérations assimilées et de location simple ;
- **605** Charges sur dettes subordonnées et fonds publics affectés ;
- **606** Charges sur opérations de change ;
- **607** Charges sur opérations de hors bilan ;
- **608** Charges sur prestations de services financiers ;
- **609** Autres charges d'exploitation bancaire.

▪ Ne sont **pas déductibles** de la valeur ajoutée les **dotations aux provisions sur immobilisations données en crédit-bail ou en location simple** figurant dans les **comptes 60413 et 60422** du PCEC.

Les services extérieurs, à l'exception de certains loyers et des redevances de crédit-bail ou de location-gérance

▪ Les **services déductibles** de la valeur ajoutée s'entendent de l'**ensemble des charges à comptabiliser** dans les **comptes 630 à 639** du PCEC, à l'**exception des charges mentionnées ci-après**.

▪ Les **loyers et redevances**, qui constituent des **services extérieurs** devant être **comptabilisés** dans les **comptes 631 et 632** du PCEC, afférents aux **biens corporels pris en location ou en sous-location** pour une **durée de plus de 6 mois** ou en **crédit-bail** ne sont **pas admis en déduction** de la valeur ajoutée.

Il en va de même des **redevances afférentes** à ces **biens** lorsqu'elles résultent d'une **convention de location-gérance**.

Toutefois, lorsque les **biens pris en location par le redevable** sont **donnés en sous-location** pour une durée de **plus de 6 mois**, les **loyers dus** sont **admis en déduction** de sa valeur ajoutée à **concurrence du produit** de cette **sous-location**.

Les charges diverses d'exploitation, à l'exception de certaines moins-values et des quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun

▪ Les **charges diverses d'exploitation** s'entendent de l'**ensemble des charges à comptabiliser** aux **comptes 640 à 649** du PCEC. Sont donc **déductibles**, à l'**exception des charges visées dans les 2 alinéas suivants**, les **frais enregistrés** aux **comptes** suivants du PCEC :

- **641** Produits rétrocédés ;
- **642** Quote-part sur opérations d'exploitation non bancaire faites en commun ;
- **643** Quote-part des frais du siège social ;
- **646** Moins-values de cession sur immobilisations ;
- **649** Autres charges diverses d'exploitation.

▪ Ne sont **toutefois pas déductibles** de la valeur ajoutée les **moins-values de cession sur immobilisations**, qui sont **comptabilisées** au **compte 646** du PCEC, **autres** que celles portant sur les **autres titres détenus à long terme** enregistrés à l'actif au **compte 4131**.

Il s'agit du **corollaire** de la **non prise en compte** des **plus-values correspondantes**.

▪ Ne sont, de plus, **pas déductibles** de la valeur ajoutée les **quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun**, lesquelles ne figurent pas dans des comptes spécifiques du PCEC mais, en pratique, sont néanmoins **susceptibles d'être comptabilisées** parmi les **opérations** figurant dans le **compte 642** (Quotes-parts sur opérations non bancaires faites en commun) du PCEC.

Il s'agit du **corollaire** de la **non prise en compte** des **produits correspondants**.

**LES ELEMENTS ENTRANT DANS LA « COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES »
DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES PRESTATAIRES DE SERVICES D'INVESTISSEMENT AGREES**

- [III.] Les **définitions** ci-après s'appliquent :
 - aux **établissements de crédit**,
 - et, lorsqu'elles sont **agrées** par l'**Autorité de contrôle prudentiel**, les **entreprises** mentionnées à l'**article L.531-4** du **Code monétaire et financier**.

☞ Le champ de la VA bancaire est scindé en deux parties :

- les entreprises qui relèvent du plan de compte des établissements de crédit (PCEC),
- celles qui relèvent du plan du compte général (PCG) ou d'un plan comptable proche.

L'article 1586 sexies regroupe désormais toutes les entreprises relevant du PCEC ou d'un plan comptable assimilable :

- ensemble des établissements de crédit (banques commerciales, sociétés de crédit-bail...),
- prestataires de services d'investissement agréés.

LE CALCUL DU CHIFFRE D'AFFAIRES

☞ Les opérations suivantes, bien que non bancaires, se rapportent à une activité normale et courante des banques. La rédaction précédente était « les produits d'exploitation bancaire et les produits accessoires ».

S'agissant des produits d'exploitation bancaire, ceux-ci incluent les gains latents sur titres de transaction résultant de l'évaluation « mark-to-market » (compte 7032).

La notion de « produits accessoires » (compte 72 du PCEC 78) est remplacée par la notion de « produits divers d'exploitation » (compte 74 du PCEC 93), qui s'est substituée à elle lors du changement de PCEC.

Cela implique la neutralisation de certains comptes, afin de rester sur un champ constant, car la notion de « produits divers d'exploitation » est plus large que celle de « produits accessoires », qui semblait se limiter aux seules opérations comptabilisées dans les comptes actuels suivants : 741, 743, 747 et 749 (sauf 7492).

- [III.1] Le **chiffre d'affaires** comprend l'**ensemble** des **produits d'exploitation bancaires** et des **produits divers d'exploitation autres** que les **produits suivants** :

- **[a.] 95 % des dividendes sur titres de participation et parts** dans les **entreprises liées**,
 - ☞ Il s'agit d'une validation législative d'une décision doctrinale sur l'exclusion des dividendes sur titres de participation des établissements de crédit.
- **[b.] plus-values de cession sur immobilisations** figurant dans les produits divers d'exploitation autres que celles portant sur les autres titres détenus à long terme,
 - ☞ Ces opérations ont été exclues de la VA, car :
 - soit elles ne se rapportent pas à l'exploitation proprement dite (plus-values de cessions sur immobilisations corporelles ou incorporelles,
 - soit elles relèveraient d'une logique patrimoniale (plus-values de cession sur titres de participation). Or, les éléments exclus de la VA sont automatiquement exclus du CA.
 - Pour les plus-values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles, la situation actuelle est maintenue. Par symétrie, les moins-values de même nature sont exclues.
 - S'agissant des « autres titres détenus à long terme » (ATDLT), les plus-values de cession seraient prises en compte (symétrie par rapport aux dividendes, qui doivent être pris en compte depuis la lettre FBF de 2008).
 - Définition des ATDLT : il s'agit des titres acquis en vue de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison des faibles pourcentages des droits de vote qu'ils représentent.
- **[c.] reprises de provisions spéciales et de provisions sur immobilisations**,
 - ☞ Il ne s'agit pas de produits encaissables. Ils sont enregistrés aux comptes 70412, 70413 et 70422 (il s'agit ici uniquement des reprises sur provisions portant sur des biens donnés en crédit-bail ou en location) ainsi qu'au compte 748 (reprise de provisions sur immobilisations). Ces reprises sont actuellement prises en compte dans la VA.
 - S'agissant des provisions, on ne peut pas comparer les conditions de prise en compte dans le CA et dans la VA.
- **[d.] quotes-parts de subventions d'investissement**,
 - ☞ Il ne s'agit pas de produits encaissables. Ces produits sont enregistrés au compte 7492.
 - Ces produits ne sont pas pris en compte dans la VA, dans un souci de cohérence avec les entreprises relevant de la VA de droit commun.
 - Le PCEC 78 ne prévoyait aucun compte spécifique pour enregistrer ces produits, mais il semble que le compte 76 (non pris en compte dans la VA) était le compte le plus adéquat.
- **[e.] quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun.**

LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

- **[III.2.] La valeur ajoutée est égale à la différence entre :**
 - **d'une part, le chiffre d'affaires**, tel qu'il est défini au **[III.1.]** ci-dessus, **majoré des reprises de provisions spéciale**, et des **recupérations sur créances amorties** lorsqu'elles se rapportent aux **produits d'exploitation bancaire**,
 - ☞ *La prise en compte des provisions portant sur les biens donnés en location simple (compte 70422 pour les produits) est remise en cause, ce régime procurant un avantage comparatif par rapport aux loueurs longue durée non bancaires (qui ne disposent pas de cette faculté).*
Par symétrie, les dotations aux provisions de même nature doivent être exclues.
 - **et, d'autre part :**
 - les **charges d'exploitation bancaires autres** que les **dotations aux provisions sur immobilisations données en crédit-bail** ou en **location simple**,
 - ☞ *La situation antérieure est maintenue, sauf pour les provisions visées. Ces charges sont celles du compte 60.*
La prise en compte des provisions portant sur les biens donnés en location simple (compte 60422 pour les charges) ou en crédit-bail est remise en cause, ce régime procurant un avantage comparatif par rapport aux loueurs longue durée non bancaires (qui ne disposent pas de cette faculté) ou aux GIE de financement.
Par symétrie, les reprises sur provision de même nature doivent être exclues.
Par ailleurs, les charges d'exploitation bancaire incluent les pertes latentes sur titres de transaction résultant de l'évaluation mark-to-market (compte 6032).
 - les **services extérieurs**, à l'**exception** des **loyers** ou **redevances** afférents aux **biens corporels pris en location ou en sous-location** pour une durée de **plus de 6 mois** ou en **crédit-bail**, ainsi que les **redevances** afférentes à ces biens lorsqu'elles résultent d'une **convention de location-gérance** ; toutefois, lorsque les **biens pris en location** par le redevable sont **donnés en sous-location** pour une durée de **plus de 6 mois**, les **loyers** sont **retenus** à concurrence du **produit** de cette **sous-location**,
 - ☞ *La situation antérieure est maintenue (sous réserve du cas particulier des loyers, cf. VA de droit commun).*
Il faut remplacer, à champ constant, la notion de « consommations en provenance des tiers » (correspondant au compte 64 « charges générales d'exploitation » du PCEC 78) par la notion de « services extérieurs » du PCEC 93.
 - les **charges diverses d'exploitation**, à l'**exception** des **moins-values** de **cession** sur **immobilisations autres** que celles portant sur les **autres titres détenus à long terme** et des **quotes-parts** de **résultat** sur **opérations faites en commun**.
 - ☞ *La situation actuelle est maintenue :*
 - *pour les moins-values de cession d'immobilisations autres que les ATDLT (ces moins-values restent exclues de la VA) ; par symétrie, les plus-values de cession de même nature sont exclues,*
 - *pour les charges des comptes 641, 643 et 649, celles-ci étaient enregistrées dans le compte 64 du PCEC 78, pris en compte dans la VA, et doivent donc être maintenues.*
En revanche, les plus-values sur ATDLT étant prises en compte, il convient de faire de même avec les moins-values.
Enfin, le compte 642 paraît devoir aussi être pris en compte dans la VA car il se rapporte à l'exploitation.
 - les **pertes sur créances irrécouvrables**, lorsqu'elles se rapportent aux **produits d'exploitation bancaire**.

LES ELEMENTS ENTRANT DANS LA « COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES » DES ENTREPRISES AYANT POUR ACTIVITE PRINCIPALE LA GESTION D'INSTRUMENTS FINANCIERS

- **[IV.] Les définitions** ci-après s'appliquent aux **entreprises autres** que celles mentionnées au **[III.]** ci-dessus (**établissements de crédit**) et au **[VI.]** ci-après (**mutuelles et unions, institutions de prévoyance, entreprises d'assurance et de réassurance**), qui ont pour **activité principale** la **gestion d'instruments financiers** (au sens de l'article L.211-1 du code monétaire et financier).

☞ *Dans la version initiale du PLF, entraient dans le champ de la VA bancaire les entreprises réalisant une activité financière sans être établissements de crédit essentiellement des prestataires de services d'investissement - autres que ceux agréés par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement - et des centrales de trésorerie.*

C'est la commission des finances de l'AN qui a modifié la définition figurant dans le texte initial, afin d'étendre le champ des sociétés relevant de la définition financière de la valeur ajoutée à celles dont la gestion d'instruments financiers est l'activité principale, sauf lorsqu'elles appartiennent à un groupe dont la gestion d'instruments financiers n'est pas l'activité principale.

LE CALCUL DU CHIFFRE D'AFFAIRES

- **[IV.1.] Le chiffre d'affaires** comprend :
 - le **chiffre d'affaires** tel qu'il est **déterminé** pour la **généralité des entreprises** au **[I.1.]** ci-dessus,
 - les **produits financiers**, à l'**exception** des **reprises sur provisions pour dépréciation de titres**, et de **95 %** des **dividendes sur titres de participation**,
 - et les **plus-values** sur **cessions des titres** (à l'**exception** des **plus-values** de **cession de titres de participation**).

LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

- **[IV.2.] La valeur ajoutée** est égale à la **différence** entre :
 - **d'une part**, le **chiffre d'affaires** tel que défini au **[IV.1.]** ci-dessus, **majoré** des **retrées sur créances amorties** lorsqu'elles se rapportent au **chiffre d'affaires** défini au **[IV. 1.]**,
 - **et, d'autre part** :
 - les **services extérieurs** mentionnés au **[I.4]**,
 - les **charges financières** (à l'**exception** des **dotations aux amortissements** et aux **provisions**)
 - les **moins-values** de **cessions de titres** (**autres** que les **titres de participation**),
 - les **pertes sur créances irrécouvrables**, lorsqu'elles se rapportent au **chiffre d'affaires** défini au **[IV. 1.]**.
- **Sauf** pour les **entreprises** dont au moins **50 %** des **droits de vote** sont **détenus**, directement ou indirectement, par une **entreprise** mentionnée au **[III.]** ci-dessus ou au **[VI.]** ci-dessous, ou **conjointement** par des **entreprises** mentionnées au **[III.]** ou au **[VI.]**, les **conditions** mentionnées aux **deux alinéas précédents** s'apprécient, le cas échéant, au regard de l'**actif** et du **chiffre d'affaires** du **groupe** auquel appartient la société (au sens de l'**article L.233-16** du **Code du commerce**) sur la base des **comptes consolidés** prévus au **[I.]** du **même article**.

LE REGIME DES ENTREPRISES DE GESTION D'INSTRUMENTS FINANCIERS

[extraits de l'instruction de la DGFIP n° 6 E- 1-10]

LES PERSONNES CONCERNEES

- Les **entreprises** ayant pour **activité principale** la **gestion d'instruments financiers** au sens de l'**article L. 2111** du **code monétaire et financier** sont celles qui :
 - d'une part, n'ont **pas** la **qualité d'établissement de crédit ou assimilées** ou d'**entreprises d'assurance ou assimilées**,
 - et d'autre part, remplissent **au moins une des conditions** indiquées ci-dessous.
- Les **éléments** constituant le **chiffre d'affaires** et la **valeur ajoutée** des entreprises relevant du **régime des entreprises de gestion d'instruments financiers** s'obtiennent à **partir des règles du plan comptable général (PCG)**.

Les conditions alternatives à satisfaire

La composition de l'actif

- **Relèvent du régime des entreprises de gestion d'instruments financiers** les **entreprises** qui détiennent, au cours de la **période de référence** retenue pour l'imposition à la CVAE, des **immobilisations financières** et des **valeurs mobilières de placement** représentant en moyenne **au moins 75 %** de l'**actif**.

Les **immobilisations financières** s'entendent de **tous les éléments** figurant dans les **comptes 261 à 279** du PCG, c'est-à-dire les éléments suivants :

- titres de participation (**compte 261**) ;
- autres formes de participation (**compte 266**) ;
- créances rattachées à des participations (**compte 267**) ;
- créances rattachées à des sociétés en participation (**compte 268**) ;
- versements restant à effectuer sur titres de participation non libérés (**compte 269**) et titres immobilisés non libérés (**compte 279**) ;
- titres immobilisés (**comptes 271 et 272**) ;
- prêts (**compte 274**) ;
- dépôts et cautionnements versés (**compte 275**) ;
- autres créances immobilisées (**compte 276**).

Les **valeurs mobilières de placement** sont **constituées** par les **éléments** figurant dans les **comptes 501 à 509** du PCG (*notamment actions et obligations*).

- L'**actif du bilan de l'entreprise** s'entend des **montants bruts** et non **pas nets**.

Le **montant de l'actif brut** s'apprécie **en moyenne sur la période de référence** définie à l'**article 1586 quinquies**.

Cette **moyenne** est **égale** à la **somme des actifs existant au dernier jour de chacun des mois** de la **période de référence** divisée par le **nombre de mois** de cette période.

Le chiffre d'affaires

- **Relèvent aussi du régime des entreprises de gestion d'instruments financiers** les entreprises dont le **chiffre d'affaires issu de l'activité de gestion d'instruments financiers** correspondant aux **produits financiers (comptes 761 à 768 du PC)** et aux **produits sur cession de titres à l'actif immobilisé réalisé** au cours de la **période de référence** mentionnée à l'**article 1586 quinquies** est **supérieur au total des chiffres d'affaires des autres activités**.

Les **produits financiers** s'entendent de **tous les produits comptabilisés** au cours de la **période de référence** dans les **comptes 761 à 768** du PCG.

Les **produits sur cession de titres à l'actif immobilisé** correspondent à des **produits enregistrés** parmi ceux figurant dans le **compte 775** du PCG.

Le périmètre d'appréciation des conditions alternatives

- Pour les **entreprises de gestion d'instruments financiers** dont **au moins 50 % des droits de vote** sont **détenus**, directement ou indirectement, par une **entreprise** relevant du **régime des établissements de crédit et entreprises assimilées** ou du **régime des entreprises** réalisant des **opérations d'assurances** ou **conjointement** par ces **mêmes entreprises**, les **conditions alternatives** s'apprécient toujours **au niveau de l'entreprise**.

- En revanche, pour les **autres entreprises de gestion d'instruments financiers**, l'**appréciation des conditions alternatives** s'effectue **au niveau du groupe** auquel appartient la société au sens de l'**article L. 233-16** du **code de commerce** sur la base des **comptes consolidés** (dit « groupe consolidé ») prévus au [1.] du même article.

Ainsi, si le **groupe consolidé** ne remplit **aucune des conditions**, la **valeur ajoutée** des entreprises du groupe est déterminée **en application du régime de droit commun**.

Pour l'**appréciation des conditions alternatives**, il est **tenu compte** de l'**actif du bilan** et du **chiffre d'affaires** non seulement de l'**entreprise elle-même** mais aussi de l'**ensemble des sociétés du groupe consolidé** auquel elle appartient.

Le **groupe** auquel appartient la **société** au sens de l'**article L.233-16** du code de commerce s'entend du **groupe de sociétés retenu** pour l'**établissement des comptes consolidés** et dont la **société** susvisée **fait partie, quelle que soit**

- la **situation de cette société au sein du groupe** (*société tête de groupe, société faisant l'objet d'un contrôle exclusif, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable*),
- et les **méthodes de consolidation utilisées**.

LE CALCUL DU CHIFFRE D'AFFAIRES

- Le **chiffre d'affaires** des **entreprises de gestion d'instruments financiers** comprend :
 - le **chiffre d'affaires** tel qu'il est déterminé pour les **entreprises** relevant du **régime de droit commun**,
 - les **produits financiers (comptes 761 à 768 et 786 du PCG)**, à l'**exception des reprises sur provisions de nature financière (compte 786 du PCG)** et de **95 % des dividendes sur titres de participation** ; les **titres de participation** s'entendent de **ceux définis comme tels** par le PCG (titres inscrits au **compte 261** du PCG),
 - les **plus-values de cession sur titres** : il s'agit des **plus-values de cession de titres inscrits à l'actif immobilisé** (retenus pour la **différence positive** entre le montant du **compte 775** et celui du compte 675 du PCG), à l'**exception des plus-values de cession de titres de participation**, au sens du PCG.

- Les **produits financiers visés ci-dessus** s'entendent des **produits** suivants :
 - produits de participations (**compte 761**),
 - produits des autres immobilisations financières (**compte 762**),
 - revenus des autres créances (**compte 763**),
 - revenus des valeurs mobilières de placement (**compte 764**),
 - escomptes obtenus (**compte 765**),
 - gains de change (**compte 766**),
 - produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement (**compte 767**),
 - autres produits financiers (**compte 768**),
 - reprises sur provisions de nature financière (**compte 786**).

LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

- La **valeur ajoutée** des **entreprises de gestion d'instruments financiers** est **égale** à la **différence** entre leur **chiffre d'affaires** et les **charges** suivantes :
 - les **services extérieurs**, dans les **mêmes conditions** que les **entreprises relevant du régime de droit commun** (non déductibilité de certains loyers et redevances) ;
 - les **charges financières** (**comptes 661 à 668 et 686** du PCG), à l'**exception** des **dotations aux amortissements** et des **dotations aux provisions de nature financière** (**compte 686** du PCG) ;
 - les **moins-values de cession de titres de toute nature** : il s'agit de **moins-values de cession de titres inscrits à l'actif immobilisé** (retenus pour la **différence positive** entre le **montant** du **compte 675** et celui du **compte 775** du PCG), à l'**exception** des **charges sur cession de titres de participation**, au sens du PCG.
- Les **charges financières** visées ci-dessus s'entendent des **charges** suivantes :
 - charges d'intérêts (**compte 661**) ;
 - pertes sur créances liées à des participations (**compte 664**) ;
 - escomptes accordés (**compte 665**) ;
 - pertes de change (**compte 666**) ;
 - charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement (**compte 667**) ;
 - autres charges financières (**compte 668**) ;
 - dotations aux amortissements et aux provisions de nature financière (**compte 686**).

LES MODIFICATIONS CONCERNANT LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE DES REDEVABLES RELEVANT DU REGIME DES ENTREPRISES DE GESTION D'INSTRUMENTS FINANCIERS

[extraits de l'instruction DGFIP n° 6 E 5-11]

- Les **modifications** concernant les **entreprises** relevant de ce régime portent sur :
 - l'**exclusion du chiffre d'affaires** de l'**ensemble des reprises sur provisions**,
 - la **prise en compte** des **cessions de titres** au niveau des **plus et moins-values de cession**,
 - la **déduction** de la **valeur ajoutée** des **pertes sur créances irrécouvrables**.

L'EXCLUSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE L'ENSEMBLE DES REPRISSES SUR PROVISIONS

- Le **chiffre d'affaires** des **entreprises de gestion d'instruments financiers** ne comprend désormais **aucune reprise de provision**, qu'il s'agisse de reprise de provision **pour dépréciation ou pas**.

La **situation** des **entreprises de gestion d'instruments financiers** est donc, de ce point de vue, **identique** à celle des **autres secteurs d'activité**.

- De même, **toutes les dotations aux provisions**, et non plus seulement celles relatives aux dépréciations de titres, sont **exclues des charges déductibles de la valeur ajoutée**.

LA PRISE EN COMPTE DES CESSIONS DE TITRES AU NIVEAU DES PLUS OU MOINS VALUES DE CESSION

- Le **chiffre d'affaires** retenu pour le **calcul de la valeur ajoutée** n'est **plus majoré** des **produits**, mais des **plus-values sur cession de titres**.

De même, les **charges déductibles de la valeur ajoutée** comprennent désormais les **moins-values sur cession de titres**, au lieu des charges sur cession de titres.

☞ Cette modification vise à mettre en cohérence la solution retenue dans le régime visé dans la présente section avec celles adoptées dans les autres régimes de calcul de la valeur ajoutée.

LA DEDUCTION DES PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES

- Les **entreprises de gestion d'instruments financiers** peuvent **déduire** de leur **valeur ajoutée** le montant des **pertes sur créances irrécouvrables** enregistrées aux **comptes 675 et 676** du plan comptable des établissements de crédit (PCEC), lorsqu'elles se rapportent au **chiffre d'affaires** défini au [IV. 1.] de l'article 1586 sexies.
 - **Par symétrie**, le montant des **recupérations sur créances amorties** enregistrées au **compte 775** du PCEC sera à **prendre en compte** dans la **valeur ajoutée**, lorsqu'elles se rapportent au **chiffre d'affaires** défini au [IV. 1.] de l'article 1586 sexies.
- ☞ *Cette modification est analogue à celle effectuée pour les entreprises relevant du régime des établissements de crédit.*

LES ELEMENTS ENTRANT DANS LA « COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES » DES SOCIETES DE FINANCEMENT D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES (CREEES POUR UNE OPERATION UNIQUE)

- [V.] Les **définitions** ci-après s'appliquent aux **sociétés créées pour la réalisation d'une opération unique de financement d'immobilisations corporelles** :
 - [a.] qui sont **détenues à 95 % au moins** par un **établissement de crédit** et qui réalisent l'**opération** pour le **compte de l'établissement de crédit** ou d'une **société elle-même détenue à 95 % au moins** par l'**établissement de crédit**,
 - [b.] ou qui sont **soumises** au [II.1.] de l'article 39 C ou aux **articles 217 undecies** ou **duodecies**.
- ☞ *Le champ du rescrit sur les GIE de financement (RES 2009/02) est ainsi validé législativement. Néanmoins est désormais défini un régime unique pour les GIE de financement, sans possibilité d'option (dans un souci de simplification).*

LE CALCUL DU CHIFFRE D'AFFAIRES

- [V.1.] Le **chiffre d'affaires** comprend :
 - le **chiffre d'affaires**, tel qu'il est déterminé au [I.1] pour la **généralité des entreprises**,
 - les **produits financiers** et les **plus-values** résultant de la **cession au crédit-preneur** des **immobilisations financées** dans le cadre de l'**opération** visée au **1^{er} alinéa** du présent [V.].

LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

- [V.2.] La **valeur ajoutée** est égale à la **différence** entre :
 - **d'une part**, le **chiffre d'affaires** tel qu'il est défini au [V.1.], **majoré** des **rentrées sur créances amorties** lorsqu'elles se rapportent au **chiffre d'affaires** défini au [V. 1.],
 - **et, d'autre part** :
 - les **services extérieurs** et les **dotations aux amortissements** mentionnés au [I.4],
 - les **charges financières** et les **moins-values** résultant de la **cession au crédit-preneur** des **immobilisations financées** dans le cadre de l'**opération** visée au **1^{er} alinéa** du présent [V.],
 - et les **pertes sur créances irrécouvrables** lorsqu'elles se rapportent au **chiffre d'affaires** défini au [V. 1.]

☞ *Il n'existe pas de modification par rapport à la VA actuelle pour les entreprises optant pour la VA bancaire, sauf la suppression de la prise en compte des provisions afférentes aux biens donnés en location ou en crédit-bail (de la même façon que pour les établissements de crédit ci-après).*

LE REGIME DES SOCIETES CREEES POUR LA REALISATION D'UNE OPERATION UNIQUE DE FINANCEMENT

[extraits de l'instruction DGFIP n° 6 E-1-10]

LES PERSONNES CONCERNEES

- Sont **concernées** par ce régime les **entreprises** qui remplissent les **conditions cumulatives** suivantes :
 - elles exercent leur **activité** obligatoirement **sous forme de société ou de groupement (GIE, GEIE, GIP...)** ;
 - elles sont **créées** pour la **réalisation d'une opération unique de financement d'immobilisations corporelles** : en pratique, l'opération unique de financement est **matérialisée** par la **conclusion d'un contrat unique de crédit-bail ou de location**, la société disparaissant juridiquement à l'issue de ce contrat ;
 - elles sont dans **une des situations suivantes** :
 - soit elles sont **détenues à 95 % au moins** par **un établissement de crédit** et réalisent **l'opération pour le compte de l'établissement de crédit** ou d'une **société elle-même détenue à 95 % au moins** par **l'établissement de crédit**,
 - soit elles sont **soumises** aux dispositions du **[II. 1.] de l'article 39 C** (sociétés ou groupements réalisant une activité de louage de biens corporels) ou **bénéficient** de **l'agrément** prévu à **l'article 39 CA** dans sa **rédaction** en vigueur avant le **1^{er} janvier 2007**,
 - soit elles sont **soumises** aux **dispositions** de **l'article 217 undecies** (entreprises réalisant des investissements dans les départements d'outre-mer) ou à celles de **l'article 217 duodecies** (entreprises réalisant des investissements dans certaines collectivités d'outre-mer).
- Les **éléments** constituant le **chiffre d'affaires** et la **valeur ajoutée des sociétés créées pour la réalisation d'une opération unique de financement** s'obtiennent à partir des **règles du plan comptable général (PCG)**.

LE CALCUL DU CHIFFRE D'AFFAIRES

- Le **chiffre d'affaires** des entreprises relevant de ce régime **comprend** :
 - le **chiffre d'affaires** tel qu'il est **déterminé** pour les **entreprises relevant du régime de droit commun**,
 - les **produits financiers (comptes 761 à 768 du PCG)** ;
 - les **plus-values** résultant de la **cession au crédit-preneur des immobilisations financées** dans le cadre de **l'opération unique de financement** (correspondant à la **différence positive** entre le montant inscrit au **compte 775** et celui inscrit au **compte 675** du PCG au titre de cette cession).

LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

- La **valeur ajoutée** de ces **entreprises** est **égale** à la **différence** entre le **chiffre d'affaires** et les **charges** suivantes :
 - les **services extérieurs**, dans les **mêmes conditions** que les **entreprises relevant du régime de droit commun** (non déductibilité de certains loyers et redevances),
 - les **dotations aux amortissements**,
 - les **charges financières**,
 - les **moins-values** résultant de la **cession au crédit-preneur des immobilisations financées** dans le cadre de **l'opération unique de financement** (correspondant à la **différence positive** entre le montant inscrit au **compte 675** du PCG et celui inscrit au **compte 775** du PCG au titre de cette cession).

**LES MODIFICATIONS CONCERNANT LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE
DES REDEVABLES RELEVANT DU REGIME DES ENTREPRISES
CREEES POUR LA REALISATION D'UNE OPERATION UNIQUE DE FINANCEMENT**

[extraits de l'instruction DGFIP n° 6 E 5-11]

- Les **entreprises créées pour la réalisation d'une opération unique de financement** peuvent **déduire** de leur **valeur ajoutée** le montant des **pertes sur créances irrécouvrables** enregistrées aux **comptes 675 et 676** du plan comptable des établissements de crédit (PCEC), lorsqu'elles se rapportent au **chiffre d'affaires** défini au **[V. 1.] de l'article 1586 sexies**.
 - **Par symétrie**, le montant des **recupérations sur créances amorties** enregistrés au **compte 775** du PCEC sera à **prendre en compte** dans la **valeur ajoutée**, lorsqu'elles se rapportent au **chiffre d'affaires** défini au **[V. 1.] de l'article 1586 sexies**.
- ☞ *Cette modification est analogue à celle prévue pour les entreprises relevant du régime des établissements de crédit et des entreprises de gestion d'instruments financiers.*

L'ENTREE EN VIGUEUR A COMPTER DES IMPOSITIONS DE CVAE ETABLIES AU TITRE DE 2011

- Les **modalités de calcul** du **chiffre d'affaires** et de la **valeur ajoutée** fixées dans la présente instruction entrent en vigueur à **compter des impositions de CVAE établies au titre de 2011**.

Toutefois, la **déduction** de la **valeur ajoutée** des **pertes sur créances irrécouvrables**, pour les entreprises relevant des régimes des **établissements de crédits**, des **entreprises de gestion des instruments financiers** et des **entreprises créées pour la réalisation d'une opération unique de financement** s'applique à **compter du 1er janvier 2010**.

**LES ELEMENTS ENTRANT DANS LA « COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES »
DES MUTUELLES ET UNIONS, DES INSTITUTIONS DE PREVOYANCE,
DES ENTREPRISES D'ASSURANCE ET DE REASSURANCE DE TOUTE NATURE**

- **[VI.] Les définitions** ci-après s'appliquent :
 - aux **mutuelles** et **unions** régies par le **livre II** du **Code de la mutualité**,
 - aux **institutions de prévoyance** régies par le **titre III** du **livre IX** du **Code de la Sécurité sociale** ou par le **titre VII** du **livre VII** du **Code rural**,
 - et aux **entreprises d'assurance** et de **réassurance** régies par le **Code des assurances**.
- Les **entreprises** ayant pour **activité principale** la **gestion d'instruments financiers** sont celles qui remplissent **au moins une** des **deux conditions** suivantes :
 - les **immobilisations financières**, ainsi que les **valeurs mobilières de placement** détenues par l'entreprise lorsqu'elles ont représenté en moyenne **au moins 75 %** de l'**actif** au cours de la **période** mentionnée à l'**article 1586 quinquies**,
 - le **chiffre d'affaires** de l'**activité de gestion d'instruments financiers** correspondant aux **produits financiers** et aux **produits sur cession de titres** réalisé au cours de la **période** mentionnée à l'**article 1586 quinquies** est **supérieur** au **total** des **chiffres d'affaires** des **autres activités**.

LE CALCUL DU CHIFFRE D'AFFAIRES

- **[VI.1.] Le chiffre d'affaires** comprend :
 - les **primes** ou **cotisations**,
 - ☞ *Ces produits sont dans le cœur de métier des assurances (compte 70). Ils correspondent aux comptes 70 et 73 de l'ancien PCA.*
 - les **autres produits techniques**,
 - ☞ *Ces produits sont également dans le cœur de métier des assurances (compte 74). Ils étaient comptabilisés dans le compte 75 de l'ancien PCA « commissions et participations reçues des réassureurs », mais probablement aussi, pour certains d'entre eux, dans le compte 76 « produits accessoires » (les comptes 75 et 76 sont pris en compte dans la VA).*
 - les **commissions reçues des réassureurs**,
 - ☞ *Le sous-amendement 741 (AN) présenté par le Gouvernement a supprimé l'exception existant « pour la part des réassureurs afférente aux variations des provisions pour sinistres à payer et des autres provisions techniques ».*

L'exposé des motifs de ce sous-amendement précise que « la double imposition des parts de réassurance est ainsi éliminée, les plus et moins-values de cessions de titres de participations et d'immeubles d'exploitation sont, comme pour les établissements de crédit, exclues du calcul de la valeur ajoutée, la déduction des participations aux résultats de la valeur ajoutée est confirmée, puisqu'il s'agit d'une provision technique. Les quotes-parts de résultats d'opérations faites en commun sont, comme pour les autres entreprises, exclues de la valeur ajoutée.

Par ailleurs, compte tenu de la particularité du plan comptable des assurances, il paraît nécessaire de donner la liste des charges qui ne sont jamais déductibles de la valeur ajoutée ».

- les **produits non techniques**, à l'**exception** de l'**utilisation** ou de **reprises de provisions**,
 - ☞ Ces produits, bien que n'étant pas dans le cœur de métier des assurances (compte 75), se rapportent à une activité normale et courante des assurances.

S'agissant des reprises de provisions, ce ne sont pas des produits encaissables.

En ce qui concerne la VA, la situation actuelle est maintenue (sauf pour les provisions). Ces produits étaient probablement comptabilisés dans le compte 76 « produits accessoires » de l'ancien PCA, s'agissant d'activités qui sont sans lien technique avec l'assurance (le compte 76 est pris en compte dans la VA).

Les reprises sur provisions inscrites en compte 752 devraient, en revanche, ne pas être prises en compte (seules les provisions techniques sont à prendre en compte dans la VA) [voir ci-dessous le traitement des provisions pour dépréciation].

- et les **produits des placements**, à l'**exception** :
 - des **reprises de provisions pour dépréciation**,
 - des **plus-values de cession** et de **95 % des dividendes** afférents aux **placements** dans des **entreprises liées ou avec lien de participation**,
 - et des **plus-values de cession d'immeubles d'exploitation**,
 - et des **quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun**,
 - ☞ Ces produits sont dans le cœur de métier des assurances (compte 76).

En ce qui concerne la rédaction relative aux produits financiers (par rapport à la VA), la notion de « produits des placements » s'est substituée à celle de « produits financiers ». Il paraît logique de tenir compte des plus-values de cession de titres, car elles se rapportent à une activité normale des entreprises d'assurances. Il convient donc d'intégrer la jurisprudence du CE du 31 décembre 2008 (La Mondiale) sur la prise en compte des plus-values de cession de titres.

Les reprises sur provision pour dépréciation (compte 769) doivent être exclues de ce compte, s'agissant de produits calculés déjà exclus en matière de VA bancaire et de VA de droit commun.

L'exposé des motifs du sous-amendement 742 (AN) présenté par le Gouvernement précise que « la double imposition des parts de réassurance est ainsi éliminée, les plus et les moins-values de cessions de titres de participations et d'immeubles d'exploitation sont, comme pour les établissements de crédit, exclues du calcul de la valeur ajoutée, la déduction des participations aux résultats de la valeur ajoutée est confirmée, puisqu'il s'agit d'une provision technique. Les quotes-parts de résultats d'opérations faites en commun sont, comme pour les autres entreprises, exclues de la valeur ajoutée.

LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

- [VI.2.] La valeur ajoutée est égale à la **différence** entre :
 - **d'une part**, le **chiffre d'affaires**, tel qui est défini au [V.1.], **majoré** :
 - des **subventions d'exploitation**,
 - ☞ S'agissant des subventions d'exploitation (compte 73), l'antérieur est maintenu.
 - de la **production immobilisée**, à hauteur des seules **charges** qui ont **concouru** à sa **formation** et qui sont **déductibles** de la **valeur ajoutée**,
 - ☞ L'antérieur est maintenu, par la validation législative du BOI 6 E-11-05 (compte 72). Ce compte remplace et réactualise le compte « travaux faits par l'entreprise pour elle-même » dans l'article de loi actuel.
 - des **transferts**,
 - ☞ Ce compte a été créé par le dernier PCA (compte 79). Étant donné qu'il recouvre des transferts afférents à des produits de placements, pris en compte dans la VA, il convient également d'en tenir compte.
 - et, **d'autre part** (**sous réserve** des précisions mentionnées aux **alinéas suivants**) :
 - les **prestations et frais payés**,
 - les **achats**,
 - le montant des **secours exceptionnels** accordés par décision du conseil d'administration ou de la commission des secours lorsque celle-ci existe.
 - les **autres charges externes**,
 - les **autres charges de gestion courante**,

- les **variations des provisions pour sinistres** ou **prestations à payer** et des **autres provisions techniques**, y compris les **provisions pour risque d'exigibilité** pour la seule **partie** qui n'est **pas admise en déduction du résultat imposable** (en application de l'article 39-1-5°),
- la **participation aux résultats**,
- les **charges des placements** à l'**exception** des **moins-values de cession** des **placements** dans des entreprises liées ou avec lien de participation et des **moins-values de cession d'immeubles d'exploitation**.

☞ *La situation antérieure est maintenue, sauf pour le cas particulier des provisions pour dépréciation et de la provision pour risque d'exigibilité.*

Il convient de mettre à jour les termes de la loi par rapport aux évolutions du PCA : il s'agit donc de prendre en compte dans la VA les comptes 60 à 67, mais seuls les éléments dans les comptes 60, 63 à 67 sont déductibles de la VA ; en effet, dans ce PCA, les charges de personnel et impôts et taxes figuraient dans des comptes de classe 6, en l'occurrence les comptes 61 et 62.

En outre, les dotations aux provisions pour dépréciation doivent être exclues de ce compte, s'agissant de produits calculés déjà exclus en matière de VA dans le cadre de l'ancien PCA.

Le sous-amendement n° 743 (AN) élimine la double imposition des parts de réassurance.

Les plus et moins-values de cessions de titres de participations et d'immeubles d'exploitation sont, comme pour les établissements de crédit, exclues du calcul de la VA.

La déduction des participations aux résultats de la VA est confirmée, puisqu'il s'agit d'une provision technique.

Les quotes-parts de résultats d'opérations faites en commun sont, comme pour les autres entreprises, exclues de la VA.

Le sous-amendement n° 480 (Sénat), relatif aux secours exceptionnels, vise, selon l'exposé de ses motifs :

- « à atténuer le renforcement par cet article du poids de l'imposition sur les entreprises de l'économie sociale que sont les mutuelles, unions, institutions de prévoyance et entreprises d'assurances,
- à assurer la reconnaissance des missions de solidarité et d'intérêt général assurées par l'économie sociale ».
- Ne sont toutefois **pas déductibles** de la valeur ajoutée :
 - les **loyers** ou **redevances** afférents aux **biens corporels pris en location ou en sous-location** pour une durée de **plus de 6 mois** ou en **crédit-bail**,
 - les **redevances** afférentes à ces **immobilisations** lorsqu'elles résultent d'une **convention de location-gérance** ; toutefois, lorsque les **biens pris en location** par le redevable sont **donnés en sous-location** pour une durée de **plus de 6 mois**, les **loyers** sont **retenus à concurrence du produit** de cette **sous-location**.
 - les **charges de personnel**,
 - les **impôts, taxes et versements assimilés**, à l'**exception** :
 - des **taxes sur le chiffre d'affaires** et assimilées,
 - des **contributions indirectes**,
 - de la **taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques**,
 - les **quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun**,
 - les **charges financières** afférentes aux **immeubles d'exploitation**,
 - les **dotations aux amortissements d'exploitation**,
 - les **dotations aux provisions autres que les provisions techniques**.

☞ *Le sous-amendement n° 744 (AN) élimine la double imposition des parts de réassurance (voir le commentaire du sous-amendement 742 relatif au CA).*

Compte tenu de la particularité du plan comptable des assurances, il est apparu nécessaire de donner la liste des charges qui ne sont jamais déductibles de la VA.

LA PRISE EN COMPTE, L'ANNEE SUIVANTE, DES PLUS VALUES DE CESSIION REALISEES L'ANNEE DE CREATION DE L'ENTREPRISE

- **[VII.]** Lorsque les **plus-values de cession** d'**immobilisations** ou de **titres de nature à être comprises** dans le **chiffre d'affaires** et la **valeur ajoutée** en application des [I.] et [III.] à [VI.] sont **réalisées** l'**année de création de l'entreprise**, elles sont **comprises dans le chiffre d'affaires** et la **valeur ajoutée** retenus au titre de l'**année suivante**.
- *L'exposé des motifs du sous-amendement n° 492 (Sénat) à l'origine de cette disposition considère que « dès lors que certaines entreprises appréhendent l'essentiel de leur revenu au titre de l'année de création (et ce, sous forme d'une ou de plusieurs plus-values), il y a lieu de prévoir que la ou les plus values doivent être comprises dans le CA des redevables au titre de l'année suivante, quand bien même elles auraient été réalisées au cours de l'année de création ».*

[extraits de l'instruction n° 6 E-1-10]

LES PERSONNES CONCERNEES

- Sont concernées par le régime des entreprises réalisant des opérations d'assurance :
 - les entreprises d'assurance et de réassurance régies par le code des assurances ;
 - les mutuelles et unions régies par le livre II du code de la mutualité ;
 - les institutions de prévoyance régies par le titre III du livre IX du code de la sécurité sociale ou par le titre VII du livre VII du code rural.
 - Les éléments constituant le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée des entreprises réalisant des opérations d'assurance s'obtiennent à partir des règles :
 - du plan comptable des assurances, pour les entreprises relevant du code des assurances ;
 - du plan comptable des mutuelles, pour les mutuelles et unions régies par le livre II du code de la mutualité ;
 - du plan comptable des institutions de prévoyance, pour ces entreprises lorsqu'elles sont régies par le titre III du livre IX du code de la sécurité sociale ou par le titre VII du livre VII du code rural.
- ☞ Les plans comptables susvisés seront, compte tenu de la similitude de leur nomenclature, dénommés conjointement « Plan » dans les développements qui suivent.

LE CALCUL DU CHIFFRE D'AFFAIRES

- Le chiffre d'affaires des entreprises relevant du régime des entreprises réalisant des opérations d'assurance comprend, sauf exceptions expressément prévues par la loi, les postes comptables suivants du Plan :
 - les primes ou cotisations (comptes 700 à 709 du Plan) ;
 - les autres produits techniques (comptes 740 à 749 du Plan) ;
 - les commissions reçues des réassureurs (compte 649 du Plan) ;
 - les produits non techniques (comptes 750 à 759 du Plan), à l'exception de l'utilisation ou de la reprise des provisions enregistrées au compte 752 et de la reprise de provision pour risque d'exigibilité enregistrée au compte 753 pour sa part non déductible de la valeur ajoutée ;
 - les produits des placements (comptes 760 à 769 du Plan), à l'exception des produits ci-après :

Les reprises de provisions pour dépréciation

- Les reprises de provisions pour dépréciation exclues du chiffre d'affaires s'entendent de celles enregistrées au compte 769 du Plan.

Les plus-values de cession de placements dans des entreprises liées ou avec lien de participation et les plus-values de cession d'immeubles d'exploitation

- Les plus-values de cession de placements (enregistrées en principe au compte 764 « Profits provenant de la réalisation ou de la réévaluation des placements » ou dans une de ses subdivisions) sont, en principe et quelle que soit leur nature, à prendre en compte dans le chiffre d'affaires.

Par exception, il n'est pas tenu compte des plus-values qui se rapportent à des placements dans des entreprises liées ou avec lien de participation. Ces placements sont ceux devant être comptabilisés à l'actif du bilan dans une subdivision des comptes 25 et 26 du Plan.

- De même, ne sont pas retenues dans le chiffre d'affaires les plus-values de cession d'immeubles d'exploitation, c'est-à-dire d'immeubles qui ont vocation à être utilisés matériellement par l'entreprise pour l'exercice de sa profession. Ainsi, ne constituent pas des immeubles d'exploitation :
 - les immeubles de placement,
 - les immeubles, autres que les immeubles de placement, donnés en location pour en retirer un revenu.

95 % des dividendes afférents aux placements dans des entreprises liées ou avec lien de participation

- 95 % des dividendes afférents aux placements dans des entreprises liées ou avec lien de participation à exclure du chiffre d'affaires s'entendent uniquement des dividendes portant sur les titres figurant à l'actif du bilan dans une subdivision des comptes 25 et 26 du Plan,

Les quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun.

- Les **quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun**, lesquelles ne figurent pas dans des comptes spécifiques du Plan, sont, lorsqu'elles donnent lieu à comptabilisation en tant que telles, **exclues du chiffre d'affaires**.

Ainsi, l'**exclusion du chiffre d'affaires** vise, par transposition avec les règles prévues par le PCG pour le **compte 755** de ce plan, uniquement les **quotes-parts dans les résultats** revenant aux **membres de sociétés en participation**.

LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

- La **valeur ajoutée des entreprises réalisant des opérations d'assurances** est égale à la **somme du chiffre d'affaires et de certains produits diminuée de certaines charges**.

Les produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

- Les **produits à retenir** sont les suivants :
 - le **chiffre d'affaires**,
 - les **subventions d'exploitation** figurant aux **comptes 730 à 739** du Plan ainsi que les **subventions** pouvant être **qualifiées comme telles**,
 - la **production immobilisée** enregistrée aux **comptes 720 à 728** du Plan, à **hauteur des seules charges** qui ont **concouru à sa formation** et qui sont **déductibles de la valeur ajoutée**,
 - les **transferts** inscrits aux **comptes 7920 à 7939** du Plan, à **hauteur du solde global** de ce **compte**.

Les charges à déduire

La liste des charges déductibles

- Les **charges déductibles** sont **constituées**, sous réserve des précisions mentionnées ci-après (« exclusion des charges déductibles »), de l'**ensemble des charges** figurant aux **comptes 600 à 669** du Plan.

Il s'agit donc des **charges** suivantes :

- **prestations et frais payés (comptes 600 à 609** du Plan) ; ce poste inclut notamment la plupart des **achats** comptabilisés dans les **comptes par nature de classe 9**,
- **variations des provisions pour sinistres ou prestations à payer** et des **autres provisions techniques (comptes 61 et 62** du Plan), y compris les **provisions pour risque d'exigibilité**, pour la seule partie qui n'est pas admise en déduction du résultat imposable en application du 5° du 1 de l'article 39 ; si la variation est négative, la valeur ajoutée est majorée du montant de cette variation,
- **participations aux résultats (comptes 630 à 639** du Plan),
- **frais d'exploitation (comptes 640 à 648** du Plan) : ils **incluent** la plupart des **charges externes de l'entreprise** ; ne sont toutefois **pas incluses** dans les frais d'exploitation les **commissions reçues des réassureurs**, lesquelles sont déjà prises en compte dans le chiffre d'affaires, le poste « frais d'exploitation » inclut notamment la plupart des autres charges externes comptabilisées dans les comptes par nature de classe 9,
- **charges non techniques (comptes 650 à 659** du Plan) : elles **incluent** les **autres charges de gestion courante**, notamment le montant des secours exceptionnels accordés par décision du conseil d'administration ou de la commission des secours lorsque celle-ci existe ; le poste « charges non techniques » **inclut** notamment la plupart des **autres charges de gestion courante** comptabilisées dans les **comptes par nature de classe 9** et le **montant des secours exceptionnels** accordés par **décision du conseil d'administration** ou de la **commission des secours** lorsque celle-ci existe,
- **charges des placements (comptes 660 à 669)**, à l'**exception des moins-values de cession des placements** dans des **entreprises liées ou avec lien de participation** et des **moins-values de cessions d'immeubles d'exploitation**.

L'exclusion des charges déductibles

- Ne sont toutefois **pas déductibles** de la valeur ajoutée les **charges par nature** suivantes, quand bien même elles **figurent** parmi la liste des **charges ci-dessus** :
 - les **loyers** ou **redevances** afférents aux **biens corporels pris en location** ou **sous-location** pour une **durée de plus de 6 mois** ou en **crédit-bail**,
 - les **charges de personnel** : elles comprennent l'ensemble des **rémunérations du personnel de l'entreprise**, ainsi que les **charges sociales correspondantes** et les **autres charges de personnel**,
 - les **impôts, taxes** et **versements assimilés**, à l'**exception des taxes sur le chiffre d'affaires et assimilées**, des **contributions indirectes** et de la **taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques**,
 - les **quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun** : il s'agit des **quotes-parts de pertes réalisées** par des **sociétés détenues par l'entreprise** et donnant lieu à une **comptabilisation en tant que telles** par cette dernière,
 - les **charges financières afférentes aux immeubles d'exploitation** : sont principalement visés les **intérêts d'emprunts** contractés pour le financement de l'acquisition ou de la construction des immeubles d'exploitation,
 - les **dotations aux amortissements d'exploitation** : cela concerne les **dotations aux amortissements** afférents aux seuls immeubles d'exploitation,
 - les **dotations aux provisions autres** que les **provisions techniques** : il s'agit de l'ensemble des **dotations aux provisions pour dépréciation**.

LE CAS PARTICULIER DES PLUS-VALUES DE CESSION CONSTATEES L'ANNEE DE CREATION DE L'ENTREPRISE

- Quel que soit le régime dont relève l'entreprise (régime de droit commun, régime des établissements de crédit et entreprises assimilées.), lorsque les **plus-values de cessions d'immobilisations** ou de **titres** de nature à être comprises dans le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée sont **réalisées l'année de création de l'entreprise**, elles sont **comprises** dans le **chiffre d'affaires** et la **valeur ajoutée** retenus au titre de l'**année suivante**.

LES MODALITES D'IMPOSITION A LA CVAE

[extraits de l'instruction DGFIP n°6 E-4-12]

- Le **montant** de la **CVAE** s'obtient de la façon suivante (**abstraction faite du dégrèvement complémentaire**) :

$$\text{CVAE} = (\text{valeur ajoutée} \times \text{taux effectif d'imposition}) + [(\text{valeur ajoutée} \times \text{taux effectif d'imposition}) \times 1 \%]$$

Le 1 % correspond aux **frais de gestion**.

LES REGLES GENERALES DE DETERMINATION DE LA VALEUR AJOUTEE

- La **valeur ajoutée produite** au cours de la **période de référence** constitue l'**assiette** de la **CVAE**.
- Aucun ajustement** de la **valeur ajoutée** pour correspondre à une **année pleine** ne peut être **appliqué**.

Ainsi, en cas d'**exercice unique clos** d'une **durée supérieure ou inférieure à 12 mois**, la **valeur ajoutée** à prendre en compte est celle **constatée** au cours de cet exercice, **sans ajustement**.

Il n'est toutefois **pas tenu compte**, le cas échéant, de la **valeur ajoutée déjà imposée**, c'est-à-dire relative à une **fraction d'exercice clos** qui se rapporte à une **période retenue** pour l'**établissement de l'impôt dû** au titre d'**une ou plusieurs années précédant celle de l'imposition**.

LE CAS GENERAL

- Ne sont **pris en compte** dans le **calcul** de la **valeur ajoutée** que les **seuls charges et produits afférents** à des **activités imposables**, c'est-à-dire qui sont :
 - d'une part, **dans le champ de la CFE et donc de la CVAE**,
 - et, d'autre part, qui ne **bénéficient pas** d'une **exonération de plein droit ou facultative**.

Exemple : Une **entreprise** dispose d'un **établissement unique** au sein duquel elle exerce une **activité imposable** à la **CVAE** et une **activité exonérée de plein droit et de manière permanente de CFE**.

La **valeur ajoutée imposable** s'entend uniquement de **celle qui se rapporte à l'activité imposable à la CVAE**.

LE CAS PARTICULIER DES ENTREPRISES DE NAVIGATION MARITIME OU AERIENNE EXERÇANT DES ACTIVITES CONJOINTEMENT EN FRANCE ET A L'ETRANGER

- Par exception** aux **règles générales**, les **entreprises de navigation maritime ou aérienne** qui exercent des **activités conjointement en France et à l'étranger** sont **assujetties à la CVAE** à raison de la **part** de la **valeur ajoutée** provenant des **opérations effectuées dans les limites du territoire national** directement liées à l'**exploitation d'aéronefs et de navires**.
- Les **opérations effectuées dans les limites du territoire national** sont celles dont le **point de départ** et le **point d'arrivée** sont **situés en France**. Les points de départ et d'arrivée s'entendent des **embarquements et débarquements**.
- La **part** de la **valeur ajoutée imposable** est **proportionnelle** à la **part**, dans les **recettes totales hors taxes** de l'entreprise afférentes aux **opérations directement liées à l'exploitation d'aéronefs et de navires armés au commerce**, des **recettes provenant** de celles de ces **opérations** qui sont **effectuées dans les limites du territoire national**.

Toutefois, lorsque le **trafic** assuré par l'**entreprise** est **majoritairement en provenance ou à destination de la France**, la **proportion** retenue ne peut **pas** être **inférieure au dixième**.

- Pour **apprécier la part** de la **valeur ajoutée imposable** comme la **proportion** du **trafic réalisé** en provenance ou à destination de la **France**, la **France** s'entend de la **métropole**, des **départements d'outre-mer**, des **collectivités d'outre-mer**, de la **Nouvelle-Calédonie** et des **Terres australes et antarctiques françaises**.

- Le trafic est majoritairement assuré en provenance ou à destination de la France lorsque plus de la moitié du trafic est réalisée en provenance ou à destination de la France.

- La valeur ajoutée provenant d'opérations non directement liées à l'exploitation d'aéronefs et de navires est imposée dans les conditions de droit commun.

Il en va ainsi, par exemple, des activités de maintenance aéronautique ou de transport routier.

LES REGLES GENERALES DE DETERMINATION DU TAUX D'IMPOSITION ET DU DEGREVEMENT DE CVAE

- Le taux d'imposition théorique à la CVAE est de 1,5 %, quel que soit le chiffre d'affaires de l'entreprise assujettie.
- Néanmoins, l'entreprise est imposable à la CVAE en application non pas du taux d'imposition théorique mais d'un taux effectif d'imposition, obtenu en application d'un barème progressif.

LE TAUX THEORIQUE

- Le taux d'imposition à la CVAE est théoriquement égal à 1,5 %.

LE TAUX EFFECTIF D'IMPOSITION

- Le taux effectif d'imposition correspond au taux effectivement appliqué à l'entreprise, c'est-à-dire après application d'un dégrèvement pris en charge par l'État.

- En effet, les entreprises dont le chiffre d'affaires n'excède pas 50 millions d'euros (voir toutefois les cas de consolidation du chiffre d'affaires) bénéficient d'un dégrèvement dont le taux varie en fonction du chiffre d'affaires (apprécié, le cas échéant, avec ajustement à l'année civile et/ou en retenant le chiffre d'affaires correspondant aux activités exonérées et/ou avec consolidation [l. de l'article 1586 quater.]).

- Pour des raisons pratiques, il est fait application directe du barème progressif et variable selon le chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise, au moment du versement des acomptes et du solde.

- Par conséquent, les entreprises acquittent dans tous les cas une CVAE calculée d'après le taux effectif d'imposition.

- Le pourcentage de la valeur ajoutée effectivement imposé varie selon le montant du chiffre d'affaires conformément au barème suivant :

Si le montant du CA HT est :	Le taux effectif d'imposition est égal à :
< 500 000 €	0 %
500 000 € < CA < 3 000 000 €	0,5 % x (montant du chiffre d'affaires - 500 000 €) / 2 500 000 €
3 000 000 € < CA < 10 000 000 €	0,5 % + 0,9 % x (montant du chiffre d'affaires - 3 000 000 €) / 7 000 000 €
10 000 000 € < CA < 50 000 000 €	1,4 % + 0,1 % x (montant du chiffre d'affaires - 10 000 000 €) / 40 000 000 €
> 50 000 000 €	1,5 %

Les taux obtenus pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur ou égal à 50 millions d'euros sont arrondis au centième le plus proche.

LA CONSOLIDATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES POUR LA DETERMINATION DU TAUX EFFECTIF

Les sociétés membres d'un groupe fiscal (à compter des impositions dues au titre de 2011)

- Pour les sociétés assujetties à la CVAE (sociétés dont le chiffre d'affaires réalisé au cours de la période de référence est supérieur à 152.500 euros) et membres d'un groupe mentionné à l'article 223 A dont la société mère ne bénéficie pas du taux réduit d'impôt sur les sociétés prévu au [l. b.] de l'article 219, le chiffre d'affaires à retenir pour la détermination du taux effectif s'apprécie au niveau du groupe.

Il correspond à la **somme des chiffres d'affaires de chacune des sociétés**, assujetties ou non à la CVAE, **membres du groupe** ([I bis.] de l'article 1586 quater).

☞ Cette consolidation ne s'applique que pour déterminer, à compter des impositions établies au titre de 2011, le dégrèvement prévu au [I.] de l'article 1586 quater.

Elle ne s'applique ni pour apprécier le seuil d'assujettissement à la CVAE (152.500 euros) ni pour apprécier les seuils de 2 millions d'euros et de 500.000 euros conditionnant respectivement l'octroi du dégrèvement complémentaire de 1.000 euros et le paiement de la cotisation minimum.

La consolidation du chiffre d'affaires en cas d'opération de restructuration s'applique de la même manière.

Exemple : Un groupe fiscalement intégré a pour membres 4 sociétés : A (société mère), B, C et D. A ne bénéficie pas du taux réduit d'impôt sur les sociétés.

A a réalisé au cours de la période de référence un chiffre d'affaires (CA) de 4.000.000 euros, B, un CA de 5.000.000 euros, C, un CA de 400.000 euros et D, un CA de 120.000 euros.

Seules les **sociétés A, B et C**, dont les **CA réalisés** au cours de la **période de référence appréciés séparément, excèdent 152 500 euros**, sont **assujetties** à la CVAE.

Pour la **détermination** de leur **taux effectif d'imposition**, il est retenu un **CA de : 400.000 euros + 500. 000 euros + 400.000 euros + 120.000 euros = 9.520.000 euros** (il est tenu compte du CA de la société D même s'il est inférieur à 152.500 euros).

Les opérations de restructuration

- En cas d'**opération de restructuration**, le **chiffre d'affaires à retenir** pour le **calcul du taux effectif d'imposition de chacune des entreprises assujetties** (entreprises dont le chiffre d'affaires réalisé au cours de la période de référence est supérieur à 152.500 euros) et participant à l'**opération** correspond, **sous réserve** qu'un certain nombre de **conditions** soient **satisfaites**, à la **somme des chiffres d'affaires des entreprises**, assujetties et non assujetties, **participant à l'opération** ([III.] de l'article 1586 quater).

Les 5 conditions, pour les impositions établies au titre de 2011 et des années ultérieures

1^{ère} condition

- L'**opération de restructuration** doit consister
 - en un **apport**, une **cession d'activité** ou une **scission d'entreprise** réalisés à compter du **22 octobre 2009,7**
 - ou en une **transmission universelle du patrimoine** mentionnée à l'article 1844-5 du code civil réalisée à compter du **1^{er} janvier 2010**.

2^{ème} condition

- L'**entreprise** à laquelle l'**activité** est **transmise** à la suite de l'opération doit être **détenue**, directement ou indirectement, à **plus de 50 %** soit :
 - par l'**entreprise cédante ou apporteuse** ou les **associés de l'entreprise scindée réunis**,
 - par une **entreprise** qui **détient**, directement ou indirectement, à **plus de 50 %** l'**entreprise cédante ou apporteuse** ou les **entreprises issues de la scission réunies**,
 - par une **entreprise détenue**, directement ou indirectement, à **plus de 50 %** par l'**entreprise cédante ou apporteuse** ou par les **associés de l'entreprise scindée réunis**.

La **détention du capital** de l'entreprise à laquelle l'activité est transmise **s'apprécie au regard des droits de vote**.

- Cette **condition de détention du capital** s'apprécie :
 - **au titre de l'exercice de l'opération** : à la **date de réalisation de l'opération** (pour l'appréciation de cette date, il n'est pas tenu compte des éventuelles prises d'effet rétroactif) ainsi qu'**au cours des 6 mois précédant** cette date ;
 - **au titre des exercices suivants** : au **1^{er} janvier de l'année d'imposition** dont la **période de référence** est constituée par **chacun de ces exercices**.

3^{ème} condition

▪ La **somme des cotisations de CVAE nettes du dégrèvement** (voir *taux effectif d'imposition ci-dessus*) **dues** par l'ensemble des parties à l'opération est **inférieure d'au moins 10 %** à la **somme des cotisations de CVAE nettes du dégrèvement** susmentionné qui auraient été **dues** par ces entreprises **en l'absence de réalisation de l'opération** (*d'apport, de cession d'activité, de scission d'entreprises ou de transmission universelle du patrimoine*).

Il convient donc de **calculer 2 termes de comparaison** :

- **1^{er} terme** : les **cotisations de CVAE calculées** d'après le **taux effectif d'imposition dues** par les entreprises parties à l'opération ;
- **2^{ème} terme** : les **cotisations de CVAE calculées** d'après le **taux effectif d'imposition qui auraient été dues** par la ou les entreprises **en l'absence de réalisation de l'opération**.

▪ En pratique, il convient de **recalculer** les **cotisations théoriques** pour les **2 termes de comparaison** au titre de **chaque année d'imposition** pour laquelle le **dispositif s'applique**, et ce **jusqu'à son extinction** (*c'est-à-dire la 8^{ème} année suivant l'opération*).

4^{ème} condition

▪ Les **activités transférées** à la suite de l'opération **continuent d'être exercées** par les **entreprises bénéficiaires** de l'**apport**, de la **cession d'activité**, de la **scission d'entreprises** ou de la **transmission universelle du patrimoine** ou par **une ou plusieurs de leurs filiales**.

Les **activités transférées** qui **continuent d'être exercées** à la suite de l'opération s'entendent des **seules activités** qui n'ont **pas cessé**, partiellement ou non, à la **suite de l'opération** ou qui n'ont pas été **cédées (à plus de 50 %)**.

5^{ème} condition

▪ Les **entreprises** participant à l'opération ont des **activités similaires ou complémentaires**.

La **notion d'activité similaire ou complémentaire** s'entend au sens du [2°] de l'article 885 O *bis*.

La **similitude** s'apprécie **en comparant la nature des activités exercées** et l'**objet** auquel elles se rapportent.

Ainsi, le fait d'**exercer son activité** dans **2 sociétés commerciales** (*achat-revente*) **ne suffit pas** pour qu'il s'agisse d'**activités similaires** ; il faut également que les **biens vendus** soient **similaires**.

Quant à la **complémentarité**, elle s'entend de l'**activité** qui s'inscrit **dans le prolongement en amont et en aval** d'une **autre activité**.

Sont ainsi **complémentaires** les **activités d'élevage** et de **marchands de bestiaux**.

Il en est **de même** de l'**activité de fabrication** et de **vente de meubles**.

▪ La **consolidation ne s'applique plus à compter de la 8^{ème} année** suivant celle de l'**opération en cause**, **même** si les **conditions** précitées sont **toujours remplies**.

Le **chiffre d'affaires** de l'**entreprise** qui était **sortie du périmètre du groupe consolidé** (*du fait, par exemple d'une détention en dessous du seuil de 50 %*), est **de nouveau pris en compte** à compter de l'**année au cours** de laquelle les **conditions** sont **à nouveau remplies par l'entreprise** (*lorsque le seuil de détention est de nouveau supérieur à 50 %*).

Exemple : Au **31 janvier 2011**, une **entreprise A** réalise un **apport partiel** de **2 branches d'activités** à **2 entreprises, B et C**, créées à cet effet. Elle **conserve** uniquement sa **3^{ème} branche d'activités**.

L'**exercice comptable** des **sociétés A, B et C** coïncide avec l'**année civile**.

Après l'opération d'apport partiel d'actifs, **A détient 100 % des droits de vote** des **sociétés B et C**.

Au **31 décembre 2011**, **A cède 60 % des droits de vote** qu'elle détient sur la **société C** et **conserve les 40 % restants**.

[a.] au titre de la période de référence 2011 de l'opération, les données des sociétés constatées après l'opération sont les suivantes :

	Chiffre d'affaires	Taux effectif d'imposition	Valeur ajoutée	CVAE sans application du dispositif de CA de groupe
société A	3.000.000 €	0,50 %	2.000.000 €	10.000 €
société B	2.000.000 €	0,30 %	1.500.000 €	4.500 €
société C	1.000.000 €	0,10 %	500.000 €	500 €
total	6.000.000 €		4.000.000 €	15.000€

En l'absence d'apport partiel d'actifs, les données de la société A auraient été les suivantes :

CA = 6.000.000 euros

Taux effectif d'imposition = 0,89 %

VA = 4 000.000 euros

CVAE à acquitter = 35.600 euros

En l'absence du dispositif de CA de groupe, l'apport partiel d'actifs aurait permis de réduire le montant de la CVAE totale due par la société A de : $1 - (15 / 35,6) = 57,87 \%$

Le dispositif de CA de groupe s'applique donc à la société A, ainsi qu'aux sociétés B et C.

Le chiffre d'affaires à retenir pour la détermination de leur assujettissement à la CVAE s'élève à 6 millions d'euros.

[b.] au titre de la période de référence 2012 de l'opération :

	Chiffre d'affaires	Taux effectif d'imposition	Valeur ajoutée	CVAE sans application du dispositif de CA de groupe
société A	3.000.000 €	0,50 %	2.000.000 €	10.000 €
société B	2.000.000 €	0,30 %	1.500.000 €	4.500 €
total	5.000.000 €		3.500.000 €	14.500 €

La société C n'étant plus détenue à plus de 50 % au 1^{er} janvier 2012, elle n'est plus prise en compte dans le périmètre du dispositif de CA de groupe.

En l'absence d'apport partiel d'actifs, les données de la société A auraient été les suivantes :

CA = 5 000.000 euros

Taux effectif d'imposition = 0,76 %

VA = 3 500.000 euros

CVAE à acquitter = 26.600 euros

En l'absence du dispositif de CA de groupe, l'apport partiel d'actifs aurait permis de réduire le montant de la CVAE totale due par la société A de : $1 - (14,5 / 26,6) = 45,49 \%$.

Le dispositif de CA de groupe s'applique donc à la société A et à la société B.

Le chiffre d'affaires à retenir pour la détermination de l'assujettissement à la CVAE de ces 2 entreprises s'élève à 5 millions d'euros.

LE DEGREVEMENT COMPLEMENTAIRE ET LE MONTANT MINIMUM DE CVAE

- La CVAE obtenue par application du barème progressif est dégrévée d'un montant complémentaire de 1.000 euros lorsque le chiffre d'affaires de l'entreprise (apprécié comme pour la détermination du seuil d'assujettissement, c'est-à-dire, le cas échéant, avec ajustement à l'année civile et/ou en retenant le chiffre d'affaires correspondant aux activités exonérées mais sans tenir compte des consolidations prévues au [I bis] et au [III] de l'article 1586 quater) est inférieur à 2 millions d'euros.

Ce dégrèvement complémentaire est pris en compte pour le calcul des acomptes et du solde de CVAE.

La **CVAE due** par les **entreprises** dont le **chiffre d'affaires** (apprécié comme pour la détermination du seuil d'assujettissement, c'est-à-dire, le cas échéant, avec ajustement à l'année civile et/ou en retenant le chiffre d'affaires correspondant aux activités exonérées mais sans tenir compte des consolidations prévues au [I bis.] et au [III.] de l'article 1586 quater) **excède 500.000 euros** ne peut **pas** être **inférieur à 250 euros** (avant application des frais de gestion), ce **montant** constituant la **cotisation minimum sur la valeur ajoutée de l'entreprise**.

☞ Les entreprises dont la valeur ajoutée est intégralement exonérée, de plein droit ou de manière facultative, ne sont pas redevables de la cotisation minimum.

Exemples de taux effectifs d'imposition

Exemple 1 : chiffre d'affaires compris entre 500.000 euros et 3.000.000 euros : CA = 2.700.000 euros
taux effectif d'imposition = $[0,50 \times (2.700.000 - 500.000)] / 2.500.000 = 0,44 \%$

Exemple 2 : chiffre d'affaires compris entre 3.000.000 euros et 10.000.000 euros : CA = 6.200.000 euros
taux effectif d'imposition = $0,50 + [0,9 \times (6.200.000 - 3.000.000)] / 7.000.000 = 0,9114$, arrondi à **0,91 %**

Exemple 3 : chiffre d'affaires compris entre 10.000.000 euros et 50.000.000 euros : CA = 40.100.000 euros
taux effectif d'imposition = $1,4 + [0,1 \times (40.100.000 - 10.000.000)] / 40.000.000 = 1,4752$, arrondi à **1,48 %**

LES REGLES DE DETERMINATION DES FRAIS DE GESTION

▪ Les **frais de gestion** (frais d'assiette, de recouvrement, de dégrèvements et de non-valeurs) à **acquitter** par l'**entreprise redevable de la CVAE** s'élèvent à **1 %** du montant de la **CVAE** correspondant au **produit** de la **valeur ajoutée** et au **taux d'imposition effectif**, sous **déduction** de l'éventuel **dégrèvement complémentaire** auquel peut avoir droit l'entreprise.

☞ Les frais de gestion s'appliquent à la cotisation minimum mentionnée ci-dessus.

LE MONTANT MINIMUM, FIXE A 250 EUROS, DE LA COTISATION DE CVAE POUR LES ENTREPRISES DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES EST SUPERIEUR A 500.000 EUROS

[article 1586 septies du CGI]

▪ Le **montant de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**, après application des dispositions de l'**article 1586 ter A**, ne peut **pas**, pour les **entreprises** dont le **chiffre d'affaires**, au sens des **articles 1586 quinquies** et **sexies**, excède **500.000 euros**, être **inférieur à 250 euros**.

L'ANNUALITE DE LA TAXE, LES OBLIGATIONS ET LE LIEU DE DECLARATION

[article 1586 octies du CGI]

L'EXERCICE DE L'ACTIVITE AU 1^{ER} JANVIER DE L'ANNEE D'IMPOSITION

▪ [I. 1.] La **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** est due par le **redevable** qui exerce l'**activité** au **1^{er} janvier** de l'année d'imposition.

LA TAXATION EN CAS D'APPORT, DE CESSION D'ACTIVITE, DE SCISSION D'ENTREPRISE OU DE TRANSMISSION UNIVERSELLE DU PATRIMOINE

▪ [I. 2.] Toutefois, en cas d'**apport**, de **cession d'activité**, de **scission d'entreprise** ou de **transmission universelle du patrimoine** (mentionnée à l'**article 1844-5** du **code civil**), la **CVAE** est due également par le **redevable** :

- qui **n'exerce aucune activité imposable** au **1^{er} janvier** de l'année,
- et auquel l'**activité** est **transmise** lorsque l'**opération** intervient au **cours de l'année d'imposition**.

☞ Ainsi, en cas d'**opération de transmission**, la **VA produite** par l'**entreprise absorbante** est **taxée**, quand bien même elle a été créée après le **1^{er} janvier** ou elle **n'exerçait pas d'activité** à cette date.

LA DECLARATION ET LA DATE LIMITE DE SON DEPOT AU SERVICE DES IMPOTS

- **[II. 1]** Le **montant de la valeur ajoutée** fait l'objet, au plus tard le **2^{ème} jour ouvré suivant le 1^{er} mai de l'année** suivant celle au titre de laquelle la **CVAE** est **due**, d'une **déclaration** par les **entreprises** mentionnées au **[I.]** de l'article **1586 ter** auprès du **service des impôts** dont relève leur **principal établissement**.

LE LIEU DE DECLARATION DES SALARIES

- Cette **déclaration** mentionne, par **établissement** ou par **lieu d'emploi**, le **nombre de salariés employés au cours de la période** pour laquelle la déclaration est établie.

Les **salariés** exerçant leur activité dans **plusieurs établissements** ou **lieux d'emploi** sont **déclarés** dans **celui** où la **durée d'activité** est la **plus élevée** :

- y compris si l'entreprise ne dispose **pas de locaux dans ce lieu d'emploi**,
- dès lors que le **salarié** y exerce son **activité plus de 3 mois**.

☞ *L'exposé des motifs de l'amendement à l'origine de cet article issu de la LF 2011 précise que « les travaux préparatoires à la clause de revoyure (rapport des parlementaires en mission et mission IGF - IGA) ont légitimement attiré l'attention sur la complexité des modalités de déclaration définies par décret.*

La déclaration des salariés devait être effectuée en « équivalent temps plein travaillé », ce qui signifie qu'un salarié intervenant dans 50 communes devait être déclaré pour 1/50^{ème} d'EPTP dans chacune d'entre elles.

Naturellement, seules certaines entreprises sont concernées mais, pour elles (notamment des entreprises de secteurs de l'intérim, du nettoyage ou des travaux publics), il en résulte une vraie difficulté ».

« Ainsi est définie directement dans la loi une règle de déclaration. Les salariés devront être déclarés dans la commune où ils passent le plus de temps de travail, y compris (comme dans le droit existant) si l'entreprise n'a pas d'établissement dans cette commune, dès lors que le salarié y travaille au moins 3 mois.

L'article maintient, conformément à l'état du droit, la déclaration simultanée de l'assiette de l'impôt :

- *d'une part, parce que le projet de loi ne prévoit plus cette déclaration, qui semble pourtant nécessaire au calcul de l'impôt,*
- *d'autre part, parce que la déclaration des salariés détermine cette assiette avec pour conséquence la répartition territoriale de la valeur ajoutée et donc le bénéfice des exonérations territorialisées ».*

Ainsi, une commune (ou une communauté) ne sera certaine de percevoir une part de CVAE provenant par exemple d'un chantier de travaux publics que si les salariés ont été employés plus de 6 mois sur son territoire.

Par exemple, si le chantier n'a duré que 4 mois, il est possible que les mêmes salariés aient travaillé sur un autre territoire, pendant 5 mois. C'est la commune située sur ce territoire qui bénéficiera de l'intégralité de la CVAE répartie en fonction du nombre de salariés, puisque c'est la commune sur le territoire de laquelle la durée d'activité est la plus élevée qui bénéficie d'un retour de CVAE.

Si la nouvelle disposition simplifie considérablement les formalités pour les entreprises, elle ne constitue pas la façon la plus juste et impartiale de répartir la CVAE, d'autant qu'aucune possibilité de vérification par les collectivités locales n'est prévue.

LE LIEU DE DECLARATION DES EFFECTIFS AFFECTES AUX VEHICULES DE TRANSPORT

- Les **effectifs** affectés aux **véhicules** sont **déclarés** par les **entreprises de transport** :
 - au **local** ou au **terrain** qui constitue le **lieu de stationnement habituel** des **véhicules**,
 - ou, s'il n'en existe pas, **au local** où les **véhicules** sont **entretenus** ou **réparés** par le **redevable**.

A défaut, les **effectifs** sont **déclarés** au **principal établissement** de l'entreprise.

☞ *L'amendement d'origine sénatoriale correspondant à cette disposition (adopté malgré l'avis défavorable du gouvernement) vise à rétablir le mécanisme utilisé pour la répartition de la taxe professionnelle des entreprises de transport (mis en place à la suite d'un recours effectué par le maire d'une des deux communes d'accueil d'un dépôt de la RATP - situé à cheval sur leurs deux territoires -).*

Ainsi, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises de transport est répartie entre les collectivités d'accueil des lieux de stationnement des véhicules ou, à défaut, des locaux où sont entretenus ou réparés les véhicules.

- Un **décret** précise les **conditions d'application** du présent **[II. 1.]**.

**LA SOUSCRIPTION DE DECLARATIONS DANS LES 60 JOURS SUIVANT UNE TRANSMISSION UNIVERSELLE DE PATRIMOINE,
UNE CESSION OU CESSATION D'ENTREPRISE OU UN DECES**

- **[II. 2.]** En cas de **transmission universelle du patrimoine** (mentionnée à l'article 1844-5 du code civil) de **cession** ou de **cessation d'entreprise** ou de l'exercice d'une **profession commerciale**, ou de **décès du contribuable**, les **déclarations** mentionnées au **[II. 1.]** et au **dernier alinéa** de l'article 1679 **septies** doivent être **souscrites** dans un **délai de 60 jours**, décompté dans les **conditions** prévues, selon le cas, au **[1.]** ou au **[4.]** de l'article 201 ou au **[I.]** de l'article 202 du CGI.

**L'IMPOSITION A LA VALEUR AJOUTEE DANS LA COMMUNE OU L'ENTREPRISE DISPOSE DE LOCAUX
OU EMPLOIE DES SALARIES EXERÇANT LEUR ACTIVITE PLUS DE 3 MOIS**

- **[III.]** La **valeur ajoutée** est **imposée** dans la **commune** où le **contribuable** la produisant :
 - dispose de **locaux**,
 - ou **emploi** des **salariés** exerçant leur **activité plus de 3 mois**.

Lorsqu'une entreprise ne dispose que d'un seul établissement, le produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (au taux de 0,3975 %) est versé directement à la commune ou l'EPCI d'implantation.

Exemple de d'attribution de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pour une entreprise disposant d'un seul établissement, sur le territoire de la commune A.

- **base valeur ajoutée** : 30.000.000 euros,
- **CVAE payée au bloc « communes-EPCI »** : 30.000.000 euros x 1,5 % x 26,5 % (soit 0,3975 %) = **119.250 euros**

C'est ce montant qui sera attribué à la commune ou l'EPCI d'implantation.

En cas d'implantation d'établissements sur plusieurs communes, la répartition s'effectue selon les dispositions figurant dans les pages suivantes (après la présentation du décret n° 2011-688).

**LA DECLARATION DES SALARIES
EN VUE DE LA REPARTITION DU PRODUIT DE LA CVAE**

[extrait de l'instruction de la DGFIP n° 6 E-3-11 du 21 avril 2011]

- La **déclaration n° 1330-CVAE** doit **comporter**, s'agissant des **données relatives aux salariés**, au titre de la **période de référence** :
 - la **liste des établissements de l'entreprise**,
 - le **nombre de salariés rattachés** à chacun de ces **établissements**,
 - la **liste des lieux d'emploi** dans lesquels **un ou plusieurs salariés** doivent être **déclarés**,
 - le **nombre de salariés rattachés** à chacun de ces **lieux d'emploi**.
- Cette **déclaration** doit être **déposée** auprès du **service des impôts** dont relève le **principal établissement**.
- Les **modalités de déclaration des effectifs** sont prévues dans le **décret 2011-688** du 17 juin 2011, qui modifie, à l'**annexe III** au **CGI**, les articles 328 *bis* à 328 **G quinquies**.

Elles sont **applicables** à compter de la déclaration à déposer **au titre des années 2012 et suivantes**.

Les dispositions figurant dans l'instruction n° 6 E-3-11 du 21 avril 2011 ont été reprises et complétées dans la partie « la répartition de la CVAE de l'entreprise » de l'instruction n° 6 E-4-12 du 9 février 2012, présentée dans les pages 82 à 90 du présent volet.

LES MODALITES DE DECLARATION DU NOMBRE DES SALARIES EMPLOYES PAR LES CONTRIBUABLES ASSUJETTIS A LA CVAE

[décret n° 2011-688 du 17 juin 2011]

- Le **décret** comporte **4 articles**, qui figurent dans l'**annexe III au code général des impôts** :
 - l'**article 328 G bis** précise les **conditions** dans lesquelles les **salariés** doivent être **déclarés**,
 - l'**article 328 G ter** indique les **éléments** devant figurer dans la **déclaration**,
 - l'**article 328 G quater** donne les **catégories de salariés** devant ou ne devant pas être **déclarés**,
 - l'**article 328 G quinques** précise les **modalités de répartition** de la **valeur ajoutée** lorsque l'entreprise n'emploie **aucun salarié en France**.

LES CONDITIONS DANS LESQUELLES LES SALARIES DOIVENT ETRE DECLARES

[article 328 G bis de l'annexe III au CGI]

- La **déclaration** mentionnée au [II.] de l'**article 1586 octies** du CGI (déclaration du montant de la valeur ajoutée) est **effectuée** dans les **conditions** suivantes :
 - le **salarié** exerçant son **activité dans plusieurs établissements ou lieux d'emploi** est **déclaré** dans celui où la **durée d'activité** est la **plus élevée**,
 - le **salarié** n'est **déclaré** au **lieu d'emploi** que dans l'hypothèse où il y exerce son **activité plus de 3 mois**, y compris si l'entreprise ne dispose pas de locaux dans ce lieu d'emploi,
 - dans l'hypothèse où le **salarié** exerce son activité dans **plusieurs établissements ou lieux d'emploi** pour des **durées d'activité identiques**, le **salarié** est **déclaré** au lieu du **principal établissement**,
 - lorsque le **salarié** exerce son **activité dans un ou plusieurs lieux d'exercice d'activité hors de l'entreprise** pendant des **durées d'au plus 3 mois**, il est **déclaré** au niveau de l'**établissement** :
 - **retenu** pour la **déclaration annuelle des données sociales** transmise selon le **procédé informatique** mentionné à l'**article 89 A du CGI** et dans lequel la **durée d'activité** est la **plus élevée**,
 - qui **aurait été retenu** si ce procédé avait été utilisé et dans lequel la **durée d'activité** est la **plus élevée**, en l'**absence** de recours au **procédé informatique**.
 - la **notion d'établissement** s'entend au sens de la **CFE** telle que mentionnée à l'**article 310 HA** de l'**annexe II** au présent code.

LES ELEMENTS DEVANT FIGURER DANS LA DECLARATION

[article 328 G ter de l'annexe III au CGI]

LE CAS GENERAL

- La **déclaration de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** mentionnée au [II. 1.] de l'**article 1586 octies** du CGI **comporte** :
 - [1.] les **informations** suivantes relatives à l'**entreprise** :
 - [a.] la **dénomination** de l'entreprise,
 - [b.] le **numéro d'identité** attribué à l'**établissement principal** dans les **conditions** du second alinéa de l'**article R. 123-221** du **code de commerce**,
 - [c.] l'**adresse** de l'entreprise,
 - [d.] l'**activité** de l'entreprise,
 - [e.] la **période de référence** mentionnée à l'**article 1586 quinques** du CGI,
 - [f.] le **chiffre d'affaires réalisé** et la **valeur ajoutée produite** au cours de la **période de référence** mentionnée à l'**article 1586 quinques** du code précité.

LE CAS DES ENTREPRISES MULTI-ETABLISSEMENTS

- [2.] pour les **entreprises** ayant **plusieurs établissements**, la **liste** du ou des **établissements** et les **précisions** y afférentes suivantes :
 - [a.] les **5 derniers caractères** du **numéro d'identité** attribué dans les **conditions** du second alinéa de l'**article R. 123-221** du **code de commerce**,
 - [b.] le **numéro du département**,
 - [c.] la ou les **communes de localisation**,
 - [d.] le **code INSEE** de la **commune**,
 - [e.] le **nombre des salariés**.

LE CAS DES ENTREPRISES EMPLOYANT DES SALARIES DANS DES LIEUX DIFFERENTS

- [3.] pour les **entreprises** employant des **saliés** devant être **déclarés dans des lieux d'emploi** en application de l'article **328 G bis** :
la **liste des lieux d'emploi** et les **précisions** y afférentes, c'est-à-dire l'ensemble des **précisions** visées au [2.], à l'**exception** des **5 derniers caractères** du **numéro d'identité** attribué dans les **conditions** du second alinéa de l'**article R. 123-221** du **code de commerce**,

LE CAS DES CONTRIBUABLES EXERÇANT UNE ACTIVITE IMMOBILIERE ET N'EMPLOYANT AUCUN SALARIE EN FRANCE

- [4.] pour les **contribuables** qui n'emploient **aucun salarié en France** et ne disposent d'**aucun établissement en France** mais qui exercent une **activité de location d'immeubles ou de vente d'immeubles** : la **liste** et la **valeur locative foncière** des **immeubles loués ou vendus**.

LES CATEGORIES DE SALARIES A DECLARER

[article 328 G *quater* de l'annexe III au CGI]

LES SALARIES DEVANT ETRE DECLARES

- [1.] Les **saliés** s'entendent de ceux qui sont **titulaires** :
 - d'un **contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée**,
 - ou d'un **contrat de mission** (article L. 1251-1 du **code du travail**) conclu avec l'**entreprise de travail temporaire** assujettie à la **CVAE** si le **contrat** de travail ou de mission est conclu **pour une durée supérieure ou égale à 1 mois**.
- [2.] Les **saliés** doivent être **déclarés par l'employeur assujetti ayant conclu le contrat de travail ou le contrat de mission**,
- Toutefois, les **assujettis** doivent **déclarer les salariés détachés par un employeur établi hors de France** dans les conditions visées aux **articles L. 1261-1 à L. 1261-3** du **code du travail**.

LES SALARIES NE DEVANT PAS ETRE DECLARES

- [3.] Ne doivent **pas** être **déclarés** :
 - [a.] les **apprentis**,
 - [b.] les titulaires d'un **contrat initiative-emploi**,
 - [c.] les titulaires d'un **contrat insertion-revenu minimum d'activité**,
 - [d.] les titulaires d'un **contrat d'accompagnement dans l'emploi**,
 - [e.] les titulaires d'un **contrat d'avenir**,
 - [f.] les titulaires d'un **contrat de professionnalisation**,
 - [g.] les salariés **expatriés**,
 - [h.] les salariés qui n'ont exercé **aucune activité au cours de la période de référence** mentionnée à l'**article 1586 quinquies** du CGI (*année au titre de laquelle l'imposition à la CVAE est établie, ou dernier exercice de 12 mois clos au cours de cette même année, lorsque cet exercice ne coïncide pas avec l'année civile*).

LA REPARTITION DE LA VALEUR AJOUTEE LORSQUE L'ENTREPRISE N'EMPLOIE AUCUN SALARIE EN FRANCE

[article 328 G *quinquies* de l'annexe III au CGI]

LE CAS GENERAL

- [1.] Lorsque l'**entreprise** n'emploie **aucun salarié en France**, la **valeur ajoutée** est **répartie** selon les **mêmes modalités** que celles prévues lorsque la **déclaration des salariés par établissement** mentionnée au [II. 1.] de l'**article 1586 octies** du **CGI** fait défaut.
☞ *Dans ce cas, la VA est répartie entre les communes où le contribuable dispose d'immobilisations imposables à la CFE, au prorata de leur valeur locative.*

LES EXCEPTIONS

- [2.] Par **exception** aux **dispositions** du [1.] :
 - [1°] la **valeur ajoutée** des contribuables qui n'emploient aucun salarié en France et ne disposent d'**aucun établissement en France** mais qui exercent une **activité de location d'immeubles ou de vente d'immeubles** est **répartie entre les lieux de situation de chaque immeuble** donné en location ou vendu, au **prorata** de la **valeur locative foncière** de chacun de ces **immeubles**,
 - [2°] la **valeur ajoutée** des entreprises qui sont soumises aux **dispositions** du [II. 1. ou 2.] de l'**article 1647 D** du CGI est **déclarée** et, en l'absence d'**effectif salarié employé** par l'entreprise, **imposée au lieu d'imposition** à la **cotisation minimum** prévu au [II.] de cet **article**.

LA REPARTITION AU PRORATA DES VALEURS LOCATIVES ET DES EFFECTIFS (CAS GENERAL)

▪ Lorsqu'un **contribuable** dispose de **locaux** (ou emploie des **salariés** exerçant leur **activité plus de 3 mois**) dans **plusieurs communes**, la **valeur ajoutée** qu'il produit est **imposée** dans **chacune** de ces **communes**, et est **répartie** entre elles **au prorata** :

- pour le **tiers**, des **valeurs locatives des immobilisations imposées à la CFE**,
- et, pour les **deux tiers**, de l'**effectif** qui est **employé**, réparti selon les **modalités** définies au [II.] (du présent **article 1586 octies**).

☞ L'article initial du PLF 2011 prévoyait une autre clé de répartition du produit de la CVAE entre les communes et EPCI :

- pour moitié, sur les effectifs, sans majoration de ceux des établissements industriels,
- pour moitié, sur un indicateur de surface défini par décret.

Selon le rapporteur général du budget (AN) auteur de l'amendement initial, « il apparaît nettement préférable de maintenir la définition du critère de répartition directement dans la loi, parce que :

- l'importance du sujet justifie que le législateur exerce pleinement sa compétence,
- le renvoi à un décret retardera la fixation des règles définitives de répartition, qui ne peut plus attendre ».

« La faiblesse des données disponibles, notamment faute d'exploitation de la première campagne déclarative, rend délicate la définition de cette clé de répartition. Un large consensus existant sur la nécessité de définir des règles assurant un retour fiscal élevé dans les territoires d'implantation des entreprises industrielles, il convient de retenir des règles dont il est certain qu'elles seront plus favorables que le droit existant pour ces territoires ».

« C'est le cas des règles proposées par les 6 parlementaires nommés en mission pour préparer la clause de revoyure :

- pour le tiers, sur la base des valeurs locatives des seuls immeubles industriels,
- pour les deux tiers, sur la base des effectifs, en maintenant la majoration des effectifs industriels ».

« Pour les entreprises comptant des établissements industriels, la répartition de la CVAE serait ainsi effectuée :

- un tiers serait réparti dans les communes abritant des établissements,
- les deux tiers seraient ensuite répartis entre toutes les communes où l'entreprise est présente, au prorata des effectifs, avec majoration des effectifs industriels.

Par rapport au droit existant (LF 2010), la CVAE répartie dans les communes comptant des établissements industriels serait majorée par l'effet du premier des deux critères de répartition » rappelés ci-dessus.

La motivation de l'exposé des motifs de l'amendement sénatorial (à l'origine de la version définitive du texte) est la suivante :

- « la pondération deux tiers/un tiers, qui reflète grossièrement la composition de la valeur ajoutée et qui a été retenue par l'Assemblée nationale, semble la plus neutre pour entrer en 2011 dans le régime de perception territorialisée du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE). Il est crucial de choisir les bons critères dès 2011 car toute modification, par la suite, des critères de territorialisation conduirait à des transferts de produit fiscal entre collectivités.
- en revanche, la prise en compte, comme l'a proposé l'Assemblée nationale, des seules valeurs locatives industrielles aurait pour effet de déformer de manière injustifiée le partage de la valeur ajoutée entre établissements d'une même entreprise. Il est donc proposé de retenir l'ensemble des valeurs locatives foncières, sachant que les entreprises industrielles bénéficient déjà d'un "bonus" au titre du critère des effectifs (puisque les effectifs des établissements dont les valeurs locatives sont industrielles à plus de 20 % sont "comptés doubles").
- le Gouvernement proposait dans son texte initial de ne pas retenir le critère des valeurs locatives, mais de lui préférer un indicateur de surface, de façon à neutraliser "l'effet prix" des valeurs locatives. Bon dans son principe, cet indicateur reste pourtant perfectible et il est préférable à ce stade de s'en tenir à un instrument de mesure plus solide ».

Exemple de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pour une entreprise disposant de deux établissements (non-industriels), dans deux communes différentes	
<ul style="list-style-type: none"> - base VA totale : 30.000.000 euros - CVAE bloc communal : 30.000.000 euros x 0,3975 % = 119.250 euros - nombre total de salariés : 500 (commune A : 50 et commune B : 450) - VL totale : 2.000.000 € (commune A : 500.000 € et commune B : 1.500.000 €) 	
commune A	commune B
nombre de salariés : 50 part CVAE répartie au prorata des effectifs : $119.250 \text{ €} \times \frac{2}{3} \times \frac{50 \text{ salariés}}{500 \text{ salariés}} = 7.950 \text{ €}$ part CVAE répartie au prorata des valeurs locatives : $119.250 \text{ €} \times \frac{1}{3} \times \frac{500.000 \text{ €}}{2.000.000 \text{ €}} = 9.938 \text{ €}$	nombre de salariés : 450 part CVAE répartie au prorata des effectifs : $119.250 \text{ €} \times \frac{2}{3} \times \frac{450 \text{ salariés}}{500 \text{ salariés}} = 71.550 \text{ €}$ part répartie au prorata des valeurs locatives : $119.250 \text{ €} \times \frac{1}{3} \times \frac{1.500.000 \text{ €}}{2.000.000 \text{ €}} = 29.812 \text{ €}$
total de CVAE : 17.888 €	total de CVAE : 101.362 €

**LA REPARTITION EN CAS D'IMMOBILISATIONS INDUSTRIELLES
REPRESENTANT PLUS DE 20 % DE LA VALEUR LOCATIVE DES IMMOBILISATIONS DE L'ENTREPRISE**

- Pour l'application du 2^{ème} alinéa (ci-dessus), sont pondérés par un coefficient de 2 :
- l'effectif employé dans un établissement pour lequel les valeurs locatives des immobilisations industrielles évaluées dans les conditions prévues aux articles 1499 et 1501 (méthode générale, dite comptable, ou méthodes particulières, lorsque les immobilisations existant dans différentes communes, présentent des caractéristiques analogues et ont été acquises ou créées avant le 1^{er} janvier 1974, et méthode particulière applicable aux autoroutes concédées), représentent plus de 20 % de la valeur locative des immobilisations imposables à la CFE
- et la valeur locative des immobilisations industrielles (évaluées dans les conditions prévues aux articles 1499 et 1501).

Exemple de répartition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pour une entreprise disposant de deux établissements (dont un pour lequel les valeurs locatives des immobilisations industrielles représentent plus de 20 % de la valeur locative des immobilisations imposables à la CFE), dans deux communes différentes

- base valeur ajoutée : 30.000.000 euros,
- cotisation sur la valeur ajoutée payée au bloc « communes-EPCI » :
30.000.000 euros x 0,3975 % = **119.250 euros**
- nombre total de salariés : 500 (commune A : 50 et commune B : 450)
- Valeur locative totale : 2.000.000 € (commune A : 500.000 € et commune B : 1.500.000 €)
- Valeur locative dans commune B : VL des immobilisations industrielles : 1.000.000 euros (soit + de 20 % du total)

commune A	commune B
<p>nombre de salariés : 50 part CVAE répartie au prorata des effectifs :</p> $119.250 \text{ €} \times \frac{2}{3} \times \frac{50 \text{ salariés}}{950 \text{ salariés}} = 4.184 \text{ €}$ <p>valeur locative : 500.000 € part CVAE répartie au prorata des valeurs locatives :</p> $119.250 \text{ €} \times \frac{1}{3} \times \frac{500.000 \text{ €}}{3.000.000 \text{ €}} = 6.625 \text{ €}$	<p>nombre de salariés : 450 (x 2) part CVAE répartie au prorata des effectifs :</p> $119.250 \text{ €} \times \frac{2}{3} \times \frac{900 \text{ salariés}}{950 \text{ salariés}} = 75.316 \text{ €}$ <p>valeur locative : 1.000.000 € (x 2) + 500.000 € part CVAE répartie au prorata des valeurs locatives :</p> $119.250 \text{ €} \times \frac{1}{3} \times \frac{2.500.000 \text{ €}}{3.000.000 \text{ €}} = 33.125 \text{ €}$
total de CVAE : 10.809 €	total de CVAE : 108.441 €

Il peut être constaté que, lorsqu'un établissement a une vocation industrielle, la collectivité d'implantation bénéficie d'un « bonus » de CVAE (plus 7.079 euros, soit + 7 %, dans l'exemple), au détriment de la (ou des) autre(s) collectivité(s) d'implantation des établissements (non-industriels) de l'entreprise.

**LES PROPOSITIONS D'AMENAGEMENT DE LA REPARTITION DE LA CVAE
EFFECTUEES PAR LE RAPPORT DURIEUX - SUBREMON**

- [I] « Accroître la prise en compte des emplois dans le sens déjà choisi par la loi de finances pour 2010, en renforçant encore la pondération prévue au bénéfice des collectivités locales qui accueillent les installations les plus contraignantes pour l'environnement » en renforçant la pondération des emplois quand les immobilisations industrielles évaluées selon la méthode comptable sont afférentes à des établissements soumis à la réglementation des installations classées et, plus encore, quand ces derniers établissements sont du type « Seveso », le rapport notant que « le "double" pourrait être porté au "triple" pour les établissements soumis à la réglementation des installations classées et au quadruple pour les établissements du type "Seveso".
 - [II] Prendre en compte, en complément du critère relatif à l'effectif, les valeurs locatives dans tous les cas où celles-ci sont déterminées à partir d'une base comptable, en utilisant ce critère pour répartir le tiers de la valeur ajoutée (les deux autres tiers restant répartis sur la base des effectifs selon une clef modifiée comme précédemment indiqué au bénéfice des établissements industriels constituant des installations classées pour la protection de l'environnement).
- ☞ Le rapport soulignait également la nécessité de simulations complémentaires exploitant les données déclaratives de la première campagne.

LA POSITION DU RAPPORTEUR DE LA COMMISSION DES FINANCES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

- La commission des finances de l'Assemblée Nationale a soulevé un problème majeur de la réforme de la taxe professionnelle : celui du retour fiscal local des activités industrielles, et notamment des activités présentant des risques. Selon la commission, le problème a deux dimensions :
 - la faiblesse des ressources fiscales des collectivités abritant les principales zones industrielles du pays, les ressources de celles-ci sont garanties, mais leur dynamisme sera demain très faible,
 - le niveau clairement insuffisant, très préoccupant, des recettes fiscales qui seront perçues demain, à raison de l'accueil d'un établissement industriel nouveau.
- Des simulations à partir de cas-type ont été réalisées par des cabinets de conseil intervenant pour le compte des EPCI concernés. Leurs résultats sont alarmants. Ainsi, par exemple, pour le stockage de produits pétroliers, le retour fiscal pour l'EPCI diminue de 70 %.
- Or, le retour fiscal permet le financement des services publics locaux (y compris, d'ailleurs, de services aux entreprises qui constituaient antérieurement une forme de « *rétrocession* » de la taxe professionnelle) lesquels concourent à l'acceptation des implantations par les populations.
- L'importance de cet enjeu fiscal a longtemps été suffisamment prise en compte par la Gouvernement. Il est donc piquant de constater que le présent article [59] propose une majoration du tarif de l'IFER éolien et une modification de la répartition de son produit au motif que le retour fiscal conditionne le développement de ces installations. En est-il autrement pour l'industrie ? Une usine chimique ou une centrale nucléaire ne présentent-elles pas des risques et des nuisances autrement plus importantes pour les riverains qu'une éolienne et est-il plus important pour l'avenir du pays d'implanter de nouvelles éoliennes subventionnées que de créer de nouvelles activités industrielles productrices de richesse et d'emplois ?
- Il est donc incontestablement nécessaire d'améliorer, dans toute la mesure du possible, le retour fiscal local des établissements industriels comme l'ont très justement souligné les parlementaires en mission.

LES LIMITES D'UNE REPARTITION DE LA VALEUR AJOUTEE SUR UNE BASE SOCIALE, SELON LE RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

- Les règles de répartition existantes ou proposées sont les règles de répartition de la valeur ajoutée d'un redevable donné. Contrairement à l'impôt sur les sociétés, pour lequel les sociétés mères peuvent se constituer redevables pour l'ensemble d'un groupe, chaque société est redevable de la CVAE, même lorsqu'elle appartient à un groupe.
- Or, la valeur ajoutée est, en pratique, très largement mobile à l'intérieur d'un groupe. La valeur ajoutée d'un groupe comprenant une société A exploitant une usine de production, une société B transportant les produits et une société C les distribuant par l'exploitation de points de vente va être répartie entre ces trois sociétés en fonction des choix de facturation internes du groupe qui aboutissent, en pratique, à « *placer* » la marge dans une société plutôt que dans une autre.
- En conséquence, le choix des critères de répartition internes à chacune des sociétés ne peut aucunement garantir ni la « *juste* » localisation de la valeur ajoutée, ni même sa stabilité.
- En réalité, la réflexion sur la répartition de la valeur ajoutée semble excessivement dominée par un modèle d'organisation « *mono-société* » des entreprises, dans lequel l'enjeu serait que la VA de ou des établissements industriels ne « *fuite* » pas vers le ou les établissements « *non-industriels* » supposés susceptibles d'employer des effectifs plus importants.
- Il n'est toutefois pas du tout certain que ce modèle d'organisation soit universel, ni même dominant. En 2007, on comptait, en moyenne, près de 4 sociétés dans chaque groupe intégré fiscalement à l'IS. Or, au titre de la même année, selon les informations communiquées l'année dernière par le Gouvernement au Rapporteur général, les sociétés en intégration fiscale ont réalisé 51 % de la valeur ajoutée nationale.
- Il convient de rappeler qu'au titre du même exercice, les entreprises comptant des établissements dans plusieurs communes, qui sont les seules pour lesquelles se pose un enjeu de répartition de la valeur ajoutée, ont réalisé 57 % de la valeur ajoutée nationale. Il est donc vraisemblable qu'une part déterminante de la valeur ajoutée « *pluri-communale* », que les règles de répartition visent à localiser, soit de la valeur ajoutée « *intra-groupe* » : si toutes les sociétés en intégration fiscale étaient présentes dans plusieurs communes (et il est vraisemblable que celles produisant le plus de valeur ajoutée le sont effectivement), elles auraient réalisé 90 % de la valeur ajoutée « *pluri-communale* ».

▪ Un second élément essentiel doit être gardé à l'esprit. La taxe professionnelle était plafonnée en fonction de la valeur ajoutée, ce plafonnement étant apprécié sur une base sociale. Conséquemment, l'optimisation fiscale en matière de taxe professionnelle consistait à faire en sorte que la valeur ajoutée ne soit pas réalisée dans les sociétés disposant des immobilisations imposables et les groupes, en particulier les groupes industriels pour lesquels la taxe professionnelle représentait un enjeu important, se sont organisés en conséquence.

Le plafonnement de la cotisation économique territoriale, qui est, pour les grands groupes et sous réserve de l'effet en principe marginal du « dégrèvement barémique » de CVAE, un plafonnement de la CFE, maintient inchangé cette incitation fiscale à disjoindre la valeur ajoutée et les immobilisations imposables (donc notamment les immeubles industriels).

▪ L'exemple de l'industrie automobile est, à cet égard, éclairant. Le rapporteur général a obtenu communication des données fiscales des 20 entreprises du secteur automobile acquittant, en 2009, les cotisations de taxe professionnelle les plus élevées. 7 de ces 20 entreprises, redevables d'une cotisation cumulée de taxe professionnelle de 496,5 millions d'euros, acquitteront, en 2010, 250 euros de CVAE chacune, c'est-à-dire la cotisation minimum due par les entreprises dont le chiffre d'affaires excède 500.000 euros. Ces entreprises n'ont pas de valeur ajoutée taxable, les modalités de la répartition de la valeur ajoutée n'ont donc, pour les collectivités les accueillant, strictement aucun effet.

▪ Face au problème réel, justement souligné par le rapport des parlementaires en mission, du retour fiscal insuffisant des activités industrielles au bénéfice de leurs territoires d'implantation, il est donc probablement illusoire d'espérer une solution pleinement satisfaisante sur la base de critères de répartition ne prenant pas en compte la réalité économique des groupes et alors même que ceux-ci sont précisément incités à limiter la valeur ajoutée des entreprises disposant des immobilisations industrielles.

LES MODALITES DE DETERMINATION, DE REPARTITION ET DE REVERSEMENT DU PRODUIT DE LA CVAE AUX COLLECTIVITES LOCALES

[article 1 du décret n°2011-1232 du 3 octobre 2011]

LE VERSEMENT MENSUEL DE LA CVAE L'ANNEE SUIVANT CELLE DE SON PAIEMENT

[article 344 duodécies de l'annexe III au CGI]

▪ L'État verse chaque année aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre existant au 1^{er} janvier le produit correspondant à la somme des fractions de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) acquittées au cours de l'année civile précédente qui leur reviennent en application de l'article 344 quaterdecies.

▪ Ce produit leur est versé mensuellement à raison d'un 1/12^{ème} de son montant.

LES CORRECTIONS APORTEES A LA COTISATION ACQUITTEE PAR CHAQUE CONTRIBUABLE AU COURS D'UNE ANNEE CIVILE

[article 344 terdecies de l'annexe III au CGI]

▪ [I.] Pour l'application de l'article 344 duodécies, la cotisation acquittée par chaque contribuable au cours d'une année civile s'entend du montant total de CVAE payé au cours de cette année, corrigé conformément au [II.] du présent article.

▪ [II.] Le montant payé par chaque contribuable est :

- [II.1.] majoré :

· [1°] du montant des dégrèvements accordés la même année en application de l'article 1586 quater du CGI (dégrèvement dégressif - dit « barémique » - allant de 1,50 % à 0,01 % -), sous réserve :

[a.] pour les entreprises soumises à la CVAE en application du [I.] de l'article 1586 ter du CGI et visées au [I. a.] de l'article 1586 quater (entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500.000 euros) : d'avoir dûment renseigné le montant de la valeur ajoutée sur la déclaration prévue au [II.] de l'article 1586 octies (déclaration annuelle à produire au plus tard le 2^{ème} jour ouvré suivant le 1^{er} mai) souscrite au cours de la même année civile ou, pour les entreprises qui en sont dispensées, sur la dernière déclaration de résultat exigée,

[b.] pour les entreprises visées aux [I.] et [I bis.] de l'article 1586 quater CGI, à l'exception de celles visées au [I. a.] de cet article (entreprises dont le CA est supérieur à 500.000 euros) : d'avoir dûment renseigné le montant de la valeur ajoutée sur la déclaration prévue au dernier alinéa de l'article 1679 septies (déclaration relative à la liquidation définitive à produire au plus tard le 2^{ème} jour ouvré suivant le 1^{er} mai de l'année suivant celle de l'imposition) souscrite au cours de la même année civile ou sur l'un des deux relevés d'acompte acquittés au cours de cette même année,

- **[II.2.] minoré :**
 - **[a.]** du montant des **frais de gestion** prévus au **[XV.]** de l'article **1647** du **CGI** perçus par l'État (1,00 %) sur les **CVAE acquittées** la même année,
 - **[b.]** des **restitutions** de **CVAE** prévues au **dernier alinéa** de l'article **1679 septies** (suite à la liquidation définitive), **avant déduction** des **autres impôts directs dus** par le redevable, **accordées** au cours de la **même année**.
- **[II.3.]** et corrigé de la **différence** entre :
 - **[a.]** le **dégrèvement** prévu à l'article **1586 quater** (dégrèvement dégressif - dit barémique -) du **CGI** **calculé en tenant compte** des **conséquences** des **impositions supplémentaires acquittées** au cours de la **même année**,
 - **[b.]** et le **dégrèvement** prévu à l'article **1586 quater** du **CGI** **déterminé avant prise en compte** des **impositions supplémentaires acquittées** au cours de la **même année**.

montant global de CVAE versé aux collectivités territoriales en année [n]		
=		
CVAE payée en année [n - 1] par le contribuable, soit :		
<ul style="list-style-type: none"> - le solde de la CVAE de l'année [n - 2] payé en mai de l'année [n - 1], - les acomptes de CVAE de l'année [n - 1] payés en juin et septembre de l'année [n - 1], - les impositions supplémentaires de CVAE des années [n - 2], [n - 3], etc., - les paiements tardifs de CVAE (paiements en retard du solde de CVAE de l'année [n - 2], des acomptes de CVAE des années [n - 1], [n - 3], [n - 4], [n - 5], etc.) 		
+		
dégrèvement dégressif (de 100 % à 0,01 %) dit « barémique »		
+		
dégrèvement transitoire (2010 à 2013) imputé sur la CVAE de l'année [n - 1]		
-		
frais de gestion perçus par l'État (1,00 % de la CVAE acquittée)		
-		
restitutions accordées au contribuable en année [n - 1]		
+		
différence (négative) entre :		
dégrèvement dégressif - dit « barémique » - calculé en tenant compte des impositions supplémentaires suite à un contrôle fiscal	-	dégrèvement dégressif - dit « barémique » - initialement accordé

**LES MODALITES DE REPARTITION DE LA CVAE DANS LES COLLECTIVITES OU EPCI
OU L'ENTREPRISE DISPOSE DE LOCAUX OU EMPLOIE DES SALARIES PLUS DE 3 MOIS**

[article 344 quaterdecies de l'annexe III au CGI]

- **[I.]** Pour **chaque contribuable**, la **CVAE** définie à l'article **344 terdecies** acquittée au cours d'une **année civile** est **répartie l'année suivante** entre les **collectivités territoriales** et les **EPCI à fiscalité propre** selon les **modalités** suivantes :

LE CALCUL DE LA FRACTION ATTRIBUEE A UNE COMMUNE

- **[1.1.]** Une **fraction** est **attribuée** à **chaque commune** sur le **territoire** de laquelle, en application du **[III.]** de l'article **1586 octies** du **CGI** (imposition là où l'entreprise dispose de locaux ou emploie des salariés exerçant leur activité plus de 3 mois), la **valeur ajoutée produite par le contribuable** a été **imposée** à la **CVAE** établie au titre de l'**année précédente**.
- **[1°]** Pour les **communes non membres** d'un **EPCI**, cette **fraction** correspond à la **cotisation acquittée par le contribuable multipliée** par :
 - **[a.]** la **fraction** définie au **[I. 5°]** de l'article **1379** du **CGI** (26,5 % du produit de la CVAE),
 - **[b.]** et le **rapport** défini au **[II. 2. 1°]** du **présent article**.

Il s'agit du rapport suivant :

valeur ajoutée imposable dans la commune
(nette des exonérations facultatives appliquées par la collectivité ou l'EPCI bénéficiaire)

valeur ajoutée imposable globale du contribuable
(nette des exonérations appliquées au titre de l'article 1586 nonies)

Les dispositions du présent [1°] s'appliquent également aux communes membres d'un EPCI ayant opté pour le régime fiscal prévu au [II.] de l'article 1609 *quinquies* C du CGI pour les cotisations afférentes aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (fiscalité professionnelle de zone éolienne),

- [2°] pour les communes membres d'un EPCI mentionné au [II.] de l'article 1379-0 *bis* du CGI (EPCI levant la fiscalité additionnelle), cette fraction correspond à la cotisation acquittée par le contribuable multipliée par :

- [a.] la fraction définie au [I. 5°] de l'article 1379 du même code (26,5 % du produit de la CVAE),
- [b.] la fraction complémentaire définie à l'article 1609 *quinquies* BA de ce code (répartition, de droit ou volontaire, de la CVAE entre un EPCI à fiscalité additionnelle et ses communes membres),
- [c.] et le rapport défini au [II. 2. 1°] du présent article.

Les dispositions du présent [2°] s'appliquent également aux communes membres d'un EPCI ayant opté pour le régime fiscal prévu au [I.] de l'article 1609 *quinquies* C du CGI (EPCI levant la fiscalité professionnelle de zone) pour la CVAE acquittée par les contribuables établis hors de la zone d'activité économique.

LE CALCUL DE LA FRACTION ATTRIBUEE A UN EPCI LEVANT LA FISCALITE PROFESSIONNELLE UNIQUE

▪ [I.2.] Une fraction est attribuée à chaque EPCI mentionné au [I.] de l'article 1379-0 *bis* du CGI dont le périmètre comprend au moins une commune sur le territoire de laquelle, en application du [III.] de l'article 1586 *octies* du même code, la valeur ajoutée produite par le contribuable a été imposée à la CVAE établie au titre de l'année précédente.

Cette fraction correspond à la cotisation acquittée par le contribuable multipliée par :

- [1°] la fraction définie au [I. 5°] de l'article 1379 du CGI (26,5 % du produit de la CVAE),
- [2°] et le rapport défini au [II. 2. 1°] du présent article.

LE CALCUL DE LA FRACTION ATTRIBUEE A UN EPCI LEVANT LA FISCALITE ADDITIONNELLE

▪ [I.3.] une fraction est attribuée à chaque EPCI mentionné au [II.] de l'article 1379-0 *bis* du CGI dont le périmètre comprend au moins une commune sur le territoire de laquelle, en application du [III.] de l'article 1586 *octies* du même code, la valeur ajoutée produite par le contribuable a été imposée à la CVAE établie au titre de l'année précédente.

Cette fraction correspond à la cotisation acquittée par le contribuable multipliée par :

- 1° la fraction définie au [I. 5°] de l'article 1379 du CGI (26,5 % du produit de la CVAE),
- 2° la fraction définie à l'article 1609 *quinquies* BA du même code (répartition, de droit ou volontaire, de la CVAE entre un EPCI à fiscalité additionnelle et ses communes membres),
- 3° et le rapport défini au [II. 2. 1°] du présent article.

▪ Toutefois, les dispositions du présent [I. 3.] ne s'appliquent pas aux EPCI ayant opté pour le régime fiscal prévu au [II.] de l'article 1609 *quinquies* C du CGI (fiscalité professionnelle de zone « éoliennes ») pour les cotisations afférentes aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

LE CALCUL DE LA FRACTION ATTRIBUEE A UN EPCI LEVANT LA FISCALITE PROFESSIONNELLE DE ZONE

▪ [I.4.] Une fraction est attribuée à chaque EPCI ayant opté pour le régime fiscal prévu au [I.] de l'article 1609 *quinquies* C du CGI dont le périmètre comprend au moins une commune sur le territoire de laquelle, en application du [III.] de l'article 1586 *octies* du même code, la valeur ajoutée produite par le contribuable a été imposée à la CVAE établie au titre de l'année précédente.

- [1°] lorsque le contribuable est implanté dans la zone d'activité économique, cette fraction correspond à la cotisation qu'il a acquittée multipliée par :

- [a.] la fraction définie au 5° du I de l'article 1379 du code général des impôts ;
- [b.] et le rapport défini au 2° du 2 du II du présent article.

[2°] lorsque le contribuable est implanté hors de la zone d'activité économique, cette fraction est déterminée conformément au présent [I. 3. 1° à 3°].

LE CALCUL DE LA FRACTION ATTRIBUEE A UN DEPARTEMENT

- [I.5.] Une fraction est attribuée à chaque département dont le périmètre comprend au moins une commune sur le territoire de laquelle, en application du [III.] de l'article 1586 *octies* du CGI, la valeur ajoutée produite par le contribuable a été imposée à la CVAE établie au titre de l'année précédente.
- Cette fraction correspond à la cotisation acquittée par le contribuable multipliée par :
 - [1°] la fraction définie au [I. 6°] de l'article 1586 du CGI (48,5 % de la CVAE),
 - [2°] et le rapport défini au [II. 2. 1°] du présent article.

LE CALCUL DE LA FRACTION ATTRIBUEE A UNE REGION

- [I.6.] Une fraction est attribuée à chaque région dont le périmètre comprend au moins une commune sur le territoire de laquelle, en application du [III.] de l'article 1586 *octies* du CGI, la valeur ajoutée produite par le contribuable a été imposée à la CVAE au titre de l'année précédente.
- Cette fraction correspond à la cotisation acquittée par le contribuable multipliée par :
 - [1°] la fraction définie au [3°] de l'article 1599 *bis* du CGI (25 % de la CVAE),
 - [2°] et le rapport défini au [II. 2. 1°] du présent article.

LES MODALITES DE CALCUL DES RAPPORTS UTILISES POUR LA FIXATION DES FRACTIONS ATTRIBUEES A CHAQUE CATEGORIE DE COLLECTIVITE

- [II.] Pour l'application du présent article :
 - [II.1.] la situation des collectivités territoriales et des EPCI s'apprécie au 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la CVAE leur est reversée.
 - Les fractions définies à l'article 1609 *quinquies* BA du CGI sont celles applicables au 1^{er} janvier de la même année.
 - [II.2. 1°] pour l'application des [I. 1. à 3., 4.-2°, 5. et 6.], le rapport comprend :
 - [a.] au numérateur : la valeur ajoutée imposable dans la commune concernée en application du [III.] de l'article 1586 *octies* du CGI nette des exonérations appliquées dans la collectivité territoriale ou dans l'EPCI bénéficiaire conformément à l'article 1586 *nonies* de ce code,
 - [b.] au dénominateur : la valeur ajoutée imposable globale du contribuable nette des exonérations appliquées conformément à l'article 1586 *nonies* du CGI.
 - [II.2. 2°] pour l'application du [I. 4. 1°], le rapport comprend :
 - [a.] au numérateur : la valeur ajoutée imposable dans la commune concernée en application du [III.] de l'article 1586 *octies* du CGI nette des exonérations appliquées dans la zone d'activité économique de l'EPCI conformément à l'article 1586 *nonies* du même code,
 - [b.] au dénominateur : la valeur ajoutée imposable globale du contribuable nette des exonérations appliquées conformément à l'article 1586 *nonies* du CGI.
 - [II.2. 3°] pour l'application du présent [2.] :
 - [a.] la valeur ajoutée s'entend de celle imposable au titre de l'année civile précédant celle au cours de laquelle la CVAE a été acquittée ;
 - [b.] les exonérations s'entendent de celles applicables au titre de l'année précédant celle mentionnée au [1.] du présent [II.].
 - [II.3.] sont pris en compte pour application du [III.] de l'article 1586 *octies* du CGI :
 - [a.] les valeurs locatives imposées à la CFE situées sur le territoire de chaque commune au 1^{er} janvier de l'année précédant celle mentionnée au [II. 1.],
 - [b.] les effectifs déclarés au titre de l'année précédant celle au cours de laquelle la CVAE a été acquittée.

☞ *Le produit de la CVAE encaissé en année [n - 1] est réparti entre les collectivités territoriales et les EPCI sur le territoire desquels l'entreprise dispose d'établissements ou emploie des salariés plus de 3 mois. Ce produit est réparti en lui appliquant, pour chaque niveau de collectivité, un coefficient représentatif de sa part, correspondant à l'application successive de plusieurs clés de répartition, selon la situation du contribuable :*

- pour les entreprises « mono-établissement », ces clés de répartition sont :
 - la fraction « légale » qui détermine la part de collectivité (26,5 %, 48,5 % et 25 %),
 - pour les EPCI à fiscalité additionnelle et leurs communes membres : la clé de répartition « intercommunale ».
- pour les EPCI « multi-établissements », il existe trois clés de répartition :
 - la fraction « légale » (26,5 %, 48,5 % et 25 %),
 - pour les EPCI à fiscalité additionnelle et leurs communes membres : la clé « intercommunale »,
 - la clé « territoriale ».

EXEMPLE DE LOCALISATION DE LA VALEUR AJOUTEE (ANNEE [N - 2]) EN FONCTION DES EFFECTIFS ET DE LA VALEUR LOCATIVE POUR UNE CVAE VERSEE EN ANNEE [N - 1]		
	commune A (établissement industriel)	commune B (établissement non industriel)
valeur locative foncière	500.000 €	200.000 €
effectifs	12	6
valeur locative foncière pondérée (le cas échéant)	500.000 € (x 2) = 1.000.000 €	200.000 €
effectifs pondérés (le cas échéant)	12 (x 2) = 24	6
valeur ajoutée produite en année [n - 2]	5.000.000 €	
valeur ajoutée localisée brute	$5.000.000 \text{ €} \times \left[\frac{1.000.000 \text{ €}}{1.200.000 \text{ €}} \times \frac{1}{3} + \frac{24}{30} \times \frac{2}{3} \right]$ soit : 4.055.555 €	$5.000.000 \text{ €} \times \left[\frac{200.000 \text{ €}}{1.200.000 \text{ €}} \times \frac{1}{3} + \frac{6}{30} \times \frac{2}{3} \right]$ soit : 944.445 €
valeur ajoutée nette communale	exonération à 100 % 4.055.555 € x 26,5 % x 0 % = 0 €	pas d'exonération 944.445 € x 26,50 % = 250.278 €
valeur ajoutée nette départementale	pas d'exonération 4.055.555 € x 48,50 % = 1.966.944 €	exonération à 50 % 944.445 € x 48,50 % x 50 % = 229.028 €
valeur ajoutée nette régionale	pas d'exonération 4.055.555 € x 25,00 % = 1.013.889 €	pas d'exonération 944.445 € x 25,00 % = 236.111 €
valeur ajoutée nette imposable de l'entreprise	2.980.383 €	715.417 €
CVAE totale à reverser	2.980.383 € + 715.417 € = 3.696.250 €	
	3.696.250 € x 1,5 % = 55.443 €	
clé de répartition territoriale communale	$\frac{4.055.555 \text{ €} \times 26,50 \% \times 0 \%}{3.696.250 \text{ €}} = 0 \%$	$\frac{944.445 \text{ €} \times 26,50 \%}{3.696.250 \text{ €}} = 6,77 \%$
clé de répartition territoriale départementale	$\frac{4.055.555 \text{ €} \times 48,50 \% \times 100 \%}{3.696.250 \text{ €}} = 53,21 \%$	$\frac{944.445 \text{ €} \times 48,50 \% \times 50 \%}{3.696.250 \text{ €}} = 6,20 \%$
clé de répartition territoriale régionale	$\frac{4.055.555 \text{ €} \times 25,00 \% \times 100 \%}{3.696.250 \text{ €}} = 27,43 \%$	$\frac{944.445 \text{ €} \times 25,00 \% \times 100 \%}{3.696.250 \text{ €}} = 6,39 \%$
CVAE reversée au bloc communal	55.443 € x 0 % = 0 €	55.443 € x 6,77 % = 3.733 € - dont commune (60 %) = 2.252 € - dont EPCI à FA (40 %) = 1.501 €
CVAE reversée au département	55.443 € x 53,21 % = 29.501 €	55.443 € x 6,20 % = 3.437 €
CVAE reversée à la région	55.443 € x 27,43 % = 15.208 €	55.443 € x 6,39 % = 3.513 €

Cette clé « territoriale » est déterminée en fonction :

- des effectifs et de la valeur ajoutée déclarés en année [n - 1],
- des bases foncières au 1^{er} janvier de l'année [n - 1],
- des exonérations applicables à la CVAE due au titre de l'année [n - 1] dans la collectivité concernée,
- de la valeur ajoutée de l'année [n - 1], la dernière connue, déclarée en mai de l'année [n - 1].

Pour la répartition de la CVAE, la clé territoriale est déterminée en 3 étapes :

- étape n°1 : la valeur ajoutée totale du contribuable est localisée : elle est répartie entre communes au prorata des valeurs locatives (pour 1/3) et des effectifs (pour 2/3),
- étape n°2 : les exonérations votées par la collectivité sont soustraites de cette VA brute localisée,
- étape n°3 : cette valeur ajoutée localisée, nette des exonérations, est rapportée à la valeur ajoutée totale imposée du contribuable.

LA QUESTION DES EXONERATIONS ET DEGREVEMENTS DECIDES PAR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET LES EPCI

- L'article 1586 *nonies* du CGI fixe les conditions d'application à la CVAE des mêmes exonérations et abattements qu'à la cotisation foncière des entreprises (CFE).
- Compte tenu du mode de calcul de la CVAE et surtout du dégrèvement dit « barémique » (dégressif de 1,5 % à 0,01 %, l'on peut s'interroger sur l'opportunité pour une collectivité de maintenir ou de créer ces exonérations ou abattements (dans la mesure où l'État prend en charge une part plus ou moins importante de la CVAE - en fonction inverse du chiffre d'affaires - par le biais du dégrèvement « barémique »).

LES PARTICULARITES PRISES EN COMPTE POUR LE CALCUL DU PRODUIT DE CVAE VERSE EN 2011

[article 2 du décret n°2011-1232 du 3 octobre 2011]

- [I.] Pour le produit versé en 2011 en application des articles 344 *duodecies* à 344 *quaterdecies* :
 - [I.1°] la cotisation acquittée par chaque contribuable au sens de l'article 344 *terdecies* précité est :
 - [a.] majorée :
 - du versement mentionné au [1.4. II.] de l'article 78 de la LF 2010 (montant du produit de CVAE recouvré entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2011 au titre de 2010),
 - du montant des dégrèvements accordés jusqu'au 30 juin 2011 en application de l'article 1586 *quater* du CGI (dégrèvement dégressif), sous réserve du respect des conditions prévues au [II. 1° a.] de l'article 344 *terdecies* de l'annexe III du même code (frais de gestion),
 - et de la fraction du dégrèvement prévu à l'article 1647 C *quinquies B* (dégrèvement temporaire 2010 - 2013) imputée sur la CVAE acquittée par le contribuable au plus tard le 30 juin 2011,
 - [b.] et minorée des restitutions de CVAE dues au titre de 2010 prévues au dernier alinéa de l'article 1679 *septies* (restitution en cas d'acomptes versés supérieurs à la cotisation due), avant déduction des autres impôts directs dus par le redevable, accordées au plus tard le 30 juin 2011,
 - [I.2°] la détermination de la valeur ajoutée imposée sur le territoire de chaque commune en application du [III.] de l'article 1586 *octies* du CGI tient compte des effectifs déclarés avant le 30 juin 2011.
- [II.] Le produit revenant à chaque collectivité territoriale et EPCI à fiscalité propre en application du [I.] est majoré du montant des allocations compensatrices d'exonérations prévues au point [2.1.2.] (exonérations de CVAE, sans délibération contraire des collectivités), et au point [5.3.2.III.] (exonération de CVAE pour les établissements bénéficiant auparavant d'une exonération ou d'un abattement de TP au titre des articles 1465 A, 1466 A-I ter, quater, quinquies, sexies, 1466 B, C et F) de l'article 2 de la LF 2010.

montant global de CVAE versé aux collectivités territoriales en 2011
=
CVAE payée en 2010 par le contribuable (acomptes payés en juin et septembre 2010)
+
montant de CVAE recouvré entre le 1 ^{er} janvier et le 30 juin 2011, correspondant au solde à payer au titre de 2010
+
montant correspondant aux dégrèvements dégressifs (dits « barémiques ») accordés jusqu'au 30 juin 2011
+
montant correspondant aux dégrèvements transitoires (2010 - 2013) imputés sur la CVAE jusqu'au 30 juin 2011
-
montant des restitutions accordées jusqu'au 30 juin 2011 aux entreprises qui ont versé en 2010 des acomptes supérieurs à la cotisation due

Nota : la détermination de la valeur ajoutée imposée sur le territoire de chaque commune tient compte des effectifs déclarés avant le 30 juin 2011.

☞ Ces dispositions permettent de prendre en compte les derniers éléments connus en juin 2011, y compris pour le calcul des dotations de garantie (DCRTP et FNGIR).

Il convient de rappeler que le montant de CVAE perçu au titre de 2010 par une commune ou un EPCI est pris en compte dans le 2^{ème} terme de comparaison du panier de ressources utilisé pour déterminer la DCRTP [1. 1. II-1. 2° de l'article 78 de la LF 2010] et du FNGIR [2. 1. III du même article 78].

▪ C'est donc une nouvelle logique, « de caisse » [année n-1], qui préside à compter de 2012 pour le reversement aux collectivités territoriales de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises : en 2012, les collectivités percevront le produit encaissé en 2011, lui-même calé sur la valeur ajoutée de 2010 (donc avec un décalage de 2 ans).

☞ Le mécanisme de régularisation en fonction de la dernière déclaration connue, qui ramène en 2011 le décalage à un an, disparaîtra, pour des raisons de simplicité.

Le système offre une certaine garantie pour les collectivités : ce qui leur est versé correspond exactement à ce que l'État a reçu (plus les dégrèvements qu'il accorde et moins les frais de gestion - 1 % - qu'il prélève).

Toutefois, lors du comité des finances locales du 12 juillet 2011, plusieurs élus ont fait remarquer que ce dispositif n'avait pas que des avantages pour les collectivités.

Par exemple, en 2012, la cotisation sera calculée sur la valeur ajoutée 2010 (comme en 2011). L'État enregistrera ainsi, dans la plupart des cas, un gain de trésorerie sur l'augmentation de la CVAE perçue en 2012 (sur 2011), qu'il ne reversera aux collectivités qu'en 2013.

▪ Ce passage à la logique « caisse » (année [n-1]) devrait au moins permettre de transmettre aux collectivités des éléments fiables, nécessaires à une bonne information fiscale...

**EXEMPLES PERMETTANT DE COMPARER LES SITUATIONS EN FONCTION DE L'ÉVOLUTION DE LA VALEUR AJOUTÉE
(REVERSEMENT LOGIQUE « CAISSE » DE L'ANNÉE [N-1]) PAR RAPPORT AU REVERSEMENT « TYPE 2011 »,
GAIN – OU PERTE – DE TRÉSORERIE POUR L'ÉTAT)**

[en euros]

cas 1 VA en progression	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
valeur ajoutée (année [n])	1.000.000	1.100.000	1.160.000	1.210.000	1.230.000	1.240.000	1.280.000
CVAE correspondante (1,5 % cotis + dégrèv.)	-	16.500	17.400	18.150	18.450	18.600	19.200
1 ^{er} acompte versé (théorique : cot.+ dégr.)	-	7.500	8.250	8.700	9.075	9.225	9.300
2 ^{ème} acompte versé (théorique : cot.+ dégr.)	-	7.500	8.250	8.700	9.075	9.225	9.300
solde versé (théorique : cot.+ dégr.)	-	-	1.500 (année [n-1])	900 (année [n-2])	750 (année [n-2])	300 (année [n-2])	150 (année [n-2])
total (théorique) « encaissé » par l'État	-	15.000	18.000	18.300	18.900	18.750	18.750
reversement aux CL (type 2011)	-	-	16.500	(17.400)	(18.150)	(18.450)	(18.600)
reversement aux CL [logique caisse n-1]	-	-	(15.000)	18.000	18.300	18.900	18.750
bilan logique caisse n-1 pour les CL	-	-	-	+ 600	+ 150	+ 450	+ 150
« trésorerie » État (sur 1 année)	-	-	-	+ 1.500	+ 300	+ 600	+ 150

cas 2 VA en diminution	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
valeur ajoutée (année [n])	1.000.000	950.000	910.000	880.000	850.000	800.000	750.000
CVAE correspondante (1,5 % cotis + dégrèv.)	-	14.250	13.650	13.200	12.750	12.000	11.250
1 ^{er} acompte versé (théorique : cot.+ dégr.)	-	7.500	7.125	6.825	6.600	6.375	6.000
2 ^{ème} acompte versé (théorique : cot.+ dégr.)	-	7.500	7.125	6.825	6.600	6.375	6.000
solde versé (théorique : cot.+ dégr.)	-	-	- 750 (année [n-1])	- 600 (année [n-2])	- 450 (année [n-2])	- 450 (année [n-2])	- 750 (année [n-2])
total (théorique) « encaissé » par l'État	-	15.000	13.500	13.050	12.750	12.300	11.250
reversement aux CL (type 2011)	-	-	14.250	(13.650)	(13.200)	(12.750)	(12.000)
reversement aux CL [logique caisse n-1]	-	-	(15.000)	13.500	13.050	12.750	12.300
bilan logique caisse n-1 pour les CL	-	-	-	- 150	- 150	-	+ 300
« trésorerie » État (sur 1 année)	-	-	-	+ 750	- 450	- 300	- 450

LA DEFINITION DES LOCAUX INDUSTRIELS (UTILE A LA REPARTITION DE LA CVAE ENTRE LES COMMUNES OU SONT SITUES LES ETABLISSEMENTS D'UNE MEME ENTREPRISE ET POUR L'APPLICATION DE L'ABATTEMENT DE 30 % DES BASES DE CFE)

- Il existe **deux grands types de locaux industriels**.

LES USINES ET LES ATELIERS

- Sont considérés comme **établissements industriels** les **usines et ateliers** :
 - où s'effectuent la **transformation des matières premières**, la **fabrication** ou la **réparation des objets**,
 - à l'aide d'un **outillage relativement important**.
- Sur la base du **1^{er} critère**, sont donc **exclus** les **établissements** où sont exercées des activités :
 - d'**achat-revente de marchandises en l'état** (même s'il y a conditionnement de la marchandise, comme la mise en bouteille des vins achetés en vrac),
 - de **services** : banques, assurances, transport (*toutefois, sont évaluées selon la méthode comptable : les gares SNCF et les stations de métro RATP*), réparation, maintenance (*comme par exemple les ateliers informatiques*),
 - **culturelles** ou **artistiques**, concourant à la réalisation d'œuvres originales quels que soient les moyens mis en œuvre,
 - du **bâtiment** et des **travaux publics** (sauf en cas de fabrication dans ces locaux),
 - de **stockage**, comme les silos à grain isolés (non intégrés dans un ensemble industriel).
- En revanche, une **usine de fabrication de fromages** exploitée par une coopérative agricole :
 - est un **établissement industriel** au sens de l'**évaluation foncière**,
 - et est un **bâtiment agricole** au sens de l'**évaluation foncière**,
 - et est un **bâtiment agricole** au sens de l'**exonération de TF**, dans la mesure où le **lait** provient **exclusivement** des **exploitations agricoles** de ses adhérents.
- Sur la base du **2^{ème} critère**, sont **exclus** les **établissements d'entreprises artisanales** où la **main d'œuvre** joue un **rôle essentiel**.

LES AUTRES ETABLISSEMENTS

- Sont également considérés comme **industriels** les **établissements** :
 - où sont réalisées des **opérations** :
 - soit d'**extraction** (carrière de pierre par exemple),
 - soit de **manipulation** ou de **prestations de services** (marchands en gros utilisant notamment des engins de levage de grande puissance tels que grues, ponts roulants et monte-charge ou des installations de stockage de grande capacité telles que réservoirs et silos intégrés dans un ensemble industriel, blanchisserie automatique, teinturerie, entreprise de conditionnement).
 - et dans lesquels le **rôle de l'outillage** et de la **force motrice** est **prépondérant**.

L'**activité** et l'**importance** de l'**outillage** s'apprécie au **niveau de l'établissement** et non de l'entreprise.

L'**importance de l'outillage** s'analyse au **cas par cas**, en fonction de la **situation de fait**.

☞ *Les bureaux et dépendances des locaux ci-dessus sont également assimilés à des locaux industriels (à l'exception des locaux d'habitation).*

LA DETERMINATION DE LA VALEUR LOCATIVE PAR LA METHODE COMPTABLE

- L'**article 1499** du CGI (**volet 2**) précise la **détermination** de la **valeur locative** des **immobilisations industrielles**, essentiellement sur des **données comptables**, reposant principalement sur le **prix de revient** des **sols, terrains, constructions, matériels et outillages (immeubles par destination)**.
- Les **articles 324 AE et AF** précisent les **modalités** de **fixation** du **prix de revient**, auquel s'appliquent différents **coefficients de réévaluation** et des **abattements**.

**LA REPARTITION DE LA VALEUR AJOUTEE D'UN CONTRIBUABLE
DISPOSANT DANS PLUS DE 10 COMMUNES DE CENTRALES NUCLEAIRES, THERMIQUES OU HYDRAULIQUES**

La répartition, en fonction de la puissance électrique installée, entre les communes d'implantation et celles où le contribuable dispose de locaux ou emploie des salariés pendant plus de 3 mois

- Toutefois, lorsqu'un **contribuable** dispose, dans **plus de 10 communes**, d'**établissements** comprenant des **centrales de production d'électricité** (nucléaires, thermiques à flamme ou hydrauliques), sa **valeur ajoutée** est **répartie** entre :
 - les **communes** où sont situés ces **établissements**,
 - et les **autres communes** où ce contribuable :
 - dispose de **locaux**,
 - ou emploie des **salariés** pendant **plus de 3 mois**.

La répartition s'effectue **en fonction** de la **part** de sa **valeur ajoutée** produite par le contribuable **provenant directement** de l'**exploitation** de ces **installations**, telle qu'elle ressort des documents comptables.

La **valeur ajoutée** afférente à ces **établissements** est **répartie** en fonction de la **puissance électrique installée**.

La répartition lorsqu'un établissement est situé sur plusieurs communes

Lorsqu'un **établissement** est établi sur **plusieurs communes**, sa **valeur ajoutée** est **répartie** entre les **communes d'implantation** :

- en fonction des **bases de cotisation foncière des entreprises (CFE)**,
 - à l'**exception** de celle afférente aux **ouvrages hydroélectriques** mentionnés au **1^{er} alinéa** de l'**article 1475**, qui est **répartie** comme la **valeur locative** de ces **ouvrages** selon la règle fixée par ce même article.
- ☞ *Pour ces ouvrages (conçus ou d'une puissance supérieure à 500 kilowatts), les valeurs locatives sont réparties entre les communes sur le territoire desquelles :*
- coulent les cours d'eau,
 - ou existent des ouvrages de génie civil.

La répartition des VL s'effectue compte tenu :

- de l'importance de ces derniers (ouvrages de génie civil),
- de l'existence éventuelle de retenues d'eau,
- et de la puissance hydraulique moyenne devenue indisponible dans la limite de chaque commune, du fait de l'usine.

Les pourcentages fixant cette répartition sont déterminés par l'acte d'autorisation ou de concession. Les articles 316 à 321 B de l'annexe III du CGI précisent le mode de détermination des pourcentages de répartition de la VL.

La répartition de la valeur ajoutée des autres établissements

La **valeur ajoutée** afférente aux **autres établissements** du contribuable est **répartie** selon les **règles** définies aux **2^{ème} et 3^{ème} alinéas** ci-dessus (page précédente).

Les **modalités d'application** de ces **dispositions** sont définies par **décret**.

☞ *Cette disposition a été introduite par un amendement (n° 43) présenté par le Gouvernement, après la commission mixte paritaire. Qualifié d'amendement « de précision », il vise à « encadrer le pouvoir réglementaire dans la définition du champ des modalités dérogatoires de répartition de la CVAE d'EDF ».*

**LA REPARTITION DE LA VALEUR AJOUTEE DES CONTRIBUABLES
DISPOSANT DANS PLUS DE 10 COMMUNES D'INSTALLATIONS EOLIENNES OU PHOTOVOLTAÏQUES**

- Le **4^{ème} alinéa** (ci-dessus), à l'**exception** de sa **3^{ème} phrase** (concernant la répartition lorsqu'un **établissement est situé sur plusieurs communes**), est également **applicable** aux **contribuables** disposant, dans **plus de 10 communes**, d'**établissements** comprenant :
 - des **installations de production d'électricité** utilisant l'**énergie mécanique du vent** (*éoliennes*) mentionnées à l'**article 1519 D**,
 - ou des **installations de production d'électricité d'origine photovoltaïque** mentionnées à l'**article 1519 F**.

**LA REPARTITION DE LA VALEUR AJOUTEE DES CONTRIBUABLES
DISPOSANT D'UN ETABLISSEMENT DE PRODUCTION PHOTOVOLTAÏQUE SUR PLUSIEURS COMMUNES**

Lorsqu'un **établissement de production d'électricité d'origine photovoltaïque** mentionné à l'article 1519 F est établi sur **plusieurs communes**, sa **valeur ajoutée** est **répartie** entre les communes en fonction de la **puissance électrique installée sur chaque commune**.

Les **modalités d'application** de ces dispositions sont **définies par décret**.

☞ Ainsi, la **valeur ajoutée** de ces contribuables est répartie entre :

- les communes où sont situés ces établissements,
- et les autres communes où ce contribuable :
 - dispose de locaux,
 - ou emploie des salariés pendant plus de 3 mois.

La **valeur ajoutée** est répartie en fonction de la **puissance électrique installée**.

L'amendement (gouvernemental) à l'origine de cette disposition étend les règles spécifiques applicables aux installations de production d'électricité thermiques, nucléaires ou hydrauliques aux installations éoliennes et photovoltaïques.

Toutefois, il est précisé que, lorsqu'un établissement photovoltaïque est établi sur plusieurs communes, sa **valeur ajoutée** est répartie en fonction de la **puissance installée sur chacune de ces communes**.

LA REPARTITION DE LA CVAE EN CAS D'ABSENCE DE DECLARATION DU CONTRIBUABLE

▪ Lorsque la **déclaration par établissement** mentionnée au [II.] fait défaut, la **valeur ajoutée** du contribuable est **répartie entre les communes** à partir des **éléments** mentionnés dans la **déclaration de l'année précédente**.

À défaut, la **valeur ajoutée** du contribuable est **répartie** entre les **communes** où le contribuable dispose d'**immobilisations imposables** à la **cotisation foncière des entreprises**, au prorata de leur **valeur locative**.

Dans ce second cas, la **valeur locative des immobilisations industrielles évaluées dans les conditions prévues aux articles 1499 et 1501** est **pondérée par un coefficient de 2**.

☞ Ainsi sont précisées les modalités de répartition de la CVAE aux collectivités territoriales et aux EPCI en cas de défaut de déclaration des effectifs salariés par un redevable disposant d'immobilisations industrielles. Dans ce cas, la CVAE est répartie au prorata de la valeur locative, multipliée par 2, s'agissant des immobilisations industrielles.

Cette précision vise, en cas d'absence de déclaration de CVAE, à préserver le bénéfice de la répartition plus favorable de la CVAE en faveur des communes où sont situés des établissements industriels.

**LES REGLES DE DECLARATION APPLICABLES AUX CONTRIBUABLES N'EMPLOYANT AUCUN SALARIE
ET NE DISPOSANT D'AUCUN ETABLISSEMENT EN FRANCE,
MAIS QUI Y EXERCENT UNE ACTIVITE DE LOCATION D'IMMEUBLES OU DE VENTE D'IMMEUBLES**

▪ Pour les **contribuables** qui n'emploient **aucun salarié en France** et ne disposent d'**aucun établissement en France**, mais qui y exercent une **activité de location d'immeubles ou de vente d'immeubles** :

- [1°] leur **valeur ajoutée** est **répartie** entre les **lieux de situation** de chaque **immeuble** donné en location ou vendu, au **prorata** de la **valeur locative foncière** de chacun de ces **immeubles**,
- [2°] l'entreprise doit **mentionner l'adresse des immeubles loués ou vendus** dans la **déclaration** mentionnée au [II. 1.],
- [3°] les **déclarations** mentionnées au [II-1.] du **présent article** et au **dernier alinéa** de l'article 1679 **septies** doivent être **déposées au lieu de dépôt de la déclaration de résultat**.

☞ Cette disposition prévoit le dépôt de la déclaration de CVAE au lieu du dépôt de la déclaration de résultat. Ces déclarations doivent, en effet, être déposées à la même date et reposent sur les mêmes données comptables (la VA taxable est calculée à partir de la liasse fiscale).

**LA VALEUR LOCATIVE DES IMMOBILISATIONS IMPOSABLES A LA CFE,
PRISE EN COMPTE LE CAS ECHEANT POUR LA REPARTITION DE LA COTISATION**

▪ Pour l'**application** du présent [III.], la **valeur locative des immobilisations imposables à la CFE** s'entend **avant application** éventuelle de l'**abattement** prévu à l'**avant-dernier alinéa** de l'article 1467.

☞ Il s'agit de l'**abattement de 30 % applicable à la valeur locative des immobilisations industrielles** (définie à l'article 1499).

LA REPARTITION DE LA CVAE DE L'ENTREPRISE

[extraits de l'instruction DGFIP n° 6 E-4-12]

- Sous réserve des règles de répartition entre EPCI et communes, la **CVAE est répartie entre les collectivités territoriales** de la manière suivante :
 - les **communes** et les **EPCI** reçoivent **26,5 %** de la **CVAE** due au titre de la **valeur ajoutée imposée** sur leur **territoire**,
 - les **départements** et les **régions** reçoivent **respectivement 48,5 % et 25 %** de la **CVAE** due au titre de la **valeur ajoutée imposée** dans **chaque commune** de leur **territoire**.
- Le **[III.] de l'article 1586 octies** précise les **règles** permettant de **localiser la valeur ajoutée produite** par l'entreprise **sur le territoire de chaque commune** ; il prévoit, en outre, des **règles particulières** pour les **entreprises** disposant d'**installations de production d'électricité**.

LE CAS GENERAL

- La **valeur ajoutée produite** par l'entreprise assujettie à la **CVAE** est **imposée** dans la **commune** où l'entreprise **dispose**, au cours de la **période de référence**, de **locaux** ou **emploi des salariés** exerçant leur **activité plus de 3 mois**.

Lorsque l'entreprise assujettie à la **CVAE** dispose de **locaux** ou **emploi des salariés** exerçant leur **activité plus de 3 mois** dans **plusieurs communes**, la **valeur ajoutée** qu'elle produit est **imposée dans chacune des communes** et **répartie** entre elles **au prorata** :

- pour le **tiers**, des **valeurs locatives des immobilisations imposées** à la **CFE**,
- et, pour les **deux tiers**, de l'**effectif** qui y est **employé** réparti selon les **modalités** exposées ci-après.

- La **déclaration de CVAE** des **assujettis** doit **indiquer, par établissement** ou **par lieu d'emploi situé en France**, le **nombre de salariés employés** au cours de la **période de référence**.

S'agissant des **entreprises** qui exploitent un **établissement unique** et qui n'emploient **aucun salarié** pour une durée de **plus de 3 mois** en dehors des locaux, elles doivent seulement **cocher la case idoine** sur leur **déclaration**.

- Le **salarié** n'est **déclaré au lieu d'emploi** que dans l'hypothèse où il y exerce son **activité plus de 3 mois**, y compris si l'entreprise ne dispose **pas de locaux** dans ce **lieu d'emploi**.

Le **salarié** exerçant son **activité** dans **plusieurs établissements** ou **lieux d'emploi** est **déclaré** dans celui où la **durée d'activité** est la **plus élevée**.

Dans l'hypothèse où le **salarié** exerce son **activité** dans **plusieurs établissements** ou **lieux d'emploi** pour des **durées d'activité identiques**, il est **déclaré** au **lieu du principal établissement**.

La **notion d'établissement** s'entend au **sens de la CFE** telle que mentionnée à l'**article 310 HA** de l'**annexe II**.

- L'**ensemble des règles exposées** ci-dessous (**décret n° 2011-688 du 17 juin 2011**) s'appliquent au cours de la **période de référence**.

☞ Ces règles sont celles exposées dans l'**instruction fiscale 6 E-3-11 du 14 avril 2011** (cf. **BOI du 21 avril 2011**) qui est rapportée.

LA NOTION DE SALARIE ET LE DECOMPTE DU NOMBRE DE SALARIES A DECLARER

Les salariés à déclarer

- Les **salariés** s'entendent de ceux qui sont **titulaires, à tout moment** de la **période de référence** :
 - d'un **contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée** conclu avec l'entreprise assujettie à la **CVAE**,
 - d'un **contrat de mission** mentionné à l'**article L. 1251-1** du **code du travail** conclu avec l'entreprise de **travail temporaire assujettie à la CVAE**.

Ainsi, il est **tenu compte** des **salariés** qui ont été **titulaires d'un contrat de travail avec l'entreprise** pendant **toute la période de référence** ou **simplement une partie** de celle-ci.

Néanmoins, ne sont **pas pris en compte** les **salariés** dont le **contrat de travail ou de mission** est conclu pour une **durée inférieure à 1 mois**.

Toutefois, les **contrats initialement conclus** pour **moins d'1 mois** et **renouvelés** de sorte que la **durée totale** est **supérieure à 1 mois** sont **pris en compte**.

Les salariés à ne pas déclarer

- Ne doivent pas être déclarés les titulaires d'un contrat :
 - d'apprentissage,
 - initiative-emploi,
 - insertion-revenu minimum d'activité,
 - d'accompagnement dans l'emploi,
 - d'avenir,
 - de professionnalisation.

Lorsque les personnes mentionnées ci-dessus concluent un **contrat de travail de droit commun** à l'issue de l'un de ces **contrats**, elles sont **déclarées** au titre de leur **nouveau contrat**, selon les **modalités** prévues pour les **salariés** (à déclarer).

Ne sont **pas déclarés** les **salariés expatriés** et les **salariés** qui, bien que titulaires d'un contrat de travail conclu avec l'entreprise assujettie, n'ont exercé **aucune activité dans ou hors de l'entreprise** au cours de la **période de référence**.

Les déclarations des salariés par leur employeur juridique, sauf exception

- Les **salariés** doivent, **en principe**, être **déclarés** par leur **employeur juridique**.
- **Par exception**, les **salariés détachés** par un **employeur établi hors de France** dans les **conditions** mentionnées aux **articles L. 1261-1 à L. 1261-3** du **code du travail** doivent être **déclarés** par l'**assujetti à la CVAE**.

Aux termes de l'**article L. 1261-3** précité, est un **salarié détaché** tout **salarié** d'un **employeur régulièrement établi** et exerçant son **activité hors de France** et qui, **travaillant habituellement pour le compte de celui-ci**, exécute son **travail** à la **demande** de cet **employeur** pendant une **durée limitée sur le territoire national**.

Le décompte du nombre de salariés à déclarer

Principe général

- Chaque **salarié** est **compté pour 1**, quelles que soient la **quotité de travail** et la **période d'activité**.

Cas des établissements comportant des immobilisations industrielles

- Les **salariés employés** dans un **établissement** pour lequel les **valeurs locatives** des **immobilisations industrielles évaluées** dans les **conditions** prévues aux **articles 1499 et 1501** représentent **plus de 20 %** de la **valeur locative** des **immobilisations imposables à la CFE**, obtenue **avant application** éventuelle de l'**abattement de 30 %** prévu par l'**article 1467**, sont **pondérés** par un **coefficient de 2**. Cette pondération est **effectuée** par l'**administration**.

Le **pourcentage de 20 %** s'apprécie au **niveau de l'établissement**.

Par ailleurs, pour la **répartition** de la **valeur ajoutée** effectuée **en fonction** de la **valeur locative des immobilisations imposées à la CFE**, les **valeurs locatives** des **immobilisations industrielles évaluées** dans les **conditions** prévues aux **articles 1499 et 1501** sont également **pondérées** par un **coefficient de 2**.

Exemple : Une **entreprise** exploite **3 établissements** dont **1 établissement industriel**, qui est, pour sa **totalité**, **évalué** dans les **conditions** prévues à l'**article 1499**. Les **établissements** sont situés dans **3 communes différentes**.

Les **effectifs employés** pendant la **période de référence**, déclarés par l'entreprise sur sa **déclaration n° 1330-CVAE**, sont les suivants :

- **établissement A industriel** : 50
- **établissement B commercial** : 30
- **établissement C administratif** : 10

Les **valeurs locatives** des **immobilisations imposables à la CFE** sont les suivantes :

- **établissement A industriel** : 150.000 euros
- **établissement B commercial** : 40.000 euros
- **établissement C administratif** : 10.000 euros

.../...

Après retraitement par l'administration, la valeur ajoutée sera répartie :

- pour les **deux tiers** de son **montant** selon les **proportions suivantes** :
 - **établissement A industriel** : 100 / 140,
 - **établissement B commercial** : 30 / 140,
 - **établissement C administratif** : 10 / 140.
- pour le **tiers** de son **montant** selon les **proportions suivantes** :
 - **établissement A industriel** : 300.000 / 350.000,
 - **établissement B commercial** : 40.000 / 350.000,
 - **établissement C administratif** : 10.000 / 350.000.

LE LIEU DE DECLARATION DES SALARIES

Le cas général

- Les **salariés** sont **déclarés**, sur l'imprimé n° 1330-CVAE, au **lieu de l'établissement** ou au **lieu d'emploi** où ils exercent leur **activité**.

☞ La notion de salarié exerçant son activité au sein d'un établissement doit s'entendre au sens large. Ainsi, les salariés qui, pour la majeure partie de leur temps de travail, exercent leur activité hors de l'entreprise pour des fonctions non sédentaires personnel itinérant affecté à un service commercial, à un service après-vente ou à de courtes missions de maintenance ou d'expertise, sont considérés comme exerçant leur activité à leur établissement de rattachement, où s'exerce le lien de subordination.

Le **salarié** n'est **déclaré** au **lieu d'emploi** que dans l'**hypothèse** où il y **exerce son activité plus de 3 mois consécutifs**, y compris si l'**entreprise** ne dispose **pas de locaux** dans ce **lieu d'emploi**.

- Lorsqu'un **établissement** est **situé** sur le **territoire de plusieurs communes**, les **salariés** qui y exercent leur **activité** sont **répartis** au **prorata** de la **valeur locative foncière** de l'**établissement** appréciée, le cas échéant, **avant abattement de 30 %** et elle-même **répartie en plusieurs lieux** correspondant aux **différentes communes**.

Il est rappelé que l'**entreprise** opère **elle-même** la **ventilation de l'effectif salarié** entre les communes au **prorata** des **valeurs locatives foncières**.

- Lorsque les **salariés** exercent leur **activité**, au cours de la **période de référence**, dans **plusieurs établissements** de l'entreprise ou **lieux d'emploi**, ils sont **déclarés** dans celui où la **durée d'activité** est la **plus élevée**. Pour être **déclarés dans un lieu d'emploi**, ils doivent cependant y **exercer leur activité plus de 3 mois**.

☞ En cas de formation pour une durée de moins de 3 mois, un salarié est considéré comme continuant à exercer son activité dans l'établissement ou le lieu d'emploi dans lequel il exerçait son activité avant la formation.

- Lorsque les **salariés** exercent leur **activité**, au cours de la **période de référence**, dans **plusieurs établissements** ou **lieux d'emploi** pour des **durées d'activité identiques**, ils sont **déclarés** au **lieu du principal établissement**.

La **notion d'établissement principal** est **appréciée** comme en matière de **déclaration annuelle de résultat**.

- Lorsque les **salariés** exercent leur **activité**, au cours de la **période de référence**, dans **un ou plusieurs lieux d'emploi** pour des **durées d'au plus 3 mois**, ils sont **déclarés** au niveau de l'**établissement retenu** pour la **déclaration annuelle des données sociales (DADS)** transmise selon le **procédé informatique** mentionné à l'**article 89 A** dans lequel la **durée d'activité** est la **plus élevée**.

En l'**absence de recours** au **procédé informatique** mentionné à l'**article 89 A**, les **salariés** sont **déclarés** au niveau de l'**établissement** qui aurait été **retenu** si ce **procédé** avait été **utilisé** dans lequel la **durée d'activité** est la **plus élevée**.

En effet, il est précisé que le **procédé de transmission** de la **déclaration** susmentionnée dit « **DADS-U** » ne permet pas d'**identifier l'établissement de rattachement** de chaque **salarié** de l'entreprise, contrairement au **procédé** dit « **bilatéral** » mentionné à l'**article 89 A**.

Ainsi, lorsque l'**entreprise** effectue sa **déclaration** conformément au **procédé DADS-U**, elle doit **rattacher chaque salarié à l'établissement** qu'elle aurait **retenu** si elle avait effectué sa **déclaration** conformément au **procédé bilatéral**.

▪ Lorsque les salariés sont en **situation de télétravail** en application de l'accord national inter-professionnel du 11 juillet 2005, il convient de **distinguer** selon qu'ils exercent leur **activité** :

- à leur **domicile** : ils sont alors déclarés dans les **conditions** prévues ci-dessus (**DADS**) ;
- dans une **structure dédiée au télétravail** (*télécentre*) : au lieu de cette **structure**.

Exemple de déclaration des salariés : Une entreprise emploie **10 salariés** au cours de la **période de référence**.

- Ces salariés exercent leur **activité** dans **différents établissements** et **lieux d'emploi** de la façon suivante :
 - **2 salariés (S1 et S2)** exercent **4 mois** dans l'établissement principal **A**, **3 mois** dans l'établissement **B** et **5 mois** dans le lieu d'emploi **M**,
 - **4 salariés (S3, S4, S5 et S6)** exercent **6 mois** dans l'établissement **B** et **6 mois** dans le lieu d'emploi **M**,
 - **2 salariés (S7 et S8)** exercent **2 mois** dans le lieu d'emploi **M**, **2 mois** dans le lieu d'emploi **N**, **3 mois** dans le lieu d'emploi **O**, **2 mois** dans le lieu d'emploi **P** et **3 mois** dans le lieu d'emploi **Q**.
Ils sont **déclarés** sur la **DADS** de l'établissement principal **A** pour **5 mois d'activité** et sur la **DADS** de l'établissement **B** pour **7 mois d'activité**,
 - **2 salariés (S9 et S10)** exercent **11 mois** dans l'établissement principal **A** et **1 mois** dans l'établissement **B**.
- Les **salariés** sont **déclarés**, sur l'imprimé 1330-CVAE, de la façon suivante :
 - **S1 et S2** sont déclarés au lieu d'emploi **M** ;
 - **S3, S4, S5 et S6** sont déclarés à l'établissement principal **A** ;
 - **S7 et S8** sont déclarés à l'établissement **B** ;
 - **S9 et S10** sont déclarés à l'établissement principal **A**.

Le cas particulier des salariés affectés aux véhicules des entreprises de transport

▪ Une **entreprise** est **considérée** comme une **entreprise de transport** lorsque la **majorité** de son **chiffre d'affaires** provient de l'**activité de transport de biens ou de personnes**.

- Les **effectifs affectés aux véhicules** sont **déclarés** par les **entreprises de transport** :
 - au **local** ou au **terrain** qui constitue le **lieu de stationnement habituel** des **véhicules**,
 - ou, s'il n'en existe pas, au **local** où ils sont **entretenus** ou **réparés** par le **redevable**.

A défaut de lieu de stationnement habituel des véhicules et de **local d'entretien ou de réparation**, les **effectifs** sont **déclarés** au **principal établissement** de l'entreprise.

▪ Le **lieu de stationnement habituel** correspond au **lieu** où le **véhicule** a **majoritairement stationné**, en **dehors des temps de transport**, au cours de la **période de référence**.

Exemple : Une **entreprise de transport** exploite un **établissement** situé sur **2 communes A et B**, composé d'un **terrain** qui constitue le **lieu de stationnement habituel** des **véhicules** et d'un **local à usage de bureau**.

Le **terrain** est **situé** sur la **commune A** et le **local** est **situé** sur la **commune B**.

L'**entreprise** doit donc **déclarer** :

- les **effectifs affectés aux véhicules de transport** dans la **commune A**,
- et les **autres effectifs** dans les **conditions de droit commun**.

▪ Le **lieu d'entretien ou de réparation habituel** correspond au **lieu** où le **véhicule** a été **immobilisé le plus grand nombre de jours** pour être **entretenu** ou **réparé** pendant la **période de référence**. Un **jour** n'est **comptabilisé** que lorsque le **véhicule** y a été **immobilisé** pendant la **journée entière**.

Pour la **détermination** du **lieu d'entretien ou de réparation habituel**, il n'est **pas tenu compte** des **travaux d'entretien ou de réparation** réalisés par une **entreprise autre que le redevable**.

- Lorsque le **local** ou le **terrain** qui constitue le **lieu de stationnement habituel** du véhicule ou le **local** qui constitue le **lieu d'entretien ou de réparation habituel** du véhicule est **situé** sur le **territoire de plusieurs communes**, les **effectifs affectés à ce véhicule** sont **répartis** entre ces **communes au prorata** de la **valeur locative foncière** du **local** ou du **terrain imposée** sur le **territoire de chaque commune**.

En l'absence de **lieu de réparation ou d'entretien habituel**, les **effectifs affectés** aux **véhicules** sont **déclarés** dans la **commune** sur le territoire de laquelle se situe le **principal établissement** de l'entreprise.

La **notion d'établissement principal** est **appréciée** comme en matière de **déclaration annuelle de résultat**.

**LA NOTION DE LIEU D'EMPLOI ET L'APPRECIATION DE LA DUREE D'EXERCICE DE L'ACTIVITE
DANS UN LIEU D'EMPLOI (OU UN ETABLISSEMENT)**

La notion de lieu d'emploi

- Un **lieu d'emploi** s'entend de **toute commune** dans laquelle l'**entreprise** ne dispose d'**aucun établissement** au sens de l'**article 310 HA** de l'**annexe II**.

Ce **lieu** est **constitué généralement** par un **établissement exploité** par une **autre entreprise**, qu'il soit **situé** sur une ou **plusieurs communes**.

Il peut également s'agir d'un **chantier de travaux publics** qui n'est **pas constitutif** d'un **établissement** ; le **chantier** sera alors **considéré** comme un **lieu d'exercice de l'activité** si le **salariné** y est **affecté** pour une **durée supérieure à 3 mois** (*c'est-à-dire supérieure à 90 jours*), quand bien même ce **chantier** s'étendrait sur **plusieurs communes** (*exemple : construction d'une autoroute*).

Le décompte de la durée d'exercice de l'activité

- La **durée d'exercice de l'activité** dans un **lieu** situé **hors de l'entreprise** s'apprécie **de manière continue de date à date**.

Pour le **calcul** de la **durée d'exercice de l'activité** en un **lieu donné hors de l'entreprise** ou dans un **établissement de l'entreprise**, il est **tenu compte** du **travail effectif**, lequel s'entend, outre des **jours travaillés**, des **périodes d'absence assimilées** à du **travail effectif** (*pour la détermination de la durée d'exercice de l'activité*) en **application** de l'**article L. 3141-5** du **code du travail**, à savoir :

- les périodes de **congés payés**,
 - les périodes de **congé maternité, paternité et d'adoption**,
 - les **contreparties obligatoires en repos** prévues par l'**article L. 3121-11** du **code du travail** et l'**article L. 713-9** du **code rural et de la pêche maritime**,
 - les **jours de repos** accordés au titre de l'**accord collectif** conclu en **application** de l'**article L. 3122-2** du **code du travail**,
 - les **périodes** pendant lesquelles l'**exécution du contrat de travail** est **suspendue** pour **cause d'accident** du travail ou de **maladie professionnelle**.
- Toutefois, ces **périodes d'absence assimilées à du travail effectif** ne sont **pas prises en compte** dans la **durée d'exercice** de l'activité si elles **excèdent 2 mois**.

QUELQUES PRECISIONS DIVERSES

- Les **entreprises mono-établissement** au sens de la **CFE** qui n'emploient **pas de salarié** exerçant leur **activité plus de 3 mois hors de l'entreprise** mais ne remplissent **pas toutes les conditions** pour être **dispensées** du **dépôt** de la **déclaration n° 1330-CVAE** sont **tenues** au **dépôt** de cette **déclaration** mais **dispensées** de l'**obligation** d'y indiquer le **nombre de leurs salariés**.
- Lorsque l'**entreprise** n'emploie **aucun salarié**, la **valeur ajoutée** est **répartie** entre les **communes** où elle dispose d'**immobilisations imposables à la CFE** au **prorata** de leur **valeur locative foncière**.
- Lorsque la **valeur locative foncière** n'est **pas connue** de l'**administration fiscale**, la **valeur ajoutée** est **répartie en totalité** au **prorata** des **effectifs**.

▪ Pour les **entreprises** qui n'emploient **aucun salarié** en France, n'exploitent **aucun établissement** en France et sont **soumises** aux **dispositions** du [1.] ou du [II.2.] de l'article 1647 D (*entreprises ayant une activité non sédentaire ou disposant d'une adresse de domiciliation commerciale*), leur **valeur ajoutée** est prise en compte **intégralement** au lieu d'imposition à la **cotisation minimum** prévu au [II.] de cet article.

▪ Pour les **entreprises** qui n'emploient **aucun salarié** en France et n'exploitent **aucun établissement** en France mais qui y exercent une **activité de location d'immeubles ou de vente d'immeubles** et sont donc **soumises** aux **dispositions** du [II.3.] de l'article 1647 D, la **valeur ajoutée** est répartie entre les **lieux de situation** de **chaque immeuble donné en location ou vendu** au prorata de la **valeur locative foncière** de chacun de ces immeubles.

Les **entreprises** doivent **mentionner** la **valeur locative foncière** des **immeubles** susmentionnés, avec l'**indication**, pour chacun d'eux, du **code commune INSEE** et du **numéro de département**, sur leur **déclaration n° 1330-CVAE**, qui est à **déposer** au lieu de situation de l'immeuble dont la **valeur locative foncière** est la **plus élevée** au **1^{er} janvier de l'année d'imposition**.

LE CAS DES CONTRIBUABLES QUI DISPOSENT DE CERTAINES INSTALLATIONS DE PRODUCTION D'ELECTRICITE

LES CONTRIBUABLES CONCERNES

▪ Les **4^{ème}** et **5^{ème}** **alinéas** du [III.] de l'article 1586 *octies* prévoient des **modalités spécifiques** de **répartition** de la **valeur ajoutée** produite par les **contribuables** qui disposent dans **plus de 10 communes** :

- soit d'**établissements** comprenant des **installations de production d'électricité d'origine thermique, nucléaire ou hydraulique, soit d'installations de production d'électricité d'origine photovoltaïque,**
- ou utilisant l'**énergie mécanique du vent**.

Les dispositions des **4^{ème}** et **5^{ème}** **alinéas** s'appliquent **indépendamment** l'une de l'autre.

Exemple 1 : Un **contribuable** dispose :

- dans **8 communes**, d'**installations de production d'électricité d'origine thermique, nucléaire ou hydraulique,**
- et dans **4 communes**, d'**installations de production d'électricité d'origine éolienne ou photovoltaïque.**

Il n'est **pas concerné** par les **modalités spécifiques** de **répartition** de la **valeur ajoutée**.

Sa **valeur ajoutée** est répartie selon les **règles de droit commun** définies aux **2^{ème}** et **3^{ème}** **alinéas** du [III.] de l'article 1586 *octies*.

Exemple 2 : Un **contribuable** dispose :

- dans **15 communes**, d'**installations de production d'électricité d'origine thermique, nucléaire ou hydraulique,**
- et dans **4 communes**, d'**installations de production d'électricité d'origine éolienne ou photovoltaïque.**

Il n'est **concerné** par les **modalités spécifiques** de **répartition** de la **valeur ajoutée** que pour les **installations de production d'électricité d'origine thermique, nucléaire ou hydraulique** (**4^{ème}** **alinéa** du [III.] de l'article 1586 *octies*).

La **valeur ajoutée** afférente aux **installations de production d'électricité d'origine éolienne ou photovoltaïque** est **répartie** selon les **règles de droit commun** définies aux **2^{ème}** et **3^{ème}** **alinéas** du [III.] de l'article 1586 *octies*.

Exemple 3 : Un **contribuable** dispose :

- dans **15 communes**, d'**installations de production d'électricité d'origine thermique, nucléaire ou hydraulique,**
- et dans **12 communes**, d'**installations de production d'électricité d'origine éolienne ou photovoltaïque.**

Il est **concerné** par les **modalités spécifiques** de **répartition** de la **valeur ajoutée** pour les **2 types de production d'électricité** mentionnés aux **4^{ème}** et **5^{ème}** **alinéas** du [III.] de l'article 1586 *octies*.

A ce titre, il doit **déterminer 2 valeurs ajoutées distinctes** :

- d'une part, au titre des **installations de production d'électricité d'origine thermique, nucléaire ou hydraulique** :
- et, d'autre part, au titre des **installations de production d'électricité d'origine éolienne ou photovoltaïque.**

LES MODALITES DE DETERMINATION DE LA VALEUR AJOUTEE AFFERENTE AUX INSTALLATIONS CONCERNEES

- La **valeur ajoutée** est celle **provenant directement** de l'**exploitation des installations concernées**, telle qu'elle ressort des **documents comptables**.

Le cas échéant, elle est **déterminée séparément** pour **chacun des 2 types de production d'électricité** mentionnés aux **4^{ème}** (*thermique, nucléaire ou hydraulique*) et **5^{ème}** (*éolienne ou photovoltaïque*) **alinéas du [III.] de l'article 1586 octies**.

A titre de **règle pratique**, il est prévu de **retenir la valeur ajoutée totale de l'entreprise**, puis de la **multiplier successivement par deux rapports** :

- le **1^{er} rapport** a pour **objet d'isoler la valeur ajoutée** afférente à l'**ensemble des installations de production d'électricité**. Il est **obtenu en rapportant** :
 - la **somme des charges afférentes** à l'**activité de production d'électricité**, **non déductibles** de la valeur ajoutée, telle qu'elle est **définie au [I.] de l'article 1586 sexies**,
 - au **montant total des charges non déductibles** de la **valeur ajoutée** déterminées au **niveau de l'entreprise**. Ces **charges**, qui s'entendent de **celles engagées** au cours de la **période de référence** définie à l'**article 1586 quinquies**, comprennent :
 - [1°] les charges d'exploitation** afférentes aux **charges de personnel**, aux **impôts et taxes** et aux **dotations aux amortissements pour dépréciation** (à l'exclusion des dotations aux provisions),
 - [2°] le cas échéant, la charge financière** liée à la **désactualisation** de la **provision pour coûts de démantèlement des installations de production d'électricité** (uniquement pour les contribuables disposant dans **plus de 10 communes d'établissements** comprenant des **installations de production d'électricité** mentionnées à l'**article 1519 E** ou des **installations de production d'électricité d'origine hydraulique** mentionnées à l'**article 1519 F**).
- le **2^{ème} rapport** a pour **objet d'isoler la valeur ajoutée** des **seules installations mentionnées au 4^{ème} ou au 5^{ème} alinéa du [III.] de l'article 1586 octies** :
 - pour les **entreprises** disposant dans **plus de 10 communes d'installations** mentionnées au **4^{ème} alinéa du [III.] de l'article 1586 octies**, il est obtenu en rapportant :
 - la **puissance installée totale des seuls établissements** comprenant des **installations de production d'électricité** mentionnées à l'**article 1519 E** ou des **installations de production d'électricité d'origine hydraulique** mentionnées à l'**article 1519 F**,
 - à **celle de l'ensemble des établissements producteurs d'électricité de l'entreprise**,
 - pour les **entreprises** disposant dans **plus de 10 communes d'installations** mentionnées au **5^{ème} alinéa du [III.] de l'article 1586 octies**, il est obtenu en rapportant :
 - la **puissance installée totale des seuls établissements** comprenant des **installations de production d'électricité** mentionnées à l'**article 1519 D (éoliennes et hydroliennes)** ou des **installations de production d'électricité d'origine photovoltaïque** mentionnées à l'**article 1519 F**,
 - à **celle de l'ensemble des établissements producteurs d'électricité de l'entreprise**.

La répartition de la valeur ajoutée de l'entreprise

- La **valeur ajoutée** de l'**entreprise** est **répartie** entre :
 - les **communes** où sont **situés les établissements** comprenant des **installations de production d'électricité** mentionnées à l'**article 1519 E**, des **installations de production d'électricité d'origine hydraulique ou photovoltaïque** mentionnées à l'**article 1519 F** ou des **installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent** mentionnées à l'**article 1519 D**,
 - et les **autres communes** où ce **contribuable** dispose de **locaux** ou **emploie des salariés** pendant **plus de 3 mois** en fonction de la **part de sa valeur ajoutée** provenant **directement de l'exploitation de ces installations**.
- La **valeur ajoutée** afférente aux **établissements** comprenant des **installations de production d'électricité** mentionnées à l'**article 1519 E**, des **installations de production d'électricité d'origine hydraulique ou photovoltaïque** mentionnées à l'**article 1519 F** ou des **installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent** mentionnées à l'**article 1519 D** est **répartie entre eux au prorata** de la **puissance électrique installée** dans **chaque établissement** au **1^{er} janvier**.

▪ Lorsque l'un de ces établissements (à l'exception des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent mentionnées à l'article 1519 D) est établi sur plusieurs communes, la fraction de la valeur ajoutée, calculée selon les modalités précédemment définies, est répartie entre les communes d'implantation de l'établissement au prorata des bases de cotisation foncière des entreprises de cet établissement, imposables au titre de l'année d'imposition à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises.

Toutefois, la fraction de la valeur ajoutée afférente aux ouvrages hydroélectriques concédés ou d'une puissance supérieure à 500 kilowatts mentionnés à l'article 1475, est répartie entre les communes mentionnées par ce même article et selon la règle fixée par ce même article.

Pour ces ouvrages, le fait qu'il soit situé sur une seule commune ou sur plusieurs communes ne modifie pas la clé de répartition telle qu'elle est prévue aux articles 1475 et 323 de l'annexe [III.] (cf. DB 6 E-3133).

▪ Le solde de la valeur ajoutée de l'entreprise est réparti entre les communes où elle dispose de locaux ou de terrains, autres que ceux des établissements comprenant des installations de production d'électricité mentionnées aux 4^{ème} et 5^{ème} alinéas du [III.] de l'article 1586 octies, ou emploi des salariés durant plus de 3 mois, selon les règles définies aux 2^{ème} et 3^{ème} alinéas du [III.] de l'article 1586 octies.

▪ Toutefois, les salariés de l'entreprise affectés exclusivement dans les établissements mentionnés aux 4^{ème} et 5^{ème} alinéas du [III.] de l'article 1586 octies ne sont pas pris en compte pour opérer cette répartition.

LES OBLIGATIONS DECLARATIVES

▪ Il appartient aux redevables mentionnés aux 4^{ème} et 5^{ème} alinéas du [III.] de l'article 1586 octies de répartir leur valeur ajoutée afférente aux installations précitées.

▪ Ils doivent déclarer au service des impôts dont relève leur principal établissement :

- le 1^{er} ratio défini ci-avant permettant de déterminer la valeur ajoutée afférente à l'ensemble des installations de production d'électricité,
- le 2^{ème} ratio permettant d'isoler la valeur ajoutée des seules installations mentionnées aux 4^{ème} et 5^{ème} alinéas du [III.] de l'article 1586 octies, ainsi que les termes de ce dernier ratio ;
- le montant de la fraction de la valeur ajoutée telle qu'elle est définie ci-dessus, ainsi que la puissance électrique installée par établissement,
- les lieux de situation des établissements comprenant des installations de production d'électricité mentionnées aux 4^{ème} et 5^{ème} alinéas du [III.] de l'article 1586 octies,
- et les communes d'implantation pour chaque établissement situé sur plusieurs communes.

Ces éléments sont déclarés sur un formulaire conforme au modèle de l'administration annexé à la déclaration de la valeur ajoutée et des effectifs salariés.

LES CONSEQUENCES DE L'ABSENCE DE DEPOT DE DECLARATION DES SALARIES

▪ Lorsque la déclaration du nombre de salariés fait défaut, la valeur ajoutée de l'entreprise est répartie entre les communes à partir des éléments mentionnés dans la déclaration de l'année précédente. A défaut, la valeur ajoutée est répartie entre les communes où l'entreprise dispose d'immobilisations imposables à la CFE au prorata de leur valeur locative foncière.

La déclaration, bien que souscrite, est également considérée comme faisant défaut lorsque il y est constaté l'absence totale de mention des communes de situation des établissements de l'entreprise ou de lieu d'emploi des salariés ou l'absence de salarié employé par l'entreprise au cours de la période de référence mentionnée à l'article 1586 quinquies.

▪ Tout manquement, erreur ou omission au titre des obligations prévues en matière de déclaration du nombre de salariés est sanctionné par une amende égale à 200 euros par salarié concerné, dans la limite de 100.000 euros par entreprise et par année d'imposition.

Cette sanction s'applique à compter des impositions dues au titre de 2011.

- L'amende est de 200 euros :
 - par salarié manquant

Exemple : une entreprise disposant de 3 établissements A, B et C comprenant respectivement 50, 10 et 30 salariés n'en déclare que 40, 10 et 25.

L'erreur sera sanctionnée par une amende de : $[(50 - 40) + (30 - 25)] \times 200 \text{ euros} = 3\,000 \text{ euros}$

- par salarié déclaré à tort sur une commune au lieu d'une autre

Exemple : une entreprise disposant de 3 établissements A, B et C comprenant respectivement 50, 10 et 30 salariés en déclare 30 par établissement.

L'erreur sera sanctionnée par une amende de $(50 - 30) \times 200 \text{ euros} = 4\,000 \text{ euros}$.

**LES CONDITIONS D'APPLICATION A LA COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES
DES MEMES EXONERATIONS ET ABATTEMENTS QU'A LA COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES**

[article 1586 *nonies* du CGI]

**L'EXONERATION DE LA PART COMMUNALE OU INTERCOMMUNALE DE CVAE,
A LA DEMANDE DE L'ENTREPRISE, LORSQUE CELLE-CI BENEFICIE D'UNE EXONERATION DE CFE
AU TITRE D'UNE DELIBERATION PRISE PAR UNE COMMUNE OU UN EPCI**

- [I.] La valeur ajoutée des établissements exonérés de CFE en application de la délibération d'une commune ou d'un EPCI est, à la demande de l'entreprise, exonérée de CVAE pour sa fraction taxée au profit de la commune ou de l'EPCI.

Lorsque l'exonération de CFE est partielle, l'exonération de CVAE s'applique dans la même proportion pour la fraction de la valeur ajoutée taxée au profit des collectivités concernées par l'exonération de CFE.

☞ Il s'agit notamment des délibérations prises au titre des articles 1464, 1464 A à D, 1465 à 1466.

**L'EXONERATION POSSIBLE DE LA PART DEPARTEMENTALE OU REGIONALE DE CVAE,
SUR DELIBERATION DU DEPARTEMENT OU DE LA REGION,
LORSQU'UNE ENTREPRISE PEUT BENEFICIER D'UNE EXONERATION FACULTATIVE DE CFE**

- DEL** ▪ [II.] Lorsque des établissements peuvent être exonérés de CFE par délibération d'une commune ou d'un EPCI, les départements, les régions et la collectivité territoriale de Corse peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au [I.] de l'article 1639 A bis (à prendre avant le 1^{er} octobre) à l'article 1464 C, (exonération de CFE et de TFB aux entreprises bénéficiant des exonérations prévues aux articles 44 sexies, septies et quindecies) ou à l'article 1466 (délibération, relative à l'exonération prévue à l'article 1465, à prendre avant le 1^{er} janvier), exonérer leur valeur ajoutée de CVAE pour sa fraction taxée à leur profit.

L'exonération est applicable à la demande de l'entreprise.

Pour les établissements pouvant être exonérés de CFE en application des articles 1464 A et 1465 et du [I.] de l'article 1466 A, la délibération détermine la proportion exonérée de la valeur ajoutée taxée au profit de la collectivité délibérante.

**L'EXONERATION DE CVAE, A LA DEMANDE DE L'ENTREPRISE ET SAUF DELIBERATION CONTRAIRE DE LA COLLECTIVITE
OU DE L'EPCI CONCERNE, LORSQUE L'ENTREPRISE PEUT ETRE EXONEREE DE CFE EN L'ABSENCE DE DELIBERATION CONTRAIRE**

- DEL** ▪ [III.] Les établissements pouvant être exonérés de CFE (en l'absence de délibération contraire d'une commune ou d'un EPCI à fiscalité propre), sont, à la demande de l'entreprise et sauf délibération contraire, prise dans les conditions prévues au [I.] de l'article 1639 A bis (avant le 1^{er} octobre), de la collectivité territoriale ou de l'EPCI à fiscalité propre applicable à la fraction de la valeur ajoutée taxée à son profit, exonérées de CVAE.

**L'APPLICATION DU MEME TAUX D'ABATTEMENT SUR LES BASES SOUMISES A LA CVAE,
POUR LES ENTREPRISES BENEFICIANT D'UN ABATTEMENT DE LEURS BASES DE CFE AU TITRE DE L'ARTICLE 1466 F**

- [IV.] Pour la **détermination** de la **CVAE**, la **valeur ajoutée** des **établissements** bénéficiant d'un **abattement** de leur **base nette d'imposition** à la **CFE** en application de l'**article 1466 F** (*dans les DOM*) fait l'**objet**, à la **demande** de l'**entreprise**, d'un **abattement de même taux**, pour la **fraction** de la **valeur ajoutée taxée** au profit des **collectivités concernées** par l'**abattement de CFE**, dans la **limite** de **2 millions d'euros** de **valeur ajoutée**.

L'APPLICATION DES MEMES DISPOSITIONS AUX BASES SOUMISES A LA CVAE, POUR LES ENTREPRISES BENEFICIANT D'UNE EXONERATION OU D'UN ABATTEMENT DE LEURS BASES DE CFE AU TITRE DE L'ARTICLE 1466 A

- [V.] Pour la **détermination** de la **CVAE**, la **valeur ajoutée** des **établissements** bénéficiant d'une **exonération** ou d'un **abattement de la base nette d'imposition** à la **CFE** en application du [I.] ou du [I sexies.] de l'**article 1466 A** fait l'**objet**, à la **demande** de l'**entreprise**, d'une **exonération** ou d'un **abattement de même taux** :
 - dans la **limite** respectivement pour **2011** de **133.775 €** et de **363.549 €** de **valeur ajoutée par établissement**,
 - et **actualisé chaque année** en fonction de la **variation de l'indice des prix**.

**LA FIN DES EXONERATIONS OU ABATTEMENT DE CVAE
LORSQUE LES CONDITIONS D'OBTENTION DES MEMES AVANTAGES POUR LA CFE NE SONT PLUS REUNIES**

- [VI.] Le **bénéfice** des **exonérations de CVAE** prévues aux [I. à III.] et de l'**abattement** prévu au [IV.] du présent article est **perdu** lorsque les **conditions** de l'**exonération** ou de l'**abattement** correspondant de **CFE** ne sont **plus réunies**.
- Le **bénéfice** de l'**exonération** de **CVAE** est, le cas échéant, **subordonné** au **respect** du **même règlement communautaire** que celui appliqué pour l'**exonération** de **CFE** dont l'établissement bénéficie.

LA REPARTITION DE LA VA D'UNE ENTREPRISE DISPOSANT DE PLUSIEURS ETABLISSEMENTS DANS LA MEME COMMUNE

- [VII.] Lorsqu'une **entreprise** dispose de **plusieurs établissements** dans une **même commune**, sa **valeur ajoutée imposée** dans la **commune** est, pour l'application du présent article, **répartie** entre ces établissements selon les **modalités** prévues au [III.] de l'**article 1586 octies** (*ci-dessus*).

L'APPLICATION DES EXONERATIONS ET ABATTEMENTS FACULTATIFS A LA CVAE

[extraits de l'instruction DGFIP n° 6 E-4-12]

LES ENTREPRISES POUVANT BENEFICIER D'UNE EXONERATION OU D'UN ABATTEMENT FACULTATIFS

- Les **entreprises** qui **exploitent un ou plusieurs établissements** dans **certaines zones du territoire** ou qui réalisent **certaines activités** peuvent **bénéficier d'exonérations** ou d'**abattements de CVAE** dits « **facultatifs** », c'est-à-dire **accordés sur délibération** ou en l'**absence de délibération contraire** des **collectivités territoriales** ou des **établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre**.

LE CALCUL DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DE LA CVAE

- Lorsqu'une **entreprise** bénéficie d'une **exonération** ou d'un **abattement facultatif**, son **chiffre d'affaires** et la **CVAE** dont elle est redevable sont **calculés** selon les **mêmes règles** que si elle bénéficiait d'une **exonération** ou d'un **abattement de plein droit** :
 - le **chiffre d'affaires** comprend celui réalisé par les **établissements** ou **activités exonérés** (ou bénéficiant d'un **abattement**) ;
 - en revanche, la **CVAE due par l'entreprise** est **calculée sans** prendre en compte la **valeur ajoutée produite** par les **établissements** ou **activités exonérés** (ou bénéficiant d'un **abattement**), **sous réserve**, en ce qui concerne les **exonérations** et **abattements facultatifs**, que l'**entreprise** ait **demandé le bénéfice** de ces **allègements**.

☞ La **valeur ajoutée afférente** à un **établissement** ou à une **activité** bénéficiant d'une **exonération** ou d'un **abattement facultatif** doit néanmoins être **déclarée** dans l'**imprimé n° 1330-CVAE**.

LES PRECISIONS DONNEES PAR LA LOI

- Les **exonérations** ou **abattements facultatifs** ont donné lieu à un certain nombre de **précisions** dans la loi, s'agissant notamment :
 - de la **possibilité ou non** pour les **collectivités territoriales** ou leurs **EPCI** de **prendre une délibération**,
 - du **maintien des exonérations en cours**, puisqu'il s'agit d'exonérations temporaires,
 - des **modalités de détermination des acomptes**.

LES DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES DISPOSITIFS D'EXONERATION OU D'ABATTEMENT FACULTATIFS

- Les **exonérations et abattements de CVAE facultatifs** s'entendent de ceux **applicables** :
 - sur **délibération des collectivités territoriales** concernées ou de leurs **EPCI** : il s'agit des **exonérations de CVAE** correspondant aux **exonérations de CFE** prévues aux **articles 1464 à 1464 B, 1464 D, 1464 H, 1464 I, 1465, 1465 B à 1466 A-I, 1466 A-I quinquies B, 1466 D et 1466 E** ;
 - en l'**absence d'une délibération contraire** des **collectivités territoriales** ou de leurs **EPCI** : il s'agit des **exonérations de CVAE** correspondant aux **exonérations ou abattements de CFE** prévues aux **articles 1459-3°, 1465 A, 1466 A-I ter à 1466 A-I quinquies A, 1466 A-I sexies, 1466 B bis, 1466 C et 1466 F**.
- Ces **exonérations et abattements de CVAE facultatifs** peuvent être :
 - soit **permanents** : dans cette hypothèse, ils **s'appliquent** tant que la **délibération** de la **collectivité territoriale** concernée le **permet** ;
 - soit **temporaires** : ils s'appliquent alors pour une **durée limitée** (prévue par le **texte**, voire par la **délibération**).

Les exonérations et abattements facultatifs permanents

- Des **exonérations** ou des **abattements facultatifs permanents** sont prévus en faveur :
 - des **loueurs en meublé** ([3°] de l'article 1459),
 - des **caisses de crédit municipal** (article 1464),
 - des **entreprises de spectacles vivants** et des **établissements cinématographiques** (article 1464 A),
 - des **services d'activités industrielles et commerciales** (article 1464 H),des **établissements bénéficiant du label de librairie indépendante de référence** (article 1464 I).
- Certaines **réductions de base applicables** pour l'imposition à la **CFE** ne sont **pas applicables** pour l'imposition à la **CVAE** (exemple : réduction en faveur des installations destinées à la lutte contre la pollution prévue à l'**article 1518 A**).
- Les **établissements** qui bénéficiaient d'une **exonération** ou d'un **abattement facultatif de TP** au titre de **2009**, bénéficient d'une **exonération** ou d'un **abattement de CFE** et de **CVAE** pour les **impositions établies au titre de 2010** et des **années suivantes** tant que la **collectivité territoriale n'en décide pas autrement**.

Les exonérations et abattements facultatifs temporaires

- Des **exonérations** ou des **abattements facultatifs temporaires** sont prévus en faveur des **établissements exploités** :
 - par des **entreprises nouvelles** (article 1464 B),
 - par des **entreprises** qui exploitent des **établissements** dans **des zones de revitalisation rurale (ZRR)** et qui ont fait l'**objet d'une reprise** (article 1464 B),
 - par des **médecins et auxiliaires médicaux** (article 1464 D),
 - dans les **zones d'aide à finalité régionale (AFR)**, les **ZRR** ou les **zones d'aide à l'investissement des PME** (articles **1465, 1465 A et 1465 B**),
 - dans les **zones urbaines sensibles (ZUS)** ou les **zones franches urbaines (ZFU)** de « **3^{ème} génération** » (I et I **sexies** de l'article 1466 A),
 - dans les **bassins d'emploi à redynamiser** (I **quinquies A** de l'article 1466 A),
 - dans les **zones de restructuration de la défense** (I **quinquies B** de l'article 1466 A),
 - en **Corse** (article 1466 C),
 - par des **jeunes entreprises innovantes** (article 1466 D),
 - par des **entreprises** implantées dans des **zones de recherche et de développement** ou « **pôles de compétitivité** » (article 1466 E),
 - dans les **départements d'outre-mer** (article 1466 F).
- Il convient de **distinguer** selon que l'**établissement** qui bénéficie d'une **exonération** ou d'un **abattement facultatif temporaire** :
 - en a **bénéficié pour la première fois en 2010** : il bénéficie de l'**exonération** ou de l'**abattement de CVAE** dans les **conditions de droit commun**,
 - **bénéficiait en 2009, pour la première année ou non**, d'une **exonération** ou d'un **abattement facultatif temporaire de TP** : lorsque le **terme n'est pas atteint en 2010**, il **continue d'en bénéficier**, pour la **période d'exonération ou d'abattement** restant à courir et sous réserve que les **conditions** prévues dans les **dispositifs applicables** (dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2009) **demeurent satisfaites**.

	Exonérations sur délibération et non compensées	Exonérations sauf délibération contraire et compensées (sauf exceptions)
Zones urbaines	<p>Exonérations de 5 ans maximum dans les ZUS (I de l'art. 1466 A)</p> <p>Exonération de 2 à 5 ans dans les ZRU (entreprises nouvelles ou en difficulté ; art. 1464 B et 1464 C)</p>	<p>Exonération de 5 ans dans les ZRU + abattement dégressif de 3 ans (I <i>ter</i> de l'art. 1466 A)</p> <p>Exonération de 5 ans dans les ZFU + abattement dégressif de 3 ou 9 ans (I <i>sexies</i> de l'art. 1466 A) (I <i>quater</i> et I <i>quinquies</i> de l'art. 1466 A)</p>
Zones rurales	<p>Exonération de 5 ans maximum dans les ZRR (entreprises nouvelles ou en difficulté auxquelles s'ajoutent à compter de 2011 les entreprises reprises ; art. 1464 B et 1464 C)</p> <p>Exonération de 2 à 5 ans pour les professions médicales en ZRR (et dans les communes de moins de 2 000 habitants) (art. 1464 D)</p>	<p>Exonération de 5 ans maximum dans les ZRR (industrie ; art. 1465 A)</p>
Zones d'aménagement du territoire transversales (urbain /rural)	<p>Exonération de 2 à 5 ans dans les zones PME (art. 1465 B)</p> <p>Exonération de 2 à 5 ans dans les zones AFR (entreprises nouvelles ou en difficulté ; art. 1464 B et 1464 C)</p> <p>Exonération de 5 ans maximum dans les zones AFR (industrie ; art. 1465)</p>	<p>Exonération de 5 ans dans les BER - bassins d'emploi à redynamiser (I <i>quinquies</i> A de l'art. 1466 A) *</p>
Territoires spécifiques		<p>Abattement pendant 3 ans en Corse (art. 1466 B <i>bis</i>) Exonération de 5 ans en Corse (art. 1466 C) **</p> <p>Abattement sur la base imposable dans les zones franches globales d'activité outre-mer de 2010 à 2018 (art. 1466 F)</p>
Politiques sectorielles	<p>Exonération de 5 ans dans les zones de restructuration de la Défense (I <i>quinquies</i> B de l'art. 1466 A)</p> <p>Exonération de 5 ans dans les pôles de compétitivité (art. 1466 E)</p> <p>Exonération de 7 ans des jeunes entreprises innovantes (ou JEU) (art. 1466 D)</p> <p>Exonération permanente en faveur des :</p> <ul style="list-style-type: none"> - caisses de crédit municipal (art. 1464) - entreprises de spectacles vivants ou des cinémas (art. 1464 A) - services d'activités industrielles et commerciales (art. 1464 H) - librairies indépendantes de référence (art. 1464 I) 	<p>Exonération permanente en faveur des loueurs en meublé (3° de l'art. 1459) *</p>

* Ces exonérations sauf délibération contraire ne sont pas compensées.
** Cette exonération s'applique sauf délibération des seules communes et EPCI

L'application de l'exonération ou de l'abattement est subordonnée à une demande de l'entreprise

- L'exonération ou l'abattement de CVAE ne peut s'appliquer que si l'entreprise éligible en fait la demande au plus tard à la date limite prévue en matière de CFE pour l'accomplissement de son obligation déclarative.

La demande doit être formulée, selon la nature de l'exonération :

- sur la déclaration n° 1447-M-SD ou la déclaration n° 1465 à déposer chaque année au plus tard le 2^{ème} jour ouvré suivant le 1^{er} mai,
- ou, en cas de création, sur la déclaration n° 1447-C à déposer au plus tard le 31 décembre de l'année de création.

L'exonération ou l'abattement de CVAE s'applique uniquement tant que les conditions requises pour bénéficier de l'exonération ou de l'abattement de CFE correspondant sont remplies

- Lorsque les conditions d'application de l'exonération ou de l'abattement de CFE ne sont plus réunies au titre d'une année d'imposition, l'exonération ou l'abattement de CVAE n'est plus susceptible de s'appliquer à compter de cette même année.

Les plafonnements éventuels

- Le bénéfice de l'exonération ou de l'abattement de CVAE est, le cas échéant, subordonné au respect du même règlement communautaire que celui applicable à l'exonération ou à l'abattement de CFE correspondant.
- Conformément aux dispositions du [V.] de l'article 1586 *nonies* (dans sa rédaction en vigueur au 1er janvier 2011) à compter des impositions dues au titre de 2011, la valeur ajoutée des établissements bénéficiant d'une exonération ou d'un abattement de la base nette d'imposition à la CFE en application du [I.] (établissements implantés en ZUS) ou du [I.] *sexies* (établissements implantés en ZFU de « 3^{ème} génération ») de l'article 1466 A fait l'objet, à la demande de l'entreprise, d'une exonération ou d'un abattement de même taux, dans la limite respectivement, au titre de 2011, de 133.775 euros et de 363.549 euros de valeur ajoutée par établissement.

Ces limites sont actualisées chaque année en fonction de la variation de l'indice des prix.

Les cas d'exonération partielle de CFE

- L'exonération de CFE peut être partielle, notamment dans les situations suivantes :
- la commune ou l'EPCI a pris, conformément à la loi, une délibération en faveur d'une exonération soit dans la limite d'un certain montant (exemple : exonération dans les zones AFR prévue à l'article 1465), soit dans la limite d'un certain pourcentage (exemple : exonération des établissements de spectacles prévue à l'article 1464 A) :
 - l'exonération de CVAE, pour la fraction de la valeur ajoutée taxée au profit de la commune ou de l'EPCI, s'applique dans les mêmes proportions que l'exonération de CFE ;
 - indépendamment, le département et la région (ou la collectivité territoriale de Corse) peuvent, pour la fraction de la valeur ajoutée taxée à leur profit, délibérer en faveur d'une exonération partielle de CVAE qui s'appliquera dans les proportions déterminées par leur délibération ;
- la loi prévoit expressément une période d'exonération dégressive à l'issue d'une période d'exonération totale (exemple : exonération prévue au [I. *sexies*] de l'article 1466 A) :
sauf délibération contraire à son application, l'exonération de CVAE s'applique, pour la valeur ajoutée taxée au profit des différentes collectivités et, le cas échéant, de l'EPCI à fiscalité propre sur le territoire desquels est situé l'établissement partiellement exonéré, dans les mêmes proportions que l'exonération de CFE,
- la loi prévoit expressément un plafonnement de l'exonération en base (exemple : exonération prévue au [I. *sexies*] de l'article 1466 A) :
sauf délibération contraire à son application, l'exonération de CVAE s'applique, pour la valeur ajoutée taxée au profit des différentes collectivités et, le cas échéant, de l'EPCI à fiscalité propre sur le territoire desquels est situé l'établissement partiellement exonéré, en tenant compte du plafonnement en base spécifique prévu par la loi en matière d'exonération de CVAE,
- l'exonération de CFE ne s'applique, conformément à la loi, qu'à une fraction d'établissement ; c'est notamment le cas lorsque, dans certaines zones du territoire, il y a extension d'un établissement qui ne bénéficiait, avant l'extension, d'aucune exonération (exemple : exonération prévue au [I. *quinquies A*] de l'article 1466 A) :
sauf délibération contraire à son application, l'exonération de CVAE s'applique, pour la valeur ajoutée taxée au profit des différentes collectivités et, le cas échéant, de l'EPCI à fiscalité propre sur le territoire desquels est situé l'établissement partiellement exonéré, dans les mêmes proportions que l'exonération de CFE.

Exemple : Une entreprise exploitant un établissement unique situé dans une ZFU de « 3^{ème} génération » bénéficie d'une exonération de TP à 100 % de 2006 à 2010.

En 2009, elle bénéficie de l'exonération à 100 %.

A compter de 2010, l'entreprise continue de bénéficier de l'exonération ou des abattements dans les mêmes conditions que celles existantes en matière de TP.

Ainsi, en 2010, elle bénéficie :

- d'une exonération de CFE de 100 % (par hypothèse, le plafond d'exonération n'est pas atteint) ;
- d'une exonération de CVAE dans la même proportion qu'en CFE, soit de 100 %.

En 2011, l'entreprise bénéficie :

- d'un abattement de CFE de 60 % (par hypothèse, le plafond d'exonération n'est pas atteint) ;
- d'un abattement de CVAE dans la même proportion qu'en CFE, soit de 60 %, et dans la limite de 363.549 euros de valeur ajoutée.

▪ En revanche, dans le cas où une entreprise possède plusieurs établissements dont l'un est entièrement exonéré de CFE, elle ne peut pas être considérée comme bénéficiant d'une exonération partielle de CFE.

Elle bénéficiera donc, le cas échéant, d'une exonération totale de CVAE pour la seule valeur ajoutée localisée sur le territoire de la commune où est implanté l'établissement totalement exonéré de CFE.

Les cas d'exonération de CFE dont la durée, limitée, est fixée par délibération

▪ Lorsque l'exonération de CFE a une durée limitée fixée par la délibération de la collectivité territoriale ou de l'EPCI à fiscalité propre concerné (exemples : exonérations prévues aux articles 1464 B, 1465, 1465 B ou 1464 D), l'exonération de CVAE s'applique pendant la même durée.

LES REGLES PREVUES EN MATIERE DE DELIBERATION

▪ Pour que les dispositifs d'exonération ou d'abattement soient applicables, il faut que la collectivité territoriale ou l'EPCI à fiscalité propre en ait décidé ainsi. Les règles diffèrent selon qu'il s'agit de :

- dispositifs d'exonération ou d'abattement sur délibération ou en l'absence de délibération contraire,
- délibérations des communes ou des EPCI d'une part, ou des départements, ou des régions d'autre part ;
- délibérations applicables en 2009 et donc en 2010 ou à compter de 2011.

Par ailleurs, des règles particulières sont prévues pour l'abattement dans les zones franches d'activités situées dans les départements d'outre-mer.

L'exonération pour la part revenant aux communes et aux EPCI

▪ La valeur ajoutée se rapportant aux activités des établissements exonérés de CFE en application de la délibération d'une commune ou d'un EPCI est, à la demande de l'entreprise, exonérée de CVAE pour sa fraction taxée au profit de la commune ou de l'EPCI ([I.] de l'article 1586 nonies).

▪ Ainsi, dès lors qu'une commune ou un EPCI a pris une délibération en faveur d'une exonération en matière de CFE, cette délibération entraîne application de l'exonération correspondante en matière de CVAE.

Aucune délibération spécifique à la CVAE n'est nécessaire.

Les exonérations pour la part revenant aux départements, aux régions et à la collectivité territoriale de Corse

▪ Lorsque des établissements peuvent être exonérés de CFE par délibération d'une commune ou d'un EPCI, les départements, les régions et la collectivité territoriale de Corse peuvent, par délibération prise à compter de 2010 dans les conditions prévues aux articles 1464 C, 1466 ou 1639 A bis, exonérer la valeur ajoutée de l'entreprise à laquelle ils se rattachent pour la fraction taxée à leur profit ([II.] de l'article 1586 nonies).

Ainsi, les départements et les régions doivent prendre, dans les conditions prévues aux articles 1464 C, 1466 et 1639 A bis, une délibération pour que l'exonération de CVAE pour la part leur revenant soit applicable, quelle que soit la décision prise par la commune ou l'EPCI (que ceux-ci aient délibéré en faveur de l'exonération ou non).

Les exonérations sauf délibération contraire
prise pour les impositions dues au titre de 2011 et des années suivantes

- Les établissements pouvant être exonérés de CFE en l'absence de délibération contraire d'une commune ou d'un EPCI à fiscalité propre sont, à la demande de l'entreprise et sauf délibération contraire, dans les conditions prévues au [I.] de l'article 1639 A bis, de la collectivité territoriale ou de l'EPCI à fiscalité propre applicable à la fraction de la valeur ajoutée taxée à son profit, exonérés de CVAE ([III.] de l'article 1586 nonies).
- A la différence des délibérations en faveur d'exonérations, les délibérations contraires prises par les communes ou les EPCI en matière de CFE n'ont pas de conséquences en matière de CVAE.

Ainsi, une commune ou un EPCI qui a pris une délibération contraire en matière de CFE et qui ne souhaite pas que s'applique l'exonération de CVAE pour la part lui revenant doit prendre une délibération contraire en matière de CVAE.

A défaut, l'exonération de CVAE s'applique pour la part lui revenant.

Exemple : Un conseil municipal a pris une délibération contraire à l'application de l'exonération de CFE en faveur des établissements implantés dans une zone franche urbaine ou ZFU ([I. sexies] de l'article 1466 A).

Ce même conseil municipal, comme il en avait la possibilité, n'a pas pris de délibération contraire à l'application de l'exonération de CVAE pour la part lui revenant.

Les établissements qui s'implanteront dans la commune concernée ne seront donc pas exonérés de CFE, mais les entreprises les exploitant seront exonérées de CVAE pour la part revenant à la commune.

Inversement, l'absence de délibération contraire en matière de CFE n'empêche pas la prise d'une délibération contraire en matière de CVAE.

Ainsi, une commune ou un EPCI qui n'a pas pris de délibération contraire en matière de CFE peut prendre une délibération contraire en matière de CVAE pour la part lui revenant.

- Si une commune ou un EPCI a pris une délibération contraire en matière de CFE, l'exonération de CVAE peut trouver à s'appliquer pour les parts revenant au département et à la région sous réserve que ces derniers n'aient pas pris de délibération contraire.

Le cas particulier de l'abattement prévu à l'article 1466 F (applicable dans les départements d'Outre-mer)

- A titre de rappel (les dispositifs prévus aux articles 44 quaterdecies et 1466 F sont commentés dans deux instructions référencées respectivement 4 A-9-10 et 6 A-1-11), sauf délibération contraire de la commune ou de l'EPCI, la base nette imposable à la CFE des établissements existant au 1^{er} janvier 2009 en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique ou à La Réunion ou faisant l'objet d'une création ou d'une extension à compter du 1^{er} janvier 2009 dans ces départements et exploités par des entreprises répondant, au cours de la période de référence mentionnée à l'article 1467 A, aux conditions fixées au [I.] de l'article 44 quaterdecies fait l'objet d'un abattement dans la limite d'un montant de 150.000 euros par année d'imposition ([I.] de l'article 1466 F).

- Pour la détermination de la CVAE, la valeur ajoutée correspondant aux établissements bénéficiant d'un abattement de leur base nette d'imposition à la CFE en application de l'article 1466 F fait l'objet d'un abattement de même taux, dans la limite de 2 millions d'euros de valeur ajoutée ([IV.] de l'article 1586 nonies).

- Ainsi :
 - si la commune ou l'EPCI a pris une délibération contraire en matière de CFE, l'exonération de CVAE (pour les parts revenant à l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs EPCI) n'est pas susceptible de s'appliquer, y compris pour la fraction de valeur ajoutée taxée au profit du département et de la région ;
 - si la commune ou l'EPCI n'a pas pris une délibération contraire en matière de CFE, l'exonération de CVAE s'applique automatiquement, sous réserve que l'entreprise en fasse la demande, pour les parts revenant à l'ensemble des collectivités.

Exemple : Une entreprise exploite en Guadeloupe 2 établissements A et B situés sur le territoire de 2 communes différentes. Aucun conseil municipal ou EPCI n'a pris de délibération contraire à l'application de l'abattement de CFE.

La valeur ajoutée se rapportant à A est de 3 millions d'euros et celle se rapportant à B est de 1,5 million d'euros.

La valeur ajoutée susceptible d'être exonérée s'élève à :

- pour A : 2 millions d'euros, en application du **plafond de 2 millions d'euros** mentionné au [IV.] de l'article 1586 *nonies*,
- pour B : 1,5 million d'euros.

La **CVAE exonérée totale** de l'entreprise est donc **calculée** à partir d'une **valeur ajoutée de 3,5 millions d'euros**. La **valeur ajoutée effectivement imposée** est de **1 million d'euros** et se rapporte exclusivement à l'établissement A.

Le maintien des délibérations entrées en vigueur avant 2010 pour les impositions 2010

▪ Les **délibérations** prises (*conformément aux articles C, 1466 et 1639 A bis*) par les **conseils municipaux**, les **organes délibérants des EPCI à fiscalité propre**, les **conseils généraux** et les **conseils régionaux**, applicables pour les impositions à la TP dues au titre de l'année 2009, s'appliquent à compter de l'année 2010 aux impositions de CFE et, dans les conditions prévues à l'article 1586 *nonies*, aux impositions de CVAE.

Sont concernées les délibérations prises :

- **au plus tard le 1^{er} octobre 2008**,
- ou, pour les **exonérations** prévues à l'article 1464 A, le **31 décembre 2008**,
- ou, pour l'**exonération** prévue à l'article 1466 F, dans les **2 mois** de la **publication** de la loi dite « **LODEOM** » (*cf. instruction 6 A-1-11*).

▪ **A compter** des impositions dues au titre de 2011, ces **délibérations peuvent être rapportées**, dans les conditions prévues aux articles 1464 C, 1466 et 1639 A bis.

▪ Par conséquent, les **délibérations prises** par les collectivités territoriales et leurs EPCI à fiscalité propre **applicables en 2009** en matière de TP sont **automatiquement reconduites** en matière de CFE et de CVAE pour 2010 et les années suivantes, tant que les **collectivités territoriales** ou les **EPCI n'en décident pas autrement**.

▪ En revanche, les **délibérations** relatives aux **exonérations** ou **abattements de TP prises** régulièrement en 2009 par les **collectivités territoriales** et les **EPCI à fiscalité propre** et qui auraient dû trouver à s'appliquer en 2010 ou à compter de 2011, ne sont **pas transposées à la CFE** ni, par suite, à la **CVAE**.

La **commune** ou l'**EPCI** qui **souhaite** voir appliquer l'**exonération** en cause à la **CFE** ou à la **CVAE** doit donc **prendre une nouvelle délibération**.

▪ **Par exception** aux règles exposées ci-dessus, les **délibérations prises** régulièrement **avant le 1^{er} octobre 2009** par les **collectivités territoriales** et les **EPCI à fiscalité propre** pour l'application des **exonérations de TP** prévues à l'article 1464 I (*en faveur des librairies indépendantes de référence*) et au [I. **quinquies B**] de l'article 1466 A (*en faveur des établissements implantés dans les ZRD*) :

- sont **transposées** à la **CFE** et à la **CVAE**,
- et s'appliquent à compter de l'année 2010 ([VII.] de l'article 108 de la loi de finances initiale pour 2011).

LE MAINTIEN DES EXONERATIONS ET DES ABATTEMENTS EN COURS

Les dispositifs visés

▪ La loi (point [5.3.2.] de l'article 2 de la loi de finances initiale pour 2010) prévoit expressément le **maintien** de **toutes** les **exonérations** ou **abattements en cours**, c'est-à-dire des **exonérations** ou **abattements temporaires** dont le **terme n'est pas atteint**.

Ainsi, l'**exonération** ou l'**abattement** est **maintenu** pour la **durée restant à courir sous réserve** que les **conditions prévues**, selon le cas, par les **articles 1464 B à 1464 D** et **1465 à 1466 F** dans leur **rédaction** en vigueur au **31 décembre 2009** demeurent satisfaites.

- **Bénéficient** de cette mesure les **entreprises** qui **exploitent** des **établissements** bénéficiant d'une **exonération** ou d'un **abattement temporaire**, que cette **exonération** ou cet **abattement ait été ou non transposé** en matière de **CFE** et, donc, de **CVAE**.

En effet, **certaines mesures d'exonérations ou d'abattements de TP** n'ont **pas été transposées** en matière de **CFE**, puisque les **opérations** ouvrant droit à ces **exonérations** ou **abattements** devaient être **réalisées avant le 1^{er} janvier 2010**.

Il s'agit des **régimes** prévus aux **articles** :

- **1466 A-I ter** en faveur des établissements implantés dans les **zones de redynamisation urbaine** ;
 - **1466 A-I quater** et **I quinquies** en faveur des établissements implantés dans les **zones franches urbaines** de « **1^{ère} génération** » ou de « **2^{ème} génération** » ; en effet, le **[I. sexies]** de l'**article 1466 A** prévoit un **régime** qui s'applique également dans les **ZFU de 1^{ère} et de 2^{ème} génération** ;
 - **1466 B bis** en faveur des établissements implantés en **Corse**.
- Il faut **distinguer** selon que les **établissements** ont **bénéficié** d'une **exonération** ou d'un **abattement de TP** :
 - au titre de la **part** perçue par une **commune** ou un **EPCI** doté d'une fiscalité propre : ils bénéficient d'une **exonération** ou d'un **abattement** de leur **valeur ajoutée** pour sa **fraction taxée** au profit de cette **commune** ou de cet **EPCI** ;
 - au titre de la **part** perçue par un **département** ou une **région** : ils bénéficient d'une **exonération** ou d'un **abattement** de leur **valeur ajoutée** pour sa **fraction taxée** au profit de ce **département** ou de cette **région**.

Les conditions d'application du maintien et sa portée

- Les **conditions** pour que l'**exonération** ou l'**abattement continue** à produire ses **effets** sont les suivantes :
 - l'**établissement** concerné doit **avoir commencé à en bénéficier au plus tard au titre de l'année d'imposition 2009**,
 - les **conditions** prévues par le texte à la date du **31 décembre 2009** et qui devaient être **respectées** pendant toute la **durée d'exonération de TP** doivent **continuer d'être satisfaites** pendant **toute la durée d'application** de l'**exonération** ou de l'**abattement**.

Par conséquent, si les **conditions** pour l'**application** de ces dispositifs sont **modifiées à compter de 2010**, les **nouvelles conditions** ne seront **pas applicables** à ces **exonérations** et **abattements en cours**.

- La **durée restant à courir** s'entend de la **durée d'exonération ou d'abattement prévue** par le **texte** ou par la **délibération** lorsque le texte laisse la faculté aux **collectivités** de **fixer la durée de l'exonération** (*cas des exonérations prévues aux articles 1464 B, 1464 D, 1465 et 1466 A-I notamment*).
- Il convient donc de **figer la situation** qui était celle **applicable en 2009** selon que l'**établissement** était **exonéré de TP** pour la **part communale, intercommunale, départementale et/ou régionale**.

Exemple 1 : Une **entreprise mono-établissement** bénéficie de l'**exonération de TP** prévue en faveur des **établissements** implantés dans des **pôles de compétitivité** (**article 1466 E**) depuis **2008** pour la **part** revenant à la **commune** et à la **région**, le **département** n'ayant **pas délibéré** en faveur de l'application de l'exonération.

La **commune** n'est **pas membre** d'un **EPCI à fiscalité propre**.

Cette **exonération** est **prévue** pour une **durée de 5 ans**.

Dès lors que les **conditions prévues par le texte en 2009** continuent d'être **satisfaites jusqu'au terme des 5 années** (jusqu'en 2012), l'**établissement** pourra **bénéficier** :

- de l'**exonération de CFE** ;
- de l'**exonération de CVAE** pour les **parts** revenant à la **commune** et à la **région**.

Exemple 2 : Une entreprise mono-établissement créée en 2008 bénéficie de l'exonération de TP prévue en faveur des entreprises nouvelles (article 1464 B) depuis 2009 pour la part revenant à la commune et à la région, le département n'ayant pas délibéré en faveur de l'application de l'exonération.

La commune n'est pas membre d'un EPCI à fiscalité propre.

La commune a délibéré en faveur d'une exonération de 2 ans et la région pour une exonération de 5 ans.

Dès lors que les conditions prévues par le texte en 2009 continuent d'être satisfaites jusqu'à leur terme, l'établissement pourra bénéficier :

- de l'exonération de CFE pendant 1 an ;
- de l'exonération de CVAE pour la part communale pendant 1 an et pour la part régionale pendant 4 ans.

▪ Le bénéfice des exonérations et des abattements de CFE et de CVAE est, le cas échéant, subordonné au respect du même règlement communautaire que celui applicable à l'exonération de TP dont l'établissement bénéficiait au 31 décembre 2009.

▪ Pour les établissements dont l'exonération ou l'abattement de TP au 1^{er} janvier 2009 est partiel, l'exonération de CVAE s'applique dans la même proportion, pour la fraction de la valeur ajoutée taxée au profit des collectivités concernées en 2009 par l'exonération ou l'abattement de TP.

▪ La loi (II.G.) de la loi de finances initiale pour 2011) prévoit expressément que la valeur ajoutée des établissements bénéficiant d'une exonération ou d'un abattement de la base nette d'imposition à la CFE en application des [I ter.] (établissements implantés en ZRU), [I quater.] (établissements implantés en ZFU de « 1^{ère} génération ») ou [I quinquies.] (établissements implantés en ZFU de « 2^{ème} génération ») de l'article 1466 A dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2009 fait l'objet d'une exonération ou d'un abattement de même taux, dans la limite de valeur ajoutée par établissement fixée, au titre de 2011, à :

- 133.775 euros s'agissant des exonérations et abattements prévus au [I ter.] du même article 1466 A ;
- 363.549 euros s'agissant des exonérations et abattements prévus aux [I quater.] et [I quinquies.] du même article.

Ces limites sont actualisées chaque année en fonction de la variation de l'indice des prix à la consommation hors tabac.

LA COMPENSATION PAR L'ÉTAT DES PERTES DE RECETTES CORRESPONDANT AUX EXONERATIONS DE CVAE

[2.1.2. de l'article 2 de la LF 2010]

▪ L'Etat compense, chaque année, les pertes de recettes résultant, pour les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre, de l'exonération de CVAE prévue au [III.] de l'article 1586 nonies ci-dessus, à l'exception :

- de l'exonération prévue au [3°] de l'article 1459,
 - ☞ Il s'agit de l'exonération applicable aux personnes qui louent :
 - tout ou partie de leur habitation personnelle à titre de gîte rural, classés « tourisme » compris dans leur habitation personnelle,
 - en meublés, des locaux compris dans leur habitation personnelle,
 - ou sous louent en meublé tout ou partie de leur habitation personnelle (personnes autres que celles-ci-dessus).
- de l'exonération afférente aux établissements mentionnés au [I quinquies. A.] de l'article 1466 A (relatif aux bassins d'emploi à redynamiser),
- et de l'abattement de CVAE prévus au [IV.] de l'article 1586 nonies ci-dessus (en application de l'article 1466 F - dans les DOM -).

[article 1649 *quater* B *quater* du CGI]

▪ [I.] Les **déclarations d'impôt sur les sociétés** et leurs **annexes** relatives à un exercice sont **souscrites par voie électronique** lorsque le **chiffre d'affaires** réalisé par l'**entreprise** au titre de l'exercice précédent est **supérieur à 15.000.000 d'euros hors taxes**.

▪ Cette **obligation** s'applique également aux **entreprises** qui, quel que soit leur **chiffre d'affaires**, appartiennent à l'**une des catégories suivantes** :

- [1°] les **personnes physiques ou morales** ou **groupements de personnes** de droit ou de fait dont, à la clôture de l'exercice, le **chiffre d'affaires hors taxes** ou le **total de l'actif brut** figurant au bilan est **supérieur ou égal à 400 millions d'euros**,
- [2°] les **personnes physiques ou morales** ou **groupements de personnes** de droit ou de fait **détenant** à la clôture de l'exercice, directement ou indirectement, **plus de la moitié du capital ou des droits de vote** d'une **personne morale** ou d'un **groupement** mentionné au [1°],
- [3°] les **personnes morales** ou **groupements de personnes** de droit ou de fait dont **plus de la moitié du capital ou des droits de vote** est **détenue** à la clôture de leur exercice, directement ou indirectement, par une **personne** ou un **groupement** mentionné au [1°],
- [4°] les **sociétés** bénéficiant de l'**agrément** prévu à l'**article 209 quinquies** ainsi que toutes les **personnes morales imposables en France** faisant partie du **périmètre de consolidation**,
- [5°] les **personnes morales** qui appartiennent à un **groupe** relevant du **régime fiscal** prévu à l'**article 223 A** lorsque celui-ci comprend **au moins une personne** mentionnée aux [1°], [2°], [3°] et [4°].

▪ Pour les **entreprises** mentionnées aux [1°] à [4°], cette **obligation** s'applique aux **déclarations** qui doivent être **souscrites à compter du 1er février** de la **2^{ème} année suivant** celle au cours de laquelle l'une au moins des **conditions prévues aux [1°] à [4°]** est remplie à la clôture de l'exercice.

Pour les **entreprises** mentionnées au [5°], cette **obligation** s'applique à compter du **1er février** de la **1^{ère} année suivant** celle de leur **entrée dans le groupe**.

▪ Pour les **entreprises** mentionnées aux [1°] à [5°], cette **obligation** continue à **s'appliquer jusqu'au 31 janvier** de la **4^{ème} année suivant** celle au cours de laquelle les **conditions** ont **cessé d'être remplies** à la clôture de l'exercice.

Par dérogation aux dispositions de l'**alinéa précédent**, si, au cours de cette période, les **conditions** sont à **nouveau remplies** à la clôture d'un exercice, cette **obligation** continue de **s'appliquer** à compter du **début du 1^{er} exercice suivant**.

▪ Cette **obligation** s'applique en outre aux **personnes morales ou groupements de personnes** de droit ou de fait qui ont **opté** pour le **dépôt** de leurs **déclarations fiscales** auprès du **service chargé des grandes entreprises** dans des **conditions** fixées par **décret**.

▪ [II.] Les **déclarations de bénéfices industriels et commerciaux**, de **bénéfices non commerciaux** et de **bénéfices agricoles** ainsi que leurs **annexes** sont **souscrites par voie électronique** par les entreprises définies aux **2^{ème} à 10^{ème} alinéas du [I.]**.

▪ [III.] Les **déclarations de taxe sur la valeur ajoutée**, leurs **annexes** et les **demandes de remboursement de crédit** de cette taxe, ainsi que les **déclarations de taxes assimilées aux taxes sur le chiffre d'affaires** et leurs **annexes** sont **souscrites par voie électronique** lorsque le **chiffre d'affaires** ou les **recettes réalisés** par le redevable au titre de l'exercice précédent est **supérieur à 500.000 euros hors taxes**.

▪ Cette **obligation** s'applique également aux **redevables** définis aux **2^{ème} à 10^{ème} alinéas du [I.]**.

▪ [IV.] Les **déclarations de CVAE** sont **obligatoirement** souscrites par **voie électronique** :

- par les **redevables** définis aux **2^{ème} à dernier alinéas du [I.]** (*ci-dessus*),
- ou lorsque le **chiffre d'affaires** de l'entreprise redevable **est supérieur à 500.000 euros**.

▪ [V.] L'**état récapitulatif** mentionné au [III.] de l'**article 289 B** est **souscrit par voie électronique**.

Toutefois, les **assujettis** bénéficiant du **régime** visé à l'**article 293 B** peuvent le déposer **sur support papier**.

LE PAIEMENT DE LA COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES

[article 1679 septies du CGI]

LES MODALITES DE CALCUL ET DE VERSEMENT DE LA CVAE

Les entreprises dont la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** de l'année précédant celle de l'imposition est **supérieure à 3.000 euros** doivent verser :

- au plus tard le **15 juin** de l'année d'imposition, un **1^{er} acompte égal à 50 % de la CVAE**,
- au plus tard le **15 septembre** de l'année d'imposition, un **second acompte égal à 50% de la CVAE**.

☞ *L'acompte est égal à 50 % de la CVAE calculée d'après la dernière liasse fiscale déposée et n'est dû que si la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises est supérieure à 3.000 euros.*

La **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** retenue pour le paiement des **1^{er} et 2^{ème} acomptes** est calculée d'après la **valeur ajoutée** mentionnée dans la **dernière déclaration de résultat** (exigée en application de l'article 53 A) à la **date de paiement des acomptes**.

Le cas échéant, le **montant du 2^{ème} acompte** est **ajusté**, de manière à ce que le **1^{er} acompte** corresponde à la **valeur ajoutée** mentionnée dans la **déclaration de résultat** exigée en application de l'article 53 A à la **date de paiement du 2^{ème} acompte**.

LA REDUCTION POSSIBLE DES ACOMPTE, SOUS LA RESPONSABILITE DES REDEVABLES

Les **redevables** peuvent, **sous leur responsabilité**, **réduire** le montant de leurs **acomptes**, de manière à ce que leur **montant** ne soit **pas supérieur** à celui de la **cotisation qu'ils estiment effectivement due** au titre de l'année d'imposition.

Pour **déterminer** cette **réduction**, ils tiennent compte de la **réduction** de leur **valeur ajoutée** imposable du fait :

- des **exonérations** mentionnées au [II. 1.] de l'article 1586 ter,
- et du **dégrèvement** prévu à l'article 1586 quater.

LA LIMITATION POSSIBLE DES ACOMPTE ET DU SOLDE DE CVAE EN FONCTION DU RAPPORT CONSTATE ENTRE EXONERATIONS ET COTISATIONS DE CFE

Pour l'**application** des **exonérations** ou des **abattements** de **CVAE** prévus à l'article 1586 nonies, les **entreprises** sont **autorisées** à **limiter** le **paiement** des **acomptes** de leur **CVAE** dans la **proportion** entre :

- le **montant total** correspondant aux **exonérations** et **abattements** de **CFE** au titre de l'**année précédente**, en application :
 - du [3°] de l'article 1459,
 - des **articles 1464 à 1464 I**,
 - et des **articles 1465 à 1466 F**.
 - et le **montant** (*visé à l'alinéa ci-dessus*) **majoré** du **montant total** des **CFE** dû au titre de l'**année précédente**.
- Un **décret** précise les **conditions d'application** des **3 alinéas** (*8 lignes*) ci-dessus.

LA LIQUIDATION DEFINITIVE DE LA CVAE

L'**année suivant** celle de l'**imposition**, le **redevable** doit procéder à la **liquidation définitive** de la **CVAE**, sur une **déclaration** à souscrire au plus tard le **2^{ème} jour ouvré suivant le 1^{er} mai**.

Cette dernière est **accompagnée**, le cas échéant, du **versement** du **solde correspondant**.

Si la **liquidation définitive** fait **apparaître** que les **acomptes** versés sont **supérieurs** à la **cotisation effectivement due**, l'**excédent**, déduction faite des autres impôts dus par le redevable, est **restitué dans les 60 jours** suivant le **2^{ème} jour suivant le 1^{er} mai**.

LA NON APPLICATION EN 2010 DE LA CONDITION RELATIVE A LA CVAE DE L'ANNEE PRECEDENTE

[2.1.8. de l'article 2 de la LF 2010]

- Pour l'**application** du présent article en **2010**, la **condition** relative au **montant** de la **CVAE** de l'**année précédant celle de l'imposition** (mentionnée au **1^{er} alinéa**) **ne s'applique pas**.
- Toutefois, les **redevables** sont **dispensés** du **paiement** de l'**acompte** si celui-ci est **inférieur à 500 euros**.

LE PAIEMENT DE LA COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES PAR TELERELEMENT

[article 1681 septies [3.] du CGI]

- Le **paiement de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** est effectué par **téléversement**.

☞ *Le sous-amendement n° 704 (AN) prévoyait un téléversement « obligatoire » de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (comme de la télédéclaration).*

Le Sénat a modifié le texte en supprimant la mention « obligatoire ». Mais, néanmoins, le paiement de la CVAE doit être effectué par téléversement.

LA FIXATION, A 1,00 %, DES FRAIS DE GESTION PERÇUS PAR L'ÉTAT

[article 1647 – XV du CGI]

- [XV.] L'État perçoit, au titre des **frais d'assiette, de recouvrement, de dégrèvements et de non-valeurs**, un **prélèvement de 1,00 %, en sus** du montant de la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises**, après application de l'**article 1586 quater (dégrèvements dégressif et de 1.000 euros)**.

LA SANCTION EN CAS DE MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DE DECLARATION DU NOMBRE DE SALARIES

[article 1770 decies du CGI]

- Tout **manquement, erreur ou omission** au titre des **obligations** prévues au [II.] de l'**article 1586 octies** est **sanctionné** par une **amende** :

- égale à **200 euros** par **salarié** concerné,
- dans la **limite** d'un montant fixé à **100.000 euros**.

☞ *Le plafond a été porté de 10.000 à 100.000 euros suite à un amendement déposé par le gouvernement après la commission mixte paritaire. Le montant initial ne semblait « pas suffisant pour les grandes entreprises disposant de nombreux établissements. D'un seul point de vue financier, ces entreprises pourraient en effet avoir intérêt à payer l'amende plutôt que d'effectuer les travaux de développement informatique et de gestion rendus nécessaires par la répartition des effectifs ».*

LA TRANSMISSION D'INFORMATIONS PAR L'ADMINISTRATION FISCALE

[article L.135 B du LPF]

LA TRANSMISSION GRATUITE, SUR DEMANDE, D'INFORMATIONS AUX PROPRIETAIRES FAISANT L'OBJET D'UNE PROCEDURE D'EXPROPRIATION, AUX CL, AUX EPCI, AUX EPF ET AUX EPL D'AMENAGEMENT

L'**administration fiscale** transmet **gratuitement**, à leur **demande**, aux **propriétaires** faisant l'objet d'une **procédure d'expropriation**, aux **services de l'Etat**, aux **collectivités territoriales**, aux **EPCI** dotés d'une **fiscalité propre**, aux **établissements publics administratifs** et aux **établissements publics** visés aux articles L. 321-1, L. 324-1 et L. 326-1 du **code de l'urbanisme** les **éléments d'information** :

- qu'elle détient au sujet des **valeurs foncières déclarées** à l'occasion des **mutations** intervenues dans les **5 dernières années**,
- et qui sont **nécessaires** à l'**exercice** de leurs **compétences** en matière de **politique foncière et d'aménagement**.

Cette **administration** ne peut **pas**, dans ce cas, **se prévaloir** de la **règle du secret**.

- Ces **dispositions** ne font **pas échec** au **secret** de la **défense nationale**.

LA TRANSMISSION AUX COLLECTIVITES LOCALES DE ROLES GENERAUX DES IMPOTS DIRECTS LOCAUX ET, SUR DEMANDES, DES MONTANTS DES ROLES SUPPLEMENTAIRES ET DES RENSEIGNEMENTS INDIVIDUELS FIGURANT SUR CEUX-CI, DU MONTANT PAR IMPOT ET PAR REDEVABLE DE LA CVAE ET DE LA TASCOM, DES EFFECTIFS SALARIES ET DES DEGREVEMENTS

- L'**administration fiscale** est tenue de **transmettre, chaque année**, aux **collectivités locales** et à leurs **groupements** dotés d'une **fiscalité propre** :

- [a] les **rôles généraux des impôts directs locaux** comportant les **impositions émises** à leur profit et :
 - à leur **demande**, les **montants des rôles supplémentaires** lorsqu'ils sont d'un **montant supérieur** à un **seuil fixé** par **arrêté du ministre chargé du budget**,
 - ainsi que, si la **collectivité** ou l'**EPCI** doté d'une **fiscalité propre** en fait la **demande complémentaire**, des **renseignements individuels** figurant sur le **rôle supplémentaire** et **nécessaires** à l'**appréciation** des **montants** figurant sur ce **rôle**, à l'**exclusion** des **informations** tenant à l'**origine** des **rectifications opérées** ;

- **[a bis] le montant par impôt et par redevable des impôts directs non recouverts par voie de rôle** perçus à leur profit, ainsi que **l'ensemble des informations déclarées par le redevable intervenant dans le calcul du montant, notamment les effectifs salariés** ;
☞ Ainsi, l'administration fiscale devra communiquer aux collectivités bénéficiaires, par redevable, les montants de la CVAE et de la TaSCom. La nouvelle disposition vise à sécuriser l'accès pour les collectivités locales à toute l'information déclarée par les entreprises sur cette nouvelle taxe (CVAE) qui leur revient (notamment les effectifs salariés).
- **b) le montant total, pour chaque impôt perçu à leur profit, des dégrèvements** dont les **contribuables** de la collectivité ont **bénéficié**, à l'**exception de ceux accordés en application de l'article L. 190** (relatif au contentieux de l'établissement de l'impôt et aux dégrèvements d'office).

LA TRANSMISSION AUX GROUPEMENTS LEVANT LA TEOM DES ROLES GENERAUX DE TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES

- A leur demande, l'administration fiscale transmet aux groupements qui perçoivent la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères** les rôles généraux de **taxe foncière sur les propriétés bâties** émis dans leur ressort.

LA TRANSMISSION GRATUITE, SUR DEMANDE, DE LA LISTE DES LOGEMENTS VACANTS RECENSES L'ANNEE PRECEDENTE POUR L'ETABLISSEMENT DE LA TAXE D'HABITATION.

- Elle transmet également, **gratuitement, à leur demande**, aux **services de l'Etat**, aux **collectivités territoriales**, aux **EPCI** dotés d'une **fiscalité propre** et à l'**Agence nationale de l'habitat**, la **liste des logements vacants recensés l'année précédente** pour l'**établissement** de la **taxe d'habitation**.

Cette **liste** indique, pour **chaque logement**, son **adresse**, sa **nature**, sa **valeur locative**, la **1^{ère} année de vacance** du local, le **nom** et l'**adresse** de son **propriétaire** et, le cas échéant, l'**année** à partir de laquelle le **local** a été **soumis** à la **taxe sur les locaux vacants** et le **taux d'imposition** à cette taxe.

LA COMMUNICATION POSSIBLE ENTRE COLLECTIVITES LOCALES, EPCI ET ETAT DES INFORMATIONS NECESSAIRES AU RECENSEMENT DES BASES

- Les **collectivités locales**, les **EPCI** dotés d'une **fiscalité propre** et l'**administration fiscale** peuvent se communiquer mutuellement les **informations nécessaires au recensement des bases des impositions directes locales**.

LA COMMUNICATION POSSIBLE ENTRE COLLECTIVITES LOCALES ET EPCI DES INFORMATIONS FISCALES SUR LEURS PRODUITS D'IMPOTS.

De même, les **collectivités locales** et les **EPCI** peuvent se communiquer entre eux des **informations fiscales** sur leurs **produits d'impôts**.

☞ Cette disposition permet de sécuriser juridiquement la possibilité d'échanges, par sa mention explicite dans le LPF.

LA TRANSMISSION ANNUELLE DE LA LISTE DES ETABLISSEMENTS APPARTENANT A UNE ENTREPRISE BENEFICIANT DU PLAFONNEMENT DE LA CET EN FONCTION DE LA VA

- L'**administration fiscale** transmet chaque année aux **collectivités territoriales** et aux **EPCI** dotés d'une **fiscalité propre**, percevant la **taxe professionnelle**, la **liste des établissements implantés** sur leur **territoire** qui **appartiennent** à une **entreprise bénéficiaire** des **dispositions** du [I.] de l'**article 1647 B sexies** du CGI (relatif au **plafonnement de la CET en fonction de la valeur ajoutée**) et dont les **bases** sont **retenues** pour la **détermination** du **plafond de participation** défini au [III.C.2.] de l'**article 85** de la **loi n° 2005-1719** de finances pour 2006.

LA TRANSMISSION AUX EPCI DE LA LISTE DES LOCAUX SOUMIS A LA TAXE SUR LES LOGEMENTS VACANTS OU A LA TAXE D'HABITATION SUR LES LOGEMENTS VACANTS

Elle transmet également à l'**EPCI** la **liste des locaux à usage de logement** soumis à la **taxe sur les logements vacants** au sens de l'**article 232** du CGI ou ceux relevant de la **taxe d'habitation sur les logements vacants** visés à l'**article 1407 bis**.

LA SOUMISSION DES INFORMATIONS COMMUNIQUEES AU SECRET PROFESSIONNEL ET AUX OBLIGATIONS RELATIVES A L'INFORMATIQUE, AUX FICHIERS ET AUX LIBERTES

- Les **informations transmises** aux **collectivités locales** et à leurs **groupements** dotés d'une **fiscalité propre** sont **couvertes par le secret professionnel**, et soumises aux **dispositions** de la **loi n° 78-17** du 6 janvier 1978 modifiée **relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés**.

Leur **utilisation** respecte les **obligations de discrétion** et de **sécurité** selon des **modalités** définies par un **décret** en Conseil d'Etat.

LES OBLIGATIONS DECLARATIVES, LE PAIEMENT, LES RECLAMATIONS, LE DROIT DE REPRISE

[extraits de l'instruction DGFIP n° 6 E-4-12]

LES OBLIGATIONS DECLARATIVES

LE PRINCIPE

La déclaration de la valeur ajoutée et des effectifs salariés (servant au reversement de la CVAE aux collectivités territoriales et aux EPCI)

▪ Les **entreprises** dont le **chiffre d'affaires hors taxes** est **supérieur à 152.500 euros** doivent, quelle que soit la date de clôture de leur exercice, **déclarer leur valeur ajoutée** et **mentionner leur effectif salarié** sur l'imprimé n° 1330-CVAE au plus tard le **2^{ème} jour ouvré suivant le 1^{er} mai**, ce **décalé étant allongé de 15 jours** supplémentaires lorsque la **déclaration est télédéclarée**.

En cas de **transmission universelle du patrimoine** mentionnée à l'article 1844-5 du **code civil**, de **cession** ou de **cessation d'entreprise** ou de l'exercice d'une **profession commerciale**, ou de **décès du contribuable**, l'imprimé n° 1330-CVAE doit être **déposé** dans un délai de **60 jours**.

Ce **décalé** est **décompté** dans les **conditions** prévues, selon le cas :

- au **[1.]** (*cession de fonds, cession et cessation d'entreprise*), ou au **[4.]** (*décès du contribuable*) de l'article 201,
- ou au **[1]** (*cessation de l'exercice d'une profession non commerciale*) de l'article 202.

▪ Cette **déclaration** permet de **répartir le produit de la CVAE**. Elle **recense** au titre de la **période de référence** :

- le **chiffre d'affaires réalisé**,
- la **valeur ajoutée produite** ; ce montant **inclut**, le cas échéant, la **valeur ajoutée exonérée sur délibération** ou en l'**absence de délibération contraire** des collectivités territoriales ou de leurs EPCI. En revanche, la **valeur ajoutée** correspondant aux **exonérations de plein droit** ou **afférente aux activités hors champ de la CVAE** n'a **pas** à être **déclarée** sur la **déclaration n° 1330-CVAE**. Il en résulte qu'en cas d'**exonération facultative**, la **CVAE autoliquidée** par l'entreprise sera **supérieure à celle effectivement due**,
- la **liste des établissements** de l'entreprise,
- l'**effectif salarié rattaché** à chacun de ces **établissements**,
- la **liste des lieux d'emploi** dans lesquels **un ou plusieurs salariés** doivent être **déclarés**,
- l'**effectif salarié rattaché** à chacun de ces **lieux d'emploi**.

Par ailleurs, si l'**entreprise** est **constituée d'un unique établissement** et qu'elle n'emploie **aucun salarié plus de 3 mois en dehors** de ses **locaux**, une **case** est à **cocher** sur la **déclaration n° 1330-CVAE**.

Le **remplissage** de cette **case dispense** de l'**obligation** de **déclarer** les **effectifs salariés employés**.

Si une **entreprise se considère à tort** comme **dispensée** de la **déclaration des effectifs** alors qu'elle dispose d'**établissements secondaires** ou qu'elle **emploie des salariés** qui travaillent **hors de l'entreprise**, l'**amende** portera sur l'**ensemble de ses salariés**.

☞ Les **entreprises remplissant toutes les conditions** suivantes sont **dispensées** de **déposer la déclaration n° 1330-CVAE**

- **avoir dûment rempli le cadre réservé à la CVAE dans leur déclaration de résultat** (modèles 2031, 2035, 2065, 2072-C ou 2072-S) ;
- **ne disposer que d'un seul établissement au sens de la CFE** ;
- **ne pas employer des salariés exerçant leur activité plus de 3 mois sur un lieu hors de l'entreprise** ;
- **ne pas être une SCM** ;
- **ne pas exploiter plusieurs activités nécessitant des déclarations de résultat de natures différentes** ;
- **ne pas avoir clôturé plusieurs exercices au cours de la période de référence** ;
- **pour les déclarations déposées à compter de la CVAE due au titre de 2011, ne pas être membre d'un groupe au sens de l'article 223 A, sauf si ce groupe fiscal bénéficie des dispositions du [l.b.] de l'article 219** ;
- **ne pas avoir fusionné au cours de l'exercice de référence CVAE** ;
- **ne pas être une entreprise qui, n'employant aucun salarié en France et n'exploitant aucun établissement en France, y exerce cependant une activité de location d'immeubles ou de vente d'immeubles**.

La télédéclaration

- Il convient de **distinguer** selon que le **chiffre d'affaires** de l'entreprise :
 - est **compris entre 152 500 et 500 000 euros** : l'entreprise peut **télédéclarer** l'imprimé n° 1330-CVAE ; à défaut, elle peut **déposer** l'imprimé n° 1330-CVAE sur support « papier »,
 - est **supérieur à 500 000 euros** : la **déclaration** doit être **souscrite obligatoirement par voie électronique**.

La **télédéclaration** se fait au moyen du **support TDFC**.

Toutefois, les **entreprises** relevant de la **direction des grandes entreprises (DGE)** sont tenues de **télédéclarer** l'imprimé n° 1330-CVAE, quel que soit le montant de leur chiffre d'affaires.

Le **dépôt** sur support « papier » de la **déclaration n° 1330-CVAE** par les **entreprises** dont le **chiffre d'affaires** est **supérieur à 500.000 euros** est **sanctionné** par l'amende prévue au **2^{ème} alinéa** du [1.] de l'article 1738.

Les précisions sur les entreprises qui exploitent des établissements exonérés

- Pour l'**appréciation** du **chiffre d'affaires**, il convient de suivre le **raisonnement** développé dans la **partie** « le seuil de chiffre d'affaires et les activités à retenir pour l'appréciation du CA ».

Ainsi, une **entreprise** qui est **totale**ment **exonérée de CVAE** en application d'une **exonération facultative** mais dont le **chiffre d'affaires** afférent aux **activités** situées dans le **champ de la CFE** **dépasse 152.500 euros** est **tenue** de **déclarer** son **chiffre d'affaires**, sa **valeur ajoutée** et ses **effectifs** sur l'imprimé n° 1330-CVAE, bien que le montant à **payer** de sa **CVAE** soit **nul**.

LE PAIEMENT

- Les **entreprises imposables à la CVAE** doivent :
 - **acquitter**, le cas échéant, **2 acomptes** au cours de l'**année d'imposition**,
 - et **procéder** dans tous les cas à la **liquidation définitive** de l'impôt au cours de l'**année suivante**.
- Le **paiement** de la **CVAE**, qu'il s'agisse des **acomptes** ou du **solde**, est **obligatoirement effectué par téléversement**.

LE VERSEMENT DES ACOMPTES

Le principe

- **2 acomptes (imprimé n° 1329-AC)** sont à **verser avant le 15 juin et le 15 septembre**, représentant chacun **50 %** de la **cotisation due** au titre de l'**année d'imposition**, calculée d'après la **valeur ajoutée** mentionnée dans la dernière déclaration de résultat exigée.
- L'**année** suivant celle de l'**imposition**, l'**entreprise** doit **procéder** à la **liquidation définitive** de la **CVAE** sur la **déclaration de liquidation et de régularisation de CVAE (imprimé n° 1329-DEF)**, au plus tard le **2^{ème} jour ouvré** suivant le **1^{er} mai**. Cette dernière est **accompagnée**, le cas échéant, du **versement du solde** correspondant.

En cas de **transmission universelle du patrimoine** mentionnée à l'article 1844-5 du **code civil**, de **cession** ou de **cessation d'entreprise** ou de l'**exercice d'une activité non commerciale**, ou de **décès du contribuable**, le **dépôt** de l'imprimé n° 1329-DEF et, le cas échéant, le **versement du solde** correspondant doivent être **effectués dans un délai de 60 jours**.

- Si la **liquidation définitive** fait apparaître que les **acomptes versés** sont **supérieurs** à la **cotisation effectivement due**, l'**excédent, déduction** faite des **autres impôts directs** dus par l'entreprise, est **restitué** dans les **60 jours** suivant le **2^{ème} jour ouvré** suivant le **1^{er} mai** de l'année suivant celle de l'imposition.

☞ Lorsque l'imprimé n° 1329-DEF faisant apparaître l'excédent de versement est déposé après le **2^{ème} jour ouvré** suivant le **1^{er} mai** de l'année suivant celle de l'imposition, la **restitution** est effectuée dans les **soixante jours** suivant la date de **dépôt** de cet imprimé.

- Conformément aux **dispositions** du [IV.] de l'article 1649 *quater B quater* et du [3.] de l'article 1681 *septies*, les **entreprises** qui sont **tenues effectivement d'acquitter la CVAE** sont **soumises** à une **obligation** de **télédéclarer** et **télépayer**.

Le **télépaiement** des **acomptes** et du **solde** s'effectue sur www.impots.gouv.fr.

La règle générale

▪ **A compter de l'année d'imposition 2011**, ne sont **soumises au versement des acomptes de CVAE** que les **entreprises** dont le **montant de la CVAE** due au titre de l'**année précédant** celle de l'**imposition** est **supérieur à 3.000 euros**.

▪ Les **entreprises** doivent **verser** :

- **au plus tard le 15 juin** de l'**année d'imposition**, un **1^{er} acompte** égal à **50 %** du **montant de la CVAE nette due**,
- **au plus tard le 15 septembre** de l'**année d'imposition**, un **second acompte** égal à **50 %** du **montant de la CVAE nette due**.

▪ La **CVAE nette due** s'entend de celle **calculée** par **application** du **taux effectif d'imposition**, d'après le **chiffre d'affaires** et la **valeur ajoutée** mentionnés dans la **dernière déclaration de résultat** exigée en application de l'**article 53 A** à la **date du paiement des acomptes**.

☞ *Pour les sociétés membres d'un groupe fiscal au sens de l'article 223 A dont la société mère ne bénéficie pas du taux réduit de l'impôt sur les sociétés, le taux effectif d'imposition à utiliser pour le calcul des acomptes est déterminé à partir d'un chiffre d'affaires consolidé égal à la somme des chiffres d'affaires réalisés par les sociétés qui sont membres du groupe à la clôture de l'exercice au titre duquel est déposée la dernière déclaration de résultat exigée en application de l'article 53 A à la date du paiement des acomptes. Cette règle ne s'applique, pour le calcul des acomptes à payer en 2011, que si la dernière déclaration de résultat exigée à la date de leur paiement se rapporte à un exercice clos à compter du 1^{er} janvier 2011.*

Le cas échéant, le montant du second acompte est ajusté de manière que le 1^{er} acompte corresponde à la valeur ajoutée mentionnée dans la dernière déclaration de résultat exigée en application de l'article 53 A à la date du paiement du second acompte.

Exemple 1 : Une **entreprise** **clôt** chaque **année** son **exercice** le **30 juin** et **dépose** chaque **année** sa **déclaration de résultats** le **31 juillet**. Au titre de la **CVAE** de **N** :

- elle **calculera** le **1^{er} acompte de CVAE** de **juin** à partir de la **valeur ajoutée** et du **chiffre d'affaires déclarés** dans sa **déclaration de résultats déposée en juillet N-1**,
- quant au **2^{ème} acompte de septembre**, elle le **calculera** à partir de la **valeur ajoutée** et du **chiffre d'affaires déclarés** dans sa **déclaration de résultats déposée en juillet N**.

A partir des **informations** données dans sa **déclaration de résultats** déposée en **juillet N**, elle **corrige** au moment du paiement du **2^{ème} acompte** le **montant** du **1^{er} acompte**.

Exemple 2 : Une **entreprise** **clôt** un **exercice comptable** de **12 mois** le **31 janvier** de chaque **année** et **dépose** sa **déclaration de résultats** dans les délais légaux.

La **CVAE constatée** au titre de l'**exercice clos en N** est de **30.000 euros**, tandis que celle constatée au titre de l'**exercice clos en N-1** est de **20.000 euros**.

En **N**, ses **2 acomptes de CVAE** seront **calculés** sur la base de la **CVAE constatée** au titre de l'**exercice clos en N**.

Elle devra donc **acquitter** les **montants d'acomptes suivants** en **N** :

- au **15 juin N** : 30.000 euros x 50 % = **15.000 euros** ;
- au **15 septembre N** : 30.000 euros x 50 % = **15.000 euros**.

Exemple 3 : Une **entreprise** **clôt** un **exercice comptable** de **12 mois** le **31 mars** de chaque **année** et **dépose** sa **déclaration de résultats** dans les délais légaux.

La **CVAE constatée** au titre de l'**exercice clos en N** est de **30.000 euros**, tandis que celle constatée au titre de l'**exercice clos en N-1** est de **20.000 euros**.

En **N**, son **1^{er} acompte** sera **calculé** sur la base de la **CVAE constatée** au titre de l'**exercice clos en N-1**, tandis que son **2^{ème} acompte** sera **calculé** sur la base de la **CVAE constatée** au titre de l'**exercice clos en N**, à laquelle s'ajoute l'**ajustement** du **montant** du **1^{er} acompte**.

Elle devra donc **acquitter** les **montants d'acomptes suivants** en **N** :

- au **15 juin N** : 20.000 euros x 50 % = **10.000 euros** ;
- au **15 septembre N** : 30.000 euros x 50 % + (30.000 euros - 20.000 euros) x 50 % = 15.000 euros + 5.000 euros = **20.000 euros**.

▪ Les redevables peuvent, sous leur responsabilité, réduire le montant de leurs acomptes de manière que leur montant ne soit pas supérieur au montant de la cotisation qu'ils estiment effectivement due au titre de l'année d'imposition.

Pour déterminer cette réduction, ils tiennent compte :

- de la réduction de leur valeur ajoutée imposable du fait des exonérations de CVAE facultatives ou applicables de plein droit, de manière permanente ou temporaire,
- ainsi que de l'application du dégrèvement automatique de CVAE et du dégrèvement transitoire prévu à l'article 1647 C quinquies B (cf. instruction 6 E-3-10).

Toutefois, en cas d'erreur de plus de 10 % dans l'estimation de la cotisation de l'année d'imposition, l'entreprise est susceptible de se voir appliquer la majoration prévue à l'article 1731.

**LE CAS DE L'ENTREPRISE QUI EXPLOITE UN OU PLUSIEURS ETABLISSEMENTS
BENEFICIANT D'UNE EXONERATION OU D'UN ABATTEMENT FACULTATIF**

▪ Lorsque l'entreprise bénéficie, au titre de l'année d'imposition, d'une exonération ou d'un abattement de CVAE accordé sur décision des collectivités territoriales et de leurs EPCI, elle peut, à la place de la méthode d'autolimitation sous sa responsabilité, limiter le montant de ses acomptes dans la proportion entre :

- d'une part, le montant total correspondant aux exonérations et abattements de CFE accordés sur décision des collectivités territoriales (dispositifs mentionnés au [3.]° de l'article 1459, aux articles 1464 à 1464 I et aux articles 1465 à 1466 F) applicables au titre de l'année précédant celle du paiement des acomptes,
- d'autre part, le montant susmentionné majoré du montant total des CFE dues (c'est-à-dire nettes de dégrèvements obtenus par voie contentieuse et de crédit d'impôt) applicables au titre de l'année précédant celle du paiement des acomptes.

Si les entreprises appliquent cette méthode, aucune pénalité n'est appliquée, même si l'écart constaté est supérieur de 10 % à la CVAE due.

Exemple : Une entreprise a bénéficié au titre de l'année N-1 d'une exonération de CFE de 5.000 euros en application de l'article 1465 A.

Elle a acquitté, au titre de cette même année, un montant de 15.000 euros de CFE.

L'entreprise doit acquitter en N théoriquement 2 acomptes de CVAE d'un montant chacun de 40.000 euros, sachant que la CVAE estimée et constatée au titre de N est au total de 80.000 euros en l'absence d'exonération.

L'entreprise peut donc limiter le montant de ses 2 acomptes de CVAE dans la proportion suivante : $5.000 \text{ euros} / (5.000 \text{ euros} + 15.000 \text{ euros}) = 25 \%$.

Le montant des 2 acomptes acquittés en N s'élèvent donc chacun à : $40.000 \text{ euros} - (40.000 \text{ euros} \times 0,25) = 30.000 \text{ euros}$.

Après dépôt de la déclaration n° 1330-CVAE, il s'avère que l'exonération de CVAE de même nature que celle applicable pour la CFE est de 10.000 euros.

L'insuffisance de montant d'acomptes dus au titre de N s'élève donc à : $(80.000 \text{ euros} - 10.000 \text{ euros}) - (2 \times 30.000 \text{ euros}) = 10.000 \text{ euros}$.

La marge d'erreur autorisée est de : $(80.000 \text{ euros} - 10.000 \text{ euros}) \times 10 \% = 7.000 \text{ euros}$.

Bien que l'insuffisance de montant d'acomptes soit supérieure à la marge d'erreur autorisée, aucune pénalité de retard de paiement ne sera appliquée à l'entreprise.

LE VERSEMENT DU SOLDE

- Au plus tard le **2^{ème} jour ouvré suivant le 1^{er} mai** de l'année suivant celle de l'imposition, le redevable doit procéder à la **liquidation définitive** de la **CVAE** sur l'imprimé n° 1329-DEF.

Cette dernière est accompagnée, le cas échéant, du versement du solde correspondant.

- Si la **liquidation définitive** fait apparaître que les **acomptes versés** sont **supérieurs** à la **cotisation effectivement due**, l'**excédent**, déduction faite des autres impôts directs dus par le redevable, est **restitué** à ce dernier, par le **comptable compétent** lors de la **souscription** de l'imprimé n° 1329-DEF, dans les **60 jours suivant le 2^{ème} jour ouvré suivant le 1^{er} mai** de l'année suivant celle de l'imposition.

☞ Lorsque l'imprimé n° 1329-DEF faisant apparaître l'excédent de versement est déposé après le 2^{ème} jour ouvré suivant le 1^{er} mai de l'année suivant celle de l'imposition, la restitution est effectuée dans les 60 jours suivant la date de dépôt de cet imprimé.

LES DELAIS DE MISE EN RECouvreMENT

- Les **impositions de CVAE non acquittées spontanément** par le redevable **peuvent être établies et mises en recouvrement** dans le **déla**i prévu au 1^{er} alinéa de l'article L. 174 du livre des procédures fiscales, c'est-à-dire **jusqu'à l'expiration de la 3^{ème} année** suivant celle au titre de laquelle l'imposition est due.

Par exception, le **droit de reprise** de l'administration s'exerce **jusqu'à la fin de la 10^{ème} année** qui suit celle au titre de laquelle le **contribuable** n'a **pas déposé dans le délai légal** les **déclarations** qu'il était tenu de souscrire et n'a **pas fait connaître** son **activité** à un **centre de formalités des entreprises** ou au **greffe du tribunal de commerce** ou, lorsque l'**administration** a dressé un **procès-verbal de flagrante fiscale** mentionné à l'article L. 16-0 BA du livre des procédures fiscales, au titre d'une **année postérieure**.

- La **CVAE** est **recouvrée** selon les **mêmes procédures** et sous les **mêmes sanctions, garanties, sûretés et privilèges** que la **taxe sur la valeur ajoutée**.
- Ainsi, à **défaut de paiement spontané** de tout ou partie de la **CVAE dans les délais légaux**, le **recouvrement** de la somme correspondante est **poursuivi par voie d'avis de mise en recouvrement**.

LA MAJORATION POUR DECLARATIONS OU PAIEMENTS TARDIFS OU INSUFFISANTS

- Les **infractions** relatives aux **imprimés n°s 1329-AC et 1329-DEF** (*défaut de production des imprimés, retard dans leur production, insuffisance de déclaration*) entraînent l'**application** des **sanctions fiscales** prévues aux **articles 1728 à 1729 A**.
- Le **non-respect** de l'obligation de **télépayer** les **acomptes** ou le **solde de CVAE** entraîne l'**application** de la **majoration de 0,2 %** prévue au 1^{er} alinéa du [1.] de l'article 1738.
- Le **retard de paiement** des **acomptes** ou du **solde de CVAE** entraîne l'**application** d'une **majoration égale à 5 %** des **droits** mis à la charge du contribuable ou résultant de la **déclaration tardive** (article 1731).

Par tolérance administrative, la **majoration de 5 %** prévue à l'article 1731 ne s'applique **pas** au **contribuable** ayant procédé à la **liquidation définitive** prévue au **dernier alinéa** de l'article 1679 *septies*, lorsque les **versements effectués** sont **inexact**s de moins du vingtième à la **cotisation effectivement due**.

- L'**intérêt de retard**, qui ne présente pas le caractère d'une sanction, **reste applicable** dans les **conditions de droit commun**.
- Le **recouvrement** et le **contentieux** de cette **majoration** sont **assurés et suivis**, dans les **délais** et selon les **règles applicables à la CVAE** proprement dite, **contre tous débiteurs** tenus au **paiement du principal** ou **déclarés solidaires** par le code général des impôts pour le **paiement des pénalités**.

LES RECLAMATIONS

- L'article 1586 *ter* prévoit, qu'à compter des impositions dues au titre de 2011, les réclamations relatives à l'assiette de la CVAE sont présentées et instruites selon les règles applicables à la CFE.

Les réclamations doivent être adressées au service des finances publiques dont relève le principal établissement de l'entreprise, c'est-à-dire celui où est souscrite la déclaration annuelle de résultats :

- avant l'expiration du délai général de réclamation prévu par l'article R. 196-2 du livre des procédures fiscales,
- ou, le cas échéant, avant l'expiration du délai spécial prévu par l'article R. 196-3 du même livre, au service des finances publiques dont relève le principal établissement de l'entreprise, c'est-à-dire celui où est souscrite la déclaration annuelle de résultats.

- S'agissant de l'exonération ou de l'abattement mentionnés à l'article 1586 *nonies*, le bénéfice de ces mesures est perdu lorsque les conditions relatives à l'exonération ou à l'abattement de CFE de même nature ne sont plus réunies.

Une entreprise ne peut donc bénéficier d'une exonération ou d'un abattement de CVAE qu'à la condition d'en avoir demandé le bénéfice, auprès du service des impôts dont elle relève, au plus tard lors du dépôt de la déclaration de CFE sur laquelle l'exonération ou l'abattement de CFE de même nature est sollicité.

Par suite, le bénéfice de ces mesures ne peut pas être accordé par voie de réclamation.

- Les entreprises perdent le bénéfice de l'exonération ou de l'abattement mentionnés à l'article 1586 *nonies* en cas de rectification du chiffre d'affaires et/ou de la valeur ajoutée utiles au calcul de la CVAE à la suite d'un défaut ou d'une insuffisance de déclaration, pour la partie correspondant à l'insuffisance constatée.

En revanche, le dégrèvement automatique de CVAE prévu au [I.] de l'article 1586 *quater* est accordé même en cas de défaut ou d'insuffisance de déclaration.

LE DROIT DE REPRISE DE L'ADMINISTRATION

- Le droit de reprise de l'administration s'exerce, en matière de CVAE, jusqu'à l'expiration de la 3^{ème} année suivant celle au titre de laquelle l'imposition est due, sauf exception.
- La procédure de rectification contradictoire prévue par l'article L. 56 du livre des procédures fiscales est applicable à la CVAE.

LE VERSEMENT DE LA CVAE PAR DOUZIEMES

[article L.2333-2 du CGCT]

- Le produit de la CVAE (comme celui de la nouvelle IFR - volet 4 -) est versé mensuellement, à raison d'un douzième du montant dû, aux collectivités territoriales et aux EPCI à fiscalité propre bénéficiaires.

LA TRANSMISSION PAR LA DGFIP DES DONNEES FISCALES RELATIVES A LA CVAE

LA COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES PERÇUE PAR LES COLLECTIVITES

- A compter de **2012**, les **collectivités** et **EPCI** **perçoivent** au cours de l'année un **produit de CVAE** constitué par un **produit net (encaissements – restitutions)** de **CVAE acquittée** au cours de l'année précédente par les **entreprises** présentes sur leur **territoire, augmentée** :
 - du **dégrèvement barémique** associé,
 - et des **exonérations compensées** applicables.

LE FONDEMENT LEGAL DE LA TRANSMISSION DE DONNEES INDIVIDUELLES

- Les diverses actions de **communication des informations** s'inscrivent dans le **respect** :
 - du **secret professionnel** prévu à l'**article L.103** du LPF,
 - et de la **dérogation** prévue, à l'égard des **collectivités territoriales** et des **EPCI**, à l'**article L.135 B** du LPF.

LES DONNEES COMMUNICABLES EN 2011

- L'**évolution** de l'**article L.135 B** consécutive à l'instauration de la CVAE prévoit la **communication du montant par impôt et par redevable perçu** au profit des collectivités.

En conséquence, au cours du mois **décembre 2011**, la **DGFIP** a délivré à l'ensemble des **collectivités** et des **EPCI** un **fichier** contenant pour **toutes les entreprises** de leur **territoire** :

- les **éléments d'identification** (SIREN, dénomination),
- le **montant de CVAE par établissement** déclinée en **CVAE acquittée, dégrévée, exonérée et compensée** et à titre informatif en **CVAE exonérée non compensée**.

LES DONNEES COMMUNICABLES EN 2012

- La **LFI 2012** a **modifié l'article L.135 B** du LPF en prévoyant en matière de **CVAE** la **communication de « l'ensemble des informations déclarées par le redevable intervenant dans le calcul du montant, notamment les effectifs salariés »**.
- La **communication** prévue en **mars 2012** sera ainsi **enrichie** :
 - par les **effectifs salariés** présents sur le **territoire** considéré,
 - ainsi que par le **chiffre d'affaires** et la **valeur ajoutée déclarés** par l'entreprise.

LE SUPPORT DE COMMUNICATION

- La **communication** des données individuelles effectuée en **2011** et **2012** est assurée **de façon transitoire** par l'envoi de **courriels** à toutes les **collectivités** et **EPCI** bénéficiaires contenant leur **fichier propre** ainsi qu'un **message d'accompagnement**.
- A terme, une **diffusion** de ces fichiers via le **Portail Internet de la Gestion Publique** est **prévue**, une fois les évolutions logicielles et organisationnelles achevées.

LES INFORMATIONS DETAILLEES RELATIVES A LA CVAE TRANSMISES AUX COLLECTIVITES LOCALES EN VERTU DE L'ARTICLE L.135 B DU LPF

LES MODALITES DE CONSTITUTION DES FICHIERS

La **constitution** des **fichiers** destinés aux **collectivités locales** se fait selon les principales **modalités** suivantes :

- pour une **direction donnée**, il sera **constitué autant de fichiers que de collectivités** relevant de son **périmètre de compétence** (communes, EPCI), auxquels s'ajouteront un **fichier départemental** et un **fichier régional**. Toutefois, si une **collectivité** ne présente que des **montants de CVAE égaux à 0**, alors le **fichier** la concernant ne sera **pas généré**,
- le **fichier** présentera **uniquement les implantations** qui ont effectivement produit une **CVAE** (imposée, dégrevée, exonérée compensée ou non),
- les **données de répartition à communiquer** de CVAE de millésime **N**, répartie en **N+1** correspondent au **périmètre FDL N+1** s'agissant de la **CVAE du bloc communal**.

LE TRACE DE FICHIER DE LA COMMUNICATION AUX COLLECTIVITES DE LA REPARTITION DE JANVIER 2012.

LES ELEMENTS FIGURANT EN ENTETE DE FICHIER, SUR UNE LIGNE

- **CVAE millésime de versement** aux collectivités locales
- **DIR + Code de la direction** (DDFIP/DRFIP)
- **Type de la collectivité** et **code interne FDL** (CODE INSEE si commune)
- **Libellé** de la **collectivité**
- **SIRET** de la **collectivité**

LES ELEMENTS FIGURANT EN ARTICLES MAITRE

Donnée (et nom en-tête en gras)	Déclarée par le redevable	Description	Observations
DIR ection	Non		Code SAGES
Type de collectivité bénéficiaire	Non		
Code FDL de la commune	Non	Code de la commune à laquelle le traitement central de CVAE a rattaché l'implantation	Donnée intangible pour l'implantation, quelle que soit la collectivité
Libellé de la commune	Non	Libellé de la commune à laquelle le traitement central de CVAE a rattaché l'implantation	Donnée intangible pour l'implantation quelle que soit la collectivité
SIREN de l'entreprise	Oui	Celui qui correspond à l'implantation retenue	
NIC du siège social	Oui	Celui présent dans l'article maître	
Titre de l'entreprise	Oui	Celui qui correspond à l'implantation retenue	
Dénomination de l'entreprise	Oui		
Code NACE de l'entreprise	Oui	Celui indiqué dans l'article maître et si disponible	

Date de cessation	Oui	Si renseigné	Ces éléments sont déclarés dans la 1330 (clé de répartition) ou la 1329 (données de paiement). Cela étant, pour un millésime donné, il se peut que ces informations ne soient pas disponibles alors qu'il existe un paiement CVAE (à répartir). Dans ce cas, cela signifie que l'entreprise a effectué uniquement un paiement CVAE sur rehaussement/RAR pour la période concernée sans dépôt de déclaration. Par ailleurs, une entreprise peut déclarer une VA égale à 0 et payer de la CVAE parce que le CA déclaré (> 500 000 €) la rend redevable de cette imposition pour le montant minimal de 250 €.
CA référence	Oui		
CA réel	Oui		
CA groupe	Oui		
Valeur Ajoutée	Oui		
Effectif total	Non		La donnée est la somme des effectifs déclarés par implantation. Attention, l'effectif total inclut les pondérations. Par ailleurs, il est précisé que la majorité des entreprises mono-établissement ne renseignent pas d'effectif salarié

LES ELEMENTS FIGURANT EN ARTICLES PAR LIGNE D'IMPLANTATION (ETABLISSEMENT, CHANTIER, LIEU D'ACTIVITE)

Donnée (et nom entête en gras)	Déclarée par le redevable	Description	Observations
NIC ETB	Oui	Si présente	Dans la déclaration 1330, le redevable renseigne seulement le NIC des établissements. Les implantations de type « chantier » ou « mise à disposition de salariés » n'ont pas de NIC déclaré. Cette zone est donc vide si l'implantation se rapporte à un chantier ou un lieu d'exercice d'activité.
No immeuble adresse établissement	Non	Si disponible (ce sera le cas lorsque l'information aura été retrouvée dans le fichier CFE. Dès lors, si l'implantation concerne un chantier ou un lieu d'exercice d'activité de + 3 mois, cette donnée ne sera pas présente.)	Donnée intangible pour l'implantation, quelle que soit la collectivité
Btq	Non		
Voie / lieu-dit	Non		
Code postal	Non		
Bureau distributeur	Non		
Libellé de la commune	Non		
ETP par implantation	Oui	Si présente	Donnée non pondérée Les établissements (non déclarés) injectés par le traitement national à partir du fichier CFE en vue de la répartition du tiers de la VA par clé VLF ne comporteront pas d'ETP.

Valeur Locative imposable	Non	Si existante	Cette donnée n'est pas toujours disponible, notamment lorsque l'implantation est un « chantier » ou un « lieu d'exercice ». Par ailleurs, récupérée à partir du fichier CFE, elle peut avoir une valeur égale à 0.
Taux de répartition dans le bloc communal	Non	Si existant	Lorsque le fichier est celui du département ou de la région, cette colonne reste vide même si il existe un taux au niveau du bloc communal. Il est proposé que la zone affiche le taux de répartition si le fichier concerne l'EPCI et affiche (1-taux de répartition) si il porte sur la commune membre de l'EPCI à FPA. En cas de fiscalité à FPU, le taux du fichier EPCI sera de 100. En raison du régime dérogatoire selon lequel la CVAE d'un établissement éolien est affectée à la commune quelque soit le régime fiscal, les établissements éoliens ne présenteront pas de taux de répartition.
CVAE payée	Non	Part associée à la collectivité	Donnée en fonction de la nature de la collectivité (donnée qui peut être négative)
CVAE dégrevée	Non	Part associée à la collectivité	Donnée en fonction de la nature de la collectivité
CVAE exo. compensée	Non	Part associée à la collectivité	Donnée en fonction de la nature de la collectivité. Le montant indiqué inclut le plafonnement du montant d'exonération dont peut bénéficier une entreprise. Cependant il ne prend pas en compte la minoration des allocations compensatrices.
Somme versée (somme des 3 montants supra)	Non		
CVAE exo. non compensée	Non	Part associée à la collectivité	Donnée en fonction de la nature de la collectivité

CALENDRIER PREVISIONNEL 2012 COMMUNICATION DES DONNEES FISCALES RELATIVES A LA CVAE		
période	informations transmises	commentaires
janvier	notification du produit prévisionnel 2012 de la CVAE	
février-mars	notification du montant définitif 2012 de la CVAE	
mars	transmission des impositions individuelles de la CVAE	ces informations individuelles portent sur le montant versé en 2012
4 ^{ème} trimestre	notification des montants définitifs des produits issus des rôles et des impôts autoliquidés (transmission des montants de CVAE simulés sur 2013)	